REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXVI. — 1er MARS 1915.

DI

B

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

054
R3274
1915, v. 21
25 Sept. '15.

130337

L'EMPEREUR GUILLAUME [1]

I

Qui n'a pas eu, dans ces dernières années, l'occasion d'approcher l'empereur Guillaume, d'avoir quelque entretien avec lui, ne peut se rendre compte de la première impression favorable qu'éprouve son auditeur. Causer avec lui, c'est l'écouter, c'est le laisser développer avec chaleur ses idées, en risquant de temps en temps une observation dont la vivacité de son esprit s'empare immédiatement pour passer d'un sujet à un autre. En parlant, il vous regarde bien en face, la main gauche toujours appuyée sur la poignée de son sabre dans une attitude qui lui est familière. La voix très gutturale, presque enrouée, n'est pas agréable, mais la figure, mobile et expressive, est tout animée, tout éclairée par des yeux magnifiques. Ce sont ces yeux qui frappent au premier moment mieux que les paroles, des yeux bleu clair, tantôt gais et rieurs, tantôt durs et sévères, avec des lueurs pareilles à des reflets d'acier. Cependant, au sortir d'un entretien de ce genre, on se prend à douter de la sincérité de ce dangereux causeur. On se demande avec une certaine anxiété si l'on n'a pas eu devant soi, au lieu d'un homme convaincu, l'acteur le plus impressionnant qui ait paru sur la scène politique contemporaine.

(1) M. le baron Beyens, qui était depuis plusieurs années ministre de Belgique à Berlin au moment de la déclaration de guerre, a entrepris un travail sur les hommes et les choses d'Allemagne qu'il a été bien à même de voir et de juger. Il débute par les portraits de l'Empereur, de l'Impératrice, du Kronprinz, du chancelier de Bethmann-Hollweg, etc. Nous donnerons à nos lecteurs les principales parties de cette étude où le baron Beyens, se dégageant des impressions du jour autant qu'il est possible de le faire à un Belge ou à un Français, s'élève dans ses jugemens à la hauteur de l'histoire.

Dans sa langue maternelle, Guillaume II a une éloquence naturelle, imagée et pompeuse. A peine était-il sur le trône, que son amour de la parole s'est révélé par des manifestations oratoires de tous genres : toasts, speechs, réponses à des adresses, allocutions militaires à des recrues de l'armée et de la marine, pendant les continuels déplacemens dont il a pris l'habitude en sillonnant son empire dans tous les sens, en parcourant en yacht toutes les mers d'Europe et en prodiguant ses visites aux États monarchiques. Quelques-uns de ses discours sont des modèles du genre impérial, mais son assurance comme orateur lui a fait prononcer plus d'une fois, dans le feu de l'improvisation, des phrases sentencieuses, inopportunes ou maladroites, qui créaient une sensation de malaise ou de révolte aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger : pensées audacieuses, présentées sous une forme originale, mais en contradiction avec le sentiment public, fruits hâtifs d'un tempérament trop impulsif. L'âge l'a quelque peu corrigé de ses imprudences de langage. Le texte des allocutions est, d'ailleurs, maintenant revu et expurgé par le cabinet civil de Sa Majesté, avant d'être livré à la publicité. Le besoin de claironner ainsi sa pensée se combine chez lui avec un goût prononcé pour les attitudes théâtrales, lorsqu'il se sait le point de mire de tous les regards, c'est-à-dire dès qu'il paraît en public, quoique dans son intérieur il ne manque ni de bonhomie, ni même de simplicité.

Certes, l'Empereur est un homme bien doué, intelligent, instruit. On a toutefois l'impression, quand on cause avec lui, qu'il n'a qu'une connaissance superficielle de certains sujets sur lesquels il se plaît à discourir.

N'en soyez pas surpris. Malgré sa rare faculté d'assimilation, Guillaume II n'est pas un esprit universel, capable, avec un égal bonheur, de parler politique, industrie, commerce, agriculture, musique, peinture, architecture, que sais-je encore? *de omni re scibili*, car il ne craint pas de s'aventurer sur les sentiers escarpés des sciences proprement dites. Peut-être eût-il mieux fait, au lieu de se dépenser dans tant de domaines différens, de concentrer ses études sur la politique étrangère et de chercher à se rendre compte personnellement du véritable état des esprits dans les pays voisins de l'Allemagne. Ses interlocuteurs n'auraient pas eu ainsi l'inquiétude de constater qu'il acceptait comme articles de foi des opinions préconçues et

tout à fait erronées, qui avaient cours dans la presse et dans le public allemands.

Sa confiance en soi lui a rendu toujours insupportable pour le gouvernement de l'Empire la collaboration d'un esprit supérieur ou d'une volonté indépendante. Après deux ans de règne, il secoua impatiemment la tutelle, maladroite sans doute, mais nécessaire encore, de l'homme à qui il devait sa couronne impériale. Pour le servir longtemps, il faut que ses ministres adoptent ses idées ou aient l'art de lui présenter les leurs, comme s'il en était l'inspirateur. Ses chanceliers, après le renvoi de Bismarck, n'ont été que les exécuteurs plus ou moins habiles de sa volonté souveraine et les chefs d'une armée de bureaucrates. L'un d'eux s'est acquis la réputation d'un homme de beaucoup de talent, mais obligé, comme les autres, de se plier au métier de courtisan. Gouverner, pour un chancelier de l'Empire, ce n'est pas prévoir, c'est obéir à un maître versatile et volontaire.

Par d'autres côtés de son caractère, l'Empereur a toujours aimé la société des savans et des professeurs de renom. Ayant lui-même des prétentions artistiques, il s'entoure volontiers des artistes qui suivent ses conseils et obéissent à ses suggestions. Bâtir a été de tout temps, en Prusse, un noble passe-temps de prince auquel Frédéric II lui-même s'est livré avec plaisir et avec goût dans les intervalles de ses guerres. Guillaume II est un grand bâtisseur : en vingt-cinq ans, ses architectes ont élevé plus de monumens et de palais à Berlin que leurs confrères n'en ont construit pendant un siècle dans d'autres capitales. Mais il impose trop souvent son goût pour le colossal, le surchargé et le massif. Sous son inspiration, les artistes allemands font de laborieux efforts pour créer un style qui serait le style Guillaume II. Les plus agréables monumens de la résidence impériale n'en restent pas moins ceux qui sont l'œuvre des premiers rois et auxquels un architecte, épris de l'art français du XVIIIe siècle, M. von Ihné, a donné quelques bons pendans. On est tout surpris, d'ailleurs, de constater que le vieux palais du premier roi de Prusse est encore assez vaste pour contenir les premiers empereurs allemands. Le fils fastueux du Grand Électeur, avec l'ambition sans bornes des Hohenzollern, avait-il donc prévu les lointaines destinées de sa maison ?

Aux sculpteurs, Guillaume II, fidèle aux mêmes principes esthétiques, a commandé des statues gigantesques ou figées dans des attitudes compassées, représentant les héros de sa famille et les grands serviteurs de son aïeul, qui ne méritaient pas un traitement aussi barbare. Son engouement pour la peinture officielle l'a empêché d'apprécier les talens originaux, les chefs d'école, tels que Max Libermann, qu'il traite de révolutionnaires. De même pour les gens de lettres. Les romanciers et les dramaturges les plus célèbres de l'Allemagne contemporaine, un Hauptmann, un Sudermann, ne sont nulle part moins compris qu'à la cour de Berlin.

L'Empereur s'est plu longtemps dans la compagnie d'aimables esthètes, poètes et musiciens, — car il adore la musique et la poésie, — les familiers de la fameuse table ronde. Le procès scandaleux du prince Philippe d'Eulenbourg a coupé cours à ces intimités. On a médit, bien à tort certainement, de son amitié pour ce séduisant, mais triste personnage. On ferait mieux de souligner son faible pour les gens riches, pour les créateurs de grosses fortunes. En cela, il a montré, comme d'autres têtes couronnées, qu'il possède le sens de l'actualité et qu'il apprécie les services rendus à la société moderne par la richesse. Les Américains de passage à Berlin sont assurés de trouver un accueil empressé à la cour impériale, pourvu que la valeur financière de leur nom soit haut cotée aux États-Unis. Il est juste d'ajouter que ces cajoleries aux Yankees opulens sont dictées aussi à Guillaume II par des préoccupations qu'on a appelées « sa politique américaine, » à savoir le désir d'une entente étroite avec la Grande République. Son goût pour le pouvoir que confère l'argent s'est montré également dans sa façon d'honorer sa fidèle noblesse. En créant une haute aristocratie de princes et de ducs, très clairsemée en Prusse avant lui, il a parfois tenu moins de compte de l'ancienneté de la race et des titres acquis à la reconnaissance de l'État que des fortunes territoriales des intéressés. Les nobles restés pauvres n'ont pas été très favorisés, même lorsqu'ils portaient les plus beaux noms militaires de la monarchie.

Élevé par un père dont les idées libérales ont été trop vantées, au dire de ceux qui l'ont le mieux connu, l'Empereur, à ses débuts, était animé d'une impatiente ardeur d'améliorer le sort des classes laborieuses de son empire et de continuer,

suivant les prescriptions de la morale chrétienne, l'œuvre législative de protection sociale commencée par son grand-père, ainsi qu'il l'annonça à l'ouverture du Reichstag en 1888. Deux ans plus tard, une conférence internationale était convoquée par ses ordres à Berlin pour étudier la législation du travail. Cependant il apportait sur le trône une haine juvénile des socialistes et des libres penseurs, qui n'a fait que s'enraciner plus profondément en lui à mesure qu'il avançait en âge et que les progrès de la sociale démocratie devenaient plus menaçans à chaque élection au Reichstag. La crainte du socialisme et la lutte contre ce Protée insaisissable ont été ses principales préoccupations. Il dénonçait l'ennemi en termes véhémens dans un discours à Kœnigsberg, en 1894 : « Debout! au combat pour la religion, la morale et l'ordre contre les partis de la subversion! » En 1907, il est même descendu dans la lice, à telles enseignes qu'il a reçu du haut du balcon du palais de Berlin les félicitations de ses sujets bien pensans, après le verdict électoral qui avait momentanément éclairci les rangs des élus de la sociale démocratie. Souverain d'un grand empire habité par des millions de socialistes, n'eût-il pas mieux fait de rester étranger aux haines de classes et de partis et de planer avec confiance au-dessus d'elles?

Guillaume II, sans être imbu de toutes les idées réactionnaires des conservateurs prussiens, n'a rien d'un esprit libéral. C'est un monarque de droit divin, qui se croit investi, comme ses prédécesseurs, de la mission de gouverner ses États et de faire le bonheur de ses sujets, fût-ce malgré eux, d'après les principes de la religion et suivant la tradition monarchique; un champion résolu des privilèges imprescriptibles de la royauté, limités seulement par les barrières constitutionnelles modernes.

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que de pousser plus avant l'analyse détaillée d'un caractère aussi compliqué; il a déjà fourni matière à plus d'un portrait et mettra à une dure épreuve, par sa complexité même, le talent de ses biographes à venir. J'essaierai seulement, à la fin de ce chapitre, de grouper les traits les plus frappans de la physionomie impériale et de fixer l'image qu'une guerre odieuse doit nous en laisser. Au surplus, dans l'homme qui régit les destinées de l'Allemagne, c'est surtout le politique qui nous

intéresse, à cause de la direction nouvelle qu'il a voulu imprimer aux destinées de l'Europe. A ce point de vue, il est impossible de passer sous silence la place que la religion occupe dans sa vie. Il a toujours été un fervent protestant. Pour lui, comme pour Treitschke, l'historien de la Prusse moderne, le protestantisme n'est pas seulement la vraie religion, mais la pierre angulaire de l'unité allemande, le solide rempart à l'abri duquel le langage et les mœurs des Germains se sont maintenus intacts des bords de la Baltique aux confins de la Transylvanie. Mais si la foi de Guillaume II est sincère, elle est vraiment trop verbeuse et trop nationaliste. Elle se répand insupportablement au dehors. Elle abonde en discours, remplis d'invocations choquantes à la Providence, à une Providence qui serait exclusivement allemande, qui n'aimerait que les Teutons et se réjouirait de leurs exploits. A l'imitation des héros bibliques et des champions de la Réforme, ce croyant en est arrivé, au seuil du XXe siècle, à se considérer comme le bras droit et l'épée du Seigneur, l'être prédestiné sur qui l'esprit d'En-haut serait descendu. Comment s'étonner que, sous l'empire d'une telle croyance, il ait entrepris une guerre qui nous a ramenés au temps des luttes sans merci des XVIe et XVIIe siècles, une sorte de croisade conduite contre les ennemis du peuple de Dieu personnifié aujourd'hui par la race germanique? Cette façon de comprendre et de pratiquer la religion explique que le chef de la pieuse nation allemande, après avoir appelé solennellement sur ses armes les bénédictions du Dieu des chrétiens, — un Dieu de concorde et de paix! — ait ordonné, la conscience en repos, le bombardement de villes sans défense et la destruction des chefs-d'œuvre de pierre de l'art catholique, les vieilles cathédrales historiques.

II

Pendant les dix dernières années, on a eu trop de confiance à l'étranger dans le pacifisme et dans la sincérité de Guillaume II. On oubliait qu'après tout il est de la race du grand Frédéric et que, sur la politique, il a dû méditer les leçons de ce prédécesseur dénué de scrupules. Lui-même, il s'attribuait, non sans raison, — car, dans sa jeunesse, il aurait pu céder à l'attrait des lauriers militaires, — le mérite d'avoir conservé la

paix européenne, en dépit de l'organisation sans cesse perfectionnée de l'armée allemande et à cause même de ses renforcemens qui rendaient une attaque contre elle presque impossible. On avait accepté de bonne foi cette légende, sans réfléchir que la course aux armemens conduit fatalement à la guerre, comme toute fièvre, qui devient aiguë, aboutit à une crise violente. Mais, outre les sentimens pacifiques trop vantés de l'Empereur, n'y avait-il pas, disait-on, pour rassurer les petites nationalités inquiètes, la Triple-Alliance, fondée par Bismarck et renouvelée périodiquement après lui? Le vieux chancelier et ses continuateurs ont toujours représenté la Triplice comme un contrat d'assurance contre le danger d'une conflagration générale. Retranchées dans cette forteresse inexpugnable, les forces des trois alliés pouvaient défier toutes les coalitions : aussi se gardait-on de les provoquer et de troubler l'ordre public européen. En réalité, tant qu'elle est restée fidèle à la pensée de son fondateur, la Triple-Alliance a pu se considérer comme la gardienne de la paix. Mais, à partir du jour où, pour appuyer les prétentions du Cabinet de Vienne, le Cabinet de Berlin a imposé aux nations slaves et aux autres Puissances déconcertées la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la Triple-Alliance a changé de caractère. Le gendarme, travaillé par des convoitises, a failli à son rôle tutélaire. La confiance qu'on avait eue jusque-là dans la pureté de ses intentions en a été considérablement diminuée.

Quoi qu'il en soit, Guillaume II a tenu pendant vingt-cinq ans, — *longum ævi spatium*, — la parole qu'il avait donnée au peuple allemand, sur le conseil de Bismarck, dans son premier discours du trône, d'avoir un règne pacifique. Il ne pensait alors qu'à faire de l'Allemagne le premier pays du monde par le développement de son commerce et de son industrie, à enrichir toutes les classes de la population, à détrôner, au profit de Berlin, Paris et Londres. « Notre avenir est sur les mers! » disait-il à ses sujets avec une juste perception du but où il devait diriger leur énergie et leurs efforts : la création d'une puissante marine, pour assurer sur tous les marchés de l'univers une place prééminente aux produits du travail allemand. Pendant ce quart de siècle, l'Allemagne a effectué en effet des progrès merveilleux qui faisaient tressaillir d'étonnement les autres nations. Guillaume II, dès cette

époque, frayait surtout avec les grands industriels, les grands banquiers et les grands armateurs de l'empire, qu'il n'a jamais cessé de voir et de consulter. Il a été l'ami fidèle de M. Krupp, dont la vie privée ne méritait pas cet honneur. Il a favorisé de tout son pouvoir les entreprises de M. Ballin, le très habile et très audacieux directeur de la Hamburg-Amerika Linie. Il présidait lui-même au lancement des transatlantiques géans de la puissante Compagnie. Le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la mise à flot du dernier de ces Léviathans de 50 000 tonnes, baptisé par lui du nom de Bismarck, — tardif hommage rendu au génie du chancelier de fer, — est remarquable par l'orgueil patriotique dont il déborde. C'est un chant de triomphe en l'honneur des chantiers germaniques, qui ont construit le plus grand navire du monde, dépassant de loin ce que l'art naval des Anglais avait jamais osé.

Le pacifisme prolongé de ce chef d'une nation militaire a eu sans doute aussi d'autres causes que le souci d'assurer la prospérité économique de l'Allemagne. Quoiqu'il se soit toujours, depuis sa première jeunesse, passionnément intéressé à son armée, Guillaume II n'a pas l'âme belliqueuse de plusieurs princes de sa maison. Comme le roi Frédéric-Guillaume Ier, il aime la caserne, sans avoir le goût des champs de bataille. Devenu, à vingt-neuf ans, le commandant suprême de l'armée, le « Kriegsherr, » il a accompli scrupuleusement depuis lors tous les rites militaires prescrits à un roi de Prusse, on l'a vu prendre part à chaque occasion aux repas des mess des officiers, apparaître dès l'aube au milieu de ses régimens de cavalerie sur le champ d'exercices de Dœberitz, inspecter l'un après l'autre les corps de troupes de l'empire et présider régulièrement aux manœuvres d'automne, les manœuvres impériales, où sa critique des opérations engagées faisait sourire les hommes du métier. Le long des rues de Berlin, les vitrines des magasins sont remplies de photographies de l'Empereur sous tous les uniformes de l'armée de terre et de mer, dans tous les rôles de son répertoire : la moustache fièrement retroussée, le regard fixe et menaçant, le bâton de feld-maréchal au poing. Ces images exagèrent l'impression qu'elles veulent nous donner d'un souverain très guerrier. Mais est-il vraiment un soldat?

Les journaux allemands ont annoncé, au début des hostilités, que Sa Majesté Impériale serait suivie sur le théâtre de la

guerre d'un train spécial, transportant une maison de bois démontable avec parquet ajusté, pour ne pas souffrir de l'humidité. Nous savons, d'autre part, que ce besoin d'aise et de confort est nécessité par la crainte des refroidissemens et des maux de gorge, car Guillaume II ne peut pas jouer, comme on dit, avec sa santé. Des préoccupations aussi constantes cadrent mal avec l'idée que nous nous faisons d'un vrai soldat.

Le vrai soldat de cette guerre, il ne faut pas le chercher parmi les Allemands couronnés qui n'ont fait que la suivre de loin; il est à la tête de la petite armée belge qui lutte avec désespoir pour défendre ses foyers. Le vrai soldat, c'est celui qu'on a vu bravant le danger sur la ligne de feu et dans les tranchées, afin de souffler à ses jeunes troupes le sang-froid et l'héroïsme de son âme inaccessible aux menaces comme à la peur. Le vrai soldat, c'est celui qui s'est révélé sur les champs de bataille de Louvain, d'Anvers et de l'Yser comme un grand général et comme un grand roi : c'est Sa Majesté le roi Albert.

Peut-être aussi Guillaume II, s'il est resté aussi longtemps pacifique, se défiait-il des résultats d'une nouvelle lutte, quoiqu'il exaltât dans ses discours les prouesses de ses devanciers et recommandât souvent à ses soldats de tenir leur poudre sèche. Peut-être redoutait-il la fortune changeante des batailles, en se répétant les paroles de Bismarck (1) au sujet des guerres préventives, des guerres qui ne sont inspirées que par l'envie d'écraser un adversaire avant qu'il soit prêt : « Nous ne pouvons pas lire dans les cartes de la Providence. » Peut-être encore appréhendait-il l'inconnu représenté dans les calculs politiques les mieux combinés par ces impondérables dont le même homme d'État prisait si fort la valeur. Qu'un jeune souverain, tel que l'Empereur dans ses premières années de règne, n'ait pas voulu compromettre l'héritage de gloire et de conquêtes laissé par son grand-père, rien de plus naturel ni de plus compréhensible. Il aimait à faire cliqueter son sabre, toujours mal à propos, mais sans le tirer hors du fourreau, car il n'avait pas le goût inné de la guerre. Cependant ces sentimens pacifiques ou ces hésitations devant l'incertitude de la fortune des armes ont fini par disparaître, et une détermination toute différente leur a succédé dans l'esprit changeant de Guillaume II. Mais le revire-

(1) Bismarck, *Gedanken and Erinnerungen*. Vol. II, page 93.

ment n'a pas été subit ; la conversion s'est opérée graduellement, en même temps que l'Allemagne se transformait elle-même et que grandissaient sa force et sa richesse, qu'augmentaient sa population, ses besoins et ses appétits. L'influence de Bismarck, — d'un Bismarck satisfait, assagi et prudent, qu'il ne faut pas confondre avec le hardi joueur de la période des guerres, — avait longtemps survécu à sa retraite. Pendant une dizaine d'années encore, dix années de tiraillemens intérieurs où le peuple allemand semblait en vouloir à l'Empereur d'avoir injustement brisé son idole, la politique bismarckienne de consolidation et de défense avait été suivie par les modestes héritiers du solitaire exaspéré de Varzin. Puis d'autres ambitions surgirent, et les recommandations de l'ex-chancelier furent peu à peu oubliées de la nouvelle génération de politiciens, de diplomates, de professeurs, d'écrivains et d'officiers qui prétendirent guider l'Allemagne vers de plus hautes destinées. Leur action victorieuse sur la pensée du souverain devint tout à fait apparente au moment où il parvenait à l'apogée de son règne.

Ce moment coïncide avec l'expiration des vingt-cinq premières années de son gouvernement, qui avaient doté la nation germanique d'une prospérité inouïe. Le jubilé impérial de 1913 a été une date fatale. L'Allemagne, en effet, ne s'est pas contentée de célébrer cette année-là les conquêtes pacifiques réalisées depuis l'avènement de son troisième empereur, elle a fêté en même temps le centenaire de la guerre de l'indépendance, tandis que ses représentans votaient patriotiquement au Reichstag une loi militaire plus lourde, plus écrasante que toutes celles qui l'avaient précédée. L'Allemagne associait ainsi les résultats admirables du travail national pendant un quart de siècle, qu'aucune menace de guerre n'était venue réellement troubler, aux souvenirs enflammés de sa libération du joug napoléonien et à la préparation fiévreuse d'une nouvelle lutte, que l'état de l'Europe ne semblait nullement présager. Cette triple coïncidence suscitait dans l'esprit des observateurs étrangers de graves appréhensions. Les souvenirs patriotiques de 1813 semblaient de sourds roulemens de tonnerre, avant-coureurs d'un orage prochain. L'Empereur, qui ne cessait d'exalter par ses discours publics les sentimens déjà surexcités de la nation, a dû se dire alors que la première partie de sa

tâche était terminée, et que la seconde allait commencer. Il avait lancé son peuple dans une voie de prospérité et de progrès où il ne s'arrêterait plus et une nouvelle guerre, bien loin d'enrayer ce superbe essor économique, n'y serait qu'un stimulant de plus. L'Allemagne, ayant triplé le chiffre de son commerce et presque doublé celui de sa population, disposant de millions de travailleurs qui n'allaient plus chercher, par l'émigration, leurs moyens d'existence au dehors, réclamait de nouveaux champs d'expansion et avait soif d'une domination incontestée dans tous les domaines. C'était à lui, encore dans toute la force de l'âge, qu'il appartenait de réaliser ces magnifiques aspirations.

Ne s'était-il pas lui-même laissé bercer, sur la foi des historiens de sa maison, par des rêves dont l'origine remonte à un lointain passé? Héritier d'un empire nouveau tout différent de l'empire germanique des Othon et des Barberousse, il s'était constamment appliqué à rattacher au Moyen Age la création des Bismarck et des Moltke, à renouer la chaîne des traditions historiques, à se poser comme le successeur des anciens Césars électifs. C'est dans cette pensée évidente qu'a été créée au Thiergarten de Berlin l'allée de la Victoire, où se dresse la double rangée de statues de marbre dont nous avons déjà parlé, symétriques et sépulcrales, qui seraient mieux à leur place dans une nécropole royale que dans un jardin public. On y voit presque coude à coude des empereurs d'Allemagne, antiques et récens, des électeurs de Brandebourg et des rois de Prusse, tout un Panthéon suggestif! A Vienne, des princes de la maison de Habsbourg se vengeaient des défaites de 1866 en traitant les Hohenzollern de parvenus. Mais, à Berlin, le descendant de ces parvenus ne rêvait de rien moins que de ressusciter la monarchie de Charlemagne; il élevait dans sa capitale un monument au légendaire Roland, comme un symbole de l'union du présent et du passé, et songeait à rétablir sur l'Europe continentale une hégémonie carlovingienne.

III

Je parlerai plus tard des événemens européens et de la situation intérieure de l'Allemagne qui ont agi sur les dispositions de Guillaume II et activé sa transformation morale. Ce qu'il est nécessaire de préciser ici, c'est qu'il s'est flatté

d'abord de n'avoir à combattre que la France, la vieille et irréconciliable ennemie. La guerre future lui apparaissait comme un simple duel entre la République et l'Empire.

Il a espéré longtemps diviser ses adversaires et obtenir l'inaction de la Russie. L'alliance franco-russe n'était pas considérée à la cour de Berlin comme un bloc indestructible. L'accord de Potsdam, conclu par M. Kokotzow, et dont la portée était limitée, autant qu'on peut le savoir, à l'Asie occidentale, semblait autoriser d'amples espérances. Des avances répétées étaient faites au tsar Nicolas; des entrevues avaient lieu où Guillaume II déployait, comme dans la visite à Port-Baltique, toutes les séductions de son intelligence pour enjôler le souverain russe et capter la confiance de ses ministres. L'Empereur m'a dit lui-même, quelques mois seulement avant la guerre, qu'on se faisait des illusions en France sur la solidité de la Double-Alliance : il était bien informé des véritables sentimens de la cour impériale par de hauts personnages russes qui, en passant par Potsdam, ne cachaient pas de quel côté allaient leurs sympathies.

Un des principaux axiomes de la politique de Bismarck était que l'Allemagne devait toujours s'efforcer d'entretenir de bonnes relations avec sa grande voisine du Nord. Ce sage conseil, que le chancelier n'avait pas suivi lui-même au Congrès de Berlin, a été négligé par ses successeurs. En mars 1909, Guillaume II, sur l'avis conforme du prince de Bülow, n'avait pas hésité à faire savoir à Saint-Pétersbonrg qu'il se tiendrait résolument à côté de l'Autriche-Hongrie, si la discussion diplomatique engagée au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine dégénérait en un conflit. La démarche comminatoire prescrite au comte de Pourtalès était restée sur le cœur des patriotes russes, qui avaient été contraints de reculer devant cette menace. Mais à la cour de Berlin le souvenir en était effacé, car l'Empereur, — c'est encore un trait de son caractère, — oublie volontiers les mauvais procédés dont il est l'auteur. Il pratique le pardon de ses injures.

La guerre balkanique elle-même n'avait pas détruit complètement ses illusions. Elle avait montré pourtant la Russie et la France indissolublement unies et décidées à courir ensemble les mêmes risques et les mêmes périls. La main experte de M. Delcassé, envoyé comme ambassadeur à Saint-

Pétersbourg pendant les événemens de 1912, avait resserré de plus belle le nœud de l'alliance. Depuis lors, il est vrai, l'attention de l'Empereur s'est concentrée sur l'activité militaire déployée de l'autre côté de la frontière russe; mais il a dû lui en coûter de renoncer à sa chimère de la neutralité ou de l'inaction de la Russie en cas de guerre sur les Vosges. Un avertissement suprême a été donné au gouvernement du Tsar le 2 mars 1914 par l'officieuse *Gazette de Cologne*, sous la rubrique d'une correspondance de Saint-Pétersbourg! L'accélération des armemens y était dénoncée en même temps que l'ingratitude dont la Russie payait les services que l'Allemagne lui avait rendus à l'époque de la guerre de Mandchourie. Les journaux russes répliquèrent sur un ton acerbe, laissant entrevoir que le traité de commerce avec l'Allemagne ne serait pas renouvelé. M. de Jagow, dans un exposé sur la situation extérieure lu au Reichstag quelques semaines plus tard, se borna à regretter et à blâmer d'une manière générale ces polémiques de presse dont il rejetait, d'ailleurs, la responsabilité sur les feuilles panslavistes.

IV

La France a toujours été aux yeux de Guillaume II l'adversaire principal. La pensée de se réconcilier avec elle a hanté cependant, à diverses occasions, son cerveau romanesque, mais sans qu'il songeât un seul instant à lui restituer ou à neutraliser l'Alsace-Lorraine, questions résolues définitivement par les victoires de 1870 et le traité de Francfort, sans qu'il admît même de lui complaire en accordant une constitution plus libérale aux provinces conquises. Le vœu de quelques Français, partisans d'un rapprochement franco-allemand, de voir l'Alsace-Lorraine jouir d'une autonomie complète à l'instar d'un État confédéré, de la Bavière ou de la Saxe, était qualifié à Berlin d'ingérence insupportable dans les affaires intérieures de l'Empire.

Mais l'Empereur a cru de bonne foi, à plusieurs reprises, qu'il pourrait améliorer les relations entre les deux pays, diminuer la tension entre Paris et Berlin, frayer même la voie à de bons rapports à venir, en traitant avec une distinction flatteuse des Français et des Françaises, célébrités parlementaires, artis-

tiques et mondaines, qui visitaient l'Allemagne. Ce sont ces attentions individuelles, agrémentées de quelques politesses à l'adresse du gouvernement républicain ou de personnages en évidence, qu'il considérait comme des avances. Ses conversations avec Coquelin et Mlle Granier ont amusé les Parisiens qui le remerciaient par un compte rendu de journal aimablement troussé et se croyaient quittes envers lui. Les gracieusetés impériales ont-elles été suivies d'une nouvelle orientation de la politique allemande plus favorable à la France? Il n'en fut jamais question. Des offres de collaboration ou d'association dans des entreprises économiques, intéressant les ressortissans des deux pays au Maroc, furent faites, sans aucun succès d'ailleurs, après l'accord de 1909; mais il ne faudrait pas les attribuer au bon vouloir de Guillaume II pour des voisins qu'en réalité il détestait. C'est par sa séduction qu'il prétendait les conquérir; en quoi sa vanité l'abusait, bien qu'à certains momens et sur sa réputation de pacifiste, sa personne n'ait pas été impopulaire à Paris.

Il était revenu depuis quelque temps de ces accès de bienveillance, après en avoir constaté l'inutilité, et il accentuait au contraire, à l'égard des voyageurs français qui lui étaient présentés, ses manières hautaines et cassantes dans les derniers mois avant la guerre. Il a dit alors devant moi, en février 1914, un soir de bal à la Cour, dans une conversation à laquelle prit part mon compatriote et ami, le baron Lambert, cette phrase plus pittoresque que conforme à la vérité, qu'il aimait à répéter, car il s'en était déjà servi avec d'autres diplomates : « Souvent j'ai tendu la main à la France : elle ne m'a répondu que par des coups de pied! » Son amertume se répandit ensuite contre la presse parisienne, qui attaquait l'Allemagne journellement et sans mesure. Il finit sur un ton grave par déclarer avec cette mimique expressive qui donnait tant de poids à ses paroles « qu'on devrait prendre garde, à Paris, parce qu'il ne serait pas toujours là! » Or, lorsqu'il discourait ainsi, la guerre était déjà résolue dans son esprit, comme on le verra plus loin. Que signifiait donc ce langage? Était-ce, de sa part, comédie, duplicité? Fallait-il y voir plutôt le souci d'accumuler des griefs, pour justifier ses actes futurs?

Puisqu'il se faisait remettre régulièrement les coupures des organes français nationalistes où son gouvernement était mal-

mené, que n'en lisait-il la contre-partie : les diatribes quotidiennes des journaux de son pays contre la France et le président Poincaré, visé particulièrement par la presse pangermaniste? Certainement, cette guerre de plume était dangereuse autant que déplorable dans l'intérêt de la paix, mais elle était menée des deux côtés dans le ton et le style propres à chacune des deux races. Il suffirait, pour se faire une idée de la mauvaise foi, de la morgue et de l'insolence de certains publicistes allemands, de relire quelques-uns des articles dont le Dr Th. Schiemann, qui eut son heure de popularité et de faveur à la cour de Berlin, régalait chaque mercredi matin, dans sa revue politique de la semaine, les lecteurs francophobes et russophobes de la *Gazette de la Croix*.

Au lendemain d'Agadir, la guerre avec la France avait pris tout à fait dans l'esprit de Guillaume II l'aspect d'une nécessité inéluctable. Le 5 et le 6 novembre 1913, le roi des Belges fut son hôte à Potsdam, en revenant de Lunebourg où il avait fait une visite de courtoisie et d'usage au régiment de dragons dont il était le chef honoraire. Pendant ce séjour, l'Empereur annonça au roi Albert que la guerre avec la France était à ses yeux « inévitable et prochaine. » Quelle raison donnait-il de cette conviction pessimiste qui impressionna d'autant plus son royal visiteur que la croyance aux sentimens pacifiques de l'Empereur allemand n'était pas encore altérée en Belgique? C'est que la France voulait elle-même la guerre et qu'elle s'armait rapidement dans cette intention, comme l'indiquait le vote de la loi sur le service militaire de trois ans. Guillaume II se disait en même temps assuré de la victoire. Le souverain belge, qui connaissait mieux les véritables dispositions du public et du gouvernement français, essaya vainement de l'éclairer et d'éloigner de son esprit la fausse image qu'il se faisait d'une France belliqueuse, d'après le langage d'une minorité de patriotes exaltés.

Le général de Moltke, chef de l'état-major, eut le 6 novembre, après le dîner auquel l'Empereur avait convié, en l'honneur de son hôte, les personnages officiels allemands présens à Berlin, un entretien avec le roi Albert. Il s'exprima dans les mêmes termes que son souverain à l'égard de la France et au sujet de la nécessité d'une guerre prochaine, insistant encore plus vivement sur la certitude du succès, en raison de l'enthousiasme

avec lequel la nation germanique tout entière se lèverait pour repousser l'ennemi traditionnel. Le général de Moltke tint les mêmes propos menaçans à l'attaché militaire belge qu'il avait comme voisin de table, le même soir. Il ne se montra pas plus réservé dans la suite, m'a-t-on dit, avec d'autres attachés militaires qu'il honorait de sa confiance ou qu'il voulait impressionner.

Quel était le but de ces confidences? Il n'est pas difficile de l'entrevoir. Elles étaient une invitation à se jeter, en présence du danger suspendu sur l'occident de l'Europe, dans les bras du plus fort, des bras prêts à s'ouvrir pour étreindre la Belgique, — quitte ensuite à l'étouffer! — Quand on songe à l'ultimatum notifié le 2 août suivant au gouvernement belge, on voit à quel acte de complaisance et de lâcheté l'empereur Guillaume aurait voulu, par l'entretien de Potsdam, disposer déjà le roi Albert.

La conversation des deux souverains a été rapportée à l'ambassadeur de France, ainsi que le constate une dépêche de M. Cambon, insérée au *Livre jaune* de 1914. Cela fut fait dans le seul espoir que la catastrophe d'une guerre entre la France et l'Allemagne pourrait être encore écartée. L'intérêt supérieur de l'humanité exigeait que le gouvernement français fût averti que l'Empereur avait cessé d'être partisan de la paix et qu'il envisageait une nouvelle guerre d'un œil calme, comme une nécessité fatale. Au gouvernement français, dont les sentimens étaient restés pacifiques, quoi qu'en pût penser Guillaume II, de veiller à ce que des incidens ne se produisissent pas, qui n'auraient plus été susceptibles d'être aplanis, parce qu'on les aurait considérés à Berlin comme des provocations.

L'état mental de l'Empereur, devenu très nerveux et très irritable, le rendait-il aveugle à l'évidence et sourd à la persuasion? Que la France, condamnée à un voisinage où des forces militaires écrasantes constituaient pour elle une menace toujours en suspens, se soit armée principalement pour conserver sa sécurité nationale, pour n'être pas à la merci d'événemens inattendus ou de calculs impitoyables, cette vérité dont la clarté éclate aux yeux des observateurs impartiaux, Guillaume II ne voulait pas l'admettre. Une guerre de revanche était, — il s'en disait certain, — l'obsession de tous les Français. La reprise de l'Alsace-Lorraine, reléguée par la plupart

d'entre eux à l'arrière-plan de leurs rêves patriotiques et entrevue seulement comme un lointain mirage, formait, au contraire, dans sa conviction obstinée, le but secret des efforts de leurs hommes d'État. Le pacifisme crédule et confiant des radicaux et des socialistes français, qui s'était étalé au grand jour dans leur résistance au rétablissement du service militaire de trois ans, restait pour lui lettre morte.

Une opinion enracinée, si contraire à la vérité, fait douter de sa sincérité. Le Kaiser était-il faussement renseigné sur les véritables intentions de la France, ou cherchait-il, dans les projets hostiles qu'il lui prêtait, un prétexte pour motiver une agression? Voilà ce qu'on est en droit de se demander aujourd'hui.

V

Jusqu'au dernier moment, l'Empereur a compté sur la neutralité de l'Angleterre, quelle que fût la cause du conflit qui éclaterait entre la Triplice et la Duplice. C'était oublier trop légèrement tous les griefs nourris contre lui dans le Royaume-Uni, alors qu'ils n'étaient sortis ni des mémoires ni des cœurs britanniques : le fameux télégramme au président Kruger lors du *raid* Jameson en 1895, manifestation intempestive qui abusa complètement le vieux patriote de Johannesburg sur l'appui éventuel du Kaiser; la campagne de dénigrement contre l'Angleterre, menée quatre ans plus tard en Allemagne, dès l'ouverture des hostilités contre les Boers; enfin et surtout l'énorme accroissement de la marine allemande, annoncé par le prince de Bülow et l'amiral de Tirpitz immédiatement après les premiers revers des Anglais.

Guillaume II ne se souvenait-il pas non plus de l'attitude résolument hostile du Cabinet britannique pendant la Conférence d'Algésiras et, plus récemment, au cours des négociations franco-allemandes qui suivirent le coup d'Agadir? Il s'imaginait sans doute, comme beaucoup d'Allemands, que l'appui prêté par l'Angleterre à la France ne dépasserait pas certaines limites morales et géographiques : il devait se borner à faciliter la solution du problème marocain, puisque à Londres on s'était engagé à aider à l'établissement du protectorat français au Maroc, et aux questions méditerranéennes où les vues des deux pays étaient connexes. L'opinion régnait en Allemagne

que le Cabinet de Saint-James, conscient des préférences nettement pacifiques de sa majorité libérale, resterait spectateur patient de toute guerre où aucun intérêt britannique vital ne serait en jeu. Combien de fois la presse berlinoise n'a-t-elle pas développé ce thème, en l'accompagnant, pendant la courte durée de la crise austro-serbe, de basses flatteries à l'adresse de la Grande-Bretagne! Cette conviction était accréditée dans le public allemand par la haute finance, dont les intrigues n'ont pas cessé d'être actives à Londres, non seulement auprès du monde des affaires, mais aussi des hommes politiques. Des démarches à l'effet d'empêcher éventuellement toute participation de l'Angleterre à une lutte continentale, furent poursuivies jusque dans les couloirs du Parlement de Westminster par des financiers d'origine allemande. Peu de temps avant les hostilités, dans le courant du mois de juillet, M. Ballin, l'homme de confiance du Kaiser, arrivait à Londres, chargé de prendre des dispositions en vue de la guerre et d'abuser ses amis anglais sur les dispositions pacifiques de l'Allemagne, alors que tout était déjà prêt pour une entrée en campagne foudroyante.

Les fautes politiques de Guillaume II sont provenues souvent de la trop grande confiance qu'il avait dans son habileté et son jugement personnels. Après 1911, il a désiré ardemment opérer un rapprochement entre les deux nations, l'anglo-saxonne et la germanique, parentes par le sang et rattachées l'une à l'autre par de multiples souvenirs historiques. Des symptômes de détente ont été visibles dès l'année suivante, mais l'Empereur s'est trompé sur le degré de chaleur auquel étaient remontées les relations entre les deux gouvernemens et les deux pays. Il a cru trop tôt avoir partie gagnée et a démasqué brusquement ses cartes, ce qui a décidé le Cabinet britannique à abandonner le jeu.

Dans un *meeting* tenu à Cardiff, le 2 octobre 1914, à l'occasion de la guerre, le premier ministre, ayant pris la parole, a fait une révélation très intéressante sur la tentative de rapprochement de 1912. « Nous avons adressé alors, a-t-il dit, au gouvernement allemand la communication suivante, dont les termes avaient été soigneusement pesés par le Cabinet et qui indiquait quelles devaient être, à notre avis, nos relations avec l'Allemagne : « La Grande-Bretagne déclare qu'elle n'attaquera

jamais sans provocation l'Allemagne ni ne se joindra à une attaque de ce genre. Une agression contre l'Allemagne ne forme ni le sujet ni une clause d'aucun traité, entente ou arrangement, dont la Grande-Bretagne est partie contractante et elle ne prendra part à aucun acte diplomatique ayant un pareil objet. » Cette déclaration ne parut pas suffisante aux hommes d'État allemands, poursuivit M. Asquith. Ils voulaient de nous davantage. Ils nous demandèrent de promettre de rester neutres, dans le cas où l'Allemagne serait engagée dans une guerre, et cela, figurez-vous, à une époque où elle augmentait énormément ses moyens agressifs et défensifs, particulièrement sur mer. Ils nous demandèrent de déclarer très clairement qu'en ce qui nous concernait, nous leur laisserions les mains libres pour soumettre, pour dominer le continent européen. A pareille demande une seule réponse était possible, et c'est celle que nous avons faite. »

Les brutales prétentions de sa diplomatie firent perdre ainsi à Guillaume II une occasion favorable de dissiper les défiances du Cabinet de Londres et de renouer avec l'Angleterre des relations plus cordiales. Malgré cet échec, il ne se découragea pas, et, deux ans après, il se croyait de nouveau parfaitement sûr de la neutralité britannique. Cette fois encore, les apparences le trompèrent. Il avait trop escompté le savoir faire de son nouvel ambassadeur, le prince Lichnowski, bien vu de la haute société londonienne, ainsi que l'influence des amis qu'avait l'Allemagne au sein même du Cabinet Asquith, les Haldane, les Burns, les Harcourt. Le langage des organes germanophiles de la presse anglaise a contribué aussi à le tromper sur les vrais sentimens du peuple anglais à l'égard de son principal concurrent maritime et commercial. La presse berlinoise citait volontiers les articles du *Daily News*, de la *Westminster Gazette*, du *Daily Graphic*, de la *Nation* et du *Manchester Guardian*, très favorables à une entente avec l'Allemagne; mais ces journaux, que l'ambassade impériale fournissait d'informations « made in Germany, » n'étaient pas, comme l'Empereur le pensait, les véritables voix de l'Angleterre.

Il raillait volontiers les Français, dans ses conversations avec des étrangers, de croire à la réalité de la Triple-Entente et de leurs vaines tentatives pour la transformer en une alliance effective. Le voyage à Paris du roi George et de la reine Mary

n'a dû lui causer de ce chef aucun souci. Mais l erreur la plus grave qu'il ait commise semble avoir été de s'imaginer, sur la foi de rapports qui ne peuvent être que ceux de son ambassadeur, que les Anglais, au début de l'été de 1914, étaient irrémédiablement désunis par leurs querelles irlandaises, à la veille même d'une guerre civile, et réduits par là à une complète impuissance pour une intervention armée sur le continent. C'était donc le moment de tout oser, de tout risquer en Europe. S'il n'en avait pas eu la certitude, l'Empereur aurait-il exposé le commerce allemand si florissant et la flotte allemande inachevée, qui lui était chère comme l'enfant de ses œuvres, à l'effroyable épreuve d'une guerre navale avec l'Angleterre? Aurait-il compromis aussi légèrement la prospérité économique de son pays, dont la marine marchande était un facteur indispensable?

Le réveil a été cruel et grand le courroux du monarque désabusé. Nous en avons la preuve dans le message dont il chargea un de ses aides de camp pour sir Ed. Goschen, après la manifestation honteuse à laquelle s'était livrée la population de Berlin contre l'ambassade britannique, à la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Angleterre : « L'aide de camp, écrit l'ambassadeur, dans son rapport à sir Ed. Grey, me dit que l'Empereur lui avait prescrit de m'exprimer ses regrets pour les scènes de la nuit précédente, mais d'ajouter que je me ferais par là une idée des sentimens dont ce peuple est animé en ce qui regarde la conduite de la Grande-Bretagne, se joignant à d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo. » En même temps, Guillaume II annonçait qu'il se démettait de ses titres de maréchal et d'amiral britannique, dont il était fier auparavant. Pour qui sait l'importance et le prix attachés en Allemagne à ces distinctions honorifiques, — que nous serions tentés de traiter de puérilités, — le geste de l'Empereur en dit bien plus que des paroles de colère et d'indignation.

VI

On est étonné qu'il se soit mépris à ce point sur l'état de l'opinion publique et sur les dispositions réelles des gouvernemens dans les pays de la Triple-Entente. Il ne connaissait pas mieux la mentalité des hommes d'État italiens, car la résolution

du Cabinet du Quirinal de rester à l'écart du conflit européen, au lieu de marcher sous les drapeaux unis de la Triplice, n'a pas laissé certainement de le surprendre et de l'irriter. Cette ignorance provient du mauvais choix de ses représentans à l'étranger et de sa prétention d'être son propre ministre des Affaires étrangères, comme il est son propre chancelier. Les ambassadeurs sont désignés par l'Empereur lui-même, quelquefois suivant l'engouement dont il se prend pour telle ou telle personne. Des postes très importans ont été confiés ainsi à des mains très inexpérimentées. Les ambassadeurs, dépendant de son bon plaisir, s'efforçaient avant tout de lui plaire, d'entrer dans ses idées, et lui rapportaient des impressions qui correspondaient à son propre jugement. D'où il est résulté que, par suite de l'insuffisance de ses informations de source diplomatique, le gouvernement impérial n'a pas su exactement ce que feraient la Russie, la France, l'Angleterre, le Japon et l'Italie, dans le cas d'une guerre entre la Serbie et l'Autriche, destinée fatalement à ne pas rester localisée. Même incertitude ou mêmes illusions en ce qui concernait le loyalisme des dominions britanniques, le dévouement des princes indiens, l'obéissance de l'Égypte, la fidélité des musulmans dans les colonies françaises. Il n'est pas à supposer, d'ailleurs, que les attachés militaires allemands, espions officiels accrédités auprès des gouvernemens étrangers, se soient montrés plus clairvoyans que les chefs de mission. L'infériorité du personnel diplomatique n'a nulle part été mise plus crûment en lumière qu'à Berlin même, soit dans les discussions du budget des Affaires étrangères, soit dans les articles de la presse libérale, pour ne point parler des journaux socialistes. La presse libérale se plaisait à opposer aux échecs des diplomates de son pays les succès remportés par leurs collègues de France et d'Angleterre; mais elle se trompait, lorsqu'elle attribuait l'insuffisance de ses compatriotes à leur qualité de nobles de vieille souche ou de bourgeois récemment anoblis. C'est aux choix capricieux de l'Empereur qu'elle aurait dû s'en prendre.

L'Empereur dirigeait lui-même la politique extérieure de l'Empire. Dès les premiers temps, il aimait à causer avec les ambassadeurs et les ministres étrangers et à exprimer librement sa pensée sur les questions les plus délicates, sachant bien qu'aucune de ses paroles ne serait perdue. Ses redoutables plai-

santeries, comme ses brusques accès de franchise, soit qu'ils fussent prémédités, soit qu'ils échappassent à son humeur impatiente, ont plus d'une fois décontenancé ses auditeurs. Il ne s'en est pas tenu là; il a pris aussi la plume pour exposer ses idées à des correspondans étrangers, tels que lord Tweedmouth : inspirations presque toujours malencontreuses! Survint l'aventure bien connue de l'interview impériale publiée par le *Daily Telegraph* en novembre 1908, après avoir été soumise au prince de Bülow, qui ne se donna pas la peine d'en prendre lui-même connaissance. Elle provoqua une crise qui aurait dû être salutaire, en rendant le souverain moins sûr de soi et plus circonspect dans ses incursions sur le terrain mouvant de la politique étrangère : émotion du public allemand, intervention du chancelier et engagement arraché à l'Empereur, pour apaiser le Reichstag, de se tenir dorénavant plus tranquille. « La sensation profonde et la douloureuse impression produite par ces confidences, déclara le chancelier au Parlement impérial, conduiront Sa Majesté l'Empereur à observer à l'avenir, dans ses entretiens privés, cette réserve qui est aussi indispensable pour une politique suivie que pour l'autorité de la couronne. »

Guillaume II avait promis de se taire et il tint parole pendant plusieurs années, mais il ne pardonna pas au prince de Bülow de ne l'avoir pas défendu devant le Reichstag et devant l'opinion publique. Jusqu'à la mort de M. de Kiderlen, survenue à la fin de 1912, il s'abstint de toute ingérence ostensible dans les affaires étrangères. Plus de speechs sensationnels, plus de longs entretiens avec les ambassadeurs sur les questions du jour. Il est vrai que M. de Kiderlen, la plus forte personnalité qui ait paru à la Wilhelmstrasse depuis le départ du prince de Bülow, moins habile que lui dans l'art de déguiser sa pensée, mais plus jaloux de son autorité, à tel point qu'il ne pouvait pas souffrir l'immixtion du chancelier dans son domaine, aurait préféré résigner ses fonctions, plutôt que d'être mené en laisse par l'Empereur comme un bouledogue obéissant. A tort ou à raison, il était considéré comme l'homme indispensable pour appliquer le traité qu'il avait conclu avec la France dans des vues pacifiques, car ce brutal n'était pas un belliqueux. Sa connaissance particulière de l'Orient européen l'aurait fait probablement conserver par son maître, tout au moins pendant la durée des

conflits balkaniques. Kiderlen disparu, l'Empereur recommença à diriger la politique extérieure et reprit ses libertés de langage avec les diplomates étrangers. L'ambassadeur ottoman, Osman Nizami pacha, très en faveur auparavant, eut particulièrement à souffrir des cruelles vérités du grand ami de la Turquie, après les premiers désastres de la campagne de Thrace.

VII

Il y a souvent, dans un roi ou dans un homme d'État, plusieurs hommes différens qui apparaissent successivement aux divers âges de sa vie. Bien rares sont ceux qui, taillés dans un bloc immuable, ne varient jamais de la jeunesse à la tombe. Les années, en s'accumulant sur leurs têtes, calment ou endiguent, chez les chefs consciens de leurs responsabilités, les passions de leur printemps. La maturité et l'expérience leur font jeter un regard plus défiant sur les entreprises où ils voudraient employer leurs ressources et leurs efforts. Un phénomène contraire s'est produit chez Guillaume II. En lui l'homme sage et prudent, d'une sagesse et d'une prudence très relatives, il est vrai, n'a pas été l'homme mûr, mais le jeune homme.

Son état de santé fut peut-être, — je l'ai entendu dire, — le facteur d'une dégénérescence morale. En dépit de l'exercice au grand air qu'il prenait assidûment ou à cause même de ses trop fréquens déplacemens et du surmenage qui en résultait, ses nerfs tendus à l'excès s'étaient affaiblis. Le repos quotidien auquel il s'astreignait, en se mettant au lit pendant une heure au moins dans le courant de l'après-midi, ne suffisait plus à rétablir l'équilibre physique nécessaire. Son visage plissé, son teint gris, trahissaient l'usure de sa constitution. Les Allemands, qui ne le voyaient pas fréquemment, étaient frappés du vieillissement prématuré de leur Kaiser. Qui sait, s'est-on demandé, si la diminution de ses forces de résistance n'a pas agi sur sa mentalité ? C'est dans l'affirmative que se prononceraient des physiologistes et des médecins, habitués à calculer les rapports du physique et du moral. Je ne crois pas, quant à moi, à la répercussion que la fatigue et le surmenage auraient pu avoir sur les actes de Guillaume II. Que sa nervosité ait augmenté dans les derniers temps, que son irritabilité croissante l'ait rendu plus difficile à servir, plus impatient d'une

obéissance sans réplique, cela paraît incontestable, d'après tous les témoignages concordans. Mais ses desseins ont été arrêtés avec une parfaite tranquillité d'esprit, et non dans l'état de surexcitation maladive qu'on est trop enclin à lui prêter.

Quel homme est-ce donc que Guillaume II? Est-ce un ambitieux de l'école de Charles-Quint, de Louis XIV et de Napoléon, — de ce Napoléon populaire aujourd'hui à Berlin, où son image est exposée dans les vitrines des magasins plus souvent que celles des rois de Prusse, le vieux Fritz excepté? Est-ce un prince qui a tenté de réaliser les antiques ambitions de son peuple, car il avait médité les leçons de ses professeurs d'histoire? « Les Hohenzollern, lui ont-ils dit, sont destinés, après des siècles d'attente, à édifier le grand Empire d'Occident, ébauché par les Ottonides et échafaudé par les Hohenstaufen, et l'Allemagne, unie enfin sous leur sceptre, supérieure en forces, en population, en intelligence, en puissance de production et d'expansion, aux nations dégénérées qui l'entourent, doit marcher résolument à la conquête de l'Europe et de là à la domination du monde. » Tel sera, j'imagine, le jugement porté sur Guillaume II par la complaisance des historiens allemands de l'avenir. Mais, parmi les étrangers, les Belges, à coup sûr, penseront différemment. Ils ne souscriront pas à l'exactitude de ce portrait idéalisé, où sont laissés dans l'ombre des traits jusqu'à présent insoupçonnés d'un caractère que la guerre leur a appris à connaître. Tel qu'il se montrait dans les années qui ont précédé les hostilités à un témoin intéressé à l'observer, l'Empereur causait une sensation d'inquiétude et de crainte, comme une énigme redoutable et impossible à déchiffrer. Aujourd'hui, on ne peut pas séparer l'étude de son caractère des faits qui l'éclairent d'une lumière effrayante. Son image théâtrale apparaît à ses victimes à la lueur de l'incendie de Louvain et de tant d'autres malheureuses cités, sous un jour implacable qui leur montre leur patrie agonisante des coups que sa fureur lui a portés.

Qu'on se figure, se diront les Belges, un souverain, grand par le rang et la puissance, d'une cordialité démonstrative pour les étrangers qu'il voulait éblouir et charmer, mais dont la bienveillance était décevante, si l'on avait l'imprudence de s'y fier; doué de toutes les apparences de la franchise et qui s'en servait comme d'un moyen de séduction; ne respectant au fond

que la force et prêt à abuser de la sienne; plein de dédain pour les petits États et les petits princes et cependant n'hésitant pas, à l'occasion, à les cajoler; courtisan de l'opinion publique, surtout de celle du dehors, mais décidé, pour satisfaire ses ambitions, à la braver; un chef d'État qu'on se plaisait à croire chevaleresque, tandis qu'il s'est révélé implacable dans ses rancunes; d'une religion sincère autant qu'extérieure, qui ne l'empêchait pas de mettre son intérêt au-dessus des engagemens les plus sacrés et de fouler aux pieds sans remords les traités devenus gênans; toujours préoccupé de jouer son rôle et habile à ménager ses effets; habitué malheureusement à voir tout plier devant sa volonté; tellement gâté par la fortune qu'il se considérait comme un être infaillible; Nietzsche aurait pensé : comme un surhomme, et les Romains auraient dit : comme un demi-dieu.

On a prétendu que ce demi-dieu était plutôt un déséquilibré ou un dégénéré supérieur. Quelle erreur! Il jouissait de toutes ses facultés, lorsqu'il a ordonné la mobilisation hâtive de ses troupes qui a rendu la catastrophe inévitable. On a soutenu qu'il avait été, sans s'en douter, l'instrument d'une caste et d'un parti pour qui la guerre était l'unique moyen d'affermir leur pouvoir. Il les a écoutés en effet, mais parce que leurs vues concordaient avec les siennes. Dans le jugement de l'histoire, c'est sur lui principalement que pèsera la responsabilité des malheurs dont l'Europe a été accablée. La lecture attentive, la comparaison minutieuse des documens relatifs aux courtes négociations poursuivies pendant la crise austro-serbe, prouvent à l'évidence qu'il aurait suffi à Guillaume II, jusqu'au dernier moment, de prononcer un mot pour empêcher la guerre. Par son ultimatum à la Russie, il l'a au contraire déchaînée à l'heure même qu'il s'était fixée.

On aimerait à croire qu'il a hésité, prêt à s'engager sur la route fatale qui s'ouvrait devant lui. On voudrait se figurer que sa conscience s'est révoltée un instant à la vision des flots de sang et des deuils déchirans que coûterait la mêlée prochaine, mais qu'il a été entraîné, malgré lui, par son destin. Fausses suppositions! L'attaque avait été préméditée plusieurs années à l'avance, le coup préparé jusque dans ses plus petits détails, et c'est délibérément que l'Empereur a hâté le signal des hostilités, coupant court par son impatience aux pourparlers que

les gouvernemens de la Triple-Entente s'acharnaient désespérément à continuer. Il a poursuivi avec obstination l'exécution d'un plan mûri à loisir. Cette préméditation paraîtra avérée à la postérité, qui écartera en même temps l'accusation de provocation intentée contre ses adversaires, par lui, par son chancelier et par sa presse, pour se justifier devant l'opinion allemande et étrangère.

Au surplus, ce que l'histoire ne pardonnera sûrement pas à Guillaume de Hohenzollern, c'est d'avoir autorisé la guerre atroce, faite en son nom. Pourquoi ces effroyables dévastations, ces destructions systématiques de villes, de villages et de châteaux, ce vandalisme méthodique exercé contre des monumens civils et religieux, ces fusillades en masse de citoyens innocens, ces meurtres inexpiables de prêtres, de femmes et d'enfans, ces tortures infligées à des blessés, ces mutilations, ces viols, ces pillages, toute cette barbarie savante mille fois plus horrible que la barbarie naturelle des premiers ancêtres germaniques des envahisseurs? Pour de pareils crimes, la postérité, comme la génération actuelle, n'admettra aucune excuse. Elle dira que la campagne de 1914 en Belgique et dans le Nord de la France, où ces affreuses scènes se sont répétées, a déshonoré à la fois l'armée allemande et son Empereur.

BEYENS.

LE
MYSTÈRE DES BÉATITUDES

TROISIÈME PARTIE (1)

VI

Quand ce matin de janvier, à onze heures, le suisse ouvrit les grandes portes de la Madeleine, une cité de neige, éblouissante, vaporeuse, d'une aveuglante lumière, fit face à la basilique obscure au fond de laquelle l'autel brasillait déjà. Le pavé boueux, où piétinaient de rares passans, ne pouvait attenter à la clarté blanche de l'air, des arbres poudrés, des maisons aux balcons ourlés de neige, des toits ouatés lourdement. La rue Royale s'allongeait ainsi étrangement lumineuse, et sur la place de la Concorde estompée d'un brouillard jaune, là-bas, l'obélisque tout blanc faisait penser à un énorme cierge éteint, très morne, en face des centaines de petits cierges flambans à l'autel, au fond de la basilique obscure.

Au-dessus du degré une tente était dressée, et dans le chœur meublé de chaises, deux fauteuils rouges, devant les marches, attendaient Jean Solème et Yvonne de Chastenac dont on allait célébrer ce matin le mariage.

Déjà la nef se remplissait. A chaque instant, des voitures déposaient des invités sur le parvis. Lucien Gérard et sa femme

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

sortirent du Métro, hésitans et dégoûtés devant le pavé gras qu'ils devaient traverser. Mme Gérard portait encore sa robe du dernier hiver, avec un paletot de fourrure fausse, et un chapeau dont on sentait qu'il avait été confectionné à la maison par des mains d'amateur. En passant, elle jeta un regard aigu à un couple élégant, ami des Chastenac et qui descendait, pour s'engouffrer droit sous la tente, d'un coupé armorié. Déjà les bottines d'Huguette Gérard étaient tachées de boue : une visible amertume passa sur son visage. Mais, en entrant dans l'église, elle s'épanouit en apercevant sous la chaire les Nassal. Une intimité sans cesse grandissante s'était nouée entre elle et Mme Nassal. Huguette laissait volontiers son mari à sa table à dessin, les enfans tapageant autour de lui, dans l'atelier, pour aller retrouver sa nouvelle amie. Elle disait parfois en rentrant :

— Mme Nassal m'a emmenée à Saint-Ouen, à Maisons-Laffitte.

— Tu t'es bien amusée? demandait ingénument le mari.

— Ah! tu sais, moi, j'adore les chevaux et tout ce mouvement des courses.

De loin, dans l'église, aujourd'hui, les deux ménages se firent des signes. Il y avait justement des places à côté des Nassal : les Gérard s'y installèrent : les hommes taciturnes restant debout les bras croisés, les deux femmes peu dévotes s'asseyant pour papoter à voix basse en attendant le cortège. On aurait pensé qu'elles parlaient toilette. Mais Mme Nassal, très calme en son costume tailleur, avec ses beaux traits de brune sage et reposée, disait :

— Pourvu qu'ils ne tardent pas trop! Nous ne pouvons esquiver la sacristie, pourtant. Ils ne vont pas arriver avant midi. Heureusement que c'est à Vincennes; on y est vite.

— Ma chérie, murmura Huguette, voulez-vous me rendre le service de me jouer *Joconde* gagnant? Nous autres, nous ne pouvons nous dispenser du lunch, à cause d'Albert Blond que mon mari doit y retrouver. Mais jouez-moi *Joconde*, dites, voilà cent sous.

— *Joconde!* vous n'y pensez pas, ma petite, reprit Mme Nassal indignée. Mais l'autre jour elle a été lamentable. Mettez vos cent sous sur *Jérusalem II* ou même sur *Ibaldi* qui me dit beaucoup en ce moment. Je connais l'homme qui le monte.

— Non, répondit Huguette avec son entêtement de joueuse; je sais ce que je fais ; prenez *Joconde* gagnant, vous verrez.

Son fin visage devint terriblement anxieux. Il lui fallait cinquante francs le lendemain pour solder sa dernière part d'obligation de la Navigation soudanaise. Elle avait déjà pris mille arrangemens avec Leherpeux, aux bureaux de la banque Fidelia. En chipotant à l'insu de son mari, en majorant des comptes, en gagnant un louis par-ci par-là au pari mutuel en compagnie de Mme Nassal, elle était parvenue à verser quatre cent cinquante francs entre les mains de Cyprien Loche. Déjà elle avait son titre, Leherpeux ayant pris sur lui de consentir à cette jolie cliente le crédit des derniers cinquante francs. Mais les courses ne lui avaient pas été propices depuis longtemps. Elle en était arrivée à perdre, cinq francs par cinq francs, plus de la moitié de ce qu'elle devait. Il lui fallait aujourd'hui se rattraper coûte que coûte en essayant une grosse chance.

Tout à coup elle devint écarlate, et dressant la tête, le doigt sur la manche de Mme Nassal :

— Le voilà, M. Cyprien Loche, là-bas...

Elle était nerveuse, agitée, comme s'il se fût agi d'un homme qui lui fît la cour. Mais c'était la puissance incarnée dans le banquier qui lui était sacrée et la faisait trembler ainsi.

— Où, demandait Mme Nassal, où donc?

Presque toutes les chaises de la nef étaient garnies; l'œil s'égarait parmi ces chapeaux de femmes où s'étalaient élégamment les hardiesses de la dernière mode, parmi ces têtes d'hommes disparates, toutes pénétrées d'une dignité empruntée. Le murmure des conversations discrètes croissait doucement.

— Là, près de l'autel latéral, et c'est Mlle Loche, cette belle fille qui l'accompagne.

La petite tête grise du banquier se profilait contre l'entablement blanc de l'autel, impénétrable, hermétique. Aucune passion n'apparaissait. Il regardait droit devant lui dans le vague; à quoi pensait-il?

— Quel homme c'est, ma chérie! reprit Huguette, il est universel. Vous n'ignorez pas que le grand établissement de Grenelle pour la construction des hydro-aéroplanes a été créé par lui; mais ne croyez pas que sa banque, sa Navigation soudanaise, qui moud de l'or, comme il dit, suffise, avec cette formidable industrie, à son activité. Il lance maintenant une source d'eau minérale, découverte dans un petit village de Seine-et-Oise, et qui doit, assure-t-il, ruiner les grands sour-

ciers. L'exploitation va commencer dès cette année, dit-on, et l'on parle d'un casino extraordinaire.

— Le manteau de loutre de sa fille vaut bien trois mille francs, dit Mme Nassal.

— Je lui en connais un autre encore plus beau, renchérit Huguette avec orgueil.

— Comment cette fille-là ne se marie-t-elle pas?

On distinguait les gens venus à pied de ceux qui avaient été amenés en voiture, à leur parapluie ruisselant qu'ils ne savaient où poser. Les femmes commençaient à s'ennuyer et analysaient mutuellement leur toilette.

Ce fut sur le parvis que Muzard, qui descendait de Madeleine-Bastille, en compagnie de trois rédacteurs de *la Poste*, aperçut la mince silhouette d'Andrée Ornans montant les marches. Il quitta aussitôt ses camarades et hâta le pas pour la rejoindre.

Ils étaient devenus amis depuis la visite qu'il lui avait faite à la Bastille. Plusieurs fois ils s'étaient revus au journal, et quinze jours auparavant, quittant ensemble *la Poste* à six heures, ils avaient continué leur route côte à côte, en causant, jusqu'au logis de la jeune fille. Son absence totale de coquetterie plaisait à Muzard. Il se disait tranquillement : « Pour moi, ce n'est pas une femme. »

Cependant, au moment de l'atteindre, il s'aperçut qu'elle était aujourd'hui presque élégante, dans un tailleur de velours noir bien coupé, et il distingua aussi, alerte sur les marches, son petit pied serré dans une bottine que la neige fondue n'avait pas souillée. Et il en eut une fierté inconsciente.

Elle fit un mouvement de surprise en le voyant près d'elle, et aussitôt son sourire, le sourire de ses yeux joyeux qui ne recélaient aucune pensée secrète, instruisit clairement Muzard du plaisir qu'elle avait à le reconnaître.

— Vous permettez que je vous accompagne? demanda-t-il.

— Pourquoi pas? lui dit-elle, joignant à ce mot sa franche poignée de main coutumière.

« J'ai là un ami, un bon ami, pensait-il, en entrant à ses côtés dans l'église parfumée d'encens. Je sens qu'elle me rend ce que je lui donne. Avec les années, ce sentiment pourra devenir exquis. L'amour... Ah! l'amour! quelle duperie auprès de l'amitié. Voilà Solème qui s'enchaîne aujourd'hui à une femme qu'il

prétend aimer follement. Je leur donne rendez-vous dans dix ans. J'en ai tant vu! J'en ai tant vu! »

Et se penchant vers Andrée avec une douceur que personne ne lui avait jamais connue, — nulle femme même :

— Voulez-vous que nous montions près du chœur? C'est mon ami l'abbé Naïm qui fait le mariage. Ainsi vous le connaîtrez.

Mais au passage, il se sentit retenu par le pan de son vêtement, se retourna impatient, se trouva devant Cyprien Loche.

— Dites donc, jeune homme, prononça celui-ci, avec cette désinvolture coquette dont il usait toujours près de Muzard, on m'a conté que vous, le meilleur ami de Solème, avez refusé une place dans le cortège.

— C'est exact, monsieur Loche; un sauvage n'accepte pas ces choses-là, et j'assiste aussi bien mon ami, mêlé à la foule.

— On vous verra toujours au lunch? J'ai deux mots à vous dire.

— Oh! le lunch, fit Muzard en tordant sa barbiche rousse, rien n'est moins sûr.

Alors Mlle Loche, par laquelle il se sentait regardé depuis un instant, à son tour se pencha vers lui.

— Voyons, monsieur Muzard, vous qu'on ne voit jamais, vous qui demeurez mystérieusement invisible, cédez pour une fois et montrez-vous à vos amis.

— Invisible, moi? dit Muzard, mais monsieur votre père vous dira, mademoiselle, que je vis dans une cage de verre.

Elle paraissait bien trente ans, ce matin, plus sévèrement vêtue, moins éclatante que lors du dîner rue Vivienne. Mais quel épanouissement de sa carnation royale au fond de ce grand chapeau de velours noir, quelle intelligence superbe en ces yeux hardis qu'une légère langueur voilait par instans, quel goût dans la splendeur de sa mise!

A ce moment, les accords pesans de la marche nuptiale retentirent au grand orgue. Tout le monde en une seconde fut debout, les yeux braqués sur le grand carré de lumière de la porte par laquelle s'avançaient les premiers couples du cortège.

Muzard s'en fut rejoindre sa compagne qui s'était agenouillée non loin de la grille du chœur, et priait, le front dans les mains. Une place était retenue près d'elle. Muzard la prit avec une gratitude infinie pour cette attention que la jeune fille avait eue à son égard. Il murmura :

— Où déjeunez-vous, mademoiselle?

Elle leva sur lui de grands yeux surpris, des yeux qui venaient de plonger dans l'infini.

— Mais, n'importe où, dans un restaurant quelconque.

— Si vous me le permettiez, dit Muzard avec une hésitation dont il n'était guère coutumier, je vous inviterais, pendant que la cérémonie se continuera chez Mme de Chastenac, à venir luncher avec moi, en bonne camaraderie, dans une petite boîte de la rive gauche.

— Abandonnerez-vous votre ami Solème?

— Oh! Solème n'a pas besoin de moi. Regardez-le, d'ailleurs.

Le cortège s'avançait précédé de deux suisses dont les hallebardes sonnaient sur les dalles. La petite Yvonne de Chastenac, toute rose sous le tulle blanc, intriguait beaucoup Muzard qui aurait voulu connaître jusqu'au fond de son âme incertaine. Il dit avec une humeur visible :

— Elle est jolie, elle est jolie vraiment, il faut l'avouer.

On aurait cru qu'il lui en voulait d'une beauté qui n'était pour le bonheur de Solème qu'une assurance fragile. Quant au marié, conduit par la baronne Avignon, imposante et hautaine, il frappait tout le monde par son émotion. Il était très pâle; ses yeux viraient sous le lorgnon et sa mèche blonde s'obstinait à retomber lamentablement sur son front d'inquiet.

— Moi, je veux bien aller déjeuner avec vous, monsieur Muzard; ne suis-je pas libre comme l'air? répondit Andrée Ornans.

L'orgue tonnait si terriblement qu'à peine si elle pouvait entendre les remerciemens que Muzard lui prononçait à l'oreille. Ils n'ajoutèrent plus rien; Andrée le regarda seulement, de son regard loyal et paisible. Puis elle s'absorba de nouveau dans sa prière et Muzard comprit clairement que, pour elle, ce n'était pas ici le lieu de la causerie.

A l'orgue, un violon de l'Opéra chanta une mélodie langoureuse. De subtils parfums exhalés par les fourrures élégantes dominaient par bouffées celui de l'encens. Ces fleurs, ces lumières, cette musique de mariage riche communiquaient à cette assemblée des heureux de la terre une impression de luxe, de bien-être et de fête, ressentie plus vivement après les intempéries du dehors. Ce fut alors que l'abbé Naïm, qui venait de la sacristie, escorté du clergé de la paroisse, apparut debout entre

la vision nuageuse de la mariée et la fine silhouette de Jean Solème.

Sa figure de pasteur arabe encore émaciée et creusée par un feu intérieur, comme celle des grands mystiques, étonna tout le monde. On se demanda si ce n'était pas un prêtre étranger. On entendit de-ci de-là une phrase courir :

— Ah! c'est lui, le saint dont on parle...

Beaucoup de femmes montèrent sur leur prie-Dieu pour l'apercevoir. Les hommes notaient comme une curiosité son masque israélite. Cependant, il prononçait à mi-voix, en latin, les paroles rituelles. Puis les mariés s'assirent pour le discours qui leur allait être adressé selon l'usage, et il se fit un silence absolu.

L'abbé Naïm examina d'abord longuement Solème, puis Yvonne, et ensuite ses yeux, qui depuis de longs mois ne s'ouvraient qu'aux spectacles des pires détresses, parcoururent avec surprise cette assistance opulente, en qui tout révélait les délices inhérentes à la possession de la fortune. Il parut réfléchir quelques secondes. Le discours qu'il avait préparé pour les nouveaux époux s'abolit en son esprit, et une force mystérieuse le pressant devant ces riches que les circonstances assemblaient en sa présence, il ouvrit à deux mains son cœur d'apôtre qui débordait.

— Mes frères, commença-t-il d'une voix si grave et si vibrante qu'il n'était personne qui ne l'entendît, pour ratifier votre union, je suis venu aujourd'hui d'une cité de misère où je vois chaque jour de pauvres êtres succomber à des privations qui vous feraient frémir, si vous pouviez les imaginer. Je vis au milieu d'eux. Il m'est impossible de ne pas ressentir leurs souffrances, et comme ces bergers isolés dans la montagne au milieu de leur troupeau, qui finissent par contracter la ressemblance et l'aspect extérieur de leurs bêtes taciturnes, ainsi je viens à vous aujourd'hui, accablé sous le poids de misères indicibles, et aussi pauvre qu'un de mes pauvres. Mes frères, c'est un pauvre qui vient vous marier, au nom de Jésus son Maître.

« Votre âme, attendrie par le noble amour qui vous a conduits l'un à l'autre, écoutera ma voix au seuil de la vie nouvelle où vous entrez. Votre âme sera forte et capable de porter les paroles terribles que je vais vous dire le jour de vos noces pour qu'elles labourent votre conscience, pour qu'elles la

renouvellent et fassent de vous un couple parfait. Et vous les écouterez aussi, riches qui êtes présens, ces paroles terribles qui vont entrer en vous comme un aiguillon que vous voudriez bien arracher, mais qui demeurera pourtant dans la chair de votre âme; ces paroles ne sont pas du pauvre qui les prononce, mais du Maître qui connaît le secret de la Béatitude sociale. Recevez-les, mes frères, les voici : *Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent.*

« Jésus aurait pu dire : « Vous ne pouvez servir Dieu et le Mal, » il ne l'a pas dit. Il a dit : « Dieu et l'Argent, » parce que c'est de l'Argent que naît le Mal. On ne voudrait pas aimer le Mal, mais on aime et on sert l'Argent qui est le père du péché.

« L'argent rend égoïste, menteur, vil, orgueilleux et impitoyable. Il y a une vertu nécessaire à laquelle est conditionné le bonheur social sans qu'il soit possible d'y chercher d'autres bases : c'est l'amour du prochain. Or, l'argent nous empêche d'aimer nos frères.

« Écoutez-moi, riches qui êtes ici. Quand je viens dans vos quartiers opulens, mes yeux clignent à l'éclat de votre luxe, comme ceux d'un homme qui sort des ténèbres. Et je sors en effet des ténèbres de la misère, de cette zone affreuse qui enclôt de toutes parts votre Paris somptueux. Pendant vos jours de fête, quand toutes les jouissances que donne l'argent pleuvent et ruissellent, le dénuement et la détresse assiègent vos murs, sous la forme de cette armée douce et pacifique de ceux qui ont faim. Ils ne tenteront jamais d'assaut, aussi vous êtes tranquilles. Cependant, par milliers, ils souffrent. Toute une jeunesse dépérit faute de nourriture, des vieillards agonisent sans soins, des malades sont abandonnés. Je parle seulement de ceux qui, pour économiser un loyer, sont venus demander dans une voiture de vagabonds asile à ces terrains d'enceinte. Mais au cœur même de Paris, que de pauvretés semblables ou pires, et aux portes mêmes de vos demeures, que de misères cachées, et dans votre classe même, que de ruines plus horribles encore qu'une détresse constante, et parmi ceux que vous disiez hier vos amis peut-être, que de dénuemens inavoués, et tous les jours, ici ou là, combien de suicides causés par le manque de ce dont vous êtes gorgés!

« Riches, devant toute cette douleur humaine, je viens vous

demander si vous avez réellement fait votre devoir. Ne sentez-vous aucun trouble ? Votre responsabilité n'est-elle pas engagée ? Pour moi, je tremble d'entendre sortir de l'Infini l'interrogation terrifiante : « Qu'avez-vous fait de vos frères, ô riches ? »

« Je le sais, vous pouvez vous défendre. Vous plaidez. Vous dites : « J'ai donné l'aumône, je donne sans cesse, je suis assailli de demandes et de quêtes. » Oui, mais que donnez-vous ? Vous donnez la petite monnaie de vos grandes dépenses. Vous donnez de façon qu'il ne vous en coûte ni un plaisir, ni une jouissance de vanité. Et, s'il vous en coûtait un plaisir ou une jouissance de vanité, vous ne pourriez pas donner. Or, faire l'aumône ainsi, ce n'est pas donner. Donner, c'est puiser, pour ses frères, dans le vif de son bien, c'est s'arracher ce qui vous tient au cœur, c'est se priver.

« Vous ne voulez pas vous priver en donnant.

« Dans l'Ancienne Loi, on exigeait des Israélites pieux qu'ils versent aux pauvres la dîme de leurs biens. Pourrait-on même timidement vous le demander, chrétiens? Alors n'êtes-vous donc que des Israélites déchus?

« Si tous les riches donnaient vraiment avec amour, c'est-à-dire avec plénitude, y aurait-il tant de détresses?

« Oh! mes frères, que j'unis aujourd'hui au nom de Dieu et qui entrez dans un chemin nouveau de votre vie, commencez par détacher votre cœur de l'Argent, afin d'être purs et bons. Je vous en supplie, ne faites pas de l'Argent votre dieu, mais votre esclave. Et quand vous l'aurez complètement dominé, ce jour-là seulement, vous vous aimerez l'un l'autre complètement. Et, ce jour-là aussi, vous aimerez vos frères, car il nous serait naturel et doux d'aimer nos frères, si l'amour de la propriété, c'est-à-dire de l'Argent, n'occupait pas notre cœur. A la source de toute discorde, de toute envie, de toute haine, vous trouverez l'amour de l'Argent.

« Et vous, mes frères les riches qui m'écoutez, je vous supplie aussi de tuer l'avarice dans votre cœur, afin de commencer à aimer vos frères selon le commandement de Jésus. Alors la face du monde changera. Car le salut de la société et le remède à tous les maux dont elle souffre, il n'est pas dans la doctrine de ce sociologue ou dans celle de tel autre. Il n'est pas dans ce régime politique ou dans celui-là. Ne l'attendez pas d'une

révolution, d'une constitution nouvelle, d'un code original, ou d'un contrat social inédit, mais de la seule réalisation des deux paroles divines : Bienheureux les pauvres! Bienheureux les miséricordieux! »

Et, tout frémissant encore, pâle et les prunelles en feu, l'abbé Naïm descendit les marches de l'autel pour consacrer le mariage nouveau.

Un murmure courut dans la foule que tout d'abord la stupeur avait envahie. Beaucoup de dames trouvaient que ce prédicateur, habitué à sermonner la populace, n'était pas fait pour les paroissiens de la Madeleine. Elles paraissaient vexées de ce dur et simple langage. Les hommes s'entre-regardaient en souriant d'un sourire sceptique, et ne voulaient pas s'avouer le trouble que les paroles du saint avaient fait naître en eux. Au demeurant, le sermon leur avait plu. Les uns disaient en dilettantes :

— C'est Jean-Baptiste!

Les autres :

— C'est saint François d'Assise!

Cyprien Loche regardait toujours dans l'espace, droit devant lui. Sa fille se mit à genoux, et cacha son visage dans ses mains.

Pour personne, ni la mariée ni Jean Solème ne comptaient plus. Il n'y avait plus d'intérêt ici que pour l'abbé Naïm. Un rédacteur de *la Poste* demanda :

— Mais c'est un juif, ce curé-là?

Une vieille amie de Mme de Chastenac, assise non loin de lui, l'entendit et répliqua :

— C'est, monsieur, l'enfant d'une famille israélite convertie. J'ai connu, moi, le grand-père Youssouf Naïm, qui vendait de vieux ivoires dans une boutique de la rue Saint-Honoré. Ce magasin existe toujours, quoique fort embelli. Quant à ce prêtre, monsieur, nos petits-enfans le verront sur les autels.

Les mariés se passaient au doigt les alliances bénites. Une mélodie de l'orgue emplit l'église. L'abbé Naïm commença la messe. Mme Nassal disait à Huguette Gérard :

— *Icare*, hier, rapportait trente-neuf francs placé. Dire que j'avais hésité à mettre sur lui...

— Avez-vous été chanceuse?

— Ah! ma pauvre amie, quarante-cinq francs net de déficit!

Peu à peu, le ronronnement sourd des conversations s'éteignit. Pendant l'élévation, l'orgue se tut. Il y eut un absolu silence. L'aiguillon de la parole du saint commençait à brûler la chair des âmes. Il avait dit : « Des gens se suicident tous les jours, poussés par le besoin de ce dont vous êtes gorgés. Ne sentez-vous aucun trouble? Vous donnez la menue monnaie de vos grosses dépenses. Donner, c'est puiser dans le vif de son bien. » Et, sous le calme élégant de cette assistance recueillie, une vague d'égoïsme révolté, indigné, féroce, montait et se dressait, luttait, même chez les meilleurs, contre l'enseignement terrible. On cherchait à le tempérer. On se disait : « Tout le monde n'est pas forcé d'être un saint. Nous avons nos enfans, notre rang à soutenir. Ce prêtre conseille des folies, des imprudences. On ne peut soulager toute l'humanité. » Et, au fond de chaque âme, l'égoïsme gémissait et se lamentait avec des plaintes véhémentes. « Notre bien nous appartient légitimement, après tout. De quel droit des misérables dont nous n'avons pas voulu le malheur viendraient-ils le réclamer? Des gens se suicident de misère, il est vrai; mais c'est ainsi. Et ce sera toujours ainsi. Nous ne pouvons être chargés de changer la face du monde. »

A la bénédiction des mariés, Andrée Ornans, qui était demeurée à genoux pendant toute la messe se mit debout, et tourna vers Muzard son visage ruisselant de larmes.

— Comme il m'a émue, votre ami!

Elle ne put le décider à suivre la foule vers la sacristie. Solème savait qu'il était là. Cela suffisait. Les congratulations officielles étaient ridicules. Par exemple, Solème et la petite Yvonne avaient été gentils. Ils avaient invité le sauvage qu'il était à les aller voir ce soir dans leur nouveau logis avant l'heure de la « Côte d'Azur. » Ce grand indolent de Solème avait eu là une idée très touchante. Muzard lui en savait gré. C'était situer définitivement leur amitié, leur intimité même au début de son mariage et se priver d'un quart d'heure de tête-à-tête au profit d'un pauvre diable de camarade. Certes oui, là il irait.

— Vous aimez bien vos amis, monsieur Muzard, dit la jeune fille.

— Oh! des amis, j'en ai si peu! Naïm d'abord, Solème ensuite et puis... et puis...

Il avait envie de dire : « et puis vous. » Il ne l'osa pas. Maintenant la foule s'ébranlait et pesamment, lentement, s'insinuant entre les rangées de chaises, s'avançait vers la sacristie. Muzard, qui sortait, devait lutter contre la poussée de ce flot. Au passage, les yeux de Mlle Loche braqués sur lui l'arrêtèrent.

— Oh! le vilain ours qui ne va seulement pas serrer la main des mariés! lui dit-elle avec une grimace.

Le banquier hocha la tête avec un air de tristesse :

— Vous avez tort, jeune homme. De tels procédés vous nuisent.

— Monsieur Loche, demanda Muzard, le sermon de mon ami Naïm vous a-t-il converti?

Loche haussa les épaules et se laissa emporter par le flot montant.

Une demi-heure plus tard, Augustin Muzard et Andrée Ornans se regardaient tout étonnés de se trouver attablés l'un vis-à-vis de l'autre au petit restaurant de la rive gauche où Marie Plichet, sous son diadème empesé, leur disait avec une bienveillance marquée :

— Je suis désolée, il ne me reste plus que des entrecôtes aux pommes, et des choux de Bruxelles.

Et elle dévisageait Andrée Ornans, la première femme qu'elle eût encore jamais vue près de Muzard.

— Eh bien! c'est délicieux cela, s'écriait la jeune fille.

Et à Muzard :

— Songez que je déjeune toujours toute seule, au hasard des quartiers où je me trouve, tantôt ici, tantôt là : quelquefois chez moi, de deux œufs à la coque. Cela me semble très gai de prendre aujourd'hui ce repas avec vous.

Les yeux de Muzard se levèrent sur elle avec une expression qu'elle ne leur connaissait pas. Il songeait que ces duretés de la solitude, bonnes pour lui, étaient en disproportion avec les forces d'une jeune femme si sensible, si fine. Pourtant, comme elle les supportait avec vaillance, avec bonne humeur!

« Elle est brave comme un homme, » pensait-il orgueilleusement.

Il s'excusa de l'huilier ébréché, des couverts désargentés, du bifteck coriace. Mais elle, gaîment :

— Croyez-vous que je déjeune tous les jours avenue de

l'Opéra? La vie extérieure compte si peu! D'ailleurs je hais le luxe.

Ramené par ce mot à la pensée de l'abbé Naïm, il parla du sermon terrible, puis de la personne même du prêtre, enfin de leurs souvenirs d'enfance, qu'il évoquait avec bonheur devant Andrée Ornans. Tout à coup :

— Marie Plichet, vous n'auriez par de glaces à la framboise?

Marie Plichet accourut consternée ; elle posa sur la table ses deux index, ce qui mettait en valeur ses manches de calicot éblouissantes, et sur le ton dont elle aurait annoncé une catastrophe :

— Il ne reste qu'une glace, monsieur Muzard, une!

— Eh bien! donnez-la.

A cette heure tardive, le restaurant s'était vidé. Un garçon changeait le linge des tables et répandait de la sciure de bois sur le plancher. Il n'y avait plus que la jeune femme de lettres et Muzard. Ils disputèrent pour savoir qui aurait la glace.

— Voyons, disait Andrée, vous n'allez pas me traiter comme un enfant.

— Non, mais vous n'en êtes pas moins un camarade que j'ai invité.

Finalement, ils se la partagèrent et cela les amusa beaucoup.

— Je n'aurais pas cru que vous étiez si gaie, disait Muzard. Vous aviez un petit air tellement grave quand je vous voyais à mon bureau.

— Croyez-vous que votre air était plus joyeux que le mien? ripostait-elle en riant.

Elle avait des leçons à donner du côté de l'Étoile. Il l'y conduisit. La neige tombait toujours. Ils eurent un assez long trajet à faire pour trouver son autobus. Elle disait :

— J'aime être pauvre, quand je pense à la grande masse humaine qui lutte, qui peine, qui souffre. Je suis contente de piétiner dans la neige avec ceux qui n'ont pas de quoi se payer un taxi. Sans cela, je me sentirais distante d'eux, isolée, différente. Je préfère être apparentée à ceux qui souffrent qu'à ceux qui jouissent. Comprenez-vous cela?

— Comme Naïm vous aimerait! pensa tout haut Muzard.

Elle disparut dans un hôtel gris de l'avenue Kléber, et Muzard resta sur le trottoir, embarrassé de lui-même, des

heures qui le séparaient encore de son rendez-vous du soir, de sa solitude,

« Un chic ami, cette petite, se répétait-il. Elle n'a rien du bavardage agaçant des femmes. Et il me semble que je retrouve en elle, avec une douceur, une pureté, une délicatesse inconnues dans la mienne par exemple, ma propre âme. C'est une parente riche de ma nature. L'amitié entre sexes différens est la seule qui soit complète, absolue. On a dit : « Les cerveaux ont des sexes. » Les cœurs en ont aussi. La sensibilité de la femme parachève celle de l'homme. Une certaine tendresse dans l'amitié perfectionne l'amitié. Seule une femme sait l'y mettre. Je ne voudrais pas épouser Andrée Ornans. Non. Mais la rencontrer de temps en temps, comme aujourd'hui, me raconter à elle... pérégriner dans le jardin de sa vie intérieure, si profonde, si mystérieuse; savoir, comme je l'ai senti aujourd'hui, qu'elle a plaisir à se trouver près de moi, obtenir d'elle une bonne affection mêlée de douceur féminine comme je n'en ai jamais connu, jamais, eh bien ! ce ne serait pas à dédaigner. Oui... mais qu'est-ce que je fais ici, comme un idiot sur le trottoir? Aurais-je le spleen, parce que cette femme n'est plus là, comme cet imbécile de Solème les jours où il ne pouvait aller voir Mlle de Chastenac ? »

Il devait encore attendre deux heures le moment de se rendre chez les jeunes mariés. Il entra dans un café et il y fuma des pipes en buvant des bocks jusqu'à cinq heures du soir.

La neige ne tombait plus. Quelques surfaces demeurées blanches, au hasard des toits ou des monumens, scintillaient sous le clair de lune. La gelée avait séché les rues. L'Arc de Triomphe apparaissait de biais, illuminé comme au travers d'une soie bleue. Muzard se rendit à pied à Neuilly, au petit pavillon que Solème avait loué boulevard Maillot. En traversant le jardin garni de fusains givrés, il rencontra Mme Élisabeth que sa voiture attendait. Elle avait les yeux rouges et un air de lassitude qu'il n'avait jamais vu en son royal visage. C'était furtivement qu'il l'examinait, et il la saluait avec cette déférence singulière qu'elle inspirait à tous les hommes. Mais elle le reconnut, l'arrêta, lui serra les deux mains.

— Continuez d'être leur ami, n'est-ce pas, monsieur; continuez d'exercer votre bonne influence sur Jean, et aussi sur ma pauvre légère Yvonne. Ne les abandonnez jamais.

— Je suis peu de chose, madame, dit Muzard.

— Je vous estime beaucoup, monsieur, répondit la veuve.

L'amie de l'abbé Naïm, avec la poésie de sa douleur inconsolée, de son détachement souverain des choses terrestres, de sa charité, impressionna plus que jamais Muzard, ce soir-là dans ce décor de clair de lune qui la séparait du siècle dont elle n'était plus. Cette grande mystique représentait bien une vie céleste. Elle rendait tangibles les choses surnaturelles que l'intensité de la vie terrestre finit par démentir. Elle était une preuve vivante du domaine spirituel, l'allégorie des saintes Béatitudes.

« Il y a peut-être un autre monde, » songeait Muzard en pénétrant dans la maison.

— Mon vieux Muzard! dit une voix émue.

Et il se sentit embrassé par le grand Solème qui sortait d'une luxueuse salle à manger où Yvonne se tenait, en costume de voyage. Des malles encombraient le vestibule. Solème dit :

— Viens embrasser ma femme, maintenant, mon vieux Muzard.

Et lui montrant cette fraîche figure de jeunesse, ronde et rose sous un chapeau charmant :

— Est-elle jolie, hein! est-elle jolie?

Et avant que Muzard se fût avancé, il courut lui-même enlacer Yvonne, la couvrir de baisers.

— Laissez-moi donc souhaiter la bienvenue à votre ami, Jean, dit-elle.

Puis à Muzard :

— Il faudra venir souvent chez nous, monsieur.

— Ah! vous aurez vite assez de moi, madame, quand vous connaîtrez mieux l'être insupportable que je suis.

Aussitôt Solème, qui se montrait nerveux et agité dans son bonheur, voulut faire visiter le pavillon à son ami. Il y avait pourtant une restriction à sa joie. Il disait :

— Tu vois comme c'est petit. C'est minuscule. Ça ressemble à un jouet d'enfant.

— Y seras-tu à l'étroit? demanda Muzard.

— Non, mais Yvonne aurait voulu un logis spacieux. Cette exiguïté sent la gêne, les petits moyens, une sorte de misère.

— Peste! la misère... dit Muzard en examinant le salon, garni de meubles Louis XIII, tous absolument purs, en leur raideur guindée.

— Ah! oui, un cadeau de notre cousine Élisabeth, qui a pris pour nous dans ses plus belles choses...

— La chambre à coucher est un peu de la camelote, dit Yvonne en ouvrant une jolie pièce de style anglais, dont la simplicité et la clarté plaisaient à Muzard; mais il est convenu que nous en aurons une autre le jour où Jean gagnera beaucoup d'argent.

— A propos, demanda le caissier, tu restes à *la Poste*, n'est-ce pas?

— Évidemment.

— Et tu cumules ton métier de reporter avec celui de directeur des chantiers de construction de Loche?

— Eh! il faut bien, mon vieux.

— Qu'il te restera peu d'heures à passer près de ta femme!

Yvonne prit un petit air triste, mais résigné.

— Quand on n'est pas riche! dit-elle avec un soupir.

Puis comme pour une confidence, elle conduisit Muzard à la fenêtre, souleva la mousseline du rideau, montra dans le clair de lune les communs où une large porte était fermée. Ses yeux rieurs devinrent froids et douloureux. Elle prononça :

— Le garage. Le garage de l'auto que nous n'aurons sans doute jamais.

Mais son mari, qui l'avait entendue, survint aussitôt :

— Si, vous l'aurez, ma chérie, je vous l'ai promis. Un beau jour, cette porte-là s'ouvrira pour laisser passer la voiture que vous aurez choisie vous-même. Ou il faudrait que je sois un incapable.

Alors Muzard éclata :

— Mes complimens, c'est parfait. Je suis touché aux larmes. Continuez, mes enfans. Ah çà! je viens ici ce soir en timide, sur la pointe du pied, presque confus de troubler deux êtres qui ont atteint le summum de la joie humaine. Pour un peu, j'aurais tourné les talons sur votre seuil, tant je redoutais d'être un importun pour votre amour. Mais, Dieu merci, je n'ai troublé que le duo des lamentations de deux jeunes riches, avides de posséder davantage. Heureux? mais vous ne l'êtes pas; amoureux, oui, mais des billets de mille francs.

— Vous êtes excessif en tout, monsieur Muzard, reprit la jeune mariée. Pouvez-vous douter que notre amour soit immense?

— Il n'engloutit pas tout, prononça-t-il sèchement.

— Ah! tu n'y connais rien, dit Solème, qui de nouveau bondit à Yvonne et l'étreignit à la briser.

Elle dut aller se recoiffer. Muzard tira tranquillement sa montre.

— Vous allez manquer votre train.

— Ce sera ta faute, dit Solème, tu as jugé que le sermon de l'abbé Naïm ne suffisait pas. Il t'a fallu y ajouter le tien. Eh bien! mon vieux, j'aimais mieux celui du curé.

— Ah! Naïm! il a été très beau. Oui... Mais moi, je suis un intolérable raseur, n'est-ce pas?

Solème regarda tout à coup Muzard. La vie de ce stoïque solitaire, si rude, si mélancolique lui apparut soudain. Est-ce qu'il n'y avait pas, dans son attitude, ce soir, l'amertume du vieux garçon spectateur d'un amour dont il est sevré?

— Oui, répondit-il, en posant son poing sur l'épaule de son ami, mais un intolérable raseur dont on ne peut se passer, mon vieux.

Muzard eut ce sourire qui ne dévoilait que si rarement sa bonté profonde.

— Vois-tu, Solème, je t'aime bien. Tu vaux mieux que le cours ordinaire de tes préoccupations. En ce moment, le sort te met en mains un jeu magnifique. Ne va donc pas t'embarrasser d'autres cartes. Ta petite Yvonne est délicieuse. Mais c'est un enfant dont tu dois faire une femme. Ne gaspillez pas votre chance. Méfie-toi de l'argent, Solème!

Une domestique vint avertir que le taxi-auto attendait à la porte. Yvonne revenait juste à ce moment.

— Monsieur Muzard, dit-elle, pour vous prouver que je ne vous en veux pas, j'exige que vous nous conduisiez jusqu'à la gare.

Il se défendit, voulait se contenter d'aider le chauffeur à charger les malles, puis s'en aller ensuite en bon camarade fidèle qui a fini sa tâche. Mais les jeunes mariés le prirent de force par le bras et lui firent ainsi traverser le jardin.

Dans la voiture, ils parlèrent peu. Déjà, Solème et Yvonne avaient à demi quitté Paris pour ce Monte-Carlo radieux où ils s'éveilleraient demain matin. De temps en temps Solème disait :

— Tu permets, Muzard ?

Et il embrassait sa jeune femme.

Leurs yeux rêvaient. Ils voyaient le grand décor théâtral de là-bas, les terrasses aux blancs balustres étagées au-dessus d'une mer indigo, les rochers couleur de cendre et de brique tout hérissés d'agaves, et la douceur des petites baies italiennes qui s'estompent au loin dans un bleu de pastel : voluptueusement ils se laissaient emporter vers ce paradis étrange.

Mais le curieux Muzard s'acharnait à scruter l'avenir de cet amoureux ménage. Ah ! qu'il aurait voulu savoir...

« Comme c'est angoissant, pensait-il. De cette folle joie que restera-t-il dans cinq ans, dans dix ans ? Quand ces caresses les auront lassés, ils ne seront plus mariés que dans leur soif de luxe. Ah ! combien l'amitié surpasse l'amour ! Si Andrée Ornans et moi avions soixante ans, ce soir j'irais fumer ma pipe auprès d'elle en jacassant jusqu'à minuit. Ce serait très chic. »

Ensuite, ce furent les adieux sur le quai de la gare de Lyon, la fuite douce et silencieuse du train des riches, les deux têtes, blonde et brune, des amoureux que la lueur des lampadaires électriques permit d'apercevoir longtemps à la portière. Leur impatience d'être enfin seuls en leur wagon-salon apparaissait, sous les délicatesses de leur amitié. Les visions plus intenses de la Côte d'Azur peuplaient leur esprit en fièvre. Tout en respirant le parfum d'Yvonne, Solème évoquait le Casino, les escaliers tournant dans la verdure du parc, les dorures de la salle de théâtre, les envolées de l'orchestre, puis le tintement métallique ininterrompu, discret et implacable qui résonnait partout, comme si un ruisseau magique forant les murailles dorées avait traversé d'un bout à l'autre ce palais de fête.

A cette minute exacte, il entendit la voix gutturale et vibrante de Muzard qui, sous le hall, là-bas, criait encore, ses mains en porte-voix écrasant sa moustache rouge :

— Méfie-toi de l'argent, Solème !

VII

Un ecclésiastique à cheveux blancs, fatigué par l'ascension des étages, l'âge et l'embonpoint, sonna chez l'abbé Naïm. Il s'enveloppait dans un grand manteau de drap noir à larges plis, qui masquait sa douillette. Désiré Coquard, en service depuis trois mois chez le jeune prêtre, vint ouvrir. Il n'était pas accou-

tumé aux visites et parut fort surpris quand on lui demanda si monsieur le curé se trouvait chez lui.

— Si monsieur l'abbé veut se donner la peine d'entrer, dit-il, obséquieux.

Et il introduisit le vieillard dans la bibliothèque.

Le bureau empire avait disparu, ainsi que les fauteuils. C'était une grande pièce vide et nue, où ne demeuraient que les rayons de planches dégarnis, sur la cheminée l'*Ecce homo* dominateur, et trois chaises de paille autour d'une table que supportaient deux tréteaux.

Le vieux prêtre s'assit, en promenant autour de lui des yeux étonnés. La surprise atténuait en lui un certain air naturel de sévérité, presque de majesté, que lui donnaient son port de tête, son profil noble, la hauteur du front. La douceur des boucles blanches, celle des prunelles claires contribuaient aussi à corriger l'aspect hautain de cette figure. Bientôt la porte se rouvrit, et l'abbé Naïm entra en coup de vent, avec une simplicité de grand collégien qu'on demande au parloir. Il s'inclina devant le visiteur inconnu qui demeurait assis.

— Mon cher abbé, dit celui-ci, vous ne me reconnaissez pas?

L'abbé Naïm fit des épaules le geste de l'incertitude.

— Mon cher abbé, cela se comprend ; vous n'attendiez pas ma visite. Je suis le cardinal-archevêque...

L'abbé Naïm rougit de timidité, puis, se jetant à genoux, il baisa l'anneau qu'il n'avait pas aperçu, passé sur le gant noir du cardinal. Ensuite il s'effara, et, toujours à genoux, levant son regard angoissé vers le vieillard :

— Qu'est-ce qui amène Votre Éminence chez un pauvre petit prêtre comme moi?

L'archevêque sourit, tout en se débarrassant de sa cape et de sa douillette. La soutane au liséré rouge apparut avec la croix épiscopale. Il fit relever le jeune prêtre.

— Mon cher abbé, rassurez-vous. Je ne suis pas le porteur d'une mauvaise nouvelle. Je devine : vous craignez que je ne vous enlève à votre misérable paroisse que vous aimez tant. Dieu m'en garde. Vous y faites un bien infini, dont je vous loue. Mais il m'est revenu de divers côtés certains bruits sur vous, dont je voulais m'expliquer avec vous-même. J'aurais pu vous envoyer l'un de mes grands-vicaires, mais je ne voulais

pas donner à l'entretien un caractère de blâme. J'aurais pu vous mander à l'archevêché, mais je désirais imprimer à notre conversation un tour affectueux que je trouverai mieux ici. En effet, il me semblait que les petits reproches que j'ai à vous adresser s'imprégneraient d'une certaine tendresse paternelle, si je venais vous les faire moi-même.

Et, en parlant, il scrutait avidement, avec une visible curiosité, la physionomie de celui pour qui tant de personnes s'exaltaient à Paris.

— Comme vous êtes bon, monseigneur, dit avec piété l'abbé Naïm.

Et il courbait la tête, les bras croisés sur sa poitrine, attendant les reproches, sans étonnement, sans révolte, comme une chose due, presque comme une chose attendue.

Le cardinal se taisait maintenant. Il observait ces traits de la race juive, qui l'avaient déjà frappé le jour de l'ordination du jeune prêtre, et cette humilité de petit enfant coupable qui trouve si naturelle une réprimande. Et il examinait aussi le dénuement de cette pauvre pièce délabrée.

— Mon cher abbé, dit-il enfin, plus âprement, votre zèle vous emporte quelquefois trop loin. Il y a un mois, vous avez célébré un mariage à la Madeleine, et, vous adressant à une assistance des plus distinguées, qui appartenait tout entière à la classe riche, vous avez prononcé contre les riches des paroles... mon Dieu... presque terribles. Des fidèles se sont plaints. Il faut une grande prudence dans le ministère, mon enfant. On a pu me répéter le fond de votre sermon, auquel je ne trouve rien à redire, puisque votre texte était, si je suis bien renseigné : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent. » Mais la modération qu'il faut apporter à la prédication, afin qu'aucune âme ne s'en trouve blessée, je crois que vous l'avez un peu oubliée, n'est-il pas vrai?

— Monseigneur, je ne le pensais pas; mais si Votre Éminence le dit, c'est qu'il en est ainsi, et je promets d'être plus attentif désormais.

— On ne prend pas les mouches avec du vinaigre, cher abbé, continua le cardinal, surpris de n'avoir pas à lutter contre la défense de l'incriminé, contre cette résistance au blâme, si instinctive, et que sa longue connaissance de l'âme humaine lui faisait attendre de cet homme ardent. Il est plus sage d'employer

dans le service de Dieu la douceur que la violence. Les riches, que vous avez durement étrillés, m'a-t-on dit, sont les ministres du Seigneur. La puissance qu'ils détiennent est respectable, puisqu'elle leur a été conférée par Dieu.

— Monseigneur, dit l'abbé Naïm avec accablement, mes paroles m'ont trahi, si l'on y a vu que je manquais aux personnes riches qui m'écoutaient. J'affirme qu'il n'y avait dans mon cœur que de l'amour et du respect pour elles. Mais j'étais devant cet auditoire l'avocat de mes pauvres brebis. Ah! si Votre Éminence connaissait toute la misère dont je suis témoin! J'ai parlé peut-être avec la violence d'un père qui voit souffrir ses enfans et se sent impuissant à les soulager. Mais j'ai parlé ainsi devant ceux qui sont comblés et qui d'un geste pourraient consoler tant de larmes.

Il disait d'abord ces choses comme on confesse une faute, en s'excusant; il tendait les épaules aux coups, persuadé de sa maladresse, presque de sa culpabilité. Mais peu à peu, en conversant, il se redressait inconsciemment. Une ardeur sourde renaissait en lui, à mesure qu'oubliant sa propre personne qu'il méprisait, il en revenait à l'idée dominatrice de sa vie.

— J'ai dénoncé le péril et la malice de l'argent auquel ces riches sont attachés. Monseigneur, c'est lorsqu'on est, comme moi, rejeté hors du monde que l'on comprend toutes les malédictions que Jésus a prononcées contre l'argent. C'est véritablement l'avarice qui cause tout le mal; et si les riches n'aimaient pas tant leurs biens, n'est-il pas clair qu'il n'y aurait plus de sordide pauvreté?

Le cardinal voyait maintenant devant lui un tout autre homme. L'abbé Naïm ne songeait plus à obtenir le pardon de sa faute. La brûlante flamme qui consumait son cœur s'était ravivée; il parlait, comme un être inspiré, comme un prophète, de l'essence même du mal social, et de la douleur humaine.

— Mais, interrompit le prélat en cherchant ses mots avec un souci évident de respecter la véhémence de ce jeune prêtre qui l'impressionnait; mais il faut qu'il y ait des riches et des pauvres. Ces inégalités sociales sont bonnes.

— Ah! monseigneur, s'écria l'abbé Naïm dont les yeux clairs prirent une expression divine, je ne voudrais pas qu'il n'y eût plus de pauvres. Mais je frémis de voir que certains meurent

de besoin, alors que des disciples de Jésus sont gorgés de biens. La sainte pauvreté qui fait les âmes fortes, mille fois oui, mais non pas l'épouvantable détresse qui engendre le désespoir. C'est pourquoi, tant que j'aurai une langue pour parler, je crierai aux riches leur devoir, leur grand devoir, leur premier devoir, qui est de se détacher de leur argent pour se soucier de leurs frères.

— Certains riches donnent abondamment..., insinua le cardinal.

— Monseigneur, c'est vrai, mais beaucoup ne savent même pas comment il faut donner. Et, dans l'ensemble, peut-on dire qu'ils donnent assez quand on est témoin de ce que je vois dans cette zone! Ah! j'en veux à l'avarice, j'en veux au culte de l'argent...

— Oui..., murmura pensivement le vieux prélat, qui ne répliquait plus rien.

— L'argent est d'un côté, Jésus est de l'autre, continuait l'abbé Naïm terriblement : où vont les adorateurs? Quelques-uns voudraient partager leur encens entre les deux autels; mais Jésus recevra-t-il la prière de ceux qui viennent à lui, le cœur tout gonflé du désir de l'argent, et qui aiment l'argent plus que leurs frères, c'est-à-dire plus que lui-même?

Le cardinal subissait à son tour l'attrait de cette âme enflammée. C'était comme un foyer auquel se réchauffait le zèle de ses quarante années de sacerdoce. Il écoutait avec une sorte de délice la parole de ce jeune homme, et le blâme expirait sur ses lèvres. Tant de ferveur, tant d'amour, tant d'évangélique pureté dans la clairvoyance l'émerveillaient. Pourtant il essaya de dire encore :

— Mon cher abbé, ces idées sont celles de l'Évangile lui-même, et je ne puis qu'y souscrire. Mais c'est dans leur expression, dans la forme où vous les présentez aux personnes du monde que je vous recommande de placer une grande prudence. Gardez-vous des exagérations dangereuses auxquelles vous êtes enclin, à ce qu'il me semble. Ainsi, l'on m'a rapporté que, prenant à la lettre certaines paroles des saints livres, vous viviez dans un dénuement qui ne me paraît pas conforme à la décence extérieure qu'exige la vie d'un prêtre. Il existe, vous le savez, un certain respect des convenances auquel nous sommes astreints. Voyons, cher abbé, la pièce où vous recevez?...

— C'est ici, monseigneur.

Le cardinal, ayant de nouveau jeté un regard circulaire sur le cabinet qui paraissait fraîchement déménagé, hocha la tête en souriant :

— Hé! hé! dit-il, c'est d'une simplicité excessive. — Vos livres?

Et il montrait d'un signe la bibliothèque vide.

L'abbé Naïm pâlit légèrement, et, sans répondre, fit un geste comme pour demander pardon qu'ils ne fussent plus là.

— Pas un seul livre? répéta l'archevêque, avec une stupéfaction mêlée de sévérité.

Il n'ajouta rien d'autre, mais au bout d'une seconde :

— Et le reste de votre appartement est à l'avenant? Verriez-vous une curiosité indiscrète de ma part à mon désir de le visiter?

— Monseigneur, je suis prêt à obéir aux désirs de Votre Éminence.

— Eh bien! oui, visitons-le. Si nous faisons des sacrifices pour que nos prêtres soient convenablement logés, mon cher abbé, ce n'est point pour flatter des goûts de bien-être qu'il ne leur est pas permis d'avoir, mais pour assurer à leur existence une dignité extérieure qui les maintienne à leur place vraie dans la société.

En parlant de la sorte, il traversait le corridor et gagnait la salle à manger. Ici, le buffet avait été vendu, mais la table de noyer ciré demeurait encore, attendant peut-être les hasards d'une occasion. Une seule chaise de paille garnissait le mur. Quelques assiettes de faïence blanche étaient étalées sur la cheminée avec des bols et trois gros verres. Le cardinal n'émit pas une réflexion. Puis, comme l'abbé Naïm semblait hésiter maintenant :

— Eh bien! mon enfant, où couchez-vous?

— Votre Éminence tient absolument à voir...

— Oui, mon enfant, absolument.

— Monseigneur, reprit le prêtre qui n'avançait qu'à regret, ma chambre est... comme le reste.

— Qu'importe? montrez-la-moi. Je vais vous exprimer immédiatement ma pensée, mon cher abbé. Votre zèle de perfection me touche, mais j'ai peur qu'il ne s'y mêle, comment dirai-je?... une pointe d'orgueil. Oui, peut-être, dans le fait de

vous priver de tout ce qui sert à votre prochain, voyez-vous une singularité et trouvez-vous dans cette singularité une délectation qui tient au domaine de l'orgueil.

— L'orgueil? répéta simplement l'abbé Naïm, étonné. Monseigneur, je ne sais pas... Peut-être. La seule chose que je me reproche est l'immense joie que j'éprouve, quand j'ai vendu quelque objet m'appartenant, à en porter le prix à mes pauvres brebis. Ce bonheur me semble offenser leur misère.

Et il ajouta :

— Je crains aussi d'éprouver dans ce trafic un plaisir qui tienne à ma race, et qu'une sorte de subtile avarice ne se mêle ainsi à mon aumône. Mais de quoi tirerais-je orgueil, puisque je ne suis nullement privé? Les choses dont je me suis débarrassé m'étaient inutiles. Je ne me sens aucun mérite. J'ai tout ce qu'il me faut. J'ai peut-être conçu de l'orgueil sans le savoir. Monseigneur, je vous remercie de m'avertir. Notre pauvre âme est réellement plus basse que nous ne l'imaginerons jamais. Je m'examinerai là-dessus.

Et comme il s'était arrêté, en parlant, devant une porte qu'il ne se décidait pas à ouvrir, l'archevêque mit la main à la serrure en demandant :

— Vous permettez, cher abbé?

Aussitôt, l'abbé Naïm l'introduisit. Mais le cardinal s'arrêta sur le seuil, cloué sur place. Là, il ne demeurait plus rien, qu'un grand crucifix au mur et, sur le plancher, une couverture de cheval pliée en quatre.

Le jeune prêtre riait. Il expliquait :

— Monseigneur, il ne faudrait pas me croire meilleur que je ne suis, ni attribuer à une haute vertu ce qui est simplement le résultat des circonstances; j'ai de constans besoins d'argent, du fait de mon apostolat dans une cité si misérable. Est-il admissible que de pauvres enfans souffrent de la faim, du froid, contractent des maladies mortelles, quand leur pasteur jouit du bien-être dans sa maison? J'ai vu un jour une jeune femme agoniser sur les planches d'une roulotte, et un être vigoureux comme moi se couchait dans un lit moelleux tous les soirs! J'ai rencontré des vieillards qui étaient, par la privation, devenus avides de nourriture comme des chiens, et j'avais chez moi tout le confortable d'un riche! Non, monseigneur, ce n'était pas possible. J'ai vendu pièce à pièce mes meubles. N'importe

qui en aurait fait autant. Et que Votre Éminence n'aille pas se figurer que ce soit là macération, mortification méritoire ; le manque de tout cela se fait si peu sentir que je n'ai pas eu un effort à faire. On dort admirablement sur le plancher. Étant soldat, j'en avais déjà fait l'expérience.

— Mon enfant, dit le cardinal, dont la voix était altérée, vous me permettrez de vous faire envoyer demain un simple lit de fer. Ce sera le souvenir de votre archevêque ; vous ne le vendrez pas, celui-là, enfant prodigue ?

L'abbé Naïm considéra le vieux prélat en cette minute : deux larmes roulaient le long de sa joue. Il crut que cette émotion naissait de la pitié.

— Mais, monseigneur, je suis, je vous assure, aussi bien que dans un lit, quand je m'enroule dans ma chaude couverture.

Le cardinal gardait le silence. Il contemplait toujours cette chambre vide comme si une foule de choses y eussent retenu son attention. A la fin, il désigna le grand crucifix attaché à la muraille :

— C'est ici que vous priez ordinairement, mon enfant ?

— Oui, monseigneur, c'est ici.

— Eh bien ! je vous demande de ne pas oublier d'y prier un peu chaque soir pour votre archevêque...

Maintenant, ayant repris sa douillette et sa cape, il se retirait lentement, les yeux toujours fixés sur le jeune prêtre dont il ne pouvait détacher son regard. A la porte, il reprit :

— Et puis, mon cher abbé, ne tenez pas un compte trop rigoureux de ce que je vous ai dit touchant vos sermons. Suivez avant tout l'inspiration divine qui parle au dedans de vous-même. Ce ne sont, après tout, que les conseils de la prudence humaine que je vous ai apportés aujourd'hui. Laissez parfois déborder votre cœur devant les riches. Oui, c'est cela... déborder votre cœur. Le monde ne pourra qu'y gagner.

— Alors, monseigneur, s'écria juvénilement l'abbé Naïm, vous ne m'imposez pas de changer ma vie ? Non, n'est-ce pas ? Ne recevant personne, je n'offre à personne le scandale de la pauvreté qui règne ici et dont certains pourraient s'offusquer.

— Non, mon cher enfant, vous ne changerez rien à votre vie.

— Votre bénédiction, monseigneur, dit-il encore en se plaçant à genoux, la tête courbée.

Le cardinal commença :

— *Benedicat vos omnipotens Deus...*

Il s'arrêta. Ses deux mains levées au-dessus du front de l'abbé Naïm tremblèrent dans l'air ; un bonheur qu'il n'avait jamais ressenti dans tout son long sacerdoce baignait son visage.

— ... *Pater et Filius et Spiritus Sanctus.*

L'abbé Naïm, avec une piété respectueuse de petit enfant, descendit les trois étages pour accompagner le prélat jusqu'à son automobile où l'attendait, en lisant son bréviaire, le secrétaire particulier de Son Éminence.

VIII

— Dites donc, mon cher Muzard, vous êtes un peu à l'étroit, là dedans.

Muzard qui, sa journée finie, arrêtait ses registres, leva la tête en reconnaissant la voix de Cyprien Loche. La figure rasée du banquier s'encadrait dans le guichet vitré de la caisse.

— Ma cage est assez grande pour moi, je vous remercie, monsieur Loche.

— N'empêche que ce soir, mon ami, je vous enlève. Il est à peine six heures, nous avons le temps d'aller enfin jeter un coup d'œil à Grenelle sur mon usine. J'ai bien le droit de vouloir vous étonner un peu, jeune homme. Et je me flatte d'y réussir en vous montrant ce que je vais vous montrer.

Depuis le mariage de Jean Solème, Augustin Muzard s'ennuyait. Il prenait désormais ses repas tout seul, au restaurant, sans autre interlocuteur que la fuyante Marie Plichet. Le soir, jusqu'à l'heure du coucher, il fumait des pipes dans sa chambre. Deux ou trois fois, il avait invité Andrée Ornans à dîner avec lui, mais une réserve instinctive l'obligeait à espacer leurs rencontres, et ce singulier ami ne pouvait être le compagnon ordinaire de sa solitude. Parfois aussi, les Solème, qui étaient revenus du Midi depuis un mois, le demandaient pour la soirée, et il se complaisait à faire interminablement le procès de leur amour. Mais aujourd'hui aucun projet ne venait déranger la lourde et morne monotonie de sa vie de célibataire. L'offre du banquier le tenta soudain.

— Je suis votre serviteur, comme toujours, monsieur Loche, dit-il en sortant de sa cage de verre.

— Comme toujours est de trop, mon cher, dit Loche.

Dans l'escalier du journal, incidemment, il ajouta :

— J'ai en bas ma nouvelle voiture, qui est presque deux fois plus rapide que l'ancienne. Vous allez l'essayer.

Et comme Muzard ne disait rien :

— Ma fille m'y attend ; elle nous accompagne à Grenelle.

A la vue de son patron, le chauffeur se précipitait sur la portière pour l'ouvrir. Muzard aperçut en même temps les aspects brillans de l'auto de grand luxe, et Mlle Loche, pelotonnée dans ses fourrures au fond de la voiture qu'embaumait un énorme bouquet de réséda.

— Tiens, voici la conquête de papa ! dit-elle en tendant la main au jeune homme.

— Une vieille conquête, mademoiselle, continua Muzard, l'air patelin, car voilà longtemps que M. Loche m'a embobeliné, ébloui et mis dedans comme un petit garçon. Monsieur votre père est tellement fort, mademoiselle, qu'il me dirait en ce moment : « Il fait jour, » en vérité, je verrais le soleil !

Elle lui coula un regard très amusé.

Cette fille de Rubens, emmitouflée comme une Laponne, lui semblait très agréable ce soir. Il pensait :

« On ne peut le nier, la séduction de l'argent se mêle à la séduction de la femme. Une belle femme riche attire plus brutalement qu'une belle femme pauvre. Les vieux théologiens diraient que c'est le diable qui groupe ses forces. Voici une femme riche, vraiment. D'où vient son argent ? Mystère, mais il abonde. Voici la troisième auto que je connais à Loche, et Constant, du café de la Paix, l'a conté à Ninette : il fait des avances à Butterfly. Or, Loche n'est pas un serin ; s'il s'est mis en tête d'avoir Butterfly, c'est qu'il le peut, car il n'ignore pas ce que cela doit lui coûter, — ou lui rapporter, peut-être. Butterfly, peste ! Quelle façade pour un homme d'affaires, quel crédit ! Il gagne donc de l'argent. Cet animal-là finirait par faire croire que sa Navigation soudanaise existe ! »

Cette soirée de mars était triste et pluvieuse. L'auto avec son moteur silencieux passait le pont de la Concorde, rapide, légère, comme sans poids. Mlle Loche, renversée sur les coussins du fond, gardait aux lèvres un demi-sourire en examinant Muzard ; ses dents luisaient. A un certain moment, comme le

banquier, saisi d'une idée, crayonnait des chiffres sur son calepin, elle se pencha vers le jeune homme, qui regardait les moires de la Seine.

— Il faudra que je vous raconte ce soir une petite histoire, dit-elle, mais cela restera entre nous, s'il vous plaît.

— Je demande que cette petite histoire soit longue, mademoiselle.

Il pensait :

« Je jurerais que c'est une très bonne fille, digne d'un autre milieu. Elle rayonne l'intelligence et la bonne humeur, et je suis persuadé, de plus, qu'elle souffre entre une mère stupide et un père sans scrupules dont elle déjoue tous les trucs et lit clairement l'astuce. »

Quand on commença d'apercevoir au loin, par les vitres mouillées, les arches superposées du viaduc d'Auteuil, Loche lança négligemment :

— Demain, j'ai réunion du Conseil d'administration de la Navigation soudanaise, dans les salons de la Banque. Rude journée.

— Rude journée, je m'en doute ! répéta Muzard, avec une conviction qui en disait long.

— N'empêche que l'on a des satisfactions, mon cher ami. Le rapport de mon ingénieur en chef ne sera pas désagréable à lire et vous savez que mes actions sont aujourd'hui à six cent cinquante.

Et, se penchant, il montrait de l'autre côté de l'eau un hôtel neuf de Passy.

— Tenez, dans cette maison, au troisième, habite un monsieur dont m'a parlé l'autre jour Leherpeux, qui a déjà réalisé grâce à moi un petit bénéfice de quinze mille. C'est un de nos gros actionnaires, le plus gros peut-être, car notre clientèle est surtout faite de petits rentiers qui souscrivent dix, vingt actions, tout au plus, tout au plus. Je préfère cela. C'est plus modeste et plus sûr. Mais celui-là était un souscripteur étonnant, m'a dit Leherpeux. Le lendemain du jour où l'affaire était conclue, il se présentait à nos guichets et soldait rubis sur l'ongle ses cent actions.

— C'est d'un bel exemple, monsieur Loche, déclara gravement Muzard.

— Je n'aurais pas cru, poursuivit le financier, que nos

papiers atteindraient si vite, sur le marché, cette popularité, car c'est le mot. Cette plus-value est inouïe.

Le train des Invalides courait au bord de la Seine. Sur l'autre rive, le Point-du-Jour était silencieux, presque obscur. Mais ici dans ce faubourg tout grouillant d'industrie, où les lampes électriques jetaient une lueur violette, une animation excessive régnait autour des usines qui se vidaient. Là-bas, irradiant le quai de Javel d'une clarté intense, nne façade illuminée plus puissamment qu'un music hall forçait à rentrer dans l'ombre les sombres et noirs bâtimens du voisinage. Au-dessus du portique, en lettres fulgurantes et gigantesques, s'enlevait le seul mot : *Hydromobiles*. L'auto de Cyprien Loche s'arrêta là.

En levant les yeux sur ce somptueux édifice qui ressemblait plus à un palais qu'à une usine, Mlle Loche ne put retenir une exclamation :

— Il est extraordinaire, papa.

— C'est bien ce que je pensais, dit Muzard.

Mais déjà le banquier pénétrait, le premier, pour les introduire, par une petite porte ménagée dans la façade à côté du portail fermé à cette heure. Les paupières de Muzard battirent devant la violente lumière inondant l'énorme enceinte, et que la blancheur des copeaux répandus sur le sol accroissait encore. Une cinquantaine de lampes flottant au bout de fils invisibles pendaient aux poutres de la voûte lointaine et, sous la clarté de tous ces soleils, les varlopes glissaient sur les établis, faisant voler le bois en papillotes légères, les marteaux heurtaient les planches avec un rythme. Des étincelles blanches fusaient de l'enclume de trois petites forges où des mécaniciens en cottes bleues brasaient des pièces d'acier. Cinq grands appareils de navigation, avec leur carrosserie plate et les ailes aériennes de leur hélice acajou, étaient en construction, posés sur leur chariot mobile. Des moteurs fantastiques, ces moteurs d'aviation semblables à des pieuvres d'acier accroupies, étaient rangés le long de la muraille et, dans le fond, les formes d'oiseau d'un grand aéroplane sur le chantier s'esquissaient. Et il tendait déjà, pour l'essor futur, l'ossature d'aluminium de son biplan dépourvu encore de membranes.

Des mécaniciens, des menuisiers, des carrossiers, toute une armée d'artisans s'affairaient sous les yeux de deux pilotes en combinaison de toile blanche. Une longue série de bureaux

s'alignait à gauche, où des dactylographes en blouse noire pianotaient à leur machine. Dans le premier de ces bureaux, Jean Solème et Leherpeux, assis à une table de travail, montraient leurs deux têtes soucieuses penchées sur une même lettre qu'ils lisaient en silence.

D'abord, personne ne s'interrompit. On n'avait pas vu le Maître. Tout continuait. Et, pour la première fois, Muzard eut un regard émerveillé sur ce prodigieux Cyprien Loche, qui de rien avait fait cela. Aujourd'hui, sans un tressaillement d'orgueil, sans que rien ne bougeât dans sa face hermétique, avec le même air qu'il avait pour écouter le sermon de l'abbé Naïm ou les rapports secrets de Leherpeux, il entrait dans ce domaine où s'affirmait le succès. Mais ses yeux gris illisibles disaient clairement à Muzard, sous cette impassibilité : Eh bien ! est-ce que cela existe ? La voyez-vous enfin la source tangible, palpable de mon argent ? La voici, la production réelle, voici le capital laborieux qui enfante les billets de mille francs sous les coups de marteau. Suis-je un homme d'affaires falot, qui ne brasse que des fantômes, un créateur d'industries fictives, un illusionniste de la Coulisse, ou bien un génial agent de l'activité humaine ?

Ébranlé, Muzard s'approchait des hydromobiles pour en comprendre l'idée si simple : un radeau posé sur trois bateaux destinés à effleurer l'eau dans la course, et le mouvement donné par l'unique force de l'hélice déplaçant l'air.

— Nous faisons du cent à l'heure, dit Loche.

Aussitôt la pensée de Muzard s'en fut à l'inventeur, un des héros de l'aviation qui, après avoir servi les airs, donnait aujourd'hui à l'eau des fleuves et des rivières un habitant nouveau. Il demanda :

— Et le père de cette navigation surprenante, l'ingénieur de ce bateau ailé, j'espère bien que vous allez vous empresser de le ruiner, hein ! monsieur Loche ?

— Pourquoi cela, mon cher ?

— Parce que c'est classique.

— Jeune homme, dit Cyprien Loche, si vos impertinences ne me divertissaient pas énormément, vous trimeriez encore à cette heure-ci à votre bureau, où je ne serais pas allé vous chercher ce soir.

Et il daigna sourire.

— Ces cinq appareils, ajouta-t-il, avaient été entrepris en

vue de notre Compagnie soudanaise. Nous comptions revendre les vapeurs déjà construits, ou y adjoindre ces glisseurs qui semblent créés pour les rivières coloniales. Quelques pouces d'eau, et ils flottent, ou plutôt ils effleurent la surface en leur vitesse vertigineuse. Rencontrent-ils un rapide, une forêt aquatique, ils abordent et côtoient la berge sur les roues démontables que vous leur voyez ici. Les bancs de sable qui encombrent le Niger, l'hydromobile s'en joue, avec sa sensibilité de direction, sa stabilité et sa faculté de nager sur une mince couche d'eau. Oui, ceux-ci devaient être pour nous. Mais une commande a changé nos plans ; nous avons vendu nos appareils à une compagnie étrangère, fondée pour les transports rapides sur les lacs. C'était une aubaine pour une entreprise comme la nôtre, qui débutait. Maintenant, nous allons nous remettre à l'œuvre, en construire d'autres, et vous voyez l'immense avantage, mon cher...

Et il enflait la voix, triomphalement, pour clamer :

— ... nous fabriquons nous-mêmes notre matériel! La banque Fidelia achète à la Société de construction d'hydromobiles ses glisseurs pour les revendre à la Compagnie de navigation soudanaise. En somme, cela se réduit à un transfert de chiffres et c'est dans la poche des actionnaires que va l'argent, grâce à cette cohésion, à cette organisation harmonieuse qui réunit en une seule création financière deux formidables industries. Et je n'ai pas dit mon dernier mot... Bonjour, Solème! Bonjour, Leherpeux!

Les deux collaborateurs de Loche, qui avaient entendu la voix du patron, étaient venus à lui; ils écoutaient la fin de sa tirade quand il les interpella ainsi. Les deux pilotes, en combinaison de toile blanche, s'étaient aussi rapprochés ainsi que le chef mécanicien qui portait un faux-col soigné sous sa cotte bleue. Loche serra leurs mains, s'informa du jour où auraient lieu les prochains essais sur la Seine. Muzard semblait soucieux. Le vieux colonial qui était en lui vibrait de souvenirs à l'évocation des paysages africains dont ces bateaux étranges lui donnaient soudain les images précises. Et tout à coup la vision des affaires de Loche, de ses créations industrielles fantasmagoriques, se réalisa en son cerveau grâce à la présence de ces cinq radeaux de planches qui témoignaient brutalement de la vérité, qui étaient un fait.

— Venez avec moi voir l'aéroplane, lui glissa Mlle Loche à l'oreille.

Muzard eut un frisson d'inquiétude, cette sensation de péril que toutes les femmes, sauf Andrée Ornans, avaient toujours donnée à son instinct de célibataire, ami de la paix. Loche écoutait une démonstration du mécanicien relative au moteur. Solème, Leherpeux, les pilotes, les contremaîtres menuisiers étaient groupés autour de lui. On ne faisait plus attention ni au visiteur, ni à la jeune femme. Tous deux s'en allèrent au fond du hangar où l'appareil en construction s'enlevait comme une pièce de musée, une ossature de monstre préhistorique en un laboratoire. Elle approcha deux chaises. D'un bout à l'autre de l'usine, l'activité continuait; les varlopes gémissaient sur les établis, la pluie des copeaux s'épaississait à terre; à deux mètres de là, un apprenti tournait un vilebrequin dont la mèche sifflait dans la chair du bois. Muzard leva les yeux sur l'énorme oiseau.

— Mais non, dit Mlle Loche, l'aéro, ce n'est qu'un prétexte à nous écarter. Je veux vous dire mon histoire. Figurez-vous que, la semaine dernière, je suis allée voir votre ami, l'abbé Naïm.

Elle riait un peu faux, maintenant, d'un rire qui découvrait ses dents luisantes, pendant qu'un glacis de larmes voilait ses yeux.

— Vous êtes allée voir Naïm? s'exclama Muzard.

— Oui... Le jour du mariage de M. Solème, il m'avait bouleversée avec ses anathèmes aux Riches. J'ignorais que ce prêtre fût votre ami si intime. C'est Mme Solème qui m'a tout appris. Elle m'a révélé sa vie. Alors, j'ai voulu le connaître mieux. J'ai voulu aussi me décharger le cœur du poids qui me gênait depuis son sermon de la Madeleine, chaque fois que je mangeais à mon appétit ou buvais à ma soif. Ses paroissiens décharnés m'obsédaient. Qu'il y ait des meurt-de-faim pendant qu'on est à table, cela va bien tant qu'on n'y pense pas. Mais qu'un imprudent vous les montre, alors on se sent l'estomac barré, ne trouvez-vous pas?

— Je trouve, dit Muzard.

— Donc je suis partie, l'autre matin, de très bonne heure, pour la barrière de Montreuil. J'étais assez intimidée à la pensée d'aborder un saint, et j'aimais mieux le joindre dans son église que chez lui. C'est une espèce de baraque en planches, vous

savez, son église. N'importe, moi qui ne suis pas dévote, en y entrant, j'étais tout à fait troublée. Il était à l'autel, il achevait sa messe. Deux ou trois bonnes femmes en haillons étaient agenouillées sur des bancs et il y avait debout, près des fonts baptismaux, deux espèces d'apaches que je n'aurais pas voulu rencontrer au coin d'un bois. Mais je ne m'occupais que du prêtre qui priait là-bas. Est-ce que vous le considérez comme un homme ordinaire, votre ami?

— C'est-à-dire, fit Muzard, que je le regarde, parmi le troupeau humain, à peu près comme un lion égaré dans une bande de singes.

Mlle Loche continua :

— Je ne sais comment vous expliquer cela; pendant qu'il priait, il me semblait que j'avais devant les yeux un habitant d'un autre monde. Cependant il n'y avait autour de lui ni les lueurs mystiques, ni les séraphins émerveillés dont parlent les légendes, et je ne suis pas une femme qui se monte la tête. Il était seulement incliné vers l'autel et l'on n'entendait même pas le murmure de sa voix. Je suis tombée à genoux; j'ai pesé ma vie, j'ai pesé tout ce qui m'entoure. Je n'en menais pas large. On a de ces momens où, si un être supérieur vous l'ordonnait, on vendrait tout et l'on se ferait ascète.

— Je parie que vous n'avez jamais essayé, dit Muzard.

Une seconde, sans répliquer, elle fixa sur lui un regard de reproche.

— Vous voulez dire que je ne suis pas capable de mener une vie morale surélevée, prononça-t-elle enfin. C'est possible. Personne ne m'y a préparée, en effet. Mais je sais que cela existe. C'est déjà quelque chose. Tant de gens l'ignorent. Je me fais l'effet de ces sales bêtes, les oies de basse-cour dont parle Maupassant, qui, instinctivement et ridiculement, battent de leurs ailes atrophiées quand passe dans le ciel un vol d'oiseaux sauvages. Cela seul les rendrait un peu sympathiques. Vous ne trouvez pas?

— Je trouve, dit Muzard.

— Vous plaisantez toujours. Moi pas. Je vaux peut-être mieux que vous ne croyez, ou j'aurais pu valoir plus que je ne vaux. Mais tant pis. Tout le monde ne peut pas soulever des montagnes et j'en ai une qui m'écrase... J'en reviens à l'abbé Naïm. C'est dans la sacristie que je suis allée à lui. J'ai dit :

« Je vis dans un milieu d'argent où l'on ne s'occupe pas s'il existe ailleurs des frères malheureux. Je vis dans un milieu où l'on n'examine jamais sa conscience, où je me demande même si l'on en possède une. La moitié de l'humanité pourrait crever de misère autour de nous, sans que nous nous en émouvions. Nous sommes des gens abjects. Mais moi, votre parole m'a troublée l'autre jour à la Madeleine. Un rudiment de conscience à mon grand étonnement s'est éveillé en moi. J'ai vu vos affamés. J'ai connu la honte du bien-être où je plonge. Moi, j'ai un père qui me comble; sans doute que, si vous le connaissiez, monsieur l'abbé, vous le damneriez du coup; il aime l'argent autant que vous le détestez, mais il m'aime, je crois, plus encore que l'argent. Il voudrait que je vive comme une impératrice. Il m'achèterait du bonheur à n'importe quel prix. Je lui ai demandé mille francs hier soir, il ne me questionnera même pas sur l'usage que j'en aurai fait. Les voici pour vos zoniers, monsieur l'abbé. »

Muzard regardait là-bas, au bout du hangar, Cyprien Loche, en pleine lumière, grimpé, avec son haut de forme et son pardessus long, sur l'un des appareils dont il faisait résonner le plancher de sa canne. Le mécanicien courbé sur le moteur en expliquait un défaut. Le banquier semblait tout comprendre, tout connaître. On le vit donner un ordre à Leherpeux, et son geste coupant signifiait évidemment qu'il fallait renoncer à ce moteur, en commander d'autres. Il n'avait pas hésité trente secondes.

Muzard dit à sa compagne :

— Mazette, mille francs d'un coup! il a dû rayonner de joie, Naïm.

— Ah! vous croyez ça. Pour un peu, il aurait plutôt pris le papier au bout d'une paire de pincettes. Il m'a demandé : « Mademoiselle, ne vous serait-il pas possible de distribuer tout cet argent vous-même? » D'un autre, le mot m'aurait froissée. Mais cet homme qui semble surgi de l'au-delà possède le droit de tout dire.

Muzard, plus intéressé qu'il ne voulait le paraître, questionna :

— Et c'est tout? Il ne vous a rien dit de plus? Cet être de sensibilité qui ne peut voir souffrir aucune créature a constaté la crise morale que vous lui exposiez sans essayer d'y porter remède? Il a été glacial comme vous me le représentez?

— Non... il m'a dit des choses... ; mais je ne peux pas vous les répéter.

Elle avait rougi et, la tête baissée, fouillait le sol du bout de son parapluie. Muzard observait cette beauté de la santé, de la force, qui s'affirmait dans cette jeune fille robuste, sous l'ampleur de la fourrure somptueuse. Le profil incliné, aux modelés pleins et velouteux, lui plut soudain.

— Non, je ne veux pas vous répéter, continua-t-elle. Je suis une grande blagueuse ; j'ai pris le parti de rire de tout. Je profanerais, en vous les redisant, les choses qu'il a eu la bonté de m'expliquer sur l'Infini, sur les Béatitudes, sur la Pauvreté.

Il y eut un silence. Les coups de marteau tombaient en cadence là-bas, sur le chêne des radeaux ; le long des établis, les menuisiers continuaient leur glissement automatique. Certains, avec des gouges, creusaient des rainures. Loche était entré dans le bureau avec Solème et Leherpeux, pour lire à son tour la lettre qui absorbait tout à l'heure les deux compagnons.

Et Muzard se représentait la scène qui s'était jouée dans la sacristie de l'église de planches, entre le Saint, déjà sorti de ce monde, et cette belle jeune fille un peu équivoque, de laquelle on ne pouvait rien savoir, sinon son intelligence et sa souplesse d'esprit. Sans doute avait-elle goûté en dilettante les paroles mystiques du prêtre qu'elle conservait en sa mémoire, comme une mondaine un tableau de Primitif dans son salon.

Mais Mlle Loche, se redressant et changeant d'attitude :

— Il y a la petite Solème qui ne l'aime pas beaucoup, votre ami. Elle dit que l'abbé Naïm entraîne Mme de Chastenac en des aumônes déraisonnables. La petite Solème préférerait que tout cet argent tombât chez elle.

— La petite Solème est folle, dit Muzard, et sa cousine libre de sa conduite, je pense.

— Est-ce qu'ils s'aiment tous les deux, les Solème ? interrogea-t-elle brutalement.

— En doutez-vous ? dit Muzard.

— Ah ! je vois leurs fronts plissés de tels soucis à ces tourtereaux?.. c'est autrement que j'imagine l'amour; tenez, il y a ici, chez papa, une petite dactylographe qui gagne cent francs par mois. Je la connais bien, c'est moi qui l'ai placée dans cette boîte. Elle a vingt-deux ans. Elle a épousé un employé des

Postes qui, lui, gagne cent quatre-vingts francs, et ils soutiennent leur mère. Je vous prie de croire que leur vie est dure. N'empêche que si vous voulez avoir le spectacle de l'amour, et du bonheur sans limite, vous n'avez qu'à les aller voir dans leur pauvre logement du cinquième. J'y suis allée, moi...

Elle s'arrêta net et se leva en chantonnant avec des manières masculines.

— Venez-vous rejoindre papa?

Muzard l'observa furtivement. Le glacis de larmes avait de nouveau reparu à ses yeux. Elle allait, à travers le hangar, d'une allure ondoyante. Les ouvriers, sans cesser leur travail, la regardaient au passage. Tout à coup elle se retourna vers Muzard qui la suivait.

— L'argent, dit-elle, si vous saviez comme je le méprise !

— Allons donc, dit Muzard, vous ressemblez aux bourgeois anarchistes.

Au même instant, ils virent s'encadrer dans la petite porte la fine silhouette d'Yvonne Solème. Loche se précipita le premier, presque obséquieux envers la charmante femme. Muzard ne lui avait jamais connu cette grâce féline qu'il pouvait acquérir soudain, pour plaire. Yvonne Solème en recevait l'hommage d'un air un peu contraint. Elle semblait plus jeune que jamais. Une frange de cheveux châtains coupait à demi son front, lui donnait un visage de petite fille. Elle portait un tailleur de drap bleu très simple, et la somptueuse élégance de Mlle Loche l'écrasait. Elle dit seulement :

— Je venais chercher mon mari, mais je vois qu'il a encore à faire.

— Il n'a plus rien à faire, puisque vous êtes là, madame, dit Loche, en patron grand seigneur.

Solème serra cérémonieusement la main de sa femme. Puis le banquier et sa fille entourèrent Yvonne, la promenèrent dans l'usine comme dans leur domaine. Loche, pour la flatter, la comblait de détails techniques sur les moteurs ; elle faisait mine de les comprendre. Mais la fourrure de Mlle Loche l'occupait davantage. Elle se livrait à des évaluations secrètes, elle se murmurait à elle-même :

« Quatre mille, peut-être cinq mille... Du renard bleu... une telle pièce... »

Solème enfilait son pardessus, seul avec Muzard, dans le petit réduit de son bureau.

— Eh bien ! lui demanda celui-ci, tu as réussi, je pense, à soutirer à la famille de ta femme les deux ou trois millions qu'il fallait encore à Loche ici ?

— Qui te l'a dit ?

— L'allure de Loche.

— Et puis après ? N'est-ce pas ainsi que se font les affaires ? Celle-ci est des plus prospères, et je suis bien placé pour le savoir, et je ne bluffe pas avec toi. Oui, j'ai fait faire un placement à la famille d'Yvonne et un placement qui va donner trente-cinq du cent. Ai-je commis une mauvaise action ? D'ailleurs, mon vieux, avec ta perspicacité impeccable, tu vois faux souvent ! As-tu assez blagué par exemple la Compagnie de Navigation soudanaise ? As-tu assez clamé que c'était une industrie fictive ? Tu en étais inconvenant, parfois. Eh bien ! mon cher, elle existe, la Compagnie, elle existe comme ce hangar et comme ces appareils, j'en ai eu les preuves. Le rapport de l'ingénieur et ses lettres particulières à Loche m'ont passé entre les mains, et jusqu'au devis d'un canal latéral au Niger, long de trois cents kilomètres, destiné à éviter les rapides de Labezenga Tu comprends, ce canal, c'était la pierre d'achoppement. Combien de dizaines de millions aurait-il engloutis ? Mais nos appareils nouveaux viennent les supprimer, puisque nos glisseurs légers, au moindre obstacle, peuvent aborder et rouler sur le terrain.

— Ah ! que veux-tu, reprenait Muzard, sans avouer que sa défiance était entamée, je vois une telle fantaisie dans tout cela que, malgré moi, l'entreprise se présente à mes yeux comme un roman d'aventure mal équilibré.

— C'est qu'il y a un tel romanesque dans les affaires ! s'écria Solème, révélant soudain par ce mot que la fièvre sacrée l'avait gagné, qu'il s'était jeté avec frénésie dans le sillage de Loche, rêvant la multiplication fantastique de l'argent jeté en semence à toutes les terres.

Le banquier, qui revenait en ce moment, lui posant affectueusement la main à l'épaule, prononça :

— Mon petit Solème, vous allez prendre ma voiture pour rentrer chez vous tous les deux. Ma fille se fera une joie de reconduire Mme Solème. Quant à Muzard et moi, nous irons à pied. N'est-ce pas, Muzard ?

Muzard répondit « oui » distraitement. Il observait à cette minute la mobile physionomie d'Yvonne Solème et notait l'éclair de colère froide qui, à l'invite du patron, avait glacé le souriant visage. Elle se reprit bien vite, remercia, serra les mains de Loche avec une politesse charmante, et, quand elle se fut assise au fond de la voiture aux côtés de Mlle Loche, affirma sa délicatesse de petite créature de race, alerte et fine, auprès de la femme plantureuse. Mais aussitôt Muzard, qui leur disait adieu à la portière, vit Yvonne et son mari se regarder, et leur regard était effrayant : là, tout le reproche de la femme ambitieuse humiliée de recevoir l'aumône du luxe des autres ; ici, l'humeur féroce de l'homme qui n'a point satisfait à cette ambition de celle qu'il aime. Ah! quelle amertume ils goûtaient tous deux dans cette voiture du patron qui leur rappelait secrètement leur situation petite, la médiocrité de leur état, tous leurs désirs inassouvis !

Maintenant Loche et Muzard, ayant laissé Leherpeux à l'usine cheminaient le long du quai de Javel, redevenu calme et sinistre. L'étoile de la tour Eiffel luisait devant eux, seule à leur rappeler que Paris était là. Et ils s'enfoncèrent dans une nappe d'ombre, plus épaisse à mesure qu'ils s'écartaient de la façade brillante qui ruisselait toujours de lumière derrière eux. La voie du chemin de fer les empêchait de voir l'eau. A droite, c'étaient des casernes noirâtres de l'industrie, aux larges baies crasseuses, où les cheminées dressaient leurs sombres colonnes de briques comme des propylées modernes.

Cyprien Loche saisit le bras de Muzard, et, ralentissant le pas, murmura :

— Muzard, que diriez-vous, si je vous avouais que j'ai besoin de vous pour une de mes entreprises ?

— Je dirais que c'est regrettable, monsieur Loche, n'étant point disponible.

— Allons donc ! êtes-vous marié avec Albert Blond ? Vous seriez chez moi demain, si cela vous chantait. Or j'ai besoin de vous, Muzard. Il faudra que vous deveniez mon principal collaborateur. Vous m'avez admiré tout à l'heure, ne le niez pas ; je l'ai vu. Vous vous êtes dit : « Loche est extraordinaire. » Eh bien ! non, je ne suis pas extraordinaire. Mais j'ai une qualité qui m'a permis, pauvre, d'en venir là où je suis aujourd'hui. Je sais choisir mes hommes. Tout est là. Mettre dans les affaires *the*

right man in the right place. C'est le secret du succès. J'ai choisi Leherpeux. Savez-vous ce qu'était Leherpeux? Un pauvre petit clerc d'huissier à Ménilmontant. J'ai causé cinq minutes avec lui. Le lendemain, il était à moi. Je dois beaucoup à Leherpeux, je le sais. Et il sait que je le sais, car je le lui prouve. Mon fondé de pouvoirs à la banque Fidelia était le commis principal d'un coulissier. Son patron tenait à lui. Cela m'a coûté très cher, mais je l'ai eu. J'ai eu Solème. Je vous aurai.

— Non, monsieur Loche, dit Muzard seulement.

Mais le banquier, sans paraître entendre, poursuivit :

— Dimanche, vous viendrez avec moi à Herblay, ce petit pays situé sur la ligne de Mantes, où l'on a découvert la source que j'ai baptisée Fidelia. J'ai acheté la propriété où elle jaillit. J'ai payé, à cause de cela, deux cent quatre-vingt mille francs une grande maison et son jardin, pas plus. L'eau révèle des sulfates, fer et magnésie, et des traces de radium. Il s'agit de doubler le jardin en acquérant les terrains voisins, d'en faire un parc, de transformer la maison en hôtel, d'édifier un petit casino et de tenir le tout prêt pour l'été de la prochaine année. J'ai besoin de deux hommes. Le médecin qui déterminera l'application de cette eau, dirigera l'établissement au point de vue médical, et l'homme qui mettra la chose au point. Cet homme, c'est vous.

— Non, monsieur Loche, dit Muzard.

— Il vous paraît singulier, reprit tranquillement Loche, que je vous connaisse mieux que vous ne vous connaissez vous-même. Je sais que vous avez ce qu'il me faut : la vue rapide, la décision immédiate, la puissance de l'énergie qui mate les hommes. Je vous laisserais tout pouvoir là-bas en vous suggérant seulement mes idées...

A ce moment, un fiacre cahotait tristement sur le quai; d'un geste il l'arrêta, puis, prenant impérieusement Muzard par le bras, il l'y fit monter.

— Je vais vous déposer à votre restaurant, dit-il.

Muzard se laissait mener et en souriant donna l'adresse. Dans la voiture, le banquier revint à ce qu'il nommait ses idées. Il exposa tel qu'il le concevait l'aménagement de la maison en hôtel. On exhausserait le bâtiment de deux étages. On aurait ainsi soixante chambres. Tout serait clair, blanc, lessivable comme une immense clinique. Mais on ne recevrait que de

faux malades, des Parisiens légèrement fatigués qu'attirerait surtout le casino. Et alors, c'était ce casino qui mériterait tout l'effort. Il ne fallait pas en faire un lieu de plaisirs étourdissant, un café-concert tape-à-l'œil, une fête foraine. Non, Loche voyait au contraire un bâtiment d'aspect sévère, d'un très bel art moderne, avec une salle de concert, une salle de théâtre et une salle de bal qui ne serait louée qu'à un tel prix que, seule, la plus haute société pourrait en jouir. Pour le théâtre, un répertoire classique avec les meilleurs artistes.

— Hein ! que dites-vous de cela, jeune homme?

— Je ne dis rien, monsieur Loche.

Pendant un assez long moment, Loche s'absorba dans ses réflexions. Sans doute les édifices dont il venait de parler s'élevaient magiquement en son imagination prodigieuse. Déjà, il portait sous son front, empreints d'une magnificence irréalisable, le parc planté d'arbres rares, l'hôtel plus luxueux qu'un palais d'Orient, le lieu des fêtes plein de musiques inouïes. Son rêve allait toujours au plus grand, au plus beau, au plus dispendieux. C'était sa force. Il dit soudain :

— Nous monterons des opéras. Vous êtes artiste, Muzard?

— Moi? comme ça, dit Muzard en désignant sa bottine.

Loche savait le contraire, mais il ne répliqua rien, car ils étaient arrivés rue de Seine, devant le restaurant.

— Dînons-nous ensemble? demanda Loche, bon enfant.

Cette fois, le jeune homme eut un sursaut d'étonnement. Loche, s'il avait envie de lui faire une politesse aurait pu l'inviter dans un des établissemens qu'il fréquentait et dont la fréquentation faisait partie de sa façade. Mais venir s'asseoir dans cette gargote, à une table mal servie, les pieds dans la sciure de bois et coude à coude avec des dactylographes ou des maîtres maçons, lui, Cyprien Loche, directeur de la banque Fidelia!

— Mais oui, je dis : Voulez-vous que nous dînions ensemble? répéta-t-il. La simplicité du restaurant? Vous croyez que j'en suis offusqué. Mon cher, vous ne me connaissez pas.

— Quel stratège vous êtes, monsieur Loche ! dit Muzard.

— Eh bien! oui, stratège. Ce soir, je ne vous quitterai pas que je ne vous aie conquis. Vous seriez le premier qui m'ait résisté. Vous entendez, ni femme ni homme.

Marie Plichet accourait, la carte à la main, nantie de cette tendresse maternelle qu'elle partageait équitablement entre

toutes les tables. Et elle recommanda des œufs tout frais arrivés du matin.

— Suspect... déclara Muzard sceptique.

Marie Plichet croisa ses manches de calicot sur sa poitrine.

— Monsieur Muzard, vous pouvez les prendre en confiance, ils viennent de la campagne.

Des employées des postes entrèrent avec de jeunes surnuméraires de leur bureau. Elles examinèrent longuement la carte, cherchant et additionnant les portions à quarante centimes, bien décidées à ne pas dépasser vingt-quatre sous par tête.

Du comptoir, la patronne toisa leur pauvre mise, et remarqua leurs bottines usées. Elle aimait mieux les maçons que les employés, et les cliens masculins que les femmes, toujours chipoteuses. Une odeur de haricots bouillis passa dans l'atmosphère. Loche commanda un bœuf haricots et se mit à rire.

— Cela me rajeunit, prononça-t-il sur un ton d'intimité.

« Après tout, pensa Muzard, il peut faire ici ce qu'il veut, sûr de n'être pas reconnu. »

Le banquier méditait sur la carte des vins. Les prix les plus élevés ne le rassuraient pas. L'idée que le petit débit des bonnes marques pouvait leur garantir la bouteille le décida pour du Saint-Julien qui accusait sept ans. En le goûtant, il rit sans se fâcher et demanda le Saint-Émilion auquel on attribuait un an de moins. Ce fut une grimace nouvelle.

— Ces gargotiers n'ont pas de conscience, n'est-ce pas, monsieur Loche? dit Muzard.

— Mon cher, dit Loche gravement, il n'est pas possible de faire les affaires petitement et honnêtement. Si vous ne vous sentez pas l'envergure suffisante pour étendre au besoin vos deux ailes sur les deux continens, vous ne serez qu'un grippe-sous et un attrape-nigaud. Non, il faut prendre l'argent à la pelle et le jeter par tonnes dans le haut fourneau. Alors, le tirage s'établit, tout ronfle et c'est un organisme puissant qui vit, qui produit, qui répand les bienfaits de sa fécondité. C'est pourquoi, Muzard, si jamais nous travaillons ensemble...

— Nous ne travaillerons jamais ensemble, monsieur Loche.

— Vous avez besoin de moi, comme j'ai besoin de vous.

— Moi, je n'ai besoin de personne. Quant à vous, je vais vous citer un homme qui vous servira mieux que moi.

— Qui?

— Agostini.

Et, en disant ces mots, le curieux Muzard, qui n'était pas encore arrivé à percer le mystère dont s'enveloppaient les relations du banquier et de l'Italien, le scrutait, le pressait du regard, dévorant d'avance le secret. Mais Loche avec un souverain mépris :

— Agostini? cette canaille? Je n'ai pas de pire ennemi.

« Ce doit être justement le contraire, » pensa Muzard sans répondre.

Au dessert, Loche fit venir des liqueurs. Marie Plichet les offrit avec les signes d'un respect affectueux. Muzard était friand de liqueurs fines. Loche disait à mi-voix :

— Qu'est-ce que vous gagnez à la *Poste?* Trois cents francs par mois, peut-être? Quelle dérision! Un homme de votre espèce et de votre énergie! Moi, je vous en donne mille demain, et une initiative gigantesque, le plaisir de faire sortir du sol à vous seul ce qui n'existe pas. Hein! comprenez-vous cela? cet enchantement : sur votre parole, des arbres pousseraient, des allées s'arrondiraient autour de pelouses fleuries, un palais s'élèverait, et je vous laisserais la bride sur le cou pour faire de votre casino le premier lieu de réunion artistique de France. Vous entendez : on n'irait pas ailleurs; on irait là. Et cette absolue liberté, l'unique, la seule véritable que donne l'argent! L'argent, vous l'auriez à discrétion; c'est ma méthode. Si vous avez envie que les murs soient en marbre, ils le seront, et vous me demanderiez qu'il y ait du sable d'or dans les allées comme aux jardins de Salammbô, il y en aurait. Hein! Muzard, il y a loin de là, je pense, à vos livres de comptabilité et à votre cage de verre où vous additionnez des colonnes de centimes toute la journée.

Muzard, par manière de dilettantisme, demanda :

— Et si je me révélais gourmand, tout à coup, et que je voulusse le double des appointemens que vous m'offrez?

Loche cligna des yeux, comme si une cartouche avait éclaté à son visage. Puis tranquillement :

— Vous auriez le double.

Un silence régna. Il était impossible à Loche de savoir ce que pensait le jeune homme, et il semblait en souffrir. Il murmura :

— Mon petit Muzard, sur la place de Paris vous êtes le seul à me refuser le crédit. Il me semble pourtant, sacrebleu! que

je vous laisse voir clair dans mes affaires. Est-ce que je ferais un patron embêtant, dites? Regardez l'homme que je suis.

— Vous n'êtes pas encore mon patron, monsieur Loche...

— Je suis celui de Solème, renseignez-vous près de lui.

— Solème est un capital...

— Vous en êtes un autre, voilà tout.

Les cliens avaient tous disparu, sauf un vieux rentier qui fumait sa cigarette en lisant un journal du soir à la table voiline. Muzard avait tiré sa pipe, Loche un cigare. Trois bouteilles de liqueurs de premier choix s'alignaient sur la table. Muzard, pour jouer avec le danger, par bravade, s'amusait à imaginer le personnage qu'il ferait, de l'argent plein les mains, muni de cette puissance qu'il n'avait jamais connue que de soin, comme une femme défendue dont on prétend ne pas vouloir...

COLETTE YVER.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

UN TÉMOIGNAGE ALSACIEN

SUR

L'ALSACE-LORRAINE

« Les bonnes volontés, même enthousiastes et sincères, ne sont pas la volonté, la volonté grave, tenace, constante, qui ne perd jamais de vue, parmi les incidens multiples des existences particulières, le but commun à atteindre. Hélas! il y aurait fallu plus d'union, plus de confiance en soi, un désir plus jalousement préoccupé de son objet. L'union? elle nous a toujours manqué. Quant à la confiance en soi, la guerre l'avait ébranlée, la vanité qu'on nous reprochait s'était dissipée, repentante et contrite; à force de vouloir être justes pour les autres, nous devenions injustes pour nous-mêmes, et la confiance nécessaire ne nous revint que par à-coups, aux heures d'alarme, en 1875, en 1887, en 1905-1908; avant et après les crises, elle fut trop souvent verbale et d'attitude, non point intime, profonde, qui veille sur la conscience, qui inspire et dirige l'action: un rappel sonore de « l'immanente justice, » à la fin d'un discours de comice agricole ou de distribution de prix, et l'on se croyait quitte envers le passé. Enfin... cette pauvre éloquence même balbutierait, aujourd'hui : d'autres sujets sont plus à la mode, et celui-là devient aisément suspect. Nous avons trop éparpillé notre générosité. Il y a, si je puis dire, des idées qui n'ont pas de chance... »

C'est en 1909 que M. Georges Delahache écrivait ces lignes

un peu amères et mélancoliques (1). Je ne lui reproche, certes, pas de les avoir écrites, puisque, bien souvent, je crois, nous les avons tous pensées depuis quarante-quatre ans. Mais, les aurait-il écrites en 1911, après le « coup » d'Agadir? ou en 1913, au moment de la discussion de la loi de trois ans? Les écrirait-il surtout aujourd'hui? Et nous tous, n'avions-nous pas tort de les penser? Oui, assurément, depuis 1871, nous n'avons pas uniquement songé à l'Alsace-Lorraine, et il n'est pas douteux que nous ayons eu d'autres soins. Il est sûr aussi que nous avons trop pris au pied de la lettre le mot célèbre : « Y penser toujours, n'en parler jamais, » et qu'à force de n'en point parler, on aurait pu croire que nous n'y pensions plus du tout. Mais au fond, tout au fond, ce n'était là qu'une apparence. Les Français sont ainsi faits qu'ils déguisent leur douleur sous un sourire, leurs regrets sous un air d'indifférence, leur fidélité sous un masque d'oubli. D'autres crient sur les toits des sentimens qu'ils n'éprouvent pas. Nous avons, nous, la pudeur de nos sentimens ntimes, et nous aimons mieux qu'on nous accuse de légèreté que de cabotinage. Si l'empire du *bluff* existe quelque part, c'est en Allemagne, ce n'est pas en France. En fait, l'idée, ne disons pas de la *revanche*, mais de la libération de nos frères d'Alsace-Lorraine, n'était pas morte chez nous; elle couvait sous la cendre; elle n'attendait, — et Bismarck le savait bien, il l'a dit assez clairement un jour au Reichstag (2), — elle n'attendait qu'une occasion pour éclater au grand jour. On l'a bien vu depuis six mois. Quand nos troupes sont entrées pour la première fois en Alsace, une compagnie composée tout entière d'Auvergnats, heureuse de fouler aux pieds ce sol sacré, son

(1) Georges Delahache, *Alsace-Lorraine* (*la Carte au liséré vert*), 1 vol. in-16, Hachette, 1909; 4e édition, 1911; — *L'Exode*, 1 vol. in-16, Hachette, 1914.

(2) « Y a-t-il eu déjà quelque ministère français qui ait pu oser dire franchement et sans réserve : « Nous renonçons à recouvrer l'Alsace-Lorraine; nous ne ferons pas la guerre dans ce but; nous acceptons la situation créée par la paix de Francfort, absolument comme nous avons accepté celle de la paix de Paris en 1815, et nous n'avons point l'intention de faire la guerre pour l'Alsace? » — Y a-t-il en France un ministère qui ait le courage de parler ainsi? Et pourquoi n'y en a-t-il pas? — Les Français autrement ne manquent pas de courage! — Il n'y en a pas, parce que l'opinion publique en France s'y oppose, parce qu'elle ressemble en quelque sorte à une machine remplie de vapeur jusqu'à explosion, au point qu'une étincelle, un mouvement maladroit, peut faire sauter la soupape et, autrement dit, faire éclater la guerre. » (*Les Discours de M. le prince de Bismarck*, Berlin, Wilhelmi et Paris, Vieweg, 1889, in-8°, t. XV, p. 31; *Discours du 11 janvier 1887*.)

capitaine en tête, se mit à danser la *bourrée*. Que de choses dans ce joyeux geste! Et voilà comme on oublie en France!

Si M. Georges Delahache avait pu prévoir le prochain avenir, il est infiniment probable que, sur ce point-là, entre autres, il se fût montré un peu moins pessimiste; mais il n'en eût pas moins écrit les deux livres excellens et très documentés où il a résumé et vulgarisé, à l'usage des jeunes générations survenantes, toute l'histoire de l'Alsace-Lorraine, particulièrement depuis l'annexion. Il complétera, je l'espère, bientôt, cette histoire, qui, dans son premier volume, s'arrête à 1909, et dont le chapitre le plus émouvant ne sera pas sans doute celui qui sera consacré aux derniers jours de la domination allemande et à la vie de l'Alsace-Lorraine pendant la présente guerre. En attendant l'heure de l'entière délivrance, je voudrais, à mon tour, en les accompagnant de brèves réflexions, dégager les principales données des deux ouvrages de M. Delahache. Si l'on a besoin quelque part de bien connaître le récent passé de l'Alsace-Lorraine, c'est bien ici, en France, ne serait-ce que pour éviter, à brève échéance, les méprises, les froissemens et les heurts qui résultent toujours, en matière politique, administrative et sociale, de la méconnaissance des réalités ethniques et des conditions historiques (1).

I

On a parfois prétendu que c'est contre le gré de Bismarck que s'est faite, en 1871, l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Le chancelier de fer aurait prévu, dit-on, les difficultés de tout genre que cette annexion allait créer à son pays; il aurait pressenti l'impossibilité d'une assimilation réelle des provinces conquises; il se serait rendu compte enfin que c'était mettre de l'irréparable entre la France et l'Allemagne, creuser entre les deux peuples un abîme qui ne serait jamais comblé, et condamner vainqueurs et vaincus, et l'Europe tout entière, à un état de paix armée toujours précaire, et, par cela même, à une dangereuse insécurité. Mais, sur cette délicate question, le parti militaire prussien s'était montré d'une telle intransigeance

(1) N'est-ce pas déjà une de ces méprises que la nomination d'un sous-préfet d'Altkirch?

que Bismarck avait dû céder et, à son corps défendant, exiger l'annexion.

Je ne crois pas à cette légende. Bismarck n'était pas homme à prévoir les malheurs de si loin! Non pas, on l'entend bien, que je veuille, par dépit patriotique, rabaisser un adversaire qui était assurément de cent coudées au-dessus de ceux qui lui ont succédé. Mais ce grand politique avait ses limites. Son horizon a été plus borné qu'on ne l'a bien voulu dire. Il n'a pas construit pour des siècles. Il n'y a pas vingt ans qu'il est mort, et déjà, par quelque biais qu'on l'envisage, son œuvre s'effrite et même s'effondre : qu'est-ce qui restera demain du congrès de Berlin, du traité de Francfort? Qu'est-ce qui reste aujourd'hui de la Triple-Alliance? Et, de son vivant même, Bismarck n'a-t-il pas été le vaincu du Culturkampf? Ce terrible réaliste vivait et travaillait surtout pour le moment présent; il maniait fortement, durement, impitoyablement la réalité visible et tangible, mais il ne voyait rien au delà : s'il parlait des « impondérables, » il n'en tenait pratiquement aucun compte; les réalités morales n'existaient pas pour lui; il les niait, il les raillait, il les piétinait sans scrupule. Il croyait que par la force, la ruse ou l'argent on vient à bout de tout. Il n'y a peut-être pas eu dans l'histoire de politique plus matérialiste que la sienne. Son œuvre périra par là : l'effondrement de l'œuvre bismarckienne, c'est la morale qui se venge.

Il n'est donc guère admissible que Bismarck, tel que nous le connaissons, et à supposer qu'il ait pressenti parfois quelques-unes des difficultés avec lesquelles il allait se trouver aux prises en annexant l'Alsace-Lorraine, ne se soit pas cru assez « fort » pour les surmonter. D'autre part, orgueilleux et brutal comme il était, on ne le voit pas non plus renoncer de propos délibéré au prix matériel, au prix attendu de sa victoire, car, — et M. Delahache l'a très bien montré, — depuis plus d'un siècle, depuis 1709, mais plus particulièrement depuis 1813, « la volonté de l'Allemagne » a été tout entière très âprement tendue à la poursuite de cet objet : la « reprise » de l'Alsace et de la Lorraine. Poètes, publicistes, professeurs, hommes politiques, historiens, tous réclament le retour à la nationalité germanique des « vrais enfans de la patrie allemande. » En 1870, la « nécessité » de ce retour était pour toute l'Allemagne un véritable dogme; et ce dogme, nous pouvons en être

convaincus, n'avait pas de croyant plus convaincu que Bismarck (1).

Pour justifier cette annexion, avant et depuis, que d'argumens juridiques, historiques, linguistiques, ethniques n'a-t-on pas entassés! Si spécieux qu'ils fussent, ils ont tous été mille fois réfutés. Et quand ils ne l'auraient pas été, quand il serait clair comme le jour que, par leurs origines, l'Alsace et même la Lorraine se rattachent à la « race, » je ne dis pas à la nationalité germanique, que valent toutes ces théories contre ce simple fait : la volonté absolue des Alsaciens-Lorrains de ne pas devenir Allemands? En 1861, le botaniste Kirschleger, professeur à la Faculté de Médecine de Strasbourg, se trouvant à Spire, dans un congrès de naturalistes, on lui parla en termes tels du retour de l'Alsace à la Confédération qu'il ne put s'empêcher de répondre avec vivacité : « Vous devriez au moins nous demander si nous avons quelque envie de revenir à vous... Nous voulons rester Français. » Le seul argument sérieux, et d'ailleurs irrésistible, que l'Allemagne ait pu invoquer pour l' « annexion » de l'Alsace-Lorraine, c'est le droit du plus fort (2). Argument non moins dangereux qu'irrésistible, et qui, quelque jour prochain, pourra se retourner contre l'Allemagne elle-

(1) La vérité est que, de son propre mouvement, Bismarck n'eût probablement pas annexé la Lorraine ; mais il n'a jamais eu une hésitation en ce qui concerne l'Alsace. « Déjà, en 1871, — disait-il en plein Reichstag, — je n'ai pas été partisan d'annexer Metz; j'étais alors pour la frontière de langue. Mais j'en référai à nos autorités militaires avant de prendre une résolution définitive. M. Thiers me dit : « Nous ne pouvons vous donner que l'une des deux places : Metz ou Belfort... » J'en conférai donc avec nos autorités militaires, et notamment avec mon ami, le comte de Moltke, qui siège ici devant moi. « Pouvons-nous, leur demandai-je, consentir à nous passer d'une de ces places fortes? » Et il me fut répondu : « De Belfort, oui; Metz vaut 100 000 hommes; la question est de savoir si nous voulons ou non être plus faibles de 100 000 hommes que les Français, quand la guerre éclatera de nouveau. » — Là-dessus, je dis : « Prenons Metz! » (Séance du 11 janvier 1887, *Discours de Bismarck*, XV, p. 27-28.) Et dans les *Mémoires de Bismarck*, recueillis par Maurice Busch (tome I, Paris, Charpentier, 1898, p. 322), à la date du 22 février 1871, on lit ceci : « Si seulement, dit-il nous dire (Bismarck), la France voulait nous donner un milliard de plus, nous pourrions peut-être lui laisser Metz et construire une autre place forte quelques kilomètres plus loin, du côté de Falkenberg ou de Sarrebrück. Nous pourrions aussi lui laisser Belfort, qui n'a jamais été allemand... Je ne tiens pas tant que ça à avoir une quantité de Français chez nous. Mais les militaires ne voudront jamais entendre parler de l'abandon de Metz, et peut-être auront-ils raison! »

(2) Il n'existe, dans les Universités allemandes, aucune chaire de droit international, et ce n'est que depuis fort peu d'années que l'Allemagne possède une revue de droit international.

même. Que pourrait-elle bien répondre si la France victorieuse, pour prix d'une guerre sanglante qui lui a été frauduleusement imposée, venait à lui ravir et à annexer à son tour l'une de ses plus chères provinces?

Protestations, prières, négociations diplomatiques, rien n'y fit : la volonté du vainqueur fut inexorable : la « carte au liséré vert » qui, préparée et publiée dès le mois de septembre 1870, fixait la nouvelle frontière, fut imposée par Bismarck; et tout ce que Thiers put obtenir, moyennant d'importantes « compensations, » ce fut le territoire de Belfort, qu'il arracha, disait-il, « avec son désespoir. » Le tracé de la frontière définitive, qui dura plus de trois mois, des premiers jours de juillet au 12 octobre 1871, n'alla pas, du côté allemand, sans d'âpres contestations, de mesquines et raides exigences, auxquelles le commissaire français, le lieutenant-colonel Laussedat, résista d'ailleurs de son mieux : la générosité n'a jamais été une vertu allemande. Et pendant quarante-trois ans, l'Alsace-Lorraine, « rançon de la France, » allait vivre, sous un maître infatué et brutal, une vie qu'elle n'avait pas choisie, et dont elle n'a jamais pu s'accommoder.

Ce qu'a été cette vie, M. Delahache nous l'a conté sans déclamation, dans une langue sobre, mesurée, un peu contournée peut-être quelquefois, à force de vouloir être concise et ramassée. Tout d'abord, à ces populations, déjà si meurtries par l'invasion, une question infiniment angoissante se pose, et qu'il faut résoudre sans délai : celle de l'option pour la nationalité française ou la nationalité allemande. Ceux qui optaient pour la France devaient avoir quitté le pays annexé avant le 1er octobre 1872; et l'on devine tout ce qu'une pareille obligation impliquait de cas de conscience toujours douloureux, souvent tragiques. Pour un fonctionnaire, pour un petit bourgeois, pour un industriel, pour un négociant, quel était le devoir non seulement envers soi-même et envers les siens, mais encore envers la France? Car enfin, s'il émigre, au risque de ne pas retrouver même le lointain équivalent de la situation qu'il occupe, ne laisse-t-il pas une place vacante qu'un Allemand s'empressera de venir occuper, et n'est-ce pas, de proche en proche, la lente germanisation d'un sol, hier français, et qui, demain, le redeviendra peut-être? Malgré toutes ces difficultés, il y eut, au 1er octobre 1872, 160 000 options déclarées, dont 100 000, il est vrai, n'ayant

pas été suivies de départ effectif, furent annulées. Les trois quarts des fonctionnaires émigrèrent. Et le mouvement continua. En vingt-quatre ans, plus de 226 000 Alsaciens-Lorrains quittèrent les pays annexés (1). « Beaucoup ne revirent jamais la fumée du toit natal, écrit M. Delahache. Beaucoup, un jour, voulant faire une rapide visite aux « vieux, » se heurtèrent à une frontière inexorable. Beaucoup revinrent, appauvris, désabusés... Beaucoup, déracinés, végétèrent, payant, jusqu'à la mort, de leur tristesse et de leur misère personnelles, la rançon de la patrie vaincue. D'autres la paieront d'autre façon : ceux sans lesquels cette protestation du départ n'aurait pas eu de suite, ceux dont le pays annexé aurait un jour besoin pour la continuer, en s'appuyant sur tout ce qu'ils porteraient en eux de sentimens français et de culture française volontairement ou inconsciemment préservés : ceux qui allaient rester, rester et lutter pour *maintenir*, comme eût dit le Taciturne. »

Proclamée « terre d'Empire, » comme étant « le prix des combats dans lesquels tous les États allemands ont versé leur sang, le gage de l'unité de l'Empire allemand conquis par les forces unies, » l'Alsace-Lorraine fut soumise à un régime très dur où rien ne subsistait du régime antérieur, — sauf certaines dispositions peu libérales, qu'on prit soin d'ailleurs d'aggraver, et dont, avec une joie féroce, on se fit une arme contre les justes plaintes des annexés. Un peu adoucies par la nouvelle constitution de 1879 et grâce à l'administration plus humaine de Manteuffel, le premier statthalter, les mesures de rigueur reprirent de plus belle, en 1887, au moment de l'affaire Schnaebelé et dans les années qui suivirent : quatre ans de suite, une véritable terreur pesa sur l'Alsace-Lorraine qui connut, alors, sous l'odieux régime des *passeports*, quelques-unes des heures les plus sombres de son histoire. A cette douloureuse période succéda une période, sinon de libéralisme, tout au moins d'accalmie : les uns se lassèrent de sévir à tort et à travers, les autres de protester toujours en pure perte. Sans d'ailleurs permettre qu'on portât atteinte à la fidélité de leurs sympathies et de leurs souvenirs, les Alsaciens revendiquèrent le droit d'avoir leur vie propre et de développer, dans tous les ordres d'activité, leur personnalité ethnique au sein de l'empire d'Allemagne.

(1) 35 000 personnes partirent de 1875 à 1880, 60 000 de 1880 à 1885, 37 000 de 1885 à 1890, 34 000 de 1890 à 1895.

L'Allemagne feignit de croire que ce n'était là qu'une question de mots, que les Alsaciens, n'étant que des Allemands qui ne s'avouent pas ou qui s'ignorent, finiraient bien, tôt ou tard, par prendre nettement conscience de leur foncier « germanisme, » bref, que ce programme était inoffensif, et ils le laissèrent à peu près exécuter. A peu près seulement : car, bien entendu, il fallait bien, de temps à autre, faire sentir lourdement son autorité, et par de puériles et mesquines interventions, s'enlever tout le bénéfice d'une relative tolérance. M. Delahache cite à ce propos un petit fait qui est très significatif. L'avant-veille du jour où fut inauguré le monument de Wissembourg, le gouvernement exigea la suppression des divers emblèmes sculptés aux quatre angles du socle : le soleil qui représentait Louis XIV, les lys qui rappelaient Louis XV, la hache et le faisceau révolutionnaires, l'aigle napoléonienne. J'ai déjà dit, je crois, que le manque de tact est la faculté maîtresse de l'Allemand, et qu'il ne saura jamais être généreux ou libéral jusqu'au bout. D'autres faits plus récens et plus graves allaient prouver que l'ère des vexations n'était pas close, et qu'en dépit de passagères satisfactions, le parti des « autonomistes » n'aboutirait pas à des résultats plus heureux et plus durables que celui des « protestataires. »

« Autonomistes, » « protestataires, » ce sont bien là en effet les deux partis qui, dès le lendemain de l'annexion, se partagèrent l'opinion publique en Alsace-Lorraine. Les protestataires, n'ayant pu émigrer, voulaient du moins prolonger sur le sol annexé le geste de ceux qui s'étaient volontairement exilés, et toute leur politique consistait à ne pas reconnaître le fait accompli, et, sans souci des persécutions, des injustices, à « affirmer leur sympathie pour leur patrie française et leur droit de disposer d'eux-mêmes. » Politique toute négative, sans doute, et, partant, un peu stérile, mais si noble, si fière, si touchante dans sa hautaine intransigeance, qu'un Français ne saurait se reconnaître le droit de la discuter. Quant aux autonomistes, — des Alsaciens pour la plupart, — si leur attitude, surtout au début, pouvait passer, comme l'a dit fort spirituellement M. Delahache, pour « le manège d'une veuve encore en deuil, mais déjà consolable, et dont le prétendant était très puissant, » elle a eu, certes, son utilité pratique; mais comment ne pas avouer que leur effort était condamné à un échec?

On ne fait pas au despotisme sa part. L'orgueilleuse et impérieuse Allemagne ne pouvait pas admettre une Alsace-Lorraine qui fût comme un empire dans un empire. Il n'y a pas d'autonomie possible avec une puissance qui n'abdiquera jamais la moindre parcelle de l'autorité que ses armes lui ont conquise.

Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.

Il n'y a rien à répondre à cela, — rien qu'à se soumettre et à accepter, en attendant des jours meilleurs. Quelques-uns des autonomistes alsaciens n'ont-ils pas été victimes de la même illusion que nos pacifistes français? On ne peut pas faire la paix avec un peuple qui ne rêve que la guerre, ou qui n'entend la paix que comme la simple acceptation de tous ses caprices. « Sois mon frère, ou je te tue : » telle a été, depuis quarante-quatre ans, la formule de l'amitié germanique. Pacifistes tant que l'on voudra : mais que Messieurs les Allemands commencent! Pareillement pour l'autonomie : pour pouvoir parler sérieusement et efficacement d'autonomie alsacienne, c'est l'Allemagne tout d'abord qu'il aurait fallu convertir à l'idée autonomiste. Et l'Allemagne, — elle l'a bien prouvé, — n'était ni assez intelligente, ni assez généreuse pour se laisser convertir.

Allons plus loin. Si séduisante qu'elle fût par bien des côtés, la conception autonomiste n'avait-elle pas le grave tort d'être une de ces conceptions un peu hybrides, et comme provisoires, dont on peut bien s'accommoder quelques années, mais qui, n'allant pas au fond des questions et ne répondant pas à toute la réalité des faits, finissent par ne satisfaire à peu près personne? En échange de leur autonomie, les Alsaciens-Lorrains promettaient d'être de fidèles et loyaux sujets de l'empire d'Allemagne : rien de mieux en temps de paix, mais qu'adviendrait-il en cas de conflit franco-allemand? Leur loyalisme irait-il jusqu'à combattre avec entrain contre leur ancienne patrie, ou, tout au moins, à ne pas faire de vœux pour les victoires françaises? Douloureuse et troublante question qui a dû se poser, depuis trois mois, dans nombre de consciences alsaciennes (1). Il est

(1) Rappelons à ce propos un mot d'une tragique beauté digne de Corneille ou d'Eschyle, que citait récemment un journal du matin. Lors de la première entrée des troupes françaises à Mulhouse, un Alsacien s'approche de nos soldats, vide son escarcelle dans leurs mains, et s'écrie : « Et maintenant, je puis mourir. Allez, mes gars, allez tuer mon fils : il est au 40e poméranien. »

vrai que les procédés allemands, depuis deux ou trois ans, ont dû faire tomber bien des scrupules.

Pauvre Alsace-Lorraine! Voilà quarante-trois ans qu'elle n'est plus française; et de quelque façon qu'elle s'y prît pour organiser sa vie politique et sociale, elle s'est heurtée à des difficultés véritablement inextricables. Ne pouvant et ne voulant pas se détacher du passé, mécontente du présent, incertaine et inquiète de l'avenir, elle a été en proie à un malaise intérieur dont rien n'a pu la guérir. Ses aspirations les plus légitimes ont été méconnues, raillées, piétinées. Elle a vécu pourtant, et, en dépit des obstacles, elle a maintenu, elle a affirmé sa personnalité morale. Elle n'aura pas, pendant près d'un demi-siècle, souffert en pure perte. Dans la vie des nations comme dans celle des individus, la souffrance n'est jamais perdue. Cette autonomie qu'elle rêve, et qu'elle a si passionnément revendiquée, l'Alsace-Lorraine la réalisera bientôt au sein de la communauté française.

II

Nos patriæ fines et dulcia linquimus arva.

Suivons-les maintenant sur les chemins de l'exil, ces 300 000 Alsaciens-Lorrains qui ont mieux aimé quitter leur foyer que vivre sous le joug allemand. M. Delahache a conté leur douloureux exode; il les a suivis de Bischwiller à Elbeuf, de Mulhouse à Belfort, et jusqu'en Algérie; il a étudié sur place les colonies qu'ils ont fondées; bref, il s'est fait l'historien attentif et pieux de cette Alsace hors de l'Alsace.

La fortune de Bischwiller datait du XVIIe siècle : des réfugiés protestans vinrent s'y établir et y importèrent l'industrie et le commerce des draps. Une prospérité croissante vint récompenser les efforts des laborieux drapiers. Pendant les quinze dernières années du second Empire, notamment, les affaires furent si prospères, les ouvriers affluèrent si nombreux, qu'il fallut construire tout un nouveau quartier et surélever maintes maisons anciennes. L'annexion vint : la population de Bischwiller était très française, de cœur et de clientèle; de plus, elle était d'humeur démocratique, et même républicaine; le régime prussien n'était point son fait : elle émigra en masse. « En 1869,

écrit M. Delahache, il y avait à Bischwiller 11 500 habitans; en 1874, il n'y en avait plus que 7 700. Des 96 fabricans d'avant la guerre, il n'en restait plus que 21 ; des 5 000 ouvriers, moins de 2 000 ; des 2 000 métiers, 650. Les expéditions de marchandises fabriquées ne se chiffraient plus que par 400 000 kilogrammes au lieu d'un million, et le total des affaires de la draperie que par 5 à 6 millions de francs au lieu de 18 à 20. »

Les drapiers de Bischwiller émigrèrent à Sedan, à Tourcoing, à Reims, à Vire, surtout à Elbeuf, la vieille ville des bons drapiers normands. Ils y apportèrent des procédés nouveaux et plus modernes et surent d'ailleurs parfaitement s'assimiler, dans ce qu'ils avaient de bon, ceux des fabricans elbeuviens. Les deux traditions se pénétrèrent l'une l'autre, et ce fut pour le plus grand profit industriel et commercial de la « ruche » bourdonnante où l'on avait accueilli les exilés. Aujourd'hui, le chiffre d'affaires des Alsaciens immigrés est le tiers du chiffre total du commerce d'Elbeuf ; mais il n'en a pas toujours été ainsi, et les débuts ont été parfois difficiles : il en a coûté, dans toutes les acceptions du mot, à tous ces bons Français de ne pas vouloir être Allemands. Aussi, comme tous ceux qui ont dû lutter et réagir pour rester fidèles à eux-mêmes, ont-ils gardé une physionomie distincte et qui tranche sur l'ensemble des habitans d'Elbeuf. Luthériens pour la plupart au milieu d'une population en grande majorité catholique, ils ont conservé leur religion, leur pasteur, et même leur dialecte; ils se marient, encore maintenant, volontiers entre eux; rien d'étonnant, dès lors, à ce que le type de la race soit demeuré très reconnaissable. Les Alsaciens qui séjournent à Elbeuf ne s'y trouvent pas dépaysés.

Et pendant ce temps-là, Bischwiller se dépeuplait, s'étiolait, s'appauvrissait. Ceux qui n'avaient pu partir essayaient, tant bien que mal, et au prix de bien des sacrifices et de bien des efforts, de s'adapter aux conditions nouvelles de fabrication et de vente. En vain de nouvelles industries s'y établirent pour combler les vides et utiliser les locaux vacans, — fabriques de jute, de cartouches, de cigares, de chaussures, fonderie, — les ouvriers qui, avant la guerre, gagnaient si largement leur vie, connurent les mauvais jours, les maigres salaires, le chômage; beaucoup émigrèrent aussi. Il y a maintenant à peine 8 000 habitans à Bischwiller, en dépit d'une garnison d'artillerie et des

immigrans allemands qui, moins nombreux du reste qu'ailleurs, sont très mal vus de la population indigène. Ce n'est pas une ville morte : c'est une ville que la vie intense a abandonnée, et qui tâche de se survivre à elle-même.

Mulhouse a fait mieux que de se survivre : Mulhouse avait 70000 habitants en 1870, et en a aujourd'hui 95000, dont environ 10000 Allemands; mais, sans la guerre, Mulhouse n'aurait sans doute pas moins de 125000 âmes. Ville d'humeur indépendante et fière, pendant plusieurs siècles république alliée aux cantons suisses, réunie à la France, sur sa demande, en 1798, sa prospérité date surtout de cette époque : elle n'avait alors que 6000 habitans, mais déjà la grande industrie qui devait faire sa fortune était née sur son sol depuis cinquante ans, grâce à l'heureuse initiative de Kœchlin, Schmaltzer et Dollfus. « Oui, Sire, répondait en 1814 Nicolas Kœchlin à Napoléon, nous avons amassé de la fortune, mais nous saurons montrer à la France comment il faut s'en servir. » Reconnaissante à la France de l'avoir aidée à faire sa fortune, Mulhouse, pendant et depuis la guerre, a su fort bien se servir de sa fortune pour la France. Sa fidélité à l'ancienne patrie se faisait d'autant plus ardente que, sous le nouveau régime, sa prospérité subissait un temps d'arrêt. D'abord, elle a eu à lutter contre la concurrence étrangère, et surtout allemande, et si l'on songe qu'en 1870, l'Allemagne n'avait pas plus de 300000 broches de laine peignée, alors que l'Alsace en avait 200000, tandis qu'aujourd'hui l'Alsace en compte 450000, alors que l'Allemagne en compte 2600000, on voit la différence. D'autre part, l'exode de certaines personnalités industrielles et de certains capitaux devait fatalement se faire sentir dans le développement de la laborieuse cité. Deux industries, celle du fil à coudre et celle de la construction des machines, de certaines machines, tout au moins, ont seules gardé leur supériorité d'autrefois; les autres ont dû, pour la plupart, se transformer, s'adapter à des conditions de vie nouvelle pour ne pas péricliter, et au total, le nombre des établissemens mulhousiens a diminué des trois quarts.

C'est Belfort qui a recueilli l'héritage de Mulhouse, Belfort qui avait 6000 habitans en 1870, et qui en a maintenant 34000, Alsaciens pour les deux tiers. Belfort, vieille ville militaire, et

qui n'a point cessé de l'être, s'est agrandi, a débordé hors de ses anciens murs, pour devenir en même temps une ville industrielle. Belfort, pour les Mulhousiens, c'était encore l'Alsace, et c'était la France, à cinquante kilomètres de chez eux. Un lycée s'y fonda, où ils envoyèrent leurs fils, au lieu de les envoyer comme autrefois au lycée de Colmar ou à celui de Strasbourg. Et, en 1878, deux des plus grands établissemens de Mulhouse, l'un de fil à coudre et l'autre de constructions mécaniques, s'y étant installés avec succès, beaucoup d'autres suivirent. Quelques-unes de ces maisons sont des créations nouvelles et autonomes; mais la plupart d'entre elles sont de simples « filiales » dont le siège social est resté à Mulhouse. Il est telle de ces usines où, sur 6000 ouvriers, 3000 sont Alsaciens. Aussi les rapports entre les deux villes, Mulhouse et Belfort, sont-ils fréquens et cordiaux : le 14 juillet, nombreux sont les Mulhousiens qui, hier encore, venaient assister à la « revue de Belfort. » L'an prochain, ce seront peut-être les Belfortains qui iront voir la revue de Mulhouse. M. Delahache cite ce bout de dialogue entre deux grands industriels mulhousiens : « Nous n'avons, disait l'un, rien fait depuis la guerre. » — « Nous avons fait Belfort, » répondit l'autre. Et le mot résume assez bien l'histoire parallèle des deux villes.

Les Alsaciens ne se sont pas contentés d'essaimer dans des villes françaises; ils ont fondé jusqu'en Algérie des colonies d'un caractère original et d'une robuste vitalité. Le 4 mars 1871, plusieurs députés de l'Assemblée nationale proposèrent d'attribuer « une concession de cent mille hectares des meilleures terres dont l'État dispose en Algérie aux Alsaciens et aux Lorrains habitant les territoires cédés qui voudraient, en gardant la nationalité française, demeurer sur le sol français. » Le projet souleva quelques objections assez spécieuses, mais fut adopté, et plusieurs lois ou décrets en arrêtèrent les dispositions. Diverses circonstances permirent d'en assurer et d'en hâter la réalisation. D'innombrables bonnes volontés, en Alsace, en France, — parmi lesquelles il faut signaler surtout celle du comte d'Haussonville, — en Algérie même, s'employèrent à faciliter aux émigrans les débuts, souvent laborieux, de leur vie nouvelle. « Du mois d'octobre 1871 au mois de mars 1875, 1020 familles d'Alsace et de Lorraine, — plus de 5000 personnes, — arri-

vèrent en Algérie. » Une centaine de villages furent en grande partie peuplés par elles; plusieurs ont conservé leur nom alsacien, Strasbourg, Rouffach, la Robertsau. Quelques-uns, comme Belle-Fontaine, où s'installèrent en 1871 les premiers immigrans d'Alsace-Lorraine, des cultivateurs de profession pour la plupart, eurent une existence relativement facile. D'autres, comme Bou-Khalfa, dont le recrutement, au début, sous la direction de Jean Dollfus, ne fut pas assez agricole, ont eu moins de chance, et ses habitans ont eu parfois quelque peine à vivre. D'autres, comme Haussonvillers, à 82 kilomètres à l'Est d'Alger, après quelques difficultés à leurs débuts, ont réussi, grâce à l'excellence de leur recrutement, à se maintenir et à se défendre contre la forte poussée arabe. D'autres enfin, comme le Camp-du-Maréchal, qui fut fondé à loisir, en 1879, profitèrent de l'expérience acquise, et purent se développer et prospérer sans avoir à souffrir des tâtonnemens que connurent les précédens immigrés. Rien de plus curieux que de retrouver, en pleine Algérie, les usages et les traditions de l'Alsace : l'aspect des cultures, la disposition des maisons, les belles processions de la Fête-Dieu, surtout enfin les souvenirs, les idiotismes, l'accent de là-bas, et le désir, toujours aussi fervent, que la servitude alsacienne prenne fin, et que « les choses changent... » Dans certains villages de l'Afrique française, avec quelle émotion on a dû voir partir zouaves, turcos et tirailleurs! avec quelle fébrile impatience, chaque jour, on doit attendre « l'heure du communiqué! » et avec quelle joie on a dû accueillir la nouvelle de notre entrée à Mulhouse!

Il va sans dire que les colons alsaciens qui vinrent s'installer en Algérie n'ont pas réussi tous au même degré. Les transplantations sont chose toujours fort délicate, et il faut, avec quelque chance, une grande force morale pour supporter sans dommage un déracinement. Un climat nouveau, parfois malsain, des conditions de vie, souvent même des tentations nouvelles, l'ennui, l'isolement, la nostalgie des horizons familiers eurent raison de plus d'une résistance. Découragées, un certain nombre de familles repartirent. Mais la plupart sont restées, — 900 environ sur 1100, — et d'ailleurs, les vides ont été en partie remplis par des recrues nouvelles : l'Algérie n'a jamais cessé d'être un centre d'attraction pour l'immigration alsacienne-lorraine. Et la France n'a pas eu à se repentir d'avoir ainsi

généreusement ouvert sa riche colonie à ceux qui trouvaient décidément « trop dur de rester là-bas. » Car dans l'Algérie contemporaine, l'apport alsacien-lorrain n'est point négligeable. « Il est permis d'affirmer, écrit excellemment à ce propos M. Delahache, que dans le creuset où de tant d'élémens divers s'élabore une sorte de type algérien, l'Alsace et la Lorraine ont jeté quelques qualités précieuses de méthode, de ténacité, de conscience au travail, de susceptibilité patriotique. L'Alsace et la Lorraine perdues, on l'a souvent remarqué dans ces dernières années, ce n'était pas seulement deux provinces en moins, c'était aussi, par instans, la France déséquilibrée : harmonieux composé de Nord et de Midi, d'Est et d'Ouest, auquel, tout à coup, l'Est manquait. Les cinq mille Alsaciens d'Algérie ne sont pas inutiles pour maintenir dans la seconde France l'équilibre français. »

Quand on vient de fermer les livres de M. Delahache, on ne peut se défendre d'un sentiment de mélancolie profonde. S'il est parfaitement exact que l'Alsace-Lorraine était nécessaire à la France, il n'est pas moins certain que la France était nécessaire à l'Alsace-Lorraine. Et c'est pourquoi, depuis quarante-quatre ans, séparée de la mère patrie, l'Alsace-Lorraine n'a pu, quoi qu'elle fît, vivre d'une vie normale et retrouver l'équilibre intérieur, sans lequel, pour les peuples comme pour les individus, il n'y a pas de santé véritable. A vivre pendant deux siècles au sein de la communauté française, l'Alsace-Lorraine, — elle y était d'ailleurs prédisposée par ses origines ethniques, — s'était fait une âme française. Brusquement détachée de la France, elle n'a pu se faire une âme germanique. Et forcée de vivre en Allemagne et de la vie allemande, elle n'a pu s'adapter à sa nouvelle et dure existence; elle n'a pu, ni voulu changer son âme. De là ce quelque chose de heurté qui, près d'un demi-siècle durant, a caractérisé chacun de ses gestes, chacune de ses attitudes. Autonomistes et protestataires avaient beau jeu de se reprocher mutuellement leurs programmes : ni les uns ni les autres ne pouvaient, par la force même des choses, trouver une formule qui conciliât également les intérêts particuliers des deux provinces annexées et les intérêts généraux de la collectivité française; et les uns et les autres, ayant à la fois raison et tort, n'auront pleinement raison et ne se réconcilieront

que lorsqu'ils seront redevenus Français. A ce moment-là, du reste, la « protestation » des uns n'ayant plus de raison d'être, il y aura lieu d'écouter les vœux légitimes des autonomistes et de leur donner une large satisfaction.

Cette satisfaction, l'Allemagne, si elle l'avait sincèrement voulu, aurait-elle été capable de la leur donner ? Oui, peut-être, — si elle n'avait pas été l'Allemagne, — je veux dire si elle n'avait pas été comme envoûtée par l'odieux caporalisme prussien. Certes, on aurait pu concevoir, en théorie tout au moins, une Allemagne vraiment libérale, respectueuse des droits acquis, des traditions historiques et des âmes nationales, laissant l'Alsace-Lorraine se gouverner et s'administrer elle-même, et n'intervenant que le moins possible dans sa vie intérieure. Cette Allemagne-là, — qui n'a d'ailleurs jamais existé que dans les livres de Mme de Staël, car l'Allemagne réelle a toujours eu le culte de la force et l'incompréhension des âmes étrangères, — cette Allemagne-là aurait-elle pu, le temps aidant, se faire pardonner l'annexion et obtenir peu à peu l'adhésion loyale et sans arrière-pensée des provinces conquises? Il est possible : l'Angleterre a bien obtenu pareil résultat au Canada, et l'Alsace-Lorraine n'était peut-être pas beaucoup plus réfractaire à une relative assimilation allemande que le Canada à l'assimilation anglaise. Mais, encore une fois, il aurait fallu que l'Allemagne changeât sa nature, et, l'eût-elle voulu, c'est ce que la Prusse, l'orgueilleuse et brutale Prusse, n'aurait point permis. Et, d'accord avec la Prusse, l'Allemagne a enfermé l'Alsace-Lorraine dans une impasse d'où seule la force française pourra la faire sortir.

Mais l'Allemagne est punie, elle le sera bien plus encore demain de son inexorable brutalité. Supposez qu'en 1871, au lieu d'annexer l'Alsace-Lorraine, elle nous eût réclamé quelques milliards de plus avec l'Algérie, par exemple : à l'heure actuelle, elle aurait, dans l'Afrique du Nord, cet empire colonial qu'elle nous enviait si âprement, et, quelques années après la guerre, une alliance franco-allemande n'aurait probablement pas souffert plus de difficultés qu'au lendemain de la guerre de Mandchourie une alliance russo-japonaise. La question d'Alsace-Lorraine n'existant pas, quarante années de l'histoire européenne n'auraient pas été comme empoisonnées par l'attente et la préparation d'une guerre inévitable. L'Allemagne se serait développée

à moins de frais, d'une manière plus normale et moins précaire. La France, n'ayant pas à libérer trois millions de ses enfans, ne se sentant pas menacée dans son existence même, n'aurait pas eu à rechercher l'alliance russe et l'amitié anglaise. Le formidable conflit d'aujourd'hui eût été évité...

Ce sont là des rêves; et la tragique réalité est tout autre. Fière de sa force, enivrée de sa victoire, l'Allemagne a cru que la violence était la reine du monde, et elle s'est préparée, par la violence, à faire la conquête du monde. Elle a piétiné l'Alsace-Lorraine comme elle avait piétiné le Slesvig et la malheureuse Pologne. Avec un aveugle dédain, elle a accumulé contre elle des colères, des rancunes, des haines inexpiables. Elle s'est crue un jour assez forte pour jeter un insolent défi à l'univers presque tout entier. Et l'on a vu ce spectacle, peut-être unique dans l'histoire, d'un peuple redoutable et redouté, parvenu à un très haut degré de puissance matérielle, de prospérité économique et commerciale, jouer une situation exceptionnelle, et tout son avenir sur une seule carte, — et une mauvaise carte. Pour expliquer pareille frénésie de suicide, les anciens eussent invoqué la terrible Némésis. Les modernes, instruits par Bossuet à méditer sur les destinées des empires, pourront se demander si, par un juste retour des choses d'ici-bas, de tous les crimes qu'a commis au cours de son histoire l'immorale nation de proie, celui dont elle va subir l'inéluctable châtiment ne serait pas surtout cette cynique violation des consciences nationales, dont l'annexion de l'Alsace-Lorraine restera le douloureux symbole.

VICTOR GIRAUD.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

V [1]

EN ANGLETERRE
(MAI-JUIN 1831)

Au moment de donner à nos lecteurs la suite du Journal de Mlle Valérie Masuyer, nous devons un souvenir et un regret reconnaissant au collaborateur qui en avait préparé pour nous la publication. C'est le lieutenant-colonel Patrice Mahon (Art Roë) qui s'était chargé de ce soin. On sait qu'il a été une des premières victimes de la guerre. Tombé au champ d'honneur, à la tête de son régiment d'artillerie, son nom a été mis à l'ordre du jour de l'armée, hommage posthume qui était dû à son héroïsme.

L'amour de la patrie et celui des lettres avaient noblement rempli sa vie laborieuse. Les œuvres qu'il a laissées, et qui se rapportent le plus souvent à son métier de soldat, sont des œuvres d'observation et d'imagination où se manifestent l'originalité de son esprit et sa haute distinction morale. Son dernier travail, travail d'éditeur, était nouveau pour lui : il s'y était très attaché. Le journal de Mlle Valérie Masuyer est une source extrêmement abondante. Il fallait choisir, élaguer, dans ces pages qui, rédigées au jour le jour, au courant de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er octobre et 15 novembre 1914.

la plume, sous l'impression du premier moment, n'ont pas toutes le même intérêt; mais toutes sont pleines de naturel, de sincérité évidente et de vie. Elles nous donnent sur l'existence de la famille impériale dans l'exil des détails qu'on ne trouve pas ailleurs, et peut-être aucun autre document n'aide-t-il mieux à comprendre, en remontant aux origines, le caractère si complexe de l'empereur Napoléon III. Ce caractère, a dit Renan, « est un problème sur lequel, même quand on possédera des données que personne maintenant ne peut avoir, on fera bien de s'exprimer avec beaucoup de précautions. Il y aura peu de sujets historiques où il sera plus important d'user de retouches, et, si dans cinquante ans il n'y a pas un critique aussi profond que M. Sainte-Beuve, aussi consciencieux, aussi attentif à ne pas effacer les contradictions et à les expliquer, l'empereur Napoléon III ne sera jamais bien jugé. » Le jugement définitif n'est pas encore porté, qui sait s'il le sera jamais? Y a-t-il aujourd'hui un Sainte-Beuve? En tout cas, les documens commencent à venir et le Journal de Mlle Masuyer est un des plus précieux. On y voit comment s'est formé le futur empereur, ou plutôt, car il a été dès sa jeunesse le même que plus tard, comment il a évolué au milieu des conspirations italiennes, — ce qui explique bien des choses d'avenir, — puis des conspirations françaises, avec un singulier mélange de républicanisme et d'impérialisme, comme si un instinct secret l'avertissait dès ce moment qu'il devrait passer par la République pour aboutir à l'Empire. Au reste, cette confusion de principes, où il voyait plus clair et, en tout cas, s'est dirigé plus habilement que d'autres, n'était pas son fait exclusif : toute une fraction du parti révolutionnaire français y participait aveuglément. Ajoutons que le prince Louis exerçait, par les côtés affectueux de sa nature, un attrait déjà grand sur ceux qui l'approchaient.

On comprend que Patrice Mahon, à mesure qu'il avançait dans le dépouillement du journal touffu de Mlle Masuyer, ait été séduit davantage par l'intérêt du sujet. Il y trouvait les élémens d'une étude psychologique très attachante, et peut-être l'aurait-il écrite plus tard au profit de l'histoire. Mais la mort ne l'a pas permis et nous devons nous borner à continuer la publication qu'il avait préparée.

Londres, 13 mai 1831.

Les voyageurs pour l'Angleterre sont si rares qu'on se les arrache; on courait après nous pour des auberges, pour un paquebot, et on nous prenait pour des Anglaises. Le Prince faisait l'interprète tant bien que mal et s'impatientait de n'être

pas parfaitement compris, lui qui parle l'allemand et l'italien comme le français. Sa santé n'est pas positivement mauvaise, bien que le gonflement qu'il éprouve à l'estomac ne diminue pas. La Reine s'effrayait beaucoup pour lui de la traversée, et c'est elle qui a été le plus malade. Elle s'est installée dans sa voiture, bien attachée sur le front de ce *Royal George;* puis, le mal de mer la chassant de là, elle s'est bientôt réfugiée dans la cabine, où elle pouvait du moins s'abriter et s'étendre tout de son long. Quant à moi, j'étais mourante, lorsque la marée haute nous a enfin apportées dans le port de Douvres.

De Cantorbery, où nous sommes venus achever notre première journée anglaise, je ne décris pas ici la fameuse cathédrale et retiens seulement cette maison en face de l'hôtel, toute pavoisée de tentures et de drapeaux bleus sur lesquels étaient inscrits en lettres d'or : *Hodge's and Rider's committee.* Ces noms étaient ceux des deux candidats libéraux qui l'emportaient ce jour-là, à la grande joie du peuple. Nous voyions ainsi l'Angleterre occupée de la grande affaire du moment : l'élection et le renouvellement du Parlement.

Le ministère whig présidé par lord Grey a lui-même porté ce débat devant l'opinion. C'est au mois de novembre dernier qu'il remplaça le Cabinet tory de lord Wellington, devenu impossible depuis l'avènement du roi whig Guillaume IV. Lord Holland entrait dans la nouvelle combinaison comme chancelier du duché de Lancaster ; il est neveu du grand Fox et père de ce M. Fox que la Reine a reçu à Rome avec une amabilité particulière. Les autres collègues de lord Grey sont les lords Æthorpe, Landsdowne, Graham, Melbourne, Palmerston (aux Affaires étrangères), Goderich, Auckland et Brougham (comme chancelier de l'Échiquier).

Ce nouveau gouvernement prit au mois de février l'initiative d'un projet de loi donnant satisfaction à l'opinion publique sur le sujet de la réforme parlementaire. Il s'agissait de rendre à la Chambre des Communes le caractère de représentation qu'elle avait perdu, les lois électorales anciennes étant surannées; les *bourgs pourris* ayant gardé une représentation égale à celle des grandes villes; enfin les élections elles-mêmes restant aux mains des grands seigneurs propriétaires et des municipalités, qui en disposaient ou qui en trafiquaient. Le projet de lord Grey était, dit-on, très modéré. Il n'en rencontra

pas moins une vive opposition, qui aurait entraîné la chute du ministère, si le Roi n'avait préféré dissoudre le Parlement.

Le résultat des élections prochaines sera sans doute conforme aux désirs du Prince Louis, qui saisit avec empressement cette occasion nouvelle d'affirmer son républicanisme. La Reine voit au contraire dans les habitudes de discipline et dans le respect de l'autorité les causes de l'ordre, de la propreté, de la symétrie qui règnent tout autour de nous.

Elle est tout heureuse de connaître enfin l'Angleterre, vers laquelle quelque chose l'attirait depuis longtemps. En 1814, étant alors aux bains de Dieppe avec Louise Cochelet, elle avait formé le projet de passer incognito le détroit et de faire une équipée de l'autre côté; dans cette pensée, elle étudiait assidûment la grammaire anglaise, elle apprenait par cœur des dialogues que Louise lui faisait répéter; mais elle se dégoûta à la fin de cette aventure, où la médisance aurait trouvé de quoi s'exercer. Bien lui en prit, car, la fièvre jaune s'étant déclarée peu après en Angleterre, tous les bateaux qui en revenaient furent condamnés à faire quarantaine au Havre: elle aurait donc eu toutes les peines du monde à rentrer en France et serait restée pendant de longs jours séparée de ses enfans.

Elle dit que ce pays lui rappelle un peu la Hollande; il en efface pour elle le triste souvenir par l'impression du confort et le charme de la liberté. Les routes sont admirables, peut-être parce qu'elles ne sont pas gâtées par le roulage et que le commerce se fait surtout par voie d'eau; de beaux puits les bordent et font du voyage une sorte de promenade dans un jardin. Les chevaux de poste passeraient ailleurs pour des chevaux de luxe. L'art de les mener est si répandu qu'au départ de Cantorbery, le 11 mai, c'est un enfant de dix ans qui nous conduit. Nous allons d'une allure calme et sûre, les animaux étant ici sages comme les gens. La raideur amusante de notre petit postillon ne nous fait pas regretter de voyager moins vite qu'en France et qu'en Italie, surtout. Mais, tandis que j'admire ces deux longues rangées de maisons pareilles, qui vont d'une distance immense jusqu'au pont de la Tamise, le Prince s'étonne de ne voir dans les rues que quelques équipages à livrées antiques, à valets poudrés, peu de piétons, et force diligences dont les sièges sont si hauts que les voyageurs assis dessus ont l'air d'être debout. Il s'amuse à dire que la population anglaise ne

se voit qu'en diligence. Londres lui semble bien éloigné de valoir Paris, et je serais fière, comme Française, de sa prédilection pour mon pays, si je ne savais pas que son vrai grief contre les Anglais est la difficulté qu'il éprouve à parler leur langue et à se faire comprendre d'eux.

Nous errons de quartier en quartier, sans trouver à nous loger nulle part et sans produire peut-être sur les hôteliers une impression favorable, avec notre vieille voiture crottée. La Reine prévoit qu'il faudra en acheter une autre et gémit.

L'appartement que nous découvrîmes à la fin n'est que passable : elle au premier, son fils et moi au second, les gens au quatrième, et il faudra payer cela quatre louis par jour, tandis que nous étions si bien pour trente francs à Paris. Aussi ne défaisons-nous pas les paquets et restons-nous campés, jusqu'à ce que nous ayons pu louer quelque part une maison à un prix raisonnable.

Cette nouvelle recherche remplit la journée du 12 ou du moins ce qu'il m'en reste après les lettres qu'il me faut expédier en Italie, en Suisse et dans diverses autres parties du monde. Le Prince et moi courons la ville avec Charles, qui n'admire rien de ce qui nous plaît; l'hôtel lui conviendrait mieux, parce qu'il n'aurait pas à nous y servir.

La Reine, penchée sur son plan de Londres, a été pendant ce temps distraite par un défilé d'équipages allant à une réception de la reine d'Angleterre, la première depuis la dissolution du Parlement. Les brillantes livrées, les beaux attelages traversaient une foule en mouvement, mais si lente, si silencieuse, qu'on aurait pu la prendre pour un peuple d'ombres. Point de troupes, pas de gardes armés, le bâton levé d'un *constable* suffisant à maintenir l'ordre. Plusieurs des cochers et des laquais portaient des bouquets à la boutonnière; c'étaient ceux des partisans de la réforme ; le nombre n'en était pas fort considérable et l'on voyait assez qu'ici, parmi ces gens de cour, l'opinion n'était pas du tout la même que dans la rue à Cantorbery.

M. Fox, averti par un billet de la Reine et tout heureux de la revoir, est venu ce jour même pour assister à notre dîner. Il a couru ensuite chercher lady Dudley Stuart. C'est cette Christine, née du premier mariage de Lucien et sœur de la princesse Gabrieli. Mariée d'abord au comte suédois Arved Posse, elle fut bientôt séparée d'avec lui. Je ne lui en ai pas voulu de me

prendre la Reine pour toute la soirée, tandis que le Prince sortait avec M. Fox, ni de me la reprendre aujourd'hui pour aller visiter sans moi des appartemens. Comme femme à la mode, elle s'étonnait d'être debout dès onze heures du matin, après s'être couchée à quatre. Elle avait fait un effort pour se lever. D'ordinaire, à Londres, on ne quitte son lit qu'à cinq heures de l'après-midi. Cette vie extravagante paraît faite exprès pour tuer lord Dudley, intéressant jeune homme dont l'air poitrinaire me causerait beaucoup de soucis s'il m'était cher. Il est pour Christine le modèle des maris et pour *sa tante*, la Reine, le modèle des neveux. Ayant chez lui ce soir du monde à dîner, il regrettait qu'elle n'y fût pas.

C'est là le commencement des invitations dont elle s'attend à être bombardée, et qu'elle ne pourra plus esquiver quand sa présence à Londres sera connue. Dès hier, quelques salons en savaient la nouvelle; dès ce soir, la comtesse Glengall arrivait. C'est pour la Reine une vieille connaissance faite à Plombières, au temps de la paix d'Amiens. Elle a conservé un reste de beauté, une grande assurance, fruit d'une longue habitude du monde, et une abondance de paroles qui s'est librement exercée jusqu'à onze heures, instant où elle nous a quittés pour se rendre à un bal donné par le duc de Devonshire.

Elle a fait mille folies à Paris sous le Consulat. C'est elle qui a ramené dans la société la mode des bas et des souliers découverts. Elle courait à cheval dans les allées défendues. Un jour qu'elle s'était fait mettre au corps de garde et que le Premier Consul lui en parlait, elle lui a dit « qu'elle aimait à faire tout ce qui était interdit. » « Eh bien! a-t-il aussitôt répondu, à partir de demain, je vous autorise à faire tout ce qu'il vous plaira. » Il la croyait alors initiée aux secrets de la diplomatie, ce qui n'était pas, et ce qu'elle regrette à présent, car elle aurait pu par ce moyen le connaître davantage et jouer un rôle auprès de lui. Ce qu'elle se rappelle avoir admiré le plus en lui est ce beau profil d'empereur romain, si bien fait pour la statuaire, les belles dents qu'il montrait en riant, son sourire si doux, si gai, que c'était celui d'un enfant et non pas celui du maître du monde. Il avait la coquetterie d'être l'homme le plus mal vêtu de toute sa cour. La Reine raconta à ce sujet qu'un soir, au bal, les voyant toutes parées et couvertes de diamans, il avait dit, en montrant les manches de son modeste uniforme,

« qu'il fallait avoir bien de l'amour-propre pour porter un habit si simple au milieu d'elles. »

La Reine estime que les *Mémoires de Constant* sont de tous les plus véridiques, au moins quant à la description des choses vues; mais Constant ne rend pas toujours avec intelligence ce qu'il a entendu. O'Méara mérite une entière créance, mais il n'est resté que trop peu de temps à Sainte-Hélène. M. de Las Cases fait preuve d'exactitude, mais il est long, et, nouveau venu auprès de l'Empereur, de crainte de le trahir, il s'astreint à reproduire quelquefois matériellement et scrupuleusement ses paroles; mais le sens des paroles est moins dans les mots eux-mêmes que dans l'accent de l'âme qui parle ou dans l'expression de la physionomie.

La Reine se flatte d'avoir connu l'Empereur mieux que personne. « C'est lui qui a fait ma vie, » dit-elle. Elle avait l'impression d'être assise dans une voiture, dont il aurait été le cocher. Elle aurait pour lui une reconnaissance sans bornes et une affection sans nuages, s'il n'avait pas divorcé d'avec Joséphine; et cela même, elle ne peut le lui reprocher avec trop d'amertume, tant lui-même en a eu le cœur déchiré. Joséphine est bien la seule femme qu'il ait aimée. Les amours en dehors d'elle n'ont été que des fantaisies passagères, et il ne s'est jamais pardonné le chagrin qu'elle en éprouvait. On ne peut compter que pour mémoire, tant la personne était sotte, la liaison qu'il eut avec Mlle de la Plaigne en 1805. C'était une ancienne élève de Mme Campan, mariée par erreur à un aventurier, puis entrée comme lectrice chez Caroline Murat; sa jeunesse et sa fraîcheur plurent à l'Empereur, qui en fut bientôt rassasié. Ensuite vint, caprice tout aussi court, une dame de la Cour que la Reine n'a pas nommée; puis Mme Gazzani, dont l'impression sur lui fut plus vive sans être plus durable. Cette beauté célèbre était fille d'une danseuse italienne attachée au grand théâtre de Gênes. L'Empereur l'ayant vue dans cette ville, lors du voyage de 1805, en fut ébloui, plaça le mari en province, et la fit venir à Paris où elle fut immédiatement nommée lectrice de l'Impératrice. Elle était grande, un peu maigre, d'une souplesse et d'une grâce extrêmes, avec des yeux ravissans, des traits délicats et les plus belles dents du monde, qu'un petit rire tordu découvrait constamment. L'Empereur sortait seul la nuit, en jeune homme, pour aller la voir; il n'avait confié son secret qu'à

Duroc. Mais, soit qu'il ait senti le danger d'être captivé par cette sirène, soit qu'il ait fait à Joséphine le sacrifice de son sentiment, il rompit bientôt de lui même la liaison. L'Impératrice n'en conserva pas moins sa lectrice, dont la coquetterie s'exerça dès lors sur les hommes de sa Cour et qui y trouva un consolateur.

Tout autre et bien plus aimante fut la comtesse Walewska. Napoléon l'avait connue en Pologne, où elle s'était portée spontanément au-devant de lui comme vers le Messie chargé du salut des Polonais. Elle était petite, blonde, délicate, dans l'éclat de ses dix-huit ans, dans la candeur d'un cœur droit rempli tout entier par le patriotisme le plus ardent. On l'avait mariée à un vieillard fort riche, un aïeul pour elle plutôt que son époux, et ce n'était pas l'amour qu'elle lui portait qui pouvait l'empêcher de se donner à l'Empereur, mais bien ce qu'il y avait en elle d'angélique et de virginal. Il s'étonna de rencontrer une résistance à laquelle il n'était pas habitué. De leur côté, les Polonais travaillaient à la lui donner pour maîtresse, dans l'espoir qu'elle servirait leurs intérêts auprès de lui. Il fallut tous leurs efforts pour amener dans le nid de l'aigle cette colombe effarouchée.

Napoléon avait alors trente-huit ans, l'âge où les hommes s'éprennent d'autant plus volontiers des jeunes femmes qu'ils sentent leur propre jeunesse leur échapper. En revenant en France, il laissa Marie Walewska en Pologne, sans doute dans l'intention de la faire bientôt venir à Paris; mais les années qui suivirent furent pour lui si pleines de choses, que force fut de renvoyer à plus tard cette affaire d'amour. En 1809, revenu à Schœnbrunn, il avait fait vers la Pologne la moitié du chemin; Marie Walewska fit vers lui l'autre moitié. Un enfant naquit de ce rapprochement, et cette naissance la conduisit à Paris, où elle vécut non pas absolument éloignée de la Cour, mais du moins fort retirée. En 1814, elle se rendit à l'île d'Elbe avec son jeune fils, qu'on prit pour le Roi de Rome, tandis qu'on la prenait, elle, pour Marie-Louise déguisée. Mais telle était la sévérité de l'Empereur pour les mœurs, qu'il ne voulut pas qu'elle y restât. Elle est morte très malheureuse en 1817, après avoir épousé, l'année d'avant, un cousin de l'Empereur, le général d'Ornano.

Le divorce de l'Empereur marque l'époque à partir de laquelle

il appartint tout entier aux raisons politiques et n'accorda plus la moindre part de son temps au sentiment. Il est singulier qu'alors, en réfléchissant au passé et en faisant pour ainsi dire l'examen de sa vie, il ait découvert au fond de son cœur la vraie tendresse qu'il ne pouvait s'empêcher de porter à Joséphine. Il lui écrivait, il allait la voir, au point que la nouvelle Impératrice s'en montra jalouse. Elle s'était fait une règle d'imiter en tout Joséphine, et, comme elle, de ne jamais quitter son époux. Napoléon lui en savait gré. Elle était fort médiocre, et cependant elle aurait été tout ce qu'il fallait qu'elle fût, si les circonstances n'avaient pas changé. Elle aurait rappelé, selon la Reine, cette insignifiante, à la mort de qui Louis XIV a pu dire : « Voilà le premier chagrin qu'elle me cause. » Elle avait une belle taille, de la fraîcheur, de la douceur, et finalement s'était un peu formée pour le monde, mais n'était ni jolie, ni gracieuse, ni spirituelle. Il convenait à l'Empereur qu'elle ne se mêlât de rien. Elle lui avait donné un fils, c'était tout pour lui. Joséphine voulut voir cet enfant et Napoléon le fit conduire en cachette à Bagatelle, où elle se rendit. Elle le caressa longuement en disant : « Cher petit, tu ne sauras jamais tout ce que tu me coûtes ! »

Le chagrin de Joséphine mettait entre Hortense et Marie-Louise comme un mur de glace et les empêchait de se rapprocher l'une de l'autre. L'empereur d'Autriche, averti par Metternich, avait dit à sa fille au moment où elle quittait Vienne pour Paris : « La princesse Pauline est la plus belle femme de la Cour. La reine de Naples a de l'esprit. Mais la reine Hortense est la seule personne de la famille avec qui vous puissiez vous lier. » Cette liaison restait impossible, quoique Marie-Louise, se conformant aux instructions paternelles, fît à la Reine de fréquentes visites, parût à tous les bals donnés rue Cerutti et vînt pour deux jours entiers à Saint-Leu. Elle prit à la fin pour amie la duchesse de Montebello.

La duchesse était très belle, de la meilleure tenue du monde. Retirée de la Cour à la mort d'un mari qu'elle adorait, elle vivait à l'écart avec ses cinq enfans, son père et sa sœur; Corvisart et Isabey, ses amis intimes, formaient avec les personnes de sa famille sa seule société. Le choix de l'Empereur, la rappelant à la Cour auprès de Marie-Louise, fut généralement approuvé. On comprit qu'en mettant dans une place de cette

importance une femme discrète et sans ambition, il avait voulu échapper aux pétitions, aux recommandations, aux intrigues dont une autre l'aurait accablé. La reine Hortense n'y trouva rien à redire, si ce n'est l'éloignement de Mme de Montebello pour la Cour. « La duchesse, disait-elle, aurait dû s'occuper davantage de diriger l'Impératrice, qui en raffolait, et auprès de qui personne ne pouvait la remplacer. » L'Empereur lui-même plaisantait sa femme sur cette passion : « Va, ta duchesse, elle s'embarrasse bien de toi, disait-il. Elle n'a d'affection que pour ses enfans. »

Il se résignait à n'avoir dans Marie-Louise qu'un amour d'obéissance, qui s'adressait en lui moins à l'homme qu'au souverain. Aux Cent-Jours, sans nouvelle d'elle depuis de longs mois, il fit partir M. de Montrond et le général de Flahaut pour Vienne, avec mission de la ramener. Pendant ce temps, Ballouhey, secrétaire de Marie-Louise, arrivait à Paris. Napoléon fit donner à cet homme l'ordre de rendre compte de toutes les commissions dont on l'avait chargé. Dans le nombre, se trouvait une lettre qui ne devait être remise qu'à la duchesse de Montebello et en mains propres. La Reine apprit cela par M. Devaux, son homme d'affaires, à qui l'envoyé de Marie-Louise s'était confiée; elle conseilla ce que la délicatesse prescrivait, mais n'empêcha pas que la lettre confidentielle ne vînt à la connaissance de l'Empereur. Marie-Louise écrivait à son amie : « Je m'étonne qu'on ait pu annoncer mon retour à Paris. Vous qui connaissez mes vrais sentimens, vous n'aurez pas cru à cette nouvelle. »

Lady Glengall assure que l'Empereur est regretté en Angleterre autant qu'ailleurs. Ses souffrances de Sainte-Hélène l'y ont rendu populaire. Quand Hudson Lowe a reparu à Londres, il a été hué par la populace, et l'on ne sait dans quel trou il a été se cacher. Il n'a pu se faire admettre au club de l'*Union*. La société anglaise l'a désapprouvé de ne pas répondre au défi que le jeune Emmanuel de Las Cases lui apportait de Paris, en demandant raison des vexations supportées par son père et par lui-même. Néanmoins, le gouvernement de George IV l'avait accueilli avec faveur. Il est chevalier de l'ordre du Bain, et jouit de la propriété d'un régiment d'infanterie, qui lui vaut un revenu de 20 000 livres sterling.

Cette longue conversation s'est achevée par l'avis que la

comtesse Glengall a donné de la présence à Londres des deux fils illégitimes de l'Empereur, le comte Léon, qu'il a eu de Mlle de la Plaigne, et le jeune comte Walewski.

Dimanche, 15 mai.

Hier, pour en finir avec les maisons, nous sommes allés à dix heures du matin en voir une à laquelle nous nous sommes tenus. De là je me suis fait conduire chez le banquier Doxa, pour y prendre l'argent nécessaire, retourner payer l'hôtel et faire notre déménagement. Mais, comme il demeure à la Cité, j'ai employé à cette course plus de temps que je ne croyais.

Au retour, la Reine était délogée et déjà aux prises avec des visites dans sa maison, au numéro 30 de la George Street. Achille Murat présentait sa jeune femme, qu'il vient de ramener d'Amérique, et qui ne sait pas un mot de français. Sa mère, la reine Caroline, lui écrivait hier encore de Trieste que la reine Hortense était à Malte et le prince Louis à Corfou : sa surprise a donc été gran[illegible] l'apprendre ce matin par le journal qu'ils étaient l'un e[illegible] re[illegible]

Il expose, avec un franc parler tout américain, comment les événemens de Juil[illegible] ont décidé à quitter le Nouveau Monde; il s'est posté ici aux aguets, pour savoir à toute heure ce qui se passe à Paris. Son retour en Europe a suffisamment inquiété les chancelleries, pour qu'on ait tenté de lui faire quitter l'Angleterre, ce que les lois anglaises n'ont pas permis. La liste des tracasseries qu'il a éprouvées est longue. Il prévoit que l'arrivée de sa tante va de nouveau préoccuper les diplomates; il la me[illegible] en garde contre l'esprit de la société, et notamment contre lad[illegible] Glengall.

Celle-ci est drôlement apparue pour interrompre le panégyrique. Elle était en habit de cheval, la cravache à la main, et renouvelait ses offres de service pour nous faire voir Londres; rendez-vous a été pris pour demain matin.

M. de Montrond survenant l'a chassée à son tour. C'est cet homme du monde, si fameux autrefois pour ses bonnes fortunes. Mme Campan ne manquait pas de le signaler aux jeunes femmes qui entraient dans le monde. « Surtout, leur recommandait-elle, ne recevez pas M. de Montrond. » Il est étonnant de verdeur avec ses soixante-dix ans qui n'en paraissent pas plus

de cinquante. La Reine l'a eu, l'an dernier, chez elle à Arenenberg. Il fréquente ici le cercle de notre ambassadeur à Londres, le prince de Talleyrand, et le salon de la duchesse de Dino. C'était de leur part qu'il se présentait : il l'a laissé bientôt deviner par l'empressement avec lequel il a mis la conversation sur les bagarres de la place Vendôme.

Il paraît qu'après notre départ les attroupemens se renouvelaient chaque soir devant la Colonne, de plus en plus nombreux et de plus en plus pressans. On réclamait l'inauguration de la statue, qu'une ordonnance du mois dernier avait annoncée. Louis-Philippe avait signé cette ordonnance par erreur, et sans savoir que la statue de Chaudet, déboulonnée en 1814, avait été détruite sous la Restauration. Le fondeur Launay l'avait transportée d'abord dans son atelier, après avoir dirigé la manœuvre de quatre jours nécessaire pour l'amener à reposer à terre. La police l'avait reprise aux Cent-Jours, mais les Bourbons eurent le dernier mot, en ordonnant la fonte du métal, qui servit pour la statue d'Henri IV par Lemot.

Quelques bonapartistes, pressés d'exploiter contre le Roi la malencontreuse ordonnance, avaient fait faire une statue provisoire en bois de chêne par un sculpteur de Saint-Mandé. Le ministère donna l'ordre d'arrêter cette statue aux barrières, ce qui provoqua des protestations. Dans le même temps, une manifestation républicaine s'organisait en l'honneur de Cavaignac, Sambuc, Guénard, Trélat et Raspail, que la cour d'assises venait d'acquitter. A l'issue d'un banquet donné pour eux le 9 mai aux *Vendanges de Bourgogne*, les convives échauffés se répandirent sur les boulevards et gagnèrent la place Vendôme. Ils s'y réunirent le lendemain aux anciens militaires et aux napoléonistes de toutes marques, furieux que la police eût osé faire disparaître pendant la nuit les fleurs et les couronnes déposées par eux au pied de la Colonne. Les clameurs prirent un ton de violence qu'elles n'avaient pas eu jusque-là; il fallut employer la cavalerie contre la foule, la bagarre menaçant de devenir une émeute ; on n'en eut raison qu'en amenant sur la place des pompes à incendie empruntées à la caserne de la rue de la Paix. Le général comte de Lobau donna l'ordre d'asperger les manifestans et, par ce trait, s'affirma pour la première fois dans son commandement tout neuf de la garde nationale.

M. de Montrond augure de tout cela que « si le prince

Louis arrivait maintenant à Paris, il y serait plus caressé encore qu'en Italie. » Ce n'est là peut-être qu'un propos aimable, ou bien c'est le pronostic de M. de Talleyrand lui-même. La Reine se souvient de l'adresse que le prince de Bénévent déploya dans les circonstances délicates de l'année 1814. Elle n'oublie pas non plus l'art consommé avec lequel il s'est fait hier l'homme indispensable pour Louis-Philippe et le véritable directeur politique du nouveau gouvernement français. Elle le voit aujourd'hui montrer de l'empressement auprès d'elle, toujours habile à tout ménager.

De là cependant à partager les espérances d'Achille Murat, il y a loin. Il revint le soir et se donna comme le représentant en Europe du roi Joseph, frère aîné de l'Empereur; il *sait* que le gouvernement de Juillet ne durera pas en France, que la République sera proclamée, etc. La Reine, craignant de lui voir faire une imprudence, par laquelle son propre plan serait compromis, lui représente le peu qu'il a pu connaître de l'Europe là-bas, dans sa chaumière américaine. Elle l'invite à raconter sa vie, qu'elle ignore, et qu'il ne fait pas difficulté d'exposer dans un grand détail.

Prince royal à Naples, déchu de ses droits par la mort tragique de son père, il reste prisonnier en Autriche jusqu'en 1822. Il a alors vingt et un ans et cent vingt mille francs de fortune. Son projet est de s'embarquer à Hambourg, où il pense ne demeurer qu'une semaine. Il y passe trois mois, vit en grand seigneur et mange là vingt mille francs pour sa première école. Débarqué chez son oncle Joseph à Point-Breeze, il y trouve un accueil paternel ; il n'aurait qu'à s'y installer et à s'y laisser vivre, mais son humeur l'entraîne ailleurs. La guerre de 1823 en Espagne paraît lui offrir des chances de fortune. Il embrasse la cause constitutionnelle, frète une embarcation, arrive trop tard, quand tout est fini, court des dangers et dépense quarante mille francs en pure perte. Repassé de l'autre côté de l'Atlantique, fort appauvri, très malheureux, il ne perd nullement courage, étudie la langue, les lois, devient avocat, achète une plantation dans un mauvais terrain qu'il est bientôt forcé d'abandonner, trouve un ami auquel il s'associe, pour acheter ensemble un autre domaine. Il l'y rejoint et abandonne le premier établissement. C'est ici un nouveau chapitre de son roman.

Il s'égare dans les forêts avec ses dix nègres, ses cinquante vaches : on le voit à cheval, avec des lunettes vertes et un chapeau de paille. Son dénuement est grand, mais, en 1826, ses affaires se sont améliorées. C'est alors qu'il rencontre Mlle Caroline Dudley, petite-nièce de Washington. Il l'épouse quatre mois plus tard. On vient les voir de trois cents milles à la ronde ; la maison qu'il a bâtie pour sa jeune femme est la plus belle du pays, bien que les sièges n'en soient que de bois ; il y donne des bals dont ses nègres forment l'orchestre. Ses affaires prospèrent ; sa cousine Clotilde, femme du général Moncey et duchesse de Conegliano, lui lègue cent mille francs (c'est cette Clotilde Murat, sœur de la princesse héréditaire de Hohenzollern-Sigmaringen) ; ses terres lui rapportent quinze mille livres de rente. C'est tout cela qu'il quitte, et la liberté, et l'insouciance, et la gaîté d'une vie facile, et les institutions d'un pays qu'il aime, et son grade de colonel de la milice américaine, pour se jeter à corps perdu dans la politique !

Au premier bruit des mouvemens d'Italie, il hypothèque ses biens, emprunte 50 000 francs à la banque et se précipite ici. Il se donne pour l'éclaireur de Joseph : le chef de famille, quoique d'âge rassis, n'est peut-être pas éloigné de suivre son entreprenant neveu. Ses liaisons avec les hommes politiques français se sont renouées en 1825, lors du voyage de La Fayette en Amérique Jusque-là, ses plantations de Point-Breeze, la littérature, le jardinage, le travail de défrichement auquel il s'adonnait lui-même, la hache à la main, occupaient tous ses loisirs. Il ne lisait aucun journal et ne souffrait pas qu'on lui racontât les nouvelles. Apprenant que La Fayette désirait le voir, il songea d'abord à se dérober et, n'apercevant aucun moyen de le faire honnêtement, se résigna à recevoir le grand homme. Un déjeuner eut lieu en compagnie de plusieurs Américains distingués. L'hôte et l'invité se retirèrent ensuite dans un cabinet de travail, et y restèrent enfermés quatre heures, au grand étonnement des assistans. La Fayette exposa que la dynastie des Bourbons ne pouvait durer et qu'il était temps non seulement d'en prévoir, mais d'en préparer la chute en coalisant contre elle tous les partis d'opposition. Les Bourbons une fois par terre, Napoléon II serait proclamé ; La Fayette ne demandait pour cela qu'un crédit de deux années de patience et de deux millions d'argent. Cependant, son respect de la volonté populaire était tel qu'il

mettait des formes jusque dans ses procédés de révolutions. Le trône de Charles X une fois renversé, il proposait de former à Paris un directoire de cinq membres dont chacun représenterait l'un des grands partis : les bonapartistes, les légitimistes, les orléanistes, les libéraux et les républicains. Dupin, dans ce conseil, représenterait le Duc d'Orléans; il ne tiendrait qu'à Joseph d'y représenter le Duc de Reichstadt. Ensuite, on s'adresserait à la nation par voie de plébiscite ; le vote populaire ne manquerait pas alors de prononcer en faveur de Napoléon II la forme définitive du gouvernement.

Le roi Joseph, souscrivant au projet, s'abonna aux journaux et rentra dans la lice politique. Au premier bruit des événemens de Juillet, il fit ses préparatifs pour repasser l'Océan ; mais le paquebot suivant lui ayant apporté la nouvelle que le Duc d'Orléans venait d'accepter la couronne, il eut la sagesse de ne pas quitter Point-Breeze et l'imprudence de lancer à la Chambre cette protestation du mois d'octobre, où madame Mère n'avait vu qu'un coup d'épée dans l'eau, propre à éclabousser tous les membres de la famille. Achille Murat, au contraire, s'en déclare satisfait. « Quand il s'agit du sort de l'Europe, on n'a pas le droit, dit-il, de songer à sa fortune particulière! » Il oublie en cela les lettres pressantes par lesquelles sa mère lui prêche à lui-même la modération et la prudence.

La reine Hortense se tient au même point de vue que la reine Caroline. Elle veut qu'on lui rende son million d'abord, et, pour l'obtenir, cherche des alliés parmi les ministres anglais. J'écrivais cet après-midi pour elle à Torlonia, Doxa et Dervaux, quand elle est venue m'interrompre pour que nous allions ensemble chez lady Holland (1). Nous nous sommes habillées à la hâte. M. Fox s'est trouvé là pour faire route avec nous et diriger notre cocher, par Hyde Park, vers la petite ville de Kensington.

L'habitation de sa mère, qu'il nous avait dit être bizarre et d'un genre un peu trop mauresque, nous a paru au contraire très originale, très élégante et surtout très mystérieuse, au fond

(1) Lady Holland (Élisabeth Vassall), femme divorcée, puis veuve de sir George Werbster, avait ensuite épousé lord Holland dont elle était passionnément aimée. Ses relations lui avaient donné, dans la société anglaise, une influence qu'elle avait mise au service du prisonnier de Sainte-Hélène pour lequel elle s'était généreusement appliquée à adoucir les rigueurs de la captivité.

du parc séculaire dont elle est entourée. Des valets poudrés remplissaient l'antichambre du rez-de-chaussée; à travers les salons vides, ils nous ont conduits dans le jardin, auprès de lady Holland et de ses invités.

C'est une grosse maman d'une cinquantaine d'années, d'un abord si digne et si calme qu'il nous a paru glacial. Une vieille dame en deuil, les filles de la duchesse de Bedford, raides comme des bâtons, composaient un cercle hermétique, bien différent de celui de la Reine, et dont le silence la déconcertait. Le lord chancelier Brougham a seul fait mine de s'approcher d'un pas pour causer avec elle. C'est un grand et gros homme, laid, vieux, d'une physionomie assez avenante, auquel il manque beaucoup de dents. Je restais gelée sur ma chaise, quand la dernière des misses Bedford, une enfant de sept ans, a rompu enfin la glace en chantant pour la Reine une petite chanson française.

Lady Holland m'a questionnée alors sur notre voyage et forcée par là à mentir, en racontant la fable convenue du départ de Malte, de notre traversée imaginaire, etc. La Reine, pendant ce temps, s'était écartée du cercle pour entrer chez lord Holland. A peine revenue, elle a pris congé.

Force cartes nous attendaient à notre logis, celles de lady Sandwich, de lady Sandon, de lady Stuart, de la comtesse Belfast, fille de la comtesse Glengall. Lord Mahon avait écrit sur la sienne : « Sera trop heureux de faire connaître à la Reine sa belle et vieille Angleterre, avant que la réforme n'y ait tout gâté. » Comme il est petit-fils de Pitt, il sera amusant de le voir se rencontrer chez nous avec M. Fox.

Lady Tankarville est venue sur le tard. Elle est fille du duc de Grammont; quoique née en France, elle a passé toute sa jeunesse en Angleterre, son père ayant suivi les Bourbons à Hartwell et n'étant rentré d'émigration qu'avec eux en 1814. Son frère, le duc de Guiche, se dévoue aujourd'hui au Duc d'Angoulême, tombé, dit-on, dans l'imbécillité. Elle-même reprend auprès de la Duchesse d'Angoulême, à Holy-Rood, les relations d'autrefois à Hartwell. Elle vante la piété, le courage avec lesquels cette princesse supporte ses nouveaux malheurs, mais ne peut nier que l'amertume des caractères et l'inégalité des humeurs n'attristent encore le petit cercle d'amis fidèles dont s'entourent les Bourbons déchus.

Quant à la Duchesse de Berry, elle prend les eaux de Bath; on lui prête des projets d'aventures, telles qu'un débarquement sur la côte de Vendée.

Lady Cadogan paraît, mais, trouvant le salon rempli, elle ne fait qu'entrer et sortir. Lord Fitz Henry, connaissance d'Italie, prend intérêt au sort de MM. Gamba, père et frère de la marquise Guiccioli, fort compromis tous deux dans l'insurrection. Il raconte les horribles représailles ordonnées par le duc de Modène et laisse peu d'illusion sur le sort fatal auquel le pauvre Ciro Menotti est destiné. Un petit M. Tromboni, professeur de musique, ami d'enfance du prince Napoléon, vient exprès pour parler de lui. Enfin, M. Fox, dont l'obligeance est extrême, reparaît une fois de plus, nous amenant son médecin dans sa voiture. La Reine, inquiète de la mauvaise mine de son fils, avait désiré un homme de l'art. Celui-ci reconnaît que le prince a la jaunisse, mais rassure quant aux suites que cette maladie pourra avoir. Les causes, selon le malade lui-même, en sont le chagrin qu'il éprouve aux nouvelles d'Italie et le dépit qu'il a de voir les journaux critiquer sa conduite et celle de son frère. Il veut « épancher sa bile » et « dégonfler son foie, » en adressant à la *Tribune* de Paris une lettre de justification.

La Reine, satisfaite de causer seule à seul avec M. Fox, le retient jusqu'à minuit et demi. Elle croit politique de lui confier le secret de son séjour en France et de redresser là-dessus mes mensonges de tantôt à lady Holland. Il conseille le silence, le promet pour sa part et confie qu'on soupçonne la Reine, dans les chancelleries, d'être venue intriguer à Londres au sujet des affaires de Belgique. Ce bruit est sans aucun fondement, mais n'en peut pas moins trouver créance, après la candidature du duc de Leuchtenberg, le refus de la couronne belge fait par Louis-Philippe pour son fils, le Duc de Nemours, et la longue incertitude qui n'a pas cessé de planer sur les décisions du Congrès de Bruxelles. L'Angleterre veut en finir et placer sur le trône le prince Léopold de Saxe-Cobourg.

D'après cela, la Reine regrette à présent d'avoir dit à M. de Montrond qu'elle projetait de rentrer à Arenenberg par la Belgique et par le Rhin. Son vrai désir est toujours de traverser la France : elle le dira à qui voudra l'entendre et me recommande d'en faire part à tous venans.

Londres, mercredi, 18 mai.

Notre journée de courses et de visites a commencé par une dérobade à lady Glengall : un billet d'elle nous invitait à venir la prendre et mettait de la partie le comte Léon. La Reine, qui se souciait peu de cette promenade en famille, m'a fait écrire pour décliner l'offre. J'ai mis en avant le prétexte de la santé du Prince, ce qui ne nous a pas empêchés de sortir aussitôt avec lui pour aller à Regent's park et à la grande ménagerie.

Nous flânions devant la cage des singes, quand lord Elphinstone nous a rejoints. C'est un bel et grand officier ; étant enfant, il a joué à Paris avec nos princes; il rossait Louis et craignait Napoléon. Nous n'avons fait qu'un tour avec lui, pour revenir au logis en traversant au retour des quartiers si neufs et si beaux que j'en étais jalouse pour Paris.

Lady Stuart nous attendait au logis. C'est la femme du lieutenant général sir John Stuart; ayant habité quinze ans l'Italie, elle y a pris la douceur des manières latines; elle portait le deuil du roi d'Espagne. Lord Mahon est aussi venu. Tout Wellington qu'il est, c'est un aimable jeune homme, à la physionomie expressive ; sa parole facile, en dépit d'un léger défaut de prononciation, s'est exercée contre lord Dudley, qui arrivait à point pour donner la réplique et soutenir la thèse opposée. Lord Mahon avoue que son parti sort vaincu de l'épreuve électorale et que le nouveau parlement sera favorable au bill. Il n'en luttera pas moins « jusqu'à la dernière goutte de son encre, en attendant peut-être qu'il ait à combattre jusqu'à la dernière goutte de son sang. » « Rien n'égale, dit-il, la brutalité dont le peuple a fait preuve pendant les dernières élections. Mon candidat, roué de coups, est mort de ses blessures; un autre, grièvement blessé, restera éclopé pour le reste de ses jours. La maison de lord Wellington a été bombardée à coups de pierres. Comme quelqu'un essayait d'arrêter ce scandale, en disant que lady Wellington venait d'expirer et que son cercueil était encore là, quelqu'un de la foule a répondu : « Plût à Dieu que celui du lord fût à côté! »

Tel était le diapason de haine auquel s'élèvent les gens de la rue et les personnes de la société ne sont pas moins féroces, ni les femmes du monde moins déraisonnables. Je compte

lady Montague parmi les plus passionnées que nous ayons été voir dans l'après-midi : « La Terreur règne à Londres... L'aristocratie est ruinée : le peuple s'empare de ses biens... Elle est déconsidérée : le Roi donne le titre de comte à l'un de ses bâtards. » A propos de ce nouveau venu, inscrit le dernier sur la liste des comtes, la comtesse Shrewsbury s'est écriée : « Combien je plains les vicomtes et les barons! Mais que serions-nous devenus, nous autres, si le Roi l'avait fait duc? »

Lady Seymour, au fils de qui la Reine a eu de si grandes obligations quand il s'est agi pour nous de quitter Florence, n'était pas chez elle au moment où nous y sommes allées, ni non plus lady Sandwich, dont la fille Caroline faisait les honneurs. Elle est très belle personne, très spirituelle, à l'extravagance politique près. Mme de Lieven, femme de l'ambassadeur de Russie, s'est autorisée des folies débitées par les uns et les autres dans ce salon *ultra* pour dire à son tour que si l'Angleterre vote le bill ministériel, elle se raye par là de la liste des nations. Un parallèle avec la France, qui, suivant elle, se couvre de gloire par sa modération, n'a pas été du goût de la Reine : « Un peuple à conduire, a-t-elle dit, c'est un taureau qu'on veut dompter. Il vaut mieux essayer de le prendre par les cornes, comme George IV le fait, que de le tirer par la queue, à la manière de Louis-Philippe. »

Ayant manqué lady Tankarville, et l'heure s'avançant, nous sommes revenus prendre le Prince pour la visite à faire aux Murat. Ils allaient à un bal appelé Almark, qui tire son nom d'un roman célèbre. Cinq dames patronnesses en gardent jalousement l'entrée. Mme de Lieven est l'une d'elles. Plus réservée cette fois qu'elle ne nous a paru l'être tantôt, dans ses discours, elle avait craint de compromettre sa cour en signant le billet d'admission des Murat, qui avaient dû frapper à une autre porte pour se faire ouvrir.

La mère et le fils ont été enchantés de la figure de la princesse Murat. Quant à moi, ce qui m'a plu infiniment c'est cet *Alpha Cottage* qu'elle habite hors la ville, avec un joli jardin, un piano, une bibliothèque, tout ce qu'il faut pour vivre avec soi-même, tout ce dont je rêve pour mes vieux jours. Nous y avons trouvé le comte Acetto, réfugié espagnol, et M. Joseph Orsi, de Florence, que le Prince a eu plaisir à revoir pour parler du regretté Napoléon et faire chorus sur la trahison d'Armandi.

Lady Dudley a décidément de la grâce et de la physionomie. M. Fox était chez elle, quand nous y sommes arrivées, mais un peu plus froid, il me semble, que de coutume. J'ai eu l'impression, peut-être fausse, que les rapports de la Reine avec lord Holland ne s'établissent pas bien.

Le Prince, toujours mal portant et mélancolique, est resté seul un instant avec moi le soir, entre l'heure du dîner et celle du spectacle. Il m'a conté un de ces chagrins d'enfance, dont le souvenir reste longtemps vivace et qui mériteraient peut-être d'être plaints autant que ceux de la jeunesse ou de l'âge mûr. Il avait douze ans, il était épris d'une de ses voisines, dont il avait tracé le nom sur une plate-bande, en semant des graines de cresson. M. Le Bas bouleversa tout ce travail d'un coup de pioche; il n'en fallut pas davantage pour faire concevoir à l'enfant des pressentimens sombres au sujet des femmes et une sorte d'appréhension du rôle qu'elles joueraient dans sa destinée.

Il est bientôt sorti pour aller voir à Covent-Garden la pièce de Franconi sur l'Empereur. Tous les Napoléon des théâtres de Paris émigrent en ce moment sur les bords de la Tamise. Celui pour lequel le Prince avait pris son billet se joue avec tous les décors et costumes de la Porte-Saint-Martin, et, dit-on, avec le chapeau même de l'Empereur, chapeau que l'acteur a pris l'engagement de renvoyer à Paris après les représentations. Le théâtre d'Astley a monté le Napoléon du Cirque. Le théâtre de Surrey donne celui du Vaudeville. Le théâtre de Drury Lane en prépare un autre.

Restée seule avec la Reine, notre souci commun de la santé du Prince nous a fait longtemps déraisonner médecine. Nous ne concevons pas comment un régime de bains et de purgations peut séparer la bile du sang dans une jaunisse. Le médecin promet une guérison entière; mais, après une année aussi mouvementée, il faut craindre pour le malade l'ennui et la solitude d'Arenenberg. La Reine m'invite à le faire causer; elle croit qu'il faudrait lui trouver un compagnon, qui partagerait avec nous les longues heures des journées d'hiver. Elle parle d'inviter chez elle le peintre Cottreau, et je m'abstiens de dire là-dessus tout ce que je pense, mais j'ai su par M. Vescovali qu'à Rome, on avait jasé sur ce beau jeune homme et qu'il n'est pas bon pour la Reine de le recevoir dans l'intimité.

Le jeune comte Walewski est venu vers neuf heures du soir et s'est rencontré avec lady Dudley. Au premier abord, il rappelle étonnamment l'Empereur, dont il a les beaux yeux lumineux, mais avec une expression de physionomie plus douce, plus tendre, où la Reine retrouve Marie Walewska.

Il était à Genève, où il achevait ses études, quand l'insurrection polonaise éclata; il se rendit alors à Varsovie, figura à la bataille de Grochow, et revint à Londres avec MM. Vielopolski, et Zamoyski, chargés tous trois de négocier une intervention de l'Angleterre. L'appui politique qu'il recherchait lui a été refusé. Il s'occupe à présent d'un emprunt, pour lequel il n'éprouve pas moins de difficultés. Le Prince était donc très injuste en disant de lui : « Que vient-il faire ici, ce joli cœur, tandis qu'on se bat en Pologne ? » Le comte Walewski, plus généreux, a loué avec entrain le dévouement dont nos princes ont fait preuve pour la cause italienne.

La Reine lui contait ses tourmens, ce qui, par un détour singulier, la distrait et la réconforte. Lady Dudley copiait un dessin d'album, et, tout en causant avec moi, donnait, *a parte*, une larme à son malheureux cousin Napoléon. Le comte parti, elle nous a fait veiller jusqu'à minuit, en mettant la conversation sur les bizarreries de lady Holland. Croirait-on qu'en apercevant pour la première fois le jeune Walewski, cette napoléoniste enragée s'est écriée : « Comme vous ressemblez à votre père ! » Elle s'est attirée par là cette repartie : « J'ignorais, madame, que le comte Walewski eût l'honneur d'être connu de vous. » Elle rend son entourage très malheureux, et cependant son mari l'adore : il a poussé la condescendance jusqu'à se faire arracher une dent devant elle, pour lui faire voir qu'un dentiste, mandé par elle, avait le talent nécessaire.

Le Prince, rentrant de Covent-Garden, nous a interrompus en ce point. La pièce qu'il avait vue n'était rien qu'une suite de tableaux, résumant chacun une époque de la vie de l'Empereur. Les Anglais ayant supprimé l'acte de Sainte-Hélène, qui se donne à Paris, la toile du spectacle s'était baissée sur la scène des adieux de Fontainebleau. Les yeux du Prince étaient encore tout rougis par les larmes, et ses traits, creusés par l'émotion, étaient jaunes à faire peur.

Lundi, 23 mai.

La Reine hier était horriblement inquiète de son fils; un vésicatoire qu'on lui avait mis le faisait cruellement souffrir et, à trois reprises, il s'était trouvé mal. En essayant de le faire causer, selon ce qu'elle désirait de moi, j'ai appris qu'il songe en effet à entrer comme soldat dans un régiment d'artillerie français, de préférence celui de Strasbourg. La Reine et moi irions passer l'hiver auprès de lui ou bien, si Louis-Philippe lui refusait cette place si modeste dans les rangs de l'armée française, c'est à Genève, auprès du général Dufour, que nous nous installerions à la fin de l'automne.

Voilà des projets destinés sans doute à être défaits et refaits bien des fois, tant notre situation est incertaine et tant de nuages accumulés couvrent encore notre horizon.

Mardi, 24 mai.

M. Léon de Laborde est fils de M. Alexandre de Laborde, qui a composé la plupart des romances mises en musique par la Reine et la plus célèbre de toutes : *Partant pour la Syrie*. Ce jeune homme fut précédemment à Rome, sous M. de Chateaubriand, démissionna de son poste en même temps que son ambassadeur et se retrouva aide de camp de M. de La Fayette en juillet dernier. Il vient d'être attaché à notre ambassade à Londres, ce qui le mettrait à portée de nous être utile, s'il était moins jeune et plus expérimenté. Au-dessus de lui, le troisième secrétaire est M. Casimir-Perier, que nous avons vu à Rome, mais qui nous ignorera ici. La Reine ne connaît ni le premier ni le second secrétaire; elle n'en a pas moins, grâce à M. de Montrond, une communication quotidienne avec M. de Talleyrand.

M. de Montrond est tombé sur nous au sortir de table, avec cette manière que l'on trouve originale et qu'il croit de bon ton, d'entrer sans saluer et sans dire bonjour. A propos de la lettre attendue du Palais-Royal, il a dit que les rois ne se piquent pas d'exactitude, et que Louis-Philippe pourrait fort bien ne pas répondre.

Le prince de Bénévent a fait dire aujourd'hui à la Reine

qu'il la priait de disposer entièrement de lui; que si, pour retourner chez elle, elle désirait traverser la France, il lui ferait délivrer un passeport sous un nom d'emprunt, le mien par exemple; ce passeport serait revêtu du visa de l'Autriche. La Reine, assez embarrassée d'avouer que cette affaire de passeport était déjà engagée à Paris, s'est contentée de remercier, en disant qu'elle comptait sur la bienveillance du roi Louis-Philippe et qu'elle ne ferait en tout cas rien qui pût le mécontenter.

Cette réponse a fort surpris M. de Montrond. A Londres, dit-il, le seul personnage qui compte est le général Sébastiani (1); personne ne connaît Louis-Philippe, ni ne s'en soucie. La chute de ce roi de carton n'est pas douteuse, mais les avis diffèrent sur la manière dont il sera remplacé. L'opinion parisienne, Mlle d'Orléans en tête, veut la République, ce qui n'empêche pas le duc de Bassano d'annoncer le prochain avènement de Napoléon II et la Duchesse de Berry, à Bath, de dire à qui veut l'entendre qu'avant le mois de juillet son fils sera à Paris... A ce moment, on a annoncé lady Davy. « C'est une ennuyeuse, » s'est écrié M. de Montrond, et, avec une pirouette, il s'en est allé.

La visite de lady Davy ne pouvait être ennuyeuse pour moi, fille de chimiste : je connais trop les belles découvertes de sir Humphry Davy sur le protoxyde d'azote, sur l'électro-chimie, sur la lampe métallique des mineurs, qui a sauvé tant de vies humaines. La santé de cet homme éminent, mort voilà deux années, exigeait à la fin le climat de l'Italie ; aussi lady Davy a-t-elle voyagé sur le continent et supporte-t-elle difficilement aujourd'hui le séjour de son pays. Elle critique avec esprit la tyrannie de la mode sur des gens si raides, si méthodiques et si froidement fous. Fière à bon droit du nom qu'elle porte, elle n'a d'égards que pour la valeur personnelle et ne se plaît que dans la compagnie des gens distingués. Lord Byron était de son intimité. En rendant un juste hommage à cet homme de génie, elle avouait lui avoir toujours trouvé dans la physionomie quelque chose de diabolique et s'être apitoyée souvent sur le sort de lady Byron. Cette femme fraîche, calme et douce, se vouait elle-même au malheur en épousant un homme aussi fantasque et aussi capricieux. On s'étonne que Mme Guiccioli,

(1) Ministre des affaires étrangères de France.

sans doute gentille et bonne, mais si maniérée, ait pu le fixer. Il raffolait d'un petit roman de miss Edgeworth, intitulé : *La moderne Grislidi*, et, dans son désir de connaître l'auteur, s'était adressé à lady Davy.

Avec M. Neumann, de l'ambassade de Russie, la conversation revient aux sujet politiques. Il a fait contre nous la campagne de 1813, et ne cache pas son admiration pour l'art avec lequel l'Empereur a su rétablir alors la gloire de ses armes par les deux batailles de Lutzen et de Bautzen. Celle-ci fut particulièrement remarquable, en ce que la cavalerie des Alliés se trouva paralysée devant une cavalerie française bien inférieure en nombre. L'Empereur avait divisé d'avance son action en deux journées, afin de pouvoir changer ses attaques pendant la nuit. Le soir du premier jour, il écrivait à Dresde : « Le mouvement que je viens de faire opérer à Ney, décide de la bataille, que je gagnerai demain. » Cette lettre fut interceptée, et M. Neumann en eut aussitôt connaissance, mais il refusa d'y croire et persévéra encore plus dans son opinion, d'après l'état d'esprit qui régnait le lendemain 21 juin, au quartier général des Alliés. Une division italienne venait d'être prise ; tout le monde croyait la bataille gagnée. Une heure après, elle était perdue, et c'était bien le mouvement de Ney contre le corps russe de Barkley de Tolly, presque sur les derrières du corps prussien de Blücher, qui était la cause de l'événement.

Napoléon signa ensuite le fatal armistice qu'on lui a si souvent reproché. Son désir de faire la paix était extrême. La Reine, qui le savait, avait pris ses dispositions en conséquence ; le recommencement des hostilités vint changer tout son plan d'été. Elle accuse de trahison l'Autriche, que l'Empereur croyait avoir gagnée par son mariage avec Marie-Louise, et dont il était prêt à payer l'alliance au prix des plus grands sacrifices. M. Neumann prend la défense de François II, qu'il dit un « bon et parfait honnête homme, dans toute l'étendue du terme. » Ce souverain s'est trouvé placé, en 1813, dans le cas d'Agamemnon, immolant Iphigénie, et il a dû faire le sacrifice de sa fille sur l'autel de la Sainte-Alliance. Ses sentimens de famille, ses scrupules de conscience viennent souvent à la traverse de sa politique : il est faux, par exemple, que le roi de Rome soit tenu aussi éloigné des affaires que les Français le disent et que M. de Metternich le voudrait. Ce prince ressemble à Napoléon, aux cheveux

près qui, chez lui, tirent sur le blond. Il est bien élevé, instruit, et curieux d'apprendre. Il se renseigne de son mieux, et par tous les moyens, sur l'histoire de son père et en sait beaucoup plus long que son gouverneur n'a l'ordre de lui en dire. L'empereur d'Autriche, qui l'aime beaucoup, s'en amuse. Il a dit qu'il ne ferait pas pour le fils de Napoléon la guerre à la France, mais qu'à la majorité du Prince, il ne s'opposerait pas au vœu que les Français pourraient exprimer.

La Reine reste incrédule à cette bonhomie patriarcale. Elle est convaincue que l'Autriche ne voit dans Napoléon II qu'un brandon de discordre entre les Français : c'est en ce sens, c'est comme instrument de haine politique et d'opposition à la nouvelle monarchie qu'elle le tient en réserve et fait mine par instant de vouloir s'en servir. Le système de M. de Metternich est toujours de défendre l'Europe contre les idées françaises, ses grandes ennenies. Il s'y tient avec ténacité, mais n'a pas d'illusion sur l'issue finale de la lutte. Il a dit en effet à la reine Caroline, qui les a répétées, ces parole remarquables : « Nous sommes engagés dans une lutte dont dépend le sort du monde. Tôt ou tard, notre parti succombera ; mais je crois que nous avons assez de forces pour que ce ne soit ni de mon vivant, ni de celui de l'Empereur. »

Mercredi, 1er juin.

Voilà huit jours que la duchesse de Frioul, écrivant de Paris, a promis sa visite prochaine et que la Reine l'attend avec impatience. De toutes ses compagnes d'autrefois chez Mme Campan, c'est celle dont elle fait le plus de cas, comme c'était Mme de Broc qu elle chérissait le plus. Celle-ci, sœur de la maréchale Ney, s'est noyée en 1813, à la cascade de Grésy, dans une partie de campagne que la Reine faisait avec ses compagnes aux environs d'Aix-les-Bains. A quelques jours de là, Duroc était tué à Bautzen par un boulet dont la poussière éclaboussait l'Empereur et qui emportait aussi le général Kirgener de Planta. Il laissait à sa veuve une petite fille nommée Hortense, dont la Reine était marraine, et qu'elle venait justement de faire baptiser dans sa chapelle en même temps que son autre filleule, Claire de Bassano.

L'Empereur fit aussitôt passer sur la tête de cette jeune

Hortense toutes les dotations et pensions paternelles et plus tard, à Sainte-Hélène, il l'inscrivit encore sur son testament pour une somme de 100 000 francs. Il ne supposait pas que cette enfant disparaîtrait à seize ans, et laisserait sa mère privée non seulement de l'objet d'une si tendre sollicitude, mais aussi des moyens matériels attachés à l'existence de cet être adoré.

Ce deuil a resserré davantage l'affection que la duchesse porte à la Reine et dont elle donne une nouvelle preuve en faisant le voyage de Londres exprès pour venir la voir. Elle ajoutait à sa dernière lettre : « Quelques offres qu'on vous fasse de passer par la France, écartez-les. Surtout, refusez de suivre ceux qui iraient vous chercher à Londres pour vous amener à Paris. » Ce conseil est parfaitement conforme aux dispositions de la Reine, qui s'en tient à pousser ses réclamations de finance auprès du roi Louis-Philippe et de M. d'Houdetot. Je la presse ce soir d'en finir avec les lettres qu'elle leur adresse, et ayant eu le bonheur de lui fournir quelques phrases dont elle est contente, la décide à signer et à cacheter. Pour le reste, elle compte sur une lettre de crédit que les frères Devaux lui font attendre. Elle espère aussi se procurer des ressources extraordinaires en vendant ici le collier du couronnement. Un M. Taylor, qui fut autrefois au service de l'impératrice Joséphine, est chargé de cette négociation.

Sa situation précaire ne lui permet pas de soudoyer des conspirateurs, et cependant ces conspirateurs commencent à se glisser au chevet du Prince. Un réfugié italien, nommé Mirandoli, s'est présenté à lui comme l'ami du pauvre Napoléon. Ce mot de passe lui a fait ouvrir la porte et la Reine, elle-même, n'a pu se refuser à une entrevue avec cet homme, d'où elle est sortie en larmes et toute bouleversée.

Il s'est bientôt démasqué comme l'envoyé d'un M. Lennox, nouveau bonapartiste et correspondant du prince Achille à Paris. Le prince Louis, refusant d'entrer dans cette machination, a fort sagement répondu que « dans les circonstances malheureuses où il se trouve, les choses de ce monde ne l'intéressent plus, et qu'étant sans ambition personnelle, il ne porterait jamais le trouble ni la guerre civile dans sa patrie. » Mirandoli cependant ne s'est pas tenu pour battu, car deux jours après, au lever de la Reine, comme je lui portais deux lettres écrites par son ordre, je l'ai trouvée dépliant de grandes affiches que son

fils venait de lui apporter. C'étaient des proclamations datées du 28 mai 1831, — preuve qu'on les avait imprimées d'avance, — et signées « Lennox, chef de bataillon en réforme, rue Montmartre. » Une lettre, écrite par le même aventurier, permettait cette fois de lire dans son jeu : il demandait un denier de 25000 francs par mois pour faire aller son petit complot.

J'ai aussitôt représenté le danger que des correspondances pareilles font courir à la Reine et la nécessité pour elle d'y couper court. Mais je ne l'ai pas trouvée là-dessus aussi forte que je l'aurais désiré : « Que voulez-vous? m'a-t-elle répondu. Louis s'en amuse. » Elle observe que son fils se ranime, depuis qu'on politique autour de lui, et elle voit dans l'excitation de l'intrigue un adjuvant de guérison. Heureusement, sa santé meilleure nous permet de parcourir la ville avec lui et de la distraire en le promenant. Du tunnel sous la Tamise, nous courons à la rotonde de *Regent's park*. Ce bâtiment ressemble au Panthéon de Rome; on y voit le cosmorama de Londres, tel qu'on pourrait le découvrir du haut de la coupole de Saint-Paul. Pour épargner aux curieux la peine d'en monter les degrés, les Anglais, toujours féconds dans les inventions de la mécanique, ont imaginé une vis immense, à l'intérieur de laquelle monte et tourne en même temps une sorte de petit coupé, pareil à la cage d'une gondole; on n'a que la peine de s'asseoir et de se laisser hisser jusqu'au sommet.

Tout auprès, le *Cottage Swiss*, dû au même ingénieur, a absorbé des sommes énormes et complété la ruine de ce malheureux. Un labyrinthe de serres adroitement disposées, conduit à l'intérieur d'un chalet rustique. Par les fenêtres ouvertes, on découvre alors des roches, des cascades, tout un paysage parfaitement composé, et qu'il est merveilleux qu'on ait pu rassembler sur un si petit espace.

En revenant de voir ces merveilles, hier soir, nous avons trouvé un mot gracieux de la duchesse de Bedford : elle avait eu l'amabilité d'apporter elle-même les fiches d'entrée pour sa loge, aux Italiens. La Reine a voulu nous y conduire tous, c'est-à-dire les Murat et nous; mais elle avait trop préjugé de ses forces; au premier moment, la musique lui a fait mal; elle s'est mise dans le fond de sa loge où elle est restée toute la soirée à pleurer.

Il me paraissait étrange de revoir à Londres ce même Rubini

que j'avais entendu pour la première fois à Bologne. Mme Pasta est la perfection des perfections. Le ton voilé de ses notes basses plaît; la pureté et le moelleux du haut étonnent: noblesse, grâce, force, sentiment, elle a tout, et elle serait encore l'actrice de premier ordre, si elle n'était pas la première des chanteuses. Mme Marie Lallande faisait Aménaïde; elle a du pathétique, une méthode sûre et bonne, mais elle est enceinte, et sa voix est si fatiguée qu'on a dû couper un de ses duos. Le ballet du château de Kenilworth terminait le spectacle. Nous sommes partis après la tyrolienne dansée par Mlle Taglioni, dans les fêtes données en l'honneur d'Élisabeth. Sa grâce, sa souplesse, son aplomb, sa belle taille, sa jolie figure nous ont enchantés; mais elle nous a paru ne pas déployer ses qualités dans toute leur ampleur et se réserver pour son bénéfice, qu'on donnera ce soir.

Dimanche, 5 juin.

La duchesse de Frioul est née Hervas d'Almenara; son origine espagnole apparaît par l'expression de sa physionomie et par la vivacité gracieuse de tous ses mouvemens. Petite, nerveuse, elle mêle encore un reste de gaîté et de jeunesse aux tristesses dont son âge mûr a été abreuvé. Le général Fabvier l'accompagne, à Londres, par l'effet d'une amitié ancienne qui pourrait bien les avoir conduits l'un et l'autre jusqu'à un mariage secret.

Il est laid, négligé de sa personne, et ne paraît pas éloigné de la cinquantaine, mais son esprit et son caractère sont des plus distingués. Officier d'artillerie, ancien élève de l'École polytechnique, il était de la Grande Armée de 1805. Passé de là en Italie, puis à Constantinople, dans le temps où le général Sébastiani tenait tête à l'amiral Dukworth et gagnait les titres qu'il a gardés à l'admiration des Anglais, il fut un des officiers chargés de mettre la capitale turque en état de défense. Il était alors dans les plans de Napoléon de faire faire par la Perse une diversion contre le Caucase. Le général Gardanne fut envoyé à Ispahan; le capitaine Fabvier l'accompagna, organisa un arsenal et donna une artillerie à l'armée persane. Rentré en Europe après la paix d'Erfurth, il traversa la Russie devenue amie, servit un temps sous Poniatowski dans l'armée du grand-duché de Varsovie, fut en Espagne sous Marmont, revint se battre à la Moskowa en 1812, et faillit mourir d'une blessu re

reçue à l'assaut de la grande redoute. Il fit la campagne de Saxe en 1813, la campagne de France en 1814 et se trouva ramené, par les événemens de 1815, à défendre la frontière française dans les environs mêmes de sa ville natale, Pont-à-Mousson.

Louis-Philippe l'a fait général commandant la place de Paris, rendant ainsi justice à celui que la Restauration avait écarté et réduit à la demi-solde. Elle se vengeait de l'homme dont la brochure sincère sur *Lyon en 1817* avait dénoncé les intrigues du général Canuel dans cette ville et les encouragemens donnés par ce chouan aux agens provocateurs.

Le complot militaire de 1820, où l'on avait voulu à tort impliquer le général Fabvier, lui donna une autre occasion de faire éclater sa probité et son innocence. Acquitté par la Cour des pairs et devenu libre de combattre pour ses idées, il soutint en 1823 avec Armand Carrel la cause des constitutionnels espagnols, puis en 1827, celle des insurgés grecs.

Les deux années dernières, il s'était entièrement consacré à la duchesse de Frioul, dont il défendait les intérêts en France et à laquelle il servait de cicerone en Italie. La Reine le supplée ici dans ce dernier rôle ; elle sait si bien l'histoire d'Angleterre qu'elle en remontre partout aux guides, et corrige leurs bonimens.

Le général Fabvier désirant visiter l'arsenal de Woolwich, la Reine s'est adressée pour cela à sir Arthur Kempt, qui a répondu en envoyant avec un billet gracieux un laissez-passer. Il est assez plaisant que cette visite nous ait fait nous rencontrer avec trois carlistes de marque, le maréchal de Bourmont, le prince Charles de Broglie et le vicomte Berthier.

Le maréchal de Bourmont approche de la soixantaine. Son âge seul, sans parler de son passé, expliquerait l'attitude qu'il a prise de refuser le serment à Louis-Philippe et de renoncer à parcourir une nouvelle carrière sous le gouvernement de Juillet. On conçoit difficilement aussi quel emploi il pourrait tenir dans la France d'aujourd'hui et quel accueil les anciens militaires rentrés dans l'armée lui réserveraient. On connaît sa trahison en 1814, à la veille de Waterloo, et ce n'est pas la première de sa vie. Pour l'en récompenser, Louis XVIII lui donna le commandement d'une division de la garde. Charles X, qui s'ingéniait à choisir les noms les plus impopulaires pour en composer son gouvernement, le fit ministre de la Guerre en 1829. Dans

cette position, M. de Bourmont fut à même de préparer l'expédition d'Alger, sur laquelle il comptait pour se réhabiliter et qu'il se proposait de diriger en personne; son talent fut d'employer la haute autorité du duc de Raguse à vaincre les résistances que ce projet rencontrait dans les entourages du Duc d'Angoulême. Le maréchal Marmont ne doutait pas alors qu'il ne travaillât pour lui-même et que le commandement en chef du corps expéditionnaire ne lui fût destiné. Quand il comprit qu'il avait été joué, il laissa voir une colère plaisante, dont le général Fabvier fut témoin.

L'événement a montré depuis qu'une expédition n'est jamais si bien commandée que par celui qui en a concerté les détails, et que le rusé ministre avait été bien inspiré en se chargeant lui-même d'exécuter le plan qu'il avait préparé. En deux mois, il s'emparait d'Alger, de Bône, d'Oran, et devenait maréchal dans le temps même où le trône des Bourbons s'effondrait. La situation qu'il laissait au général Clauzel, pour le remplacer au mois de septembre dernier, n'était pas mauvaise, et vraiment pour un chouan, c'était bien finir que de donner une colonie au gouvernement du *juste-milieu*.

Nous ne pouvions donc nous étonner des égards que les Anglais lui témoignaient ni juger désobligeante leur offre de faire la visite en sa compagnie. Le général Fabvier a simplement répondu : « Merci, je ne suis pas de son régiment, » ce qui a beaucoup fait rire tout le monde.

VALÉRIE MASUYER.

TSING-TAO

ET

LA RUINE DE LA CULTURE ALLEMANDE

EN EXTRÊME-ORIENT

Quelle qu'ait pu être la satisfaction que nous avons ressentie, en apprenant que les Japonais, avec l'aide des Anglais, avaient pris Tsing-Tao, chassé les Allemands de leur puissante colonie chinoise de Kiaou-Tchéou, détruit des navires, des fortifications, capturé un riche port de commerce, mis la main sur d'importantes entreprises industrielles et commerciales dans la province du Chantoung; nous ne pouvons généralement point nous figurer le coup porté à l'Allemagne par le succès de ce siège.

Ce n'est pas seulement l'orgueil de nos ennemis qui est atteint : ils sont frappés dans leur commerce, ils voient disparaître une possession à laquelle ils avaient consacré sans compter le temps, l'argent, la plus vive sollicitude, depuis dix-sept années. Et le prestige des Allemands dans ce milieu chinois qu'ils espéraient en somme conquérir, et qu'ils avaient si profondément pénétré, est ruiné peut-être pour toujours. On s'en rendrait déjà compte en apprenant que le président du Reichstag avait jugé nécessaire d'envoyer à l'Empereur ses condoléances spéciales pour une semblable perte; en lisant d'autre part le commencement de la réponse télégraphique de Guillaume, dont l'amour-propre personnel a été durement frappé par un tel évé-

nement. « Tsing-Tao, disait-il, était un établissement modèle de culture allemande dans les mers lointaines. Il avait coûté bien des années de labeur. » On sent des larmes dans la voix du souverain déplorant la perte de cette possession, où la presse allemande avait voulu voir poindre une sorte d'« Allemagne asiatique, » et qui pouvait en effet être considérée comme le commencement d'une mainmise sur une des portions les plus richement dotées de l'Empire Chinois.

Nous ne voyons pas bien pourquoi c'était un modèle de *Deutsch Kultur;* mais nous reconnaissons que les Allemands possèdent certaines qualités qui peuvent être précieuses dans la mise en valeur d'une colonie, dans la création d'un établissement maritime, d'un centre commercial et industriel. Ces qualités sont la persévérance, la méthode, l'entêtement, l'audace raisonnée, l'habileté à risquer des capitaux dans des entreprises bien choisies. Et le succès de la colonie de Kiaou-Tchéou et de Tsing-Tao vient de ces qualités. En même temps, des ambitions politiques sont toujours associées aux ambitions commerciales dans les esprits germaniques; ambitions qui ont fait dépenser des sommes énormes dans l'aménagement de ce territoire, dans la construction des forts, tout aussi bien que dans le tracé et l'établissement de toutes pièces d'une ville moderne, dans la création de voies ferrées, etc.

Ce sont ces efforts et ces dépenses énormes qui justifient l'émotion de l'Empereur. Pour se l'expliquer pleinement, il est bon de connaître l'histoire complète du territoire en question. Aussi bien y trouvera-t-on un enseignement bon à suivre (dans de certaines limites s'entend) des méthodes raisonnées grâce auxquelles on met en valeur un pays nouvellement acquis à une occupation et à une exploitation européennes.

*
* *

Nous avons employé indifféremment le mot de territoire de Kiaou-Tchéou ou celui de Tsing-Tao. C'est que les deux choses sont indissolublement liées, Tsing-Tao étant la capitale commerciale et aussi le port militaire du territoire et son vrai centre. C'est par là que le territoire était utilisé, et que se faisait graduellement une confiscation de plus en plus effective de la riche province du Chantoung, que l'illustre voyageur et géographe allemand Von Richtoffen avait signalée, il y a bien longtemps,

à l'attention de ses compatriotes, comme un champ d'activité à ne pas perdre de vue.

Il est bon de se rappeler à ce propos que, pendant bien longtemps, l'Allemagne est demeurée réfractaire aux tendances et aux manifestations colonisatrices qui se manifestaient dans toute l'Europe. Depuis, elle en a rappelé, puisque, en une trentaine d'années, elle s'est arrondie d'un empire colonial de quelque deux millions et demi de kilomètres carrés! Au surplus, toutes ces acquisitions n'ont pas été fructueuses, tant s'en faut; et c'est une raison de plus pour que l'attention s'attache davantage au territoire de Kiaou-Tchéou. Durant des années, Bismarck s'était refusé à s'engager dans ce qu'il appelait les « aventures coloniales. » Le mouvement colonial allemand avait pourtant déjà débuté en 1871, puisqu'on avait songé alors à nous prendre l'Indo-Chine et même Pondichéry; mais Bismarck s'était moqué de ceux qu'il considérait comme des songe-creux : jusqu'en 1882 même, il se refusa à soutenir les ambitions coloniales et n'y consentit que sur des instances réitérées, en prenant la précaution de demander pour ainsi dire l'assentiment de la Grande-Bretagne, à propos de ce qui devait devenir le Sud-Ouest allemand. C'est l'enthousiasme du public, en même temps que les réclamations du grand commerce, de la haute banque, qui lui forcèrent la main. Le mouvement ne devait pas tarder à s'accentuer bien vite sous l'influence de quelques-unes de ces puissantes associations qui sont nombreuses en Allemagne, comme la Deutsche Kolonialverein et la Gesellschaft fur Deutsche Kolonisation. D'ailleurs, Bismarck en arriva pour ainsi dire à être plus royaliste que le roi, en préparant la prise du Togo et du Kameroun et en intervenant à propos du Congo. Peut-être a-t-il voulu prendre la direction du mouvement pour le canaliser, comme il avait espéré le faire, en matière de socialisme, par le socialisme d'État. C'est ce que laisse assez vraisemblablement supposer son discours de juin 1884 au Reichstag, où il manifestait son intention de n'agir officiellement que s'il existait des intérêts particuliers économiques déjà créés dans les parages où on lui réclamerait cette intervention. Sa conception devint irréalisable, comme sa lutte contre le socialisme.

Quand Guillaume II arriva au pouvoir, il ne pouvait manquer, à ce point de vue comme aux autres, d'agir personnellement; et cela lui paraissait d'autant moins difficile, qu'il devait satis-

faire de la sorte aux ambitions et aux réclamations de la puissante Kolonial Gesellschaft, résultat de la fusion des deux sociétés que nous avons citées plus haut. C'est sous son influence que le territoire de Kiaou-Tchéou a pris naissance... par une spoliation de la Chine.

Il y avait déjà longtemps que les projets d'implantation allemande en Chine avaient germé dans la tête de l'Empereur et le cerveau des militaires, aussi bien que des coloniaux. L'occupation préméditée devait répondre, comme nous l'avons laissé entendre, à des buts multiples. L'Allemagne souffrait de voir de grandes nations européennes comme la Grande-Bretagne ou la France détenir de vastes possessions en Extrême-Orient; il était temps qu'elle fût, elle aussi, représentée dans le monde extrême-oriental par des territoires importans où flotterait son drapeau. Au reste, ses commerçans avaient déjà trouvé ce chemin de la Chine pour des relations d'échanges sérieuses; il fallait les consolider, et aussi utiliser les capitaux de plus en plus abondans dans l'Empire à créer des exploitations industrielles, minières en particulier, dans ces régions si remarquablement étudiées par Richtoffen. On espérait de plus que ces capitaux trouveraient des emplois non moins rémunérateurs sous la forme de voies ferrées, qui faciliteraient encore l'introduction en Chine des marchandises allemandes, de la camelote à bon marché. Il y avait là une question de débouchés, en même temps qu'une question de domination guerrière.

* * *

Pendant toute l'année 1896, la flotte allemande avait longé le littoral chinois, étudiant les diverses baies où l'on pourrait créer un arsenal, un port de commerce, un appui pour les ambitions ultérieures, un point de pénétration pour le commerce. L'Angleterre observait, sans pouvoir s'opposer effectivement à la réalisation d'un projet qui allait l'atteindre, en créant une concurrence à son propre établissement de Weihaiwei. Se souvenant des indications données par Richtoffen et par d'autres explorateurs, les représentans du gouvernement allemand ne devaient pas tarder à jeter leur dévolu sur le Chantoung, à une distance assez faible de Tché-Fou, port extrêmement important et florissant du Nord de la Chine. Il est à remarquer que ce Richtoffen (qu'il faut encore mettre à contribution quand on

veut se renseigner sur les ressources de la plus grande partie de la Chine) avait expressément indiqué les avantages de la situation de Kiaou-Tchéou. Ce dernier port n'a pu être utilisé tel quel, par suite des transformations du matériel naval commercial ou militaire depuis trente ou quarante ans; mais la situation est restée toujours aussi bonne, étant donné que l'établissement maritime était créé, transporté à l'entrée de la baie, au lieu de demeurer plus au fond.

Un simple coup d'œil sur la carte montre les avantages de cette situation. On est à vingt heures par mer de Shanghaï, et à vingt-quatre heures de l'embouchure du Pei Ho, par conséquent de Tientsin, tout près de la capitale de l'Empire. L'immense presqu'île qui forme la plus grande partie de la province du Chantoung se trouve en face de la Corée, séparant le golfe du Petchili de la Mer-Jaune. L'importance prise par Tché-Fou, surtout avant la concurrence de Tsing-Tao, le choix que les Anglais ont fait à leur tour de l'emplacement de Weihaiwei, à l'extrémité de cette presqu'île du Chantoung, confirment l'excellence du choix des Allemands. Nous devons ajouter que le climat de cette province chinoise est considéré comme très sain, les épidémies qui frappent la population indigène sont le résultat de la misère et de l'absence de toutes connaissances hygiéniques; le thermomètre n'y descend pas très bas en hiver, et la chaleur est fort supportable en été.

On se trouve, quand on s'attaque commercialement au Chantoung, en face d'une population qui représente quelque trente millions de consommateurs possibles, répartis à raison de 175 à 180 habitans par kilomètre carré. Cette population est en somme laborieuse et tranquille; elle est massée sur divers points en grandes villes de plusieurs centaines de mille habitans, comme à Tsinan-Fou : ce point devait devenir un remarquable terminus (considéré comme provisoire) pour la voie ferrée de pénétration que l'on ne tarderait pas à construire, pour mettre le pays en coupe réglée au profit des industriels et commerçans allemands. Sans doute les voies de communication n'étaient pas abondantes, mais il en est ainsi dans toute la Chine. Les champs, les vergers, les fermes indigènes qui émaillent le pays promettaient des produits divers d'exportation. L'arachide, en particulier, devait fournir de la matière première pour ces industries oléicoles qui prennent tant d'importance dans nos régions euro-

péennes, et manquent de produits à transformer. Dès longtemps les explorateurs, et spécialement Richtoffen, avaient reconnu l'existence de houille et de minerai de fer abondans dans cette province. Il serait assez facile de dériver vers un nouvel établissement bien organisé une bonne partie du mouvement commercial qui se faisait par d'autres points de la côte.

La prise de possession ne fut ni difficile ni longue. Elle s'accomplit avec la brutalité qui est le principe d'action du Germain, quand il n'a pas affaire à quelqu'un sûrement plus fort que lui, auquel cas il adopte la duplicité et la servilité. Le 14 novembre 1897, arrivait en face de l'entrée de la baie de Kiaou-Tchéou le contre-amiral Von Diedrichs, à la tête de quatre navires. Le lendemain, il les faisait mouiller en position de combat, de bombardement des forts chinois soi-disant destinés à défendre la baie et le port. Et le lendemain matin, il envoyait un ultimatum au commandant de la place, un général chinois qui avait sous ses ordres d'assez bonnes troupes bien armées. L'ultimatum lui intimait l'ordre d'évacuer les forts et la ville dans les trois heures. Le général obéit pacifiquement à cet ordre. Ses troupes gagnèrent d'abord les collines qui bordent la baie et la rade ; mais, sans ordres supérieurs, elles abandonnèrent complètement le pays aux Allemands, qui arborèrent solennellement leur pavillon.

*
* *

Il avait pourtant fallu un prétexte à cette prise de possession : on avait argué de ce que, au commencement de novembre, deux missionnaires allemands avaient été tués dans l'intérieur de la province. On s'était bien gardé de demander une satisfaction, la punition des assassins : on entendait se payer soi-même, en choisissant le meilleur morceau à prendre. L'opération avait été menée rondement, après avoir été étudiée longuement et mûrement : toujours l'attaque brusquée. Et le contre-amiral en fut récompensé par le grade de vice-amiral, dès le 23 du mois.

Ce qui prouvait que les ambitions politiques allaient ici de pair avec les visées commerciales, c'est qu'immédiatement l'Allemagne créait une puissante escadre dans les mers de Chine : elle avait sa base d'opérations, qui allait du reste permettre à l'Empire de développer ses possessions dans le Pacifique. Nous

n'avons point à nous en occuper; mais nous devons noter que bien vite l'Empereur envoya son propre frère, le contre-amiral prince Henri de Prusse, en ambassadeur auprès de l'empereur de la Chine, pour lui faire reconnaître la prise de possession violente d'une de ses provinces, et surtout pour obtenir de lui des concessions encore plus considérables.

Il s'agissait en effet de donner de l'air à l'établissement de Kiaou-Tchéou, de se ménager une situation privilégiée dans le Chantoung, objet des ambitions industrielles et commerciales de l'Allemagne. C'est le 6 mars 1898 que le traité fut signé avec la Chine, ou plus exactement imposé à elle : le fait est que, dès le courant de décembre, on avait envoyé d'urgence sur Tsing-Tao, porte d'entrée de la baie et du territoire, un corps d'occupation permanent composé d'infanterie et d'artillerie, à même de relever le corps de débarquement fourni par les navires de guerre. En février, était parti d'Allemagne un capitaine de vaisseau nommé gouverneur militaire, qui allait prendre en main les transformations complètes qu'on entendait apporter à la nouvelle possession; nous ne disons pas colonie, et cela volontairement, parce que le territoire de Kiaou-Tchéou, en raison de son importance, n'a pas été passé au Département colonial, mais est demeuré sous l'autorité du Département de la Marine.

Les clauses du traité imposé à la Chine lui donnaient une importance encore plus grande. C'est que son étendue réelle dépassait ses limites officielles. En effet, le traité avait cédé à bail (bail renouvelable) pour une durée nominale de quatre-vingt-dix-neuf ans, toute la baie de Kiaou-Tchéou avec les îles s'y trouvant; à mer haute, elle a 22 kilomètres de diamètre environ, puisqu'elle est sensiblement circulaire; à mer basse, elle en a encore un peu plus de 18. Les fonds y sont excellens; le tirant d'eau atteint 10 mètres à l'entrée, et même 15 à 20 mètres au centre et le long de sa rive Est, qui est rapide, de telle sorte que des navires de forte taille peuvent aisément s'ancrer le long du littoral. Celui-ci est dominé par des hauteurs atteignant jusqu'à 100 mètres, ce qui permet d'installer des batteries défendant la baie et son entrée, dans un certain secteur tout au moins. On avait négligé complètement le port même et la ville de Kiaou-Tchéou, parce qu'ils avaient perdu une bonne partie de leur importance; mais une clause complémentaire

les rendait inutilisables contre l'établissement allemand, comme nous allons le voir. La cession à bail, ce qui était autrement intéressant, portait sur Tsing-Tao, petit port et modeste village chinois dont l'importance était à peu près nulle, mais dont les représentans de l'Allemagne avaient prévu le rôle à venir. Et comme ce Tsing-Tao se trouve à l'extrémité d'une péninsule formant un des deux bras qui enserrent la baie, l'Allemagne prenait possession de toute la presqu'île jusqu'à une rivière appelée Pai-Chao, au Nord, et à une ligne perpendiculaire à la côte et à la frontière Nord du territoire; de manière à englober tout un massif montagneux qui permet de défendre et de bien isoler Tsing-Tao. Le terrain avait été étudié à l'avance, comme on voit.

La protection de l'Empire couvrait également la presqu'île de Haïhsi, au Sud de la baie, en face de la pointe où se trouvait Tsing-Tao; seconde presqu'île qui n'était pas importante par elle-même, mais parce qu'elle permettait de défendre puissamment sur l'autre rive l'entrée de la baie. Enfin, bien entendu, la cession à bail comprenait des îles même au Sud de Tsing-Tao, que l'Allemagne avait considérées comme nécessaires à la défense de l'entrée des futurs arsenal et port de Tsing-Tao. Il y avait mieux encore, puisque le territoire du protectorat proprement dit était entouré d'une zone neutralisée de 60 kilomètres de large, qui n'était qu'une véritable extension de ce protectorat. Dans cette zone, les autorités chinoises ne pouvaient pas prescrire de mesures importantes sans obtenir, au préalable, l'assentiment de l'Allemagne.

Non seulement le territoire auquel on s'attaquait et la grande et puissante province de Chantoung devaient former un hinterland pour le nouveau port; mais encore la baie de Kiaou-Tchéou et surtout le nouvel établissement que l'on créerait à Tsing-Tao formeraient une base stratégique de première valeur. Il était vraisemblable, au surplus, que les Allemands ne chercheraient pas à tirer parti directement de toute la baie; ils établiraient des ouvrages nouveaux à Tsing-Tao même.

Cependant, cette baie pouvait fournir un abri pour les navires de commerce et les navires de guerre. Sans doute des bancs de sable s'y sont-ils formés, mais l'entrée, large de 2 kilomètres, est généralement commode; on pouvait en compléter aisément l'éclairage, qui avait déjà été tenté par le

gouvernement chinois. Ce qui est précieux, grâce au climat de cette partie de la Chine, c'est que l'intérieur de la baie est généralement libre de glaces. A la vérité, on y eut une surprise pénible, en ce que l'on constata que le mouillage qui se trouvait à l'intérieur de la baie était presque intenable en hiver, sous l'influence des vents du Nord. Il fallait alors que les navires allassent mouiller à deux ou trois kilomètres de la côte, pour ainsi dire en pleine mer; et c'est surtout afin de remédier à cet inconvénient que d'immenses travaux ont été faits à Tsing-Tao.

Toute la série de collines qui dominent les mouillages le long du front de mer, et qui ont été affublées de noms allemands, pouvaient assurer dans de très bonnes conditions la défense de ce front de mer, en même temps que celle du front de terre. Les îles qui se trouvaient en face de la ville devaient contribuer à fournir un abri à la navigation. On avait en vue un port de commerce, qui devait être un port franc, pour permettre l'exploitation du riche hinterland du Chantoung, sans qu'on eût aucunement l'ambition de faire de cette nouvelle colonie une colonie de peuplement. On entendait, d'autre part, résoudre, avant même la question commerciale, la question militaire, en faisant de Tsing-Tao et du territoire de Kiaou-Tchéou un point d'appui pour la flotte allemande en Extrême-Orient. L'Empereur avait l'ambition d'y créer un arsenal susceptible d'être comparé à celui de Hong-Kong. Et, avant tout, on avait construit des forts, des casernes, des ouvrages militaires de toutes sortes.

Ce qui montrait bien ce qu'on attendait, au point de vue naval et militaire, de cette base de Kiaou-Tchéou, c'est que les dépenses y ont été faites sans compter. On avait eu soin, nous l'avons dit, de ne pas confier le nouveau protectorat à l'Office colonial allemand : il a toujours relevé exclusivement du Département militaire de la Marine, tout comme les ports de guerre de la métropole. Un capitaine de vaisseau complètement indépendant exerçait les fonctions de gouverneur; il était appuyé d'un Conseil de gouvernement, comprenant d'une part, et bien entendu, les chefs des services administratifs, de l'autre, les représentans de l'élément civil, au nombre de trois, et nommés pour un an. Deux seulement de ces représentans de l'élément civil étaient élus : l'un par les maisons de com-

merce européennes de la colonie, l'autre par les propriétaires fonciers payant une certaine somme d'impositions. Le territoire était divisé en trois districts, dans l'administration desquels on avait laissé une certaine part à l'élément indigène.

Il faut reconnaître que l'administration était bien comprise : on avait constitué une série de conseils, commissions, comités, soit des écoles, soit des impôts, soit de la puissance publique. On avait constitué des tribunaux, composés d'un magistrat de métier et de deux ou quatre assesseurs, pris parmi les négocians ou les employés de commerce. Les indigènes chinois étaient jugés d'après le droit chinois même; certaines peines avaient été supprimées, mais on avait conservé la bastonnade.

Des mesures avaient été prises pour établir des relations aussi intimes que possible entre le nouveau protectorat et la province chinoise dans laquelle il était enclavé, le Chantoung. Le personnel officiel allemand avait eu soin de se mettre dans les bonnes grâces du gouverneur de la province, et avait employé pour cela le moyen qui pouvait le mieux réussir : il l'avait intéressé au succès des entreprises commerciales et industrielles tentées par les capitaux allemands, en lui remettant un nombre d'actions assez élevé de la Compagnie de chemins de fer qui se fondait. Pour favoriser les relations commerciales avec les indigènes, on avait eu soin d'obtenir du vice-roi l'autorisation d'organiser quelques écoles en dehors du territoire de protectorat, écoles où une partie de l'instruction devait être donnée en langue allemande. Ces écoles étaient sous l'autorité de l'Allemagne, en ce sens qu'elle nommait les maîtres allemands, tout au moins.

*
* *

Nous avons parlé de chemins de fer, et le fait est que les Allemands, au moment même où ils se faisaient accorder le protectorat, obtenaient une concession de voies ferrées dans la région qu'ils avaient plus spécialement en vue, et qu'ils espéraient absorber par l'intermédiaire du port de Tsing-Tao. Il s'agissait d'une ligne ferrée d'un développement de 450 kilomètres qui joignait Tsing-Tao à Tsinan-Fou, en traversant d'abord tout le territoire du protectorat et de la zone neutralisée, pour passer à Ma-Tsi, puis à Tchang-Tien; un embranchement devait être lancé sur des mines, des gisemens de charbon

que l'on avait reconnus, et qui ne devaient pas tarder à être exploités.

En effet, dans les nombreuses concessions que l'Allemagne avait eu l'habileté de se faire accorder par la Chine, il y avait notamment le droit d'exploiter les mines sur une bande de terrain large de 15 kilomètres, de chaque côté de la ligne ferrée devant atteindre Tsinan-Fou. Les recherches faites antérieurement par les explorateurs, les ingénieurs, les missionnaires allemands, à l'affût de ce qui pouvait développer la puissance commerciale et industrielle allemande, avaient identifié des gisemens houillers importans dans la province du Chantoung, en même temps que des gisemens de minerai de fer; gisemens qui, à ces deux points de vue, semblaient se continuer dans la province voisine de Chan-Si.

La mise à profit de ces concessions diverses, l'établissement d'une base nouvelle considérable, puissante, bien armée, bien défendue, en même temps que la mise en valeur et du territoire du proteclorat et de la province sur laquelle on voulait agir, suivirent rapidement. Des dépenses considérables furent engagées. L'Empire fournissait et a toujours fourni largement les fonds, puisque, en 1901 par exemple, à une époque où cette mise en valeur commençait déjà à se manifester, le budget de la colonie s'élevait à peu près à 14 millions de francs : il était composé, pour quelque 13 millions 1/2, d'une subvention de l'Empire. En quatre années seulement, les dépenses faites pour créer l'arsenal, le port de guerre, atteignirent une cinquantaine de millions. Des capitaux privés avaient été apportés par des Compagnies, pour profiter des concessions commerciales ou industrielles accordées par le gouvernement chinois, et pour donner au port de commerce l'importance qu'on en espérait.

Un conseiller de légation allemand, M. Von Kœnig, étudiait avec satisfaction, en 1907, le développement économique, commercial et financier des colonies allemandes, et il ne manquait pas de consacrer quelques pages à la Possession de Kiaou-Tchéou. Il montrait que, au commencement de 1907, on était déjà arrivé à dépenser beaucoup plus de 125 millions pour ce protectorat, du fait seul des sommes engagées par le gouvernement. On ne pouvait, du reste, pas séparer, dans les budgets officiels, les dépenses purement militaires des dépenses

civiles; elles allaient de pair, puisque tout ce qu'on avait fait comme port, comme réorganisation de la ville, etc., avait eu, avant tout, un but de domination, d'emprise allemande.

Si nous avions examiné un budget moyen aux environs de l'époque où écrivait M. Von Kœnig, nous aurions pu tabler sur un total de dépenses de douze millions et demi de marks (ce qui fait bien près de seize millions de francs): les dépenses ordinaires de l'administration militaire étaient de 1 800 000 marks, sans parler de deux millions et demi affectés au personnel de l'établissement militaire. On comptait, d'autre part, un peu plus de trois millions et demi de marks pour les dépenses extraordinaires consacrées à la construction des ports, dix millions pour la construction de la ville, autant pour les maisons ouvrières dépendant de cette reconstitution, 800 000 marks pour l'armement et l'amélioration des forteresses. Tout cela laissait entendre que les préoccupations militaires tenaient la première place dans le budget et dans la vie du Protectorat.

Ce qui n'empêchait pas, comme nous le verrons, les échanges, l'introduction de marchandises allemandes, l'exportation des produits du territoire et surtout de la province voisine, de se développer puissamment à l'aide des installations créées.

*
* *

Le plan adopté pour le nouveau port de Tsing-Tao est des plus intéressans; il a donné de beaux résultats. On a établi ce nouveau port, qui est en réalité double, dans la partie occidentale de la baie. Si on contourne l'extrémité de la presqu'île sur laquelle Tsing-Tao est construit (nous entendons la nouvelle ville), et si on passe du Sud à l'Ouest, on va trouver d'abord le petit port destiné aux jonques et aux navires de tirant d'eau réduit; cette destination spéciale n'a point empêché de munir les quais du port, des engins voulus pour la manutention des marchandises. En allant plus loin, on rencontre le grand port, établi tout à fait artificiellement à l'abri de deux môles, et aussi le dock de carénage. Il a été construit à l'aide de blocs naturels et de blocs en béton, les môles formant deux branches d'un gigantesque fer à cheval. Ces deux môles ont un développement de quelque 5 kilomètres, et une largeur de 5 mètres à la base; ils dominent l'eau de $2^{m},50$. Entre les deux points où

ils se relient à la côte, il a fallu opérer un immense travail de remblayage, permettant d'établir, le long du littoral, un terre-plein qui a donné le moyen de reporter les quais par des profondeurs d'eau très considérables; on a comblé, en arrière de ces quais, à l'aide des sables et de vases recueillis durant les dragages effectués dans le chenal de l'entrée du port; ce chenal a été porté à une profondeur de 10 mètres à mer basse, de manière à répondre aux besoins des plus grands navires qu'on soit exposé à recevoir dans ces mers.

Le plan primitif a prévu l'établissement, à l'intérieur de cette rade artificielle, de 40 grandes darses destinées soit au commerce, soit aux dépôts de charbon, de pétrole, soit à la marine de guerre exclusivement. La pierre ne manquait point pour exécuter les travaux; on s'est contenté de s'attaquer à l'une des parties des collines qui dominent la ville, et que l'on avait reliées par chemin de fer aux travaux du port. Bien entendu, on a élevé deux grands phares pour éclairer l'accès de la rade. On a rapidement doté le port d'appareils perfectionnés pour l'embarquement des charbons provenant des exploitations minières allemandes de l'intérieur de la province. C'est donc une installation maritime de premier ordre que les Allemands viennent de perdre.

Ce qui devait aider puissamment le port commercial à prendre un développement des plus sérieux, ce n'est pas seulement la voie ferrée qui allait très rapidement le relier à certains centres industriels nouveaux, et aux régions indigènes de la province du Chantoung; c'est aussi ce fait, que, avec une compréhension très claire des nécessités économiques et commerciales, on n'a pas tardé à faire de Tsing-Tao un port franc. On a décidé d'admettre en franchise de droits toutes les marchandises, quelle que fût leur origine. Dans le courant de l'année 1899, le gouvernement a signé, avec le gouvernement chinois, une Convention douanière, en vertu de laquelle les marchandises importées à destination de la Chine et traversant seulement le territoire du protectorat, ne devaient payer que les taxes douanières chinoises. Pour les marchandises d'origine chinoise provenant d'un port chinois et débarquant à Tsing-Tao à destination de la Chine, il n'était perçu que la moitié des droits. Quant aux marchandises importées pour les besoins du territoire même, elles étaient admises en franchise, et aucun

droit d'exportation ne les frappait quand elles sortaient de Tsing-Tao. Les marchandises européennes ou chinoises provenant d'un port à traité chinois, bénéficiaient de la franchise complète. Pour simplifier les choses, quand des marchandises étaient importées à destination de la Chine, grâce à un bureau de douanes chinoises, dirigé du reste par un Allemand, et doté d'un personnel allemand, les taxes douanières chinoises pouvaient être payées immédiatement : ce qui permettait à ces marchandises de prendre le chemin de fer, de pénétrer en Chine, sans être arrêtées, ralenties, immobilisées à la frontière.

Le but principal avait été de créer un port libre et sans formalités douanières à la frontière de l'hinterland.

***

Pour se débarrasser des défauts et des dangers que présentaient Tsing-Tao et les agglomérations indigènes environnantes, le gouvernement a fait raser toute l'ancienne petite agglomération et a créé de toutes pièces, un peu à la façon américaine, une ville modèle, d'où l'on a refoulé à une certaine distance ce qu'on peut appeler la banlieue indigène. C'était l'application des façons méthodiques qui sont coutumières aux Allemands, et qui souvent donnent de bons résultats.

Les Chinois, au nombre de plusieurs milliers, qui habitaient auparavant la région où l'on voulait créer la nouvelle ville, reçurent l'ordre d'aller s'établir dans le Nord-Est, où ils furent obligés d'installer une agglomération indigène suivant un plan dressé par l'administration. Celle-ci ne s'était point fait faute de suivre les erremens ordinaires du caporalisme prussien; les moindres détails avaient été prévus. Il était d'autant moins difficile de faire de la nouvelle ville une capitale hygiénique, que le climat de cette partie du Chantoung est réellement favorable aux Européens. La température moyenne descend sans doute aux environs de — 3 degrés en décembre et même — 4 degrés en février, mais elle ne dépasse pas 24 à 25 degrés en juillet et en août, pour redescendre ensuite graduellement en septembre et en octobre. La chaleur est forte, mais elle peut se supporter facilement; l'hiver est assez rude, mais sans rien de trop pénible; le mois d'octobre est particulièrement beau; et Tsing-Tao était devenu une résidence de repos pour une bonne partie des Européens habitant la Chine. Certes, les arbres

n'étaient guère abondans dans cette province; mais il semble que ce soit surtout parce que l'on n'a pas songé à boiser, ni à reboiser. Comme toujours, la conséquence a été de raviner, d'emporter la terre végétale.

Mais l'administration allemande, au début de l'occupation du territoire, eut soin de regazonner, de replanter, de reboiser dans toute la région de Tsing-Tao et des environs. On a créé un service des Eaux et Forêts, qui a fait des semis sur les diverses collines, de façon à maintenir les terres, à améliorer le régime des torrens, à rendre le pays plus agréable. Ces efforts devaient sûrement réussir, dans une province où les agriculteurs chinois savent faire venir les arbres fruitiers les plus divers, cerisiers, pruniers, poiriers, pêchers, même la vigne. Ces plantations faisaient partie du plan d'aménagement de la ville nouvelle; et il est tout à fait curieux et caractéristique de constater l'ardeur avec laquelle ce plan a été exécuté en ménageant l'avenir, en créant de façon immédiate une grande ville agréable à habiter, bien distribuée, très saine.

On avait commencé, bien entendu, par dresser des plans cadastraux, et par faire des levés topographiques de l'emplacement même de la nouvelle ville et de ses environs immédiats. Si l'on avait jugé nécessaire d'adopter l'emplacement de l'ancienne agglomération, c'est qu'elle se trouvait dans une situation des plus agréables, choisie un peu instinctivement par les constructeurs chinois sur les premiers contreforts de la montagne.

Toutes les anciennes maisons, tous les édifices même publics ont été démolis, sauf l'ancien *yamen* du *taotaï*, transformé en bureau du gouvernement, sauf également un ancien temple, que l'on a conservé pour la couleur locale, puisqu'il était abandonné par les bonzes. Sur une circonférence de plusieur kilomètres, tout a été jeté bas.

D'après le plan adopté, cette nouvelle ville de Tsing-Tao devait s'étendre de la baie appelée d'Argona, jusqu'au petit port dont nous avons parlé plus haut et à la colline portant le nom de l'amiral auquel l'Empire allemand devait la conquête facile de ce nouveau territoire. Pour rendre la ville plus agréable, plus saine, l'administration avait décidé que le nombre des étages d'aucune construction ne pourrait dépasser trois; elle avait de plus spécifié que la superficie non bâtie devrait être au moins de 45 pour 100 de la surface totale des

terrains achetés par les particuliers en vue de construire. Comme, d'autre part, les quartiers étaient tous percés de larges avenues, aboutissant généralement à une promenade établie en bordure de la mer, l'aération de la ville pouvait se faire dans les meilleures conditions. Toutes les habitations devaient être construites en pierre de taille, au moins dans le quartier européen, pierre de taille fournie par la colline portant le nom de Bismarck.

Les premières constructions s'élevèrent d'autant plus vite qu'une bonne partie des travaux, même particuliers, ont été exécutés par une entreprise générale de construction. Quant aux édifices officiels, ils ont été édifiés en très grande partie par le personnel militaire. Ils ont compris immédiatement un hôtel du gouvernement, un tribunal, une école, deux églises, deux grandes casernes situées dans l'Est de la ville, un quartier d'artillerie, une série de bâtimens administratifs des plus divers, un hôpital, une poudrière, un dépôt de munitions, un magasin d'approvisionnemens, etc. Un représentant de la Belgique, M. de Gaissier, signalait, il y a déjà plusieurs années, Tsing-Tao avec ses larges rues bien tracées, bien établies et bien entretenues, comme un des jolis points de la côte du Nord; il y montrait l'agrément de la vue s'étendant sur la baie et sur les montagnes reboisées par les Allemands; il insistait sur la brise qui vient des montagnes et tempère les chaleurs estivales. Et, ce qui est tristement humoristique à l'heure où nous écrivons ces lignes, il disait que Tsing-Tao était « en train de devenir l'Ostende de la Chine, » le rendez-vous des résidens européens en quête de repos et de fraîcheur relative.

La partie Sud de la ville a été réservée aux Européens; ses deux artères principales portaient les noms caractéristiques de Kaiser Wilhelmstrasse et de Friedrichstrasse. Ces deux grandes rues parallèles sont perpendiculaires à la mer; à l'extrémité Ouest de la première se trouvaient les plus grandes maisons de commerce, en grande partie allemandes; leurs entrepôts et magasins se raccordaient à la ligne ferrée dont nous parlerons tout à l'heure, et dont nous avons déjà dit un mot : elle avait pour mission de mettre le Chantoung en coupe réglée, sous la dépendance germanique. Le quartier chinois se trouvait, et se trouve encore, à l'extrémité opposée de la seconde rue; ce quartier est chinois par ses habitans, mais non point par ses

maisons, construites à l'européenne suivant les règles de l'hygiène. Il va sans dire que ces maisons coûtent cher et ne sont point accessibles aux humbles travailleurs, relégués dans des villages éloignés.

On avait donné à la ville un aspect nettement allemand. Les règlemens de voirie, par exemple, étaient très sévères. Tsing-Tao avait été approvisionnée largement de bonne eau potable; un système d'égouts avait été établi. Dès le mois de mars 1900, la ville était éclairée à l'électricité; bien avant même, un réseau téléphonique avait été construit; on n'avait pas oublié de créer, pour cette station, deux magnifiques hôtels bien aménagés.

Nous avons fait allusion, il y a un instant, aux conditions de vente aux particuliers des terrains de la ville, pour constructions privées. Dans cette question foncière, les Allemands avaient apporté une méthode très louable, doublée d'une réglementation très stricte, très dure, qui a eu de sérieux avantages, en empêchant des spéculations trop marquées de la part des premiers arrivés, et qui auraient ensuite tenu la dragée trop haute à ceux qui auraient voulu construire des maisons dans le périmètre de Tsing-Tao.

Tout d'abord, le gouverneur, dès la prise de possession du territoire, avait décidé que les propriétaires chinois ne pourraient vendre leurs terres à personne autre que le gouvernement allemand lui-même, les prix de vente devant être les prix usuels en vigueur avant l'arrivée des Européens. Cela permettait à l'administration d'acquérir à bon marché tous les terrains qui lui paraissaient convenables pour la création de la ville, de ne conserver que ce qui serait nécessaire soit aux fortifications, soit aux monumens publics, aux voies de communication, et de céder le reste aux acquéreurs particuliers qui se présenteraient. C'était sans doute très tyrannique à l'égard de la population indigène; mais la population immigrée n'a eu guère qu'à se louer de ce procédé.

Il ne faut pas perdre de vue que ces méthodes d'autorité ont quelque raison d'être, quand on arrive dans un pays neuf, peu civilisé relativement, où les titres de propriété manquent d'ordinaire. Ici, en particulier, on ne pouvait point trouver de pièces officielles établissant l'existence, la délimitation des parcelles cédées par les propriétaires chinois (sous réserve de

la souveraineté directe de l'empereur de la Chine comme de juste). Notons, détail typique du soin avec lequel toutes ces choses ont été faites, que, dans les relations entre le gouvernement acheteur et les propriétaires indigènes vendeurs, il était entendu que, jusqu'au moment du paiement du prix d'achat, le paysan restait propriétaire du terrain; il en récoltait les produits comme un usager.

De façon générale, le prix d'achat n'a guère dépassé 75 marks au *mow*, ce qui correspond à environ 660 mètres carrés. Les achats officiels ont porté sur une superficie de 2 500 hectares. Il avait été pris un règlement général foncier. Il a été décidé que, de temps à autre, le gouvernement ferait procéder à la vente de terrains en fixant un prix minimum d'achat; la parcelle mise aux enchères était adjugée naturellement au plus fort enchérisseur. Au cas où celui-ci voudrait revendre le terrain entier ou une partie, il devait en avertir l'administration, en faisant connaître le montant du prix offert et en défalquant la valeur des immeubles. Le gouvernement se réservait le droit de préemption. Au cas où il n'en faisait pas usage, il prélevait sur la vente un tiers du montant de la plus-value : ce qui est un peu l'application des doctrines socialistes sur la fameuse plus-value.

Comme nous le disions tout à l'heure, le gouvernement gardait toujours son droit de contrôle sur les constructions, en tenant la main à ce qu'elles fussent exécutées conformément aux plans adoptés et d'après les règles d'hygiène, de voirie et autres arrêtées par l'administratiou. Nous pourrions ajouter encore, bien que cela se rapporte plutôt aux pratiques économiques et fiscales du gouvernement allemand en général, que, tous les trois ans, il était procédé à une estimation des terrains à bâtir, tout simplement parce que l'administration prélevait, comme contribution foncière, 6 pour 100 de la valeur estimative de toutes les parcelles vendues comme terrains à bâtir.

On ne saurait trop insister sur la méthode avec laquelle les Allemands ont mis en état leur belle colonie de Kiaou-Tchéou : tout comme en matière commerciale, on y trouve des exemples en partie bons à suivre. Encore durant l'année 1913, il ne s'est pas bâti moins de 500 constructions de toute espèce, sur le territoire de la ville de Tsing-Tao : et cela comme conséquence même de l'état de plus en plus florissant de cette ville, et de tout le territoire de Kiaou-Tchéou.

*
* *

Pour nous rendre compte de ce développement considérable, il faut, tout à la fois, interroger les résultats de l'exploitation de la ligne ferrée construite entre Tsing-Tao et le centre de la province du Chantoung, examiner ce que donnaient les mines de charbon exploitées par une filiale de la Compagnie des chemins de fer, et jeter un coup d'œil sur le développement et le mouvement des échanges du port de commerce, enfin étudier toute la situation économique, industrielle et commerciale.

Étant donnés les efforts de l'Allemagne, les progrès considérables faits par ses compagnies de navigation; les espérances qui s'étaient manifestées immédiatement au sujet de l'avenir du territoire de Kiaou-Tchéou et de la mise en coupe réglée de la province du Chantoung; il ne fallut pas attendre longtemps pour que le port de Tsing-Tao, encore à l'état primitif, fût en relations régulières avec les ports de la métropole sous pavillon allemand. En 1901, le fameux directeur de la Compagnie Hambourgeoise-Américaine, le docteur Ballin, était venu visiter la baie de Kiaou-Tchéou et Tsing-Tao, et il n'avait pas tardé à prolonger un service maritime sur Shanghaï par une ligne spéciale gagnant Kiaou-Tchéou, puis Tientsin. La ligne subventionnée des paquebots postaux impériaux avait été prolongée sur Tsing-Tao; on n'avait pas été long à en décider de même pour la ligne nouvellement créée de Shanghaï. Des lignes allemandes avaient été également établies pour relier plusieurs ports chinois à Tsing-Tao. Toujours pour en tirer des communications faciles, qui ont une telle influence sur les relations commerciales, on dépensa sans hésiter des millions à établir des câbles télégraphiques sous-marins de Tsing-Tao à Shanghaï et à Tché-Fou.

Les lignes de navigation devaient être continuées logiquement par une ligne ferrée à l'intérieur du pays. On voulait en effet la pénétration des marchandises et des marchands de Tsing-Tao jusque dans le cœur de la province, de façon, en particulier, à faire concurrence au port voisin de Tché-Fou et aussi au port essentiellement anglais de Weihaiwei : c'est contre l'influence anglaise que les Allemands ont entendu lutter bien avant la guerre actuelle.

La ligne ferrée à établir assurerait en même temps l'exportation des produits donnés par les entreprises qu'on avait

l'intention de lancer. Les communications primitives étaient tout à fait précaires; on ne trouvait que des sentiers ou des pistes, tout au plus une route où circulaient difficilement, même pendant la belle saison, les chariots à roues de bois caractéristiques de la Chine. Quant aux fleuves, aux cours d'eau divers que l'on trouve dans cette région, et qui sont le plus souvent obstrués par des sables, ils sont inutilisables pour les transports.

On sait dans quel état d'abandon les Chinois ont, depuis bien longtemps, laissé tomber les canaux qu'ils avaient autrefois fort intelligemment creusés pour la navigation des chalands; rien n'était fait pour entretenir la cuvette de ces canaux; et la circulation des embarcations se poursuivait très difficilement, très lentement.

Avant de créer, avec l'aide d'une Société financière, la grande ligne ferrée qui devait mettre en exploitation facile la province, en se substituant sans peine à tous ces moyens de transport primitifs, les Allemands avaient minutieusement étudié les courans de transports dans la région; et ils ont adopté un tracé correspondant à peu près à ces courans naturels, de l'intérieur vers la côte ou inversement; ce qui avait permis de prévoir immédiatement que la ligne ferrée nouvelle drainerait le principal mouvement commercial des centres de l'intérieur vers Kiaou-Tchéou, au grand détriment de Tché-Fou et de Weihaiwei.

Les capitalistes et les industriels allemands ont toujours été disposés à seconder le gouvernement dans la mise en exploitation des pays conquis, par suite de cette alliance continuelle du commerce, de l'industrie et de la politique guerrière, si caractéristique de la mentalité allemande. Dès la prise de possession du territoire de Kiaou-Tchéou, on a vu se fonder un syndicat, dit Syndicat pour l'exploitation économique de Kiaou-Tchéou et de son hinterland. Il avait des buts multiples, puisque, d'après ses statuts mêmes, il était destiné à organiser des entreprises minières, aussi bien qu'à acquérir ou à construire des voies ferrées, à exécuter des travaux de port, à créer des établissemens industriels, à faire le commerce des marchandises, etc. Ce syndicat était fort appuyé par le gouvernement : il obtint rapidement la concession des voies ferrées du Chantoung.

Immédiatement il constitua une société filiale, se spécialisant dans les chemins de fer, qui prit le nom de *Société des chemins de fer du Chantoung pour la construction et l'exploitation du réseau concédé*. Son siège était à Tsing-Tao même, et son capital atteignait 67 millions et demi de francs. En octobre 1899, elle s'engagea à construire, dans les cinq années, une ligne de Tsing-Tao à Tsinan-Fou, capitale du Chantoung ; cette ligne devait passer par Weihsien, à 180 kilomètres de Tsing-Tao, et cette portion de la ligne devait être terminée en 1902. Il est bon de se rappeler que Weihsien est un des nœuds des communications naturelles de la province du Chantoung.

D'ailleurs, on avait prévu immédiatement deux embranchemens se reliant à cette ligne principale. L'un devait desservir Pochan, où des gisemens de houille avaient été autrefois reconnus par le fameux géologue allemand Richtoffen ; ces gisemens allaient être bien vite mis en exploitation. Un autre embranchement devait desservir un second bassin houiller, situé à 16 kilomètres au Sud de Weihsien : ici encore, le géologue allemand avait identifié des gisemens de houille très précieux. Le réseau se compléterait plus tard par une ligne allant de Tsing-Tao à Itchou-Fou, centre minier beaucoup plus riche encore en houille que les deux précédens ; enfin, ce point de Itchou-Fou devait être relié par une ligne ferrée à Tsinan-Fou, ce qui allait doter toute la province d'un réseau ferré très important, très bien établi, correspondant aux besoins naturels.

Ce qui prouve bien l'ampleur que les Allemands entendaient donner à ce réseau ferré de mise en exploitation de cette portion de la Chine, c'est qu'il avait été prévu que les lignes, non seulement seraient construites à voie normale, mais encore pourraient être doublées ultérieurement. L'Empire allemand s'était réservé droit de rachat de cette concession pour la ligne principale et, au bout de soixante années, la Compagnie exploitante devait amortir la ligne, dès que son bénéfice dépasserait 5 pour 100.

Les travaux ont été exécutés très vite, pour répondre au désir de l'Empereur. Dès la fin de l'année 1900, la ligne était à peu près complètement achevée jusqu'à Kiaou-Tchéou (puisque le tracé desservait naturellement cet ancien port) ; on avait employé à l'établissement de la ligne un nombreux personnel

chinois, sous les ordres d'ingénieurs et de contremaîtres allemands; ce personnel était formé par une école spécialement créée à cette intention. Dans le courant de septembre 1901, la ligne était prolongée jusqu'à Kaumi ; ce parcours nécessitait cinq heures, la longueur du trajet étant de 100 kilomètres.

Les Allemands ont coutume de faire solide, et c'est dans ces conditions que la ligne avait été construite, sous la double protection des troupes allemandes et de troupes chinoises. La population ne montra pas la moindre hostilité : elle comprenait d'instinct l'utilité d'une voie de communication dans ces régions. Le matériel employé était uniquement allemand, introduit qu'il était sans avoir à payer de droits d'importation au gouvernement chinois. La voie a été fort bien établie. La gare de Tsing-Tao, construite tout près du grand port, peut voir arriver à elle à bas prix les charbons nécessaires aux locomotives.

Ce qui montre les désirs mégalomanes des Allemands, lorsqu'ils ont construit cette ligne de pénétration dans la province du Chantoung, ce n'est pas seulement qu'elle devait se raccorder à une ligne du Nord au Sud de Tientsin à Chinkiang, concédée à un syndicat anglo-allemand, mais encore qu'elle devait se prolonger dans le Chansi, pour permettre d'exploiter ses richesses souterraines. L'ingénieur de l'État dirigeant les travaux de cette ligne en somme locale, M. Weiler, attirait l'attention des Allemands sur l'importance de la liaison à établir entre Tsing-Tao et le chemin de fer transsibérien. C'était donc dire, comme l'indiquait expressément cet ingénieur, qu'il serait établi un jour un prolongement de la ligne de Tsing-Tao à Tsinan-Fou vers Pékin. Il considérait Tsing-Tao comme étant appelé à devenir le terminus du chemin de fer transsibérien, par suite des conditions d'accès si faciles de ce port, à toute époque, sans avoir à craindre les glaces. Il envisageait cette solution comme devant mettre Berlin à douze jours de Tsing-Tao, en reliant « l'Allemagne asiatique » à sa capitale européenne.

C'est au mois de juin 1906 qu'a été achevée la ligne de Tsinan-Fou; l'inauguration donna lieu à une cérémonie fort importante, où brillaient tous les personnages officiels chinois. Dès cette année 1906, on avait vu le trafic prendre une grande importance : 800 000 voyageurs avaient utilisé cette voie ferrée;

au point de vue financier, les résultats étaient très satisfaisans. Aussi bien, la Compagnie prenait des mesures pour augmenter le trafic, en établissant des agences destinées à recueillir les marchandises de sortie, en créant des entrepôts pour l'emmagasinage des produits, en établissant des services de charrettes dans la campagne, pour ramasser les marchandises destinées à prendre ensuite la voie ferrée. C'était la création d'un camionnage à l'intérieur d'une province chinoise à peine pénétrée par les Européens.

Le gouvernement allemand avait garanti aux actionnaires de la Compagnie du chemin de fer un intérêt de 4 pour 100; cette garantie ne devait sans doute pas avoir souvent à jouer. Durant l'année 1908, le produit brut kilométrique avait dépassé déjà 8 500 francs. Le terrain n'avait pas imposé de très grosses difficultés aux ingénieurs de la construction, à cela près que certaines rivières avaient balayé dans les débuts des ponts établis trop légèrement; en somme, les devis prévus d'abord concordèrent sensiblement avec la réalité des choses. On avait rapidemeut vu le chemin de fer transporter des tresses de paille, des produits agricoles, qui venaient s'échanger à Tsing-Tao contre des cotonnades, des pétroles. Rapidement aussi, les gisemens miniers avaient commencé d'être mis en valeur, et avaient apporté leur part de trafic à la nouvelle voie ferrée.

C'est qu'en effet les capitaux, qui avaient été réunis facilement pour l'entreprise du chemin de fer, n'ont pas manqué non plus pour les entreprises minières et même pour d'autres. Il s'était créé deux Sociétés anonymes pour l'exploitation des gisemens miniers, des richesses du sous-sol. Les reconnaissances faites jadis par Richtoffen, et pleinement confirmées par les prospections des agens des diverses Sociétés fondées, avaient révélé des gisemens de charbon, de cuivre, de grès, etc. Un peu comme filiale du grand syndicat dont nous avons parlé tout à l'heure, à la fin d'octobre 1899, s'était créée, au capital de 15 millions de francs, la Société minière du Chantoung, en vue d'exploiter des concessions de mines déjà obtenues en même temps que celles qui seraient acquises ultérieurement. La concession première comprenait une zone s'étendant sur 15 kilomètres de large de chaque côté de la voie ferrée; bientôt, dans la région de Weihsien, on y rencontra une veine de charbon de 4 mètres d'épaisseur, et on a pu se mettre à

creuser des galeries d'exploitation en vue de recueillir du charbon très bon pour tous les usages, aussi bien pour les emplois domestiques que pour la chauffe des chaudières de marine. Tout de suite, la Compagnie avait traité avec la marine de guerre allemande, assurant une fourniture faite à 5 pour 100 au-dessous du prix courant du marché de Tsing-Tao. La Société minière s'était engagée, du reste, dès que son bénéfice dépasserait 5 pour 100, à faire des versemens à la colonie pour alimenter partiellement son budget.

Dans le courant de l'année 1909, l'extraction de charbon des mines de la Société dont il s'agit atteignait déjà 430 000 tonnes; en 1913, le chiffre correspondant a dépassé de beaucoup 550 000 tonnes; 50 000 tonnes au moins ont été vendues le long du chemin de fer; 170 000 tonnes se sont écoulées à Tsing-Tao, soit pour l'exportation, soit comme charbon de soute pour les bateaux fréquentant le port. Que l'on songe que 550 000 tonnes par an, c'est déjà le débit d'une exploitation minière d'importance.

Il ne semble pas que la seconde société créée, sous le nom de *Société allemande pour les mines et l'industrie à l'étranger*, ait été en rien comparable, comme activité, à la Société minière du Chantoung. Celle-ci est pour beaucoup dans la prospérité de la ligne ferrée. Le trafic de cette ligne ne dépassait guère 700 000 tonnes en 1909; il a pu s'élever à 827 000 tonnes en 1912, et dépasser 910 000 tonnes en 1913, beaucoup plus de la moitié de ce trafic se faisant de l'Ouest à l'Est, c'est-à-dire vers le port d'embarquement de Tsing-Tao. Pour le mouvement des voyageurs, il dépassait, en 1913, 1 317 000, au lieu de 1 230 000 seulement en 1912. Il est tout à fait curieux de remarquer la facilité avec laquelle les Chinois substituent, aux moyens de transport les plus primitifs, les transports perfectionnés, et deviennent des cliens fidèles de la voie ferrée, comprenant les avantages qu'elle leur assure. Notons en passant que la Compagnie de chemin de fer et la Société minière du Chantoung avaient fusionné et ne faisaient plus qu'une seule entreprise.

*
* *

La ligne ferrée du Chantoung et le port de Tsing-Tao ont su bénéficier, non pas seulement de ces exploitations nouvelles faites avec des capitaux européens, mais encore de ce que la

ville de Pochan, par exemple, est un véritable centre industriel, jouissant d'une réputation véritable dans le monde d'Extrême-Orient, abritant des fabriques de poteries, de verreries, qui se vendent au loin ; produisant également du vitriol vert, de l'oxyde de fer rouge, des émaux cloisonnés, etc. Telle autre vieille ville est, depuis un temps immémorial, un entrepôt pour la soie, la paille tressée, les huiles et les tourteaux, même les légumes divers, qui ont profité de la nouvelle ligne de communication pour s'exporter moins coûteusement. On ne s'imagine généralement pas tous les produits d'origine agricole, en particulier, que la Chine est susceptible de fournir aux consommateurs européens : aussi bien les arachides que les soies de porc, les cotons bruts, les cuirs, les nattes, les cheveux humains, les pongées, qui sont, il est vrai, de la matière première déjà transformée en tissus de soie indigènes, le suif et mille autres produits.

Les derniers rapports publiés par les Allemands, indiquaient l'état de choses très favorable qui régnait dans le territoire de Kiaou-Tchéou, en dépit de l'effet déprimant produit sur le commerce de toute la Chine par la période révolutionnaire que traverse depuis longtemps le pays. La population du territoire avait atteint 60 000 âmes, dont un très grand nombre étaient de riches marchands chinois; le prix des maisons s'était accru de la façon la plus caractéristique, notamment dans le voisinage du grand port. Des mesures fort habiles avaient été prises pour la réglementation des contrats commerciaux, en vue de garantir l'intérêt des maisons de commerce étrangères; les maisons de banque s'étaient multipliées à Tsing-Tao; il était bien typique e voir une grande compagnie américaine de machines à coudre créer une série d'agences de placement de machines dans toute la province et en particulier dans la région de Tsing-Tao. De même la vente des automobiles s'était puissamment développée, au moins parmi les Européens qui faisaient de bonnes affaires. Le commerce du coton brut avait une telle importance que la chambre de commerce allemande de Tsing-Tao était sur le point d'installer tout un matériel, pour traiter ce coton et le mettre en balles comprimées en vue d'une exportation facile sur l'Europe. Une puissante compagnie s'était fondée pour l'exportation des œufs indigènes, notamment vers les États-Unis. La demande du bois, des étoffes de coton de

toute sorte, du pétrole, du sucre, des cigarettes avait augmenté considérablement de la part du consommateur de l'intérieur. Une série de briqueteries indigènes ou européennes s'étaient fondées pour répondre aux besoins de plus en plus marqués de l'industrie de la construction.

Cette expansion du pays se traduisait forcément par un développement continu du mouvement commercial du port, et arrivait rapidement, comme nous l'avons déjà fait remarquer, à créer une concurrence redoutable pour les établissemens anglais et surtout pour le port de Tché-Fou.

Si nous consultons les statistiques commerciales du territoire, nous voyons que le total du mouvement était de 12 450 000 marks, autant dire quinze millions et demi de francs, durant l'année 1899-1900, l'exportation étant très au-dessous des importations, qui atteignaient à peu près huit millions de marks. Dès l'année 1992-1903, le total du mouvement commercial était de 38 millions de francs, dont 28 000 000 de francs aux exportations: on arrivait à 70 millions et demi en 1904-1905, et à 107 millions de francs durant l'année 1905-1906. Dès le début de la mise en exploitation du territoire, et comme conséquence du désir que les Allemands avaient d'en faire une puissante colonie, essentiellement allemande, on avait pu constater une prédominance énorme des navires allemands dans l'effectif des bateaux fréquentant le port de Tsing-Tao. Le fait est que, sur 182 vapeurs entrés dans ce port durant l'année 1899-1900, 140 étaient allemands, 22 anglais, 10 japonais, et, malheureusement, l'on ne comptait *pas un seul* vapeur portant pavillon français. On sait la rareté de ce pavillon dans les mers de Chine, où pourtant il aurait tant à faire, si nos armateurs le voulaient, si nos commerçans avaient poussé davantage les intérêts de notre commerce dans ces régions.

Pendant l'année 1904, la fréquentation du port a été considérablement supérieure : on y a vu passer 702 navires de toute espèce, dont 687 vapeurs ; le pavillon allemand couvrait cette fois quelque 400 bateaux, contre un peu moins de 200 pour le pavillon anglais; 2 navires français avaient pu être enregistrés. Une portion importante des échanges se faisant par le port appartient à la navigation côtière et de cabotage; on réexporte des ports de la Chine, sur le port de Hong-Kong, une partie des marchandises indigènes introduites à Tsing-Tao. Il est à noter

que les Japonais, très rapidement, se sont assuré une place assez sérieuse dans le commerce de Tsing-Tao; et cela a sans doute contribué puissamment à les faire désirer en expulser les Allemands.

La valeur brute des importations dans le territoire de Kiaou-Tchéou atteignait 90 millions de francs en 1912, ce qui accusait une augmentation très sensible sur l'année précédente. La valeur totale du commerce du port dépassait un peu 210 millions. Il s'en faut de beaucoup que ce commerce se fasse le plus souvent directement avec les pays étrangers; les marchandises qui arrivent se sont fréquemment entreposées dans des ports intermédiaires : ce qui cause des difficultés très grandes, quand on veut se rendre compte de la part que tiennent les divers pays dans le commerce d'importation ou d'exportation de ce territoire. Il ne faut pas du reste se fier aux pavillons, pour obtenir une répartition de ce genre dans le mouvement commercial : souvent le pavillon britannique, par exemple, abritera des marchandises qui viennent de tout autre pays que l'Angleterre. Pendant l'année 1913, le port de Tsing-Tao a vu entrer 939 navires, représentant un tonnage, c'est-à-dire un cube, de 1 323 000 tonneaux de jauge. Dans cet ensemble, le pavillon allemand couvrait 572 000 tonneaux et 331 navires; la part de la Grande-Bretagne étant de 257 navires pour 422 000 tonneaux, et le pavillon japonais abritant 260 navires et 223 000 tonneaux de jauge. La part ridicule du pavillon français a été seulement de 4 navires pour 13 000 tonneaux.

Le seul moyen de se rendre compte (et encore de façon fort inexacte) des relations des différens pays avec le port de Tsing-Tao et la province du Chantoung, autant que ces relations se font par transports maritimes, serait de considérer ce que l'on appelle le commerce direct, les échanges qui ne se font pas par transbordement. On trouverait alors, en toute première ligne, le Japon : aux importations, par exemple, pour quelque 21 millions de francs, sur un ensemble de moins de 60 millions, provenant de tous les pays. La seconde place seulement appartient à l'Allemagne, avec un peu plus de 10 millions; les États-Unis viennent avec un chiffre assez comparable. Pour la part de la Grande-Bretagne, il est assez dangereux de totaliser les chiffres de Hong-Kong avec ceux de la Grande-Bretagne proprement dite, étant donné qu'une des caractéristiques du

port de Hong-Kong est précisément d'être port de transbordement. On ne peut donc pas être assuré que les marchandises qui sont signalées comme faisant l'objet d'un trafic direct avec cet immense emporium sont de fabrication anglaise, proviennent de l'industrie même de Hong-Kong ou de la Grande-Bretagne. La France, dans ses importations directes, ne vient que pour un chiffre minime de moins de 40 000 francs; mais il ne faut pas perdre de vue, encore une fois, que les échanges avec notre pays ou avec d'autres peuvent être extrêmement importans, sans mériter d'être classés dans les importations directes. Ce sont des échanges qui se font par l'intermédiaire de ports de transbordement, qui sont dénationalisés, par le fait qu'ils viennent sous pavillon étranger. Toujours dans ce commerce direct, le total de l'exportation spéciale atteint à peu près 38 millions de francs pour la dernière année dont il soit possible de se procurer les statistiques. On est tout étonné de constater que, cette fois, la part de la France est énorme; elle représente à peu près 18 millions de francs. Cela s'explique par ce fait que beaucoup de navires, n'appartenant point au pavillon français, chargent directement vers un de nos ports, notamment Marseille, la matière première indispensable à certaines de nos grandes industries, qu'il s'agisse de soie, qu'il s'agisse d'huiles. Dans les exportations directes, l'Allemagne tient la seconde place, tout comme pour les importations directes, mais pour un chiffre d'environ 9 millions seulement. Cette fois, la part du Japon est assez faible, quelque 3 millions et demi. Pour la Grande-Bretagne, elle n'atteint pas un chiffre très notablement supérieur à celui de la petite Belgique, qui avait réussi à se faire une place importante en Extrême-Orient. Il faut dire que ces statistiques peuvent être et sont effectivement profondément influencées par l'état politique du pays, et peuvent, en conséquence, manifester des différences très marquées d'une année à l'autre. La Russie n'a point été sans mettre à profit la puissance du port de Tsing-Tao, et, au commerce direct notamment, on la trouverait pour plusieurs millions de francs de valeurs d'importation et d'exportation.

Quelle qu'ait pu être la place rapidement prise par les Japonais dans le commerce d'importation et d'exportation de Tsing-Tao, et celle que les négocians anglais d'Extrême-Orient avaient su y occuper, il est certain que les Allemands étaient arrivés

très vite à faire, de leur territoire de Kiaou-Tchéou, une sorte d'exutoire de la province du Chantoung; et leurs succès s'accusaient par l'influence défavorable que le voisinage de Tsing-Tao avait eue sur le grand port de Tché-Fou. Ces succès étaient dus, comme toujours, aux améliorations techniques, économiques, introduites par les Allemands sur ce point de la côte de la Chine; à la réussite de leur chemin de fer mettant en relation l'intérieur de la province avec le littoral. C'est l'occasion de se rappeler un mot par lequel M. B. Von Kœnig terminait l'étude qu'il publiait en 1907 sur les colonies allemandes. Il disait et estimait que « le chemin de fer est plus puissant que le canon. »C'était évidemment au canon, à la violence, aux menaces, à la force brutale que les Allemands avaient dû la conquête matérielle de la baie de Kiaou-Tchéou et de son territoire, en même temps que de la zone neutre; en même temps aussi que les concessions que le gouvernement chinois leur avait faites plus ou moins bénévolement; mais c'étaient seulement des facteurs économiques qui leur avaient valu une situation commerciale très enviée et très enviable.

Bien entendu, dans cette partie de la Chine comme dans tout le reste de l'Extrême-Orient ou de l'Océanie, ils n'avaient point en vue que des résultats économiques; ils étaient animés de cet esprit de domination tyrannique qui a été la cause véritable de la guerre de 1914, et qui les a menés où ils en sont à l'heure actuelle.

Après les efforts heureux qu'ils avaient poursuivis dans une partie de l'Empire chinois, après le rêve qu'ils avaient caressé longtemps de faire du territoire de Kiaou-Tchéou le centre d'une véritable Allemagne asiatique, le réveil a dû être cruel, quand les forces alliées des Japonais et des Anglais ont réussi à supprimer leur domination militaire, commerciale, économique, industrielle, sur le vaste territoire dont ils avaient réussi déjà à tirer un si beau parti.

DANIEL BELLET.

LES
GRANDES QUESTIONS DE DEMAIN

Tant que durera la guerre, il faudra faire un réel effort pour penser à autre chose qu'à la guerre elle-même ; mais, s'il est impossible, en ce moment, de détourner les yeux du front, on peut, sans changer la direction du regard, le prolonger au delà et envisager l'avenir sous l'angle du présent. Les guerres les plus longues ne sont que des crises passagères. Quand la voix du canon se sera tue, quand le nuage de sanglante fumée qui barre l'horizon se sera dissipé, quel tableau s'offrira à nos yeux ? Que sera la France de demain ? Les destinées d'un peuple libre dépendent surtout de lui-même : se demander quelle sera la France de demain, c'est se demander ce qu'elle voudra, ce qu'elle doit vouloir être.

Tel est l'objet de cette étude. qui n'est pas un article de polémique, encore moins une œuvre de parti, et où nous essaierons simplement de grouper et de mettre en lumière des idées qui sont actuellement communes à la plupart des bons Français. Ces fils d'une même patrie, hier encore si divisés, si dispersés moralement, n'ont été ni abattus, ni même ébranlés par la formidable secousse qui les a au contraire remis debout et rapprochés les uns des autres. Le navire est menacé, et, de même que dans la tempête le grondement de l'Océan étouffe tout autre bruit, dans la tourmente actuelle tous les cris discordans se sont tus, et l'on n'entend plus qu'une voix : la grande voix de la conscience nationale. Elle ordonne à toutes les énergies d'aspirer au même but et à tous les cœurs de battre à l'unisson : elle le leur ordonne, non seulement pour aujour-

d'hui, mais aussi pour demain. Ce sont ces aspirations, ces battemens que nous voudrions noter dans les pages qui vont suivre.

LA QUESTION SOCIALE

On a dit quelquefois qu'il n'y avait pas *une* question sociale, mais une série de problèmes sociaux qu'il convenait de séparer les uns des autres pour les résoudre successivement. Nous ne saurions partager cette manière de voir. Sans doute ce n'est pas là une de ces questions que l'on puisse trancher en bloc et d'un seul coup, mais il ne faut pas isoler les uns des autres les termes du problème et, pour arriver à une solution satisfaisante, on doit les étudier avec des vues d'ensemble à la lumière d'un principe commun.

Pour nous, la question sociale peut se ramener à une idée unique : la répartition équitable des avantages et des charges de la société entre ses membres. Si cette notion est exacte, on voit qu'elle déborde l'ancienne devise : Liberté, Égalité, Fraternité, en y ajoutant un élément encore supérieur : l'idée de justice. La réalisation de cette idée, qui suppose un pouvoir répartiteur puissant, impartial et éclairé, n'est pas forcément liée à telle ou telle forme de gouvernement, mais il faut reconnaître qu'elle puise une grande force et de particulières facilités dans la forme démocratique. Là où le peuple, c'est-à-dire le plus grand nombre commande en maître, il semble qu'aucun obstacle ne puisse entraver la mise en œuvre d'un programme qui a précisément pour but l'amélioration du sort du plus grand nombre, Mais de ce que le peuple n'a pas d'autorité positive au-dessus de lui, il ne s'ensuit pas que son pouvoir soit absolu, car il peut se heurter à des lois naturelles et à des forces économiques qui résistent à sa force et paralysent ses lois. Non! malgré sa souveraineté nominale, le législateur issu du suffrage universel ne peut pas distribuer à son gré la fortune, pas plus que la santé et le bonheur. Il faut en prendre son parti, les bonnes réformes sociales, les réformes durables ne peuvent résulter que de la collaboration des lois et des mœurs : quand des lois interviennent d'une façon brutale et maladroite dans l'organisme social, elles risquent de fausser les rouages et d'ar-

rêter le mouvement. On pourrait écrire un volume et des plus suggestifs sous ce titre : « les lois mortes, » où l'on verrait, ensevelies pêle-mêle, dans la même poussière, les plus creuses rêveries, les utopies les plus fausses et parfois les idées les plus justes et les plus généreuses : il leur a manqué pour vivre simplement ceci : le consentement de ceux pour qui elles avaient été conçues.

Or, ce qu'il y a de caractéristique et de consolant dans la crise actuelle, c'est qu'elle a étouffé les mauvais sentimens qui, soit en haut, soit en bas de l'échelle sociale, se rebellent contre l'idée de justice et opposent un obstacle insurmontable aux meilleures réformes. Ces sentimens, nous ne les connaissons que trop : c'est, en haut, l'égoïsme et l'indifférence ; en bas, la haine et l'envie. Inutile d'insister, n'est-ce pas? ces quatre mots résument bien et expliquent l'histoire des luttes stériles et des convulsions des peuples à la poursuite de l'idéal de justice. Eh bien! à la minute où nous vivons, minute peut-être unique dans nos annales, nous voyons abdiquer les égoïsmes les plus endurcis et désarmer les haines les plus tenaces et, par là même, disparaît le plus gros obstacle au progrès social. Qui donc oserait parler aujourd'hui de guerre de classes? Ces mots ne nous révoltent même plus, car ils n'ont plus de sens à l'heure où le riche et le pauvre, fraternellement unis, soumis aux mêmes privations et aux mêmes dangers, luttent contre l'ennemi qui attire toutes leurs colères et absorbe toute leur faculté de haïr. Les chefs du socialisme français doivent reconnaître l'erreur qu'ils ont commise en cherchant leur point d'appui à l'étranger : ils sentent qu'à tout jamais les liens qui les unissaient à ces faux frères du dehors sont brisés, et ils s'en consolent sans doute en songeant qu'il sera plus naturel et plus facile de s'entendre avec leurs frères de France, avec ces frères qu'ils considéraient comme ennemis, parce qu'ils les jugeaient mal et qui, peut-être, ne se connaissaient pas bien eux-mêmes. Voyez ces riches qui, hier encore, accueillaient avec une méfiance chagrine toute réforme pouvant menacer, même légèrement, leurs intérêts ; quel changement dans leurs préoccupations! quelle révolution dans leur mentalité! Beaucoup, qui ont passé ces dernières années à trembler en prévision de la moindre atteinte qui pourrait être portée à leurs revenus, ont vu, sans une plainte sinon sans un regret, sombrer une

partie de leur capital; ils ont assisté impassibles à la ruine de leurs usines, au bombardement et à l'incendie de leurs maisons et, dans un cataclysme qui menace d'engloutir leur fortune, ils se sont noblement détachés de cette fortune si précaire pour placer plus haut leur idéal, le but et l'honneur de leur vie. A quelque milieu qu'elle appartienne, commerce, industrie, banque, agriculture, toute richesse acquise a subi, par le fait de la guerre, une profonde atteinte; ce qui peut en rester, dépouillé de l'appui des lois, menacé par des règlemens restrictifs, rogné par le *moratorium*, n'est point pour exciter l'envie. L'argent est détrôné : beaucoup n'en ont plus et, parmi ceux qui en possèdent encore, les uns le donnent, les autres le cachent, mais nul ne l'étale et personne n'en est plus fier. Dans ce brusque nivellement qui a opéré en quelques mois de tels changemens, et qui a transformé la société française, le sentiment qui domine, c'est un besoin général d'union, un souffle ardent et profond de solidarité. Le mot est tellement *adéquat* à la situation qu'il semble avoir été fait pour elle. En somme, de la mise en commun des anxiétés, des espoirs, des énergies, des sacrifices, se dégage une unité admirable, telle qu'aucun peuple n'en a jamais connu et qui est comme le rayonnement de l'âme de la France! C'est là ce qui nous donne une confiance absolue dans l'issue de la lutte, et c'est là aussi ce qui restera comme un précieux prolongement de la victoire. Car on profitera de ce merveilleux élan national pour résoudre les problèmes sociaux dans un esprit de sincère justice et de généreuse fraternité.

L'œuvre est déjà assez avancée, et l'ensemble des lois sociales élaborées sous la troisième République forme un monument d'une assez vaste structure, mais qui est loin d'être parfait :

Lois de *liberté* et d'émancipation des travailleurs, notamment la loi sur les syndicats étayée sur les lois qui ont libéré les associations et les réunions publiques;

Lois de *protection* réglementant les conditions du travail, assurant l'hygiène des ateliers, prenant des mesures spéciales pour ménager les forces des femmes et des enfans;

Lois d'*assistance* aux malades, aux vieillards, aux femmes en couches, aux familles nombreuses, comprenant dans un immense réseau de secours toutes les formes de la misère humaine;

Lois de *prévoyance*, spécialement les lois sur les caisses des ouvriers mineurs, les pensions des employés de chemins de fer et la grande loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

L'intervention de l'État s'est affirmée dans toutes ces lois d'une façon très nette et parfois imprudente : plusieurs d'entre elles ont donné lieu à des abus qui ont été justement signalés et à des difficultés d'application qui sont loin d'être résolues; il semble donc qu'avant d'élaborer des lois nouvelles dans le même sens, il serait sage de se préoccuper d'abord d'améliorer et d'appliquer les lois déjà votées, en tenant compte des leçons de l'expérience.

Nous apercevons néanmoins trois ordres de mesures législatives urgentes, et qui seraient vraiment des lois de salut social :

La première consisterait à maintenir purement et simplement et à rendre définitives les prohibitions par lesquelles le gouvernement a cherché à enrayer les progrès de l'alcoolisme. Une telle loi équivaudrait au gain d'une bataille, car ce fléau prive annuellement la France d'un contingent d'hommes valides supérieur à un corps d'armée. Nous espérons que les représentans du pays, qui n'avaient pas eu le courage nécessaire pour voter cette loi, n'auront pas la faiblesse de revenir sur des décisions inspirées par le souci des intérêts vitaux de la nation. Ce ne serait pas la peine d'arracher celle-ci aux ennemis du dehors, si on la laissait procéder elle-même à son suicide physique, intellectuel et moral.

La deuxième réforme, dont M. Millerand a pris l'initiative et dont il reste l'apôtre convaincu, donnerait aux syndicats ouvriers la plénitude de la capacité civile. Non seulement cette mesure augmenterait la force et les moyens d'action des syndicats, mais elle pourrait avoir une influence des plus heureuses sur leur orientation et contribuerait à les soustraire aux suggestions révolutionnaires. Si les syndicats devenaient des capitalistes, ils sentiraient probablement fléchir leur prévention contre la richesse acquise : ce capital serait pour eux le commencement non seulement de la fortune, mais aussi de la sagesse, et les patrons avisés ne devraient pas hésiter, dans leur propre intérêt, à se faire les premiers bailleurs de fonds des caisses syndicales.

Une troisième loi non moins importante, préparée depuis

plus de dix ans par le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, aurait pour but de permettre à ces bienfaisantes institutions d'étendre leur action et de remplir complètement leur mission économique et sociale. Il ne s'agirait pas d'ailleurs d'une loi nouvelle, mais d'une mise au point de la loi du 1er avril 1898, qui est, comme on le sait, la charte actuelle de la mutualité. Les propagateurs les plus zélés du mouvement mutualiste ont souvent constaté avec un vif regret toutes les difficultés qui s'opposent à ce qu'ils pénètrent dans les milieux ouvriers les plus humbles, précisément ceux où leur intervention serait le plus utile. Mêler l'effort mutualiste à l'action syndicale, comme l'avait d'ailleurs prévu la loi de 1884, ce serait faire faire un pas immense à la question sociale. Il appartient aux pouvoirs publics de favoriser un résultat si désirable, et, pour cela, ils auraient à envisager les mesures suivantes :

Procéder tout d'abord à la mise au point dont nous parlions plus haut de la loi sur les sociétés de secours mutuels et la débarrasser des quelques dispositions contre lesquelles les mutualistes sont unanimes à protester; faire à la mutualité une part plus large dans l'application des lois de prévoyance où elle peut être un auxiliaire si utile, augmenter sa participation à l'exécution de la loi des retraites ouvrières, la choisir nettement comme l'instrument de la retraite-invalidité; enfin, se montrer plus large dans l'allocation des subventions, qui sont aujourd'hui si parcimonieusement mesurées aux sociétés de secours mutuels. Si l'on veut bien réfléchir, on constate que l'argent donné par le Trésor à la mutualité est une simple avance, un placement de père de famille, car toute extension des sociétés de secours mutuels allège d'autant les charges de l'Assistance publique, et il est à la fois plus normal, plus juste et plus économique d'encourager la prévoyance que d'avoir à secourir la misère.

Nous croyons en somme que, pour la solution du problème social, il faut compter avant tout sur le développement des associations libres soutenues par l'aide généreuse de l'État et que, sans renoncer pour toujours à de nouvelles améliorations légales en faveur des travailleurs, on devrait faire confiance aux initiatives privées dont l'action a déjà été si féconde et dont on peut encore beaucoup attendre. Enfin on ne saurait se lasser de répéter, — surtout à un moment où l'on a quelques chances

d'être entendu, — que le problème n'est pas unilatéral et que sa solution exige l'entente entre le capital et le travail. A ceux qui pourraient en douter encore, la crise actuelle démontre que l'appauvrissement des riches ne fait pas l'enrichissement des pauvres. Le dernier mot de la sagesse pratique, en matière sociale, est encore le vieil axiome de « l'harmonie des intérêts » et l'un des élémens essentiels du progrès démocratique, c'est la prospérité économique et financière.

Jetons maintenant les yeux de ce côté, et voyons quelle sera, à cet égard, après la guerre, la situation du pays.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Deux facteurs inégalement importans, tristes legs tous les deux de nos revers, ont affecté assez sérieusement les finances et la prospérité de la France, depuis 1870. L'indemnité de guerre de cinq milliards, quoiqu'elle ait été facilement payée, a laissé derrière elle le poids mort d'un véritable accroissement des arrérages de la dette; le régime de faveur résultant pour l'Allemagne du traité de Francfort a lourdement pesé depuis un demi-siècle sur notre régime douanier et gêné la liberté de nos négociations avec les autres États. Espérons qu'après le traité... de Bruxelles, voulez-vous? — la situation sera renversée à notre profit. Nous reprendrons nos cinq milliards, avec les intérêts composés, et, profitant de notre liberté économique heureusement reconquise, nous essaierons de rétablir notre ancienne supériorité industrielle et commerciale. Sur ce point, avouons qu'il y a beaucoup à faire.

Les amis de l'Allemagne, — nous en étions aussi infestés que de ses espions, — ont mené ces dernières années une campagne des plus actives pour que personne n'ignorât sa suprématie dans le domaine économique. Quel concert de louanges en l'honneur du puissant, du riche, du méthodique, de l'incomparable Empire! On y insistait trop pour qu'il y eût là simplement l'énoncé d'un fait; il y avait aussi une tactique. Les germanophiles faisaient complaisamment ressortir les chances de gain que de tels atouts mettaient dans le jeu de l'Allemagne en cas de conflit armé. L'inéluctable conclusion était la nécessité de s'entendre avec un voisin si bien outillé et si redou-

table, de s'entendre à tout prix..., même au prix de l'abandon de nos droits les plus sacrés et de nos plus chères espérances. L'honneur de notre génération a été de résister à ces honteuses suggestions, estimant qu'il y a une chose pire que la douleur de la défaite, c'est la lâcheté de la résignation.

Il faut pourtant reconnaître que, dans ces éloges hyperboliques décernés à nos ennemis, il y avait une part de vérité. Pendant quarante ans, ce peuple rapace, ce parvenu de la fortune, aiguillonné par un orgueil fanatique, a accumulé, en même temps que les plus redoutables instrumens de mort, tous les instrumens de la vie industrielle et commerciale. Des milliers d'usines, d'ateliers, de fabriques sont sortis de terre; d'innombrables voies ferrées ont sillonné le vaste empire; des centaines de vaisseaux ont promené le pavillon allemand sur toutes les mers. De cet outillage formidable, de cet immense effort, a surgi, lourd et imposant comme la *Germania* elle-même, le colosse industriel dont on peut mesurer la grandeur par un chiffre : 24 milliards d'exportation. Quelques-uns disaient bien qu'à côté de cette prospérité apparente on pouvait noter des signes inquiétans : tous les bénéfices étaient au fur et à mesure engagés dans des affaires nouvelles, et les réserves ne paraissaient guère proportionnées à l'importance des capitaux risqués dans des entreprises aléatoires. Il y a peu de temps, une crise générale, qui ne fut liquidée qu'avec de grosses pertes, avait suscité de vives inquiétudes et fait entendre un premier son d'alarme. Cette masse reposait-elle sur une plate-forme vraiment inébranlable ? Le colosse n'avait-il pas des pieds d'argile? Mais on répondait que l'industrie allemande avait comme sauvegarde la solide armature de sa puissance militaire : si de nouvelles crises venaient à surgir, on aurait un moyen infaillible de les résoudre : la victoire !

Voyons ce qui en est aujourd'hui. En quelques semaines, plus de quatre cents bâtimens allemands ont été capturés; l'Allemagne a perdu ses colonies et les points d'appui de sa flotte; la maîtrise de la mer appartient sans conteste aux Alliés : les routes de l'Océan conduisant les matières premières en Allemagne et en ramenant les produits fabriqués sont barrées : le commerce extérieur allemand est d'ores et déjà frappé de mort. Bientôt ce seront de nouveaux désastres et de nouvelles ruines. Sur mer, le blocus se resserrera de plus en plus; sur

terre les usines de Silésie payeront, — compensation bien insuffisante, — pour Reims et pour Louvain. Il faut que l'Allemagne soit non seulement battue sur terre, dans l'air et sur mer, par nos canons, nos aéroplanes et nos vaisseaux, mais aussi battue et dépossédée par nos industriels et nos commerçans sur le champ de bataille économique. C'est là une heure décisive dont les intéressés doivent profiter sans perdre de temps : il faut qu'ils s'installent et se préparent pour chasser les Austro-Allemands des marchés du monde. En pareille occurrence, on peut compter sur l'intelligence et l'esprit d'initiative de nos compatriotes; mais, pour réussir, ils ont besoin d'un levier indispensable : l'argent. Or, on sait quelle disette d'argent a été produite par le régime dit du *Moratorium*. Cet expédient a peut-être été nécessaire au début pour prévenir une crise plus redoutable; mais les mesures prises ont dépassé le but et, en tout cas, elles ne sauraient être prolongées sans de graves dangers pour l'activité et la prospérité nationales. Certains financiers, heureux d'échapper aux conséquences de leurs imprudentes spéculations, s'en accommodent aisément : il y a même des commerçans et des industriels qui les supportent sans trop de peine : leurs usines, leurs ateliers sont fermés, ils vivent sur leurs réserves, n'ayant à payer pour le moment, ni leurs ouvriers, ni leurs loyers, ni leurs échéances. Mais ceux qui voudraient contribuer à la reprise des affaires, ceux qui cherchent à remédier au chômage en restaurant le travail, sont cruellement embarrassés. Il ne leur est même pas possible de continuer leur industrie ou leur commerce ordinaires, faute de capitaux, comment pourraient-ils augmenter leur production, tenter d'autres entreprises, créer de nouveaux débouchés? Il y a là une question extrêmement grave et ces considérations pèseront sans doute dans la balance du Gouvernement, quand il aura à examiner de nouveau ce problème.

Après la situation économique, si nous examinons la situation financière de demain, nous ne pouvons pas évidemment prendre pour base le programme classique : ni impôts nouveaux, ni emprunt. Même en escomptant une forte indemnité de guerre, il sera difficile d'équilibrer nos recettes et nos dépenses sans recourir à la fois à l'emprunt et à l'impôt. Jusqu'à présent, grâce à l'admirable trésor de guerre constitué par l'encaisse de la Banque de France, l'État a pu faire face aux néces-

sités de la défense nationale qui, en quelques mois, ont majoré de plusieurs milliards les dépenses prévues au budget de 1914 : ce merveilleux résultat témoigne de la souplesse et de la résistance de nos rouages financiers. Le succès de l'émission des bons du Trésor, qui ont atteint rapidement près de trois milliards, est aussi un symptôme rassurant pour la réussite du futur emprunt. Il serait prématuré de chercher à en prévoir, dès aujourd'hui, les modalités et les conditions, mais nous envisageons, sur ce point, l'avenir avec confiance. Nous pouvons compter, en effet, non seulement sur la participation de nos nationaux dont l'épargne secouera joyeusement ce jour-là la poussière des bas de laine, mais aussi sur le généreux concours de nos alliés. Depuis le début de la guerre, les contingens britanniques ne cessent de nous arriver ponctuellement; pour la bataille financière, nous attendons « la cavalerie de Saint-Georges. »

A côté de la question de l'emprunt se posera immédiatement celle des impôts : impôts à supprimer, à transformer, à créer. Le ministère des Finances, qui a le sentiment des réalités, ne choisira pas cette occasion pour se livrer à des expériences fiscales. Nous supposons qu'avant de supprimer des impôts qui ont fait leurs preuves il s'assurera du rendement de ceux que l'on voudrait y substituer. Dans le choix à faire entre les différentes taxations, il écartera les considérations d'ordre purement théorique et ne laissera pas mêler imprudemment la question financière à la question sociale. Nous l'avons affirmé plus haut, le législateur n'a pas le pouvoir de corriger les inégalités naturelles : il n'a pas davantage, — cette affirmation surprendra peut-être, — le pouvoir de faire payer l'impôt par qui il veut. Nous entendons bien qu'en établissant une taxe, il peut désigner le redevable auquel s'adressera le fisc, mais comment empêcher celui qui fait ainsi l'avance de l'impôt de le rejeter sur son voisin? En matière d'*incidence* des contributions, ce n'est pas la loi du Palais-Bourbon qui est souveraine, c'est la loi de l'offre et de la demande. De telle sorte qu'on aura beau baptiser un impôt nouveau : taxe sur les riches, rien ne démontre que ce ne seront pas les pauvres qui en supporteront définitivement le poids. C'est ce qui s'est passé quand on a voulu augmenter l'impôt des propriétés bâties, qui est retombé sur les petits locataires.

Un autre préjugé dont le législateur devra se débarrasser, quand on procédera à la revision de notre système fiscal, c'est l'ostracisme absolu décrété en bloc contre les contributions indirectes. Que l'on médite l'exemple des octrois qui, après avoir été supprimés dans certaines villes, ont été presque partout rétablis par les mêmes municipalités, avec de fortes majorations pour combler les vides causés par leur suppression. Qui peut répondre qu'en 1915 la rentrée des impôts directs se fera facilement et normalement? N'ayons donc point de parti pris et soyons prêts à accepter sans murmurer tout impôt qui sera modéré, productif et facile à percevoir.

Enfin, nous espérons bien ne plus entendre parler, à la veille d'un emprunt important, de l'impôt sur la rente : ici, quoi qu'on fasse, l'incidence est fatale. Celui qui en définitive supportera l'impôt, ce n'est pas le rentier, c'est le crédit public, c'est l'État auquel les prêteurs feront durement sentir leur mécontentement et leur méfiance.

Ceci dit pour les recettes publiques, on peut se préoccuper aussi des dépenses et chercher à les réduire au moyen de réformes d'ordre administratif.

LA RÉFORME ADMINISTRATIVE

Le point de vue des économies n'est pas précisément celui où s'est placé le plus souvent le législateur de ces dernières années pour régler l'organisation administrative du pays. La raison en est bien simple, c'est que la plupart des réformes ont été inspirées par les fonctionnaires et faites surtout dans leur intérêt. On ne peut nier que pendant longtemps la situation des agens de l'État, surtout celle des petits et des plus nombreux, a été à la fois précaire et misérable. Précaire, car dans bien des cas leur nomination, leur avancement, leur révocation n'étaient soumis à aucune règle, ce qui les livrait sans défense à l'arbitraire de leurs chefs ou plutôt, ce qui était pire, des influences qui pesaient sur leurs chefs; misérable, car les employés de l'État, tenus à un certain décorum, étaient les plus mal rétribués de tous les travailleurs. Leurs revendications étaient donc justes en principe et elles ont fini par être entendues. On a réglementé leur entrée et leur avancement dans les cadres et on a aug-

menté assez sensiblement leurs émolumens en même temps qu'on leur donnait des garanties contre les abus de pouvoir dont ils seraient victimes. Les fonctionnaires ont d'ailleurs usé énergiquement des armes qu'on leur mettait entre les mains, et de nombreux recours au Conseil d'État ont, souvent, abouti à la réformation des actes qui avaient lésé leurs droits. Dans cette campagne ardemment menée, ils ne se sont pas toujours montrés eux-mêmes très scrupuleux sur la légalité des moyens qu'ils employaient; c'est ainsi qu'ils se sont irrégulièrement servis des dispositions de la loi du 21 mars 1884 qui n'avait certes pas été faite pour présider aux rapports entre l'État et ses agens : allant jusqu'au bout de leur soi-disant droit syndical, quelques-uns n'ont pas hésité à s'affilier à la Confédération générale du travail. Cette alliance entre l'administration et l'anarchie prêtait à rire au public, mais elle ne pouvait être du goût du Gouvernement, qui voyait ainsi violer la loi par ceux-là mêmes qui ont pour mission de la faire respecter. Il fallait donc sévir, et on a sévi... de temps à autre; mais, en réprimant les abus, on s'est préoccupé de donner satisfaction à ce qu'il pouvait y avoir de juste dans ces aspirations vers le syndicalisme. Un projet de loi sur le statut des fonctionnaires élaboré avec soin va prochainement régler la situation en définissant exactement leurs droits et leurs devoirs : on ne peut regretter qu'une chose, c'est que l'on n'ait pas adopté plus tôt le projet préparé en 1907 par le ministère Clemenceau, qui aurait coupé court aux désordres dont l'Administration n'a eu que trop à souffrir pendant ces dernières années.

Quoi qu'il en soit, le statut va donner satisfaction aux fonctionnaires. Il y a, en face, le point de vue des contribuables, qui n'est évidemment pas le même, mais qui n'est pas inconciliable avec lui. Ce qui frappe les contribuables consciens,... et il y en a, c'est que notre immense et lourde machine administrative, plus que centenaire, est à la fois trop compliquée et trop coûteuse et qu'à un pays transformé par tous les progrès modernes, il est temps d'adapter un organisme administratif plus neuf, plus simple, et moins dispendieux. La division de la France en départemens, en arrondissemens et en communes remonte, on le sait, à 1789 : toute l'administration française a été organisée en l'an VIII sur cette base territoriale, et, depuis, on n'y a guère touché que pour créer des emplois nouveaux. Jamais on ne

persuadera à un homme sensé, dégagé de tout intérêt personnel et isolé des sophismes politiques, que, dans un pays qui a des chemins de fer, des télégraphes et des téléphones, il est nécessaire, pour la même étendue de territoire, d'entretenir le même nombre de fonctionnaires qu'à l'époque où l'on voyageait en diligence et où une lettre, — seul mode de correspondance connu, — mettait huit jours pour aller de Calais à Marseille. Or, tous les fonctionnaires en surnombre sont une double ruine pour le pays, puisque, d'une part, il faut les payer et que, d'autre part, ce sont des cerveaux et des bras enlevés à l'agriculture, au commerce, à l'industrie.

Ces considérations sont trop évidentes pour ne pas avoir frappé souvent les hommes d'État; mais, quand on a voulu réaliser la réforme, on s'est toujours brisé contre la coalition des intéressés et des influences de clocher. Il s'est rencontré pourtant un président du Conseil qui, il y a une vingtaine d'années eut le courage de constituer une Commission dite de décentralisation, avec mission de rechercher les simplifications et les économies que pouvait comporter notre organisation administrative. Parmi les membres de la Commission, il y en eut une dizaine qui eurent la fantaisie de travailler sérieusement. Au bout d'un an, ils avaient élaboré un plan de réformes hardies et pratiques qui eût abouti assez rapidement à de réelles économies. Les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de réaliser les vœux de la Commission : celle-ci est depuis longtemps dissoute, mais son œuvre subsiste encore; si quelqu'un de nos lecteurs était curieux de consulter ces projets et documens, nous pouvons lui indiquer la retraite où ils ont été confinés, loin des yeux du public : par une sorte d'ironie, le Gouvernement a décidé que les archives de la Commission de décentralisation seraient versées au Conseil d'État, et les sceptiques n'ont pas manqué de rappeler que le Conseil d'État passe pour être la « forteresse de la centralisation, » le mot est d'un décentralisateur fameux, M. Raudot. Nous pouvons affirmer pourtant que, parmi les membres du Conseil, il s'en trouverait plus d'un pour défendre un plan de réformes qui allégerait les charges de l'État, tout en rajeunissant et en fortifiant l'administration française. Le moment ne va-t-il pas être opportun? En 1915, il est probable qu'on modifiera profondément la carte d'Europe : excellente occasion pour refondre la carte de France. Malheu-

reusement, on risque de se heurter à l'obstacle signalé plus haut, à cet esprit de clocher qui est bien, lui, la forteresse de toutes les routines et de tous les abus. Mais il ne faut pas désespérer d'en venir à bout.

Veut-on ici nous permettre une brève et discrète incursion sur le terrain politique? Tout le monde aujourd'hui, sous la pression des événemens, reconnaît qu'il y a des momens où le salut du pays exige la prédominance de l'intérêt général sur toutes les coteries locales. Avec un léger effort de bon sens et de désintéressement, on arrivera à admettre que ce point de vue, qu'on accepte comme exceptionnel et temporaire, doit survivre à la crise qui en a démontré l'existence.

Il y a des vérités qu'on aperçoit plus nettement en temps de guerre, mais qui sont des vérités de tous les temps. Voilà ce qu'on se dira demain. De là à rechercher un mode de scrutin qui ne permette plus aux intérêts locaux de se liguer contre l'intérêt général, il n'y a qu'un pas, et on le franchira. Peut-être même, une fois aiguillé dans cette voie, reconnaîtra-t-on que, dans un régime démocratique, autant et plus que dans tout autre, il faut maintenir le principe de la séparation des pouvoirs. Or ce principe suppose que le pouvoir exécutif doit être, sinon indépendant, au moins distinct du pouvoir parlementaire. Dans une machine bien réglée, il faut un moteur et un frein : le frein, c'est le pouvoir parlementaire; le moteur, c'est le Gouvernement. Personne n'oserait affirmer que cette règle de bon sens ait toujours été observée avant la guerre, et l'immixtion du Parlement dans les attributions essentielles du Gouvernement a souvent été une cause d'erreurs, de désordres, de fautes dont nous portons encore aujourd'hui le poids. Depuis la guerre, on ne s'est pas trop mal trouvé d'avoir laissé une grande liberté d'allure et d'action à ceux qui ont la responsabilité du pouvoir et qui exercent, grâce à l'état de siège, une sorte de dictature. Après la paix, chacun reprendra sa place : on restituera aux citoyens leurs libertés et au parlement son autorité légitime. Souhaitons qu'on réserve aussi la part légitime du Gouvernement, pour qu'il puisse prendre la direction des affaires du pays et réaliser les réformes nécessaires. Ainsi la République sortirait grandie et fortifiée d'une crise qui aurait été pour la nation et pour elle-même une crise de croissance.

Nous voudrions maintenant dire un mot d'une question qui

n'est pas à proprement parler politique, quoiqu'elle ait été le pivot de certaines politiques, — au grand détriment du pays, — la question religieuse.

LA QUESTION RELIGIEUSE

Mais, dira-t-on, il n'y a plus de question religieuse en France. Tous les problèmes qui s'y rapportaient ont été définitivement réglés par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

C'est là, à notre sens, une conception un peu simple d'une question très complexe et cet optimisme confiant ne résiste pas à l'examen.

La loi de 1905 est si peu intangible qu'on y a déjà touché à plusieurs reprises : non pas sur des articles de détail, mais sur des points essentiels, tels que la jouissance des églises et le droit pour les communes de contribuer à leur entretien ; d'autre part, les dérogations apportées au texte primitif par les lois de 1907 et 1908 se sont accentuées dans les décrets appliquant la loi à l'Algérie et aux Colonies, qui ont admis que l'État pourrait allouer des traitemens aux ministres du culte. La séparation est définitive, dit-on : nous ne sommes même pas convaincus qu'elle soit complète. Quand le divorce a été prononcé entre deux époux pour incompatibilité d'humeur, ils ne continuent pas d'ordinaire à habiter ensemble : la séparation légalement prononcée devient effective ; chacun va de son côté et tout danger de nouveaux conflits est ainsi évité.

Peut-il en être de même en ce qui concerne l'Église catholique et l'État français ? Est-ce qu'ils ne continuent pas à vivre côte à côte dans chaque localité où la paroisse subsiste auprès de la commune, l'Église auprès de la Mairie ? Est-ce que le pouvoir civil et le pouvoir religieux ne restent pas face à face, ne fût-ce que dans la conscience de chaque citoyen soumis à la fois aux lois de l'État et aux lois de son Église, et ne faut-il pas trouver un instrument d'entente, — le mot de Concordat importe peu, — entre ces deux pouvoirs rivaux également indestructibles ? Car personne ne peut envisager sérieusement la solution radicale qui mettait fin à tout conflit : suppression de la religion, ou instauration d'un régime théocratique.

Dans la question des églises, l'inconvénient de l'absence d'un régime légal, accepté de part et d'autre, éclate d'une façon singulière. Nous ne voulons pas rechercher si les catholiques ont bien fait de ne pas accepter la solution des associations cultuelles, qui auraient eu les bénéfices et la charge des lieux de culte. La condamnation prononcée à cet égard par la Cour de Rome a peut-être été le résultat d'un malentendu, car on pouvait très bien constituer ces associations préposées au service temporel du culte sans porter atteinte à la hiérarchie catholique, seule dépositaire de l'autorité religieuse, hiérarchie reconnue formellement par l'article 4 de la loi de 1905, hiérarchie sauvegardée depuis dix ans par une jurisprudence très ferme du Conseil d'État. Mais rien ne sert de revenir sur le passé, cherchons plutôt les moyens pratiques de remédier à la situation. Le problème ne se pose, à la vérité, ni pour les églises qui sont la propriété de l'État, ni pour celles qui sont classées comme monumens historiques, ni pour celles qui appartiennent à des sociétés ou à des particuliers. L'entretien des deux premières catégories est assuré par le Budget des Beaux-Arts; les dernières ont des ressources que leur procurent leurs fondateurs. Restent les églises, non classées, qui appartiennent aux communes. Il semble, à première vue, que, l'entretien étant une charge normale de la propriété, ce sont les communes qui devraient y pourvoir et y être contraintes au besoin par la voie de l'inscription d'office. A notre sens, cette solution ne serait ni juste ni habile : ni juste, puisque les communes n'ont pas la jouissance des édifices dont il s'agit, sur lesquels elles n'ont qu'un droit nominal de propriété; ni habile, car on arriverait ainsi à exaspérer contre la religion des populations dont la majorité ne lui est déjà point très favorable, puisqu'elle leur refuse tout subside. Mais ce que l'État ne peut imposer aux communes, rien ne l'empêche de se l'imposer à lui-même en vue de conserver ces modestes lieux de culte auxquels se rattachent tant de souvenirs et qui font partie intégrante de notre sol et de notre histoire. Une combinaison qui a été envisagée et qui, nous l'espérons bien, sera prochainement adoptée, consisterait à créer une caisse spéciale pour les monumens religieux non classés et à lui fournir une première dotation, cette caisse devant être alimentée dans la suite par la générosité des fidèles. D'autre part, rien n'empêcherait d'organiser, sous

l'empire du droit commun (loi du 1er juillet 1901), des associations placées sous le patronage des évêques : déjà des groupemens se sont constitués pour les œuvres de charité, d'enseignement, de mutualité, de sport même, et leur fonctionnement a été favorisé par l'autorité ecclésiastique. Pourquoi mettrait-elle obstacle à la création d'associations spécialement chargées de l'entretien des églises, et pourquoi le gouvernement n'autoriserait-il pas ces associations à recevoir des dons et des legs en vue de pourvoir aux charges qui leur incomberaient? Il y a là, sans même toucher à la loi de séparation, un moyen simple et pratique de résoudre la question des églises par un accord où chacun trouverait son compte.

Une autre question fort intéressante a été résolue sans aucune modification de la loi organique; il s'agit des manifestations extérieures du culte. En l'absence de toute législation concordataire, ces manifestations sont évidemment soumises aux pouvoirs de police de l'autorité municipale; mais il faut concilier ces pouvoirs avec la liberté de conscience et la liberté des cultes proclamées par l'article 1er de la loi de 1905. Faute de textes précis, le Conseil d'État s'est appuyé sur la tradition et les usages locaux pour annuler notamment certains arrêtés qui interdisaient les emblèmes religieux et la présence du clergé dans les cérémonies funèbres. Il est assez intéressant de voir le droit coutumier suppléer, dans des questions aussi délicates, à l'absence de tout droit écrit. Les principes posés dans l'arrêt de Sens ont servi de base à une série de décisions réprimant les abus de pouvoir de certains maires qui paraissaient avoir plutôt le souci de brimer leurs concitoyens que de protéger l'ordre public : c'est ainsi que la sortie des sociétés de musique, la liberté des cortèges, l'usage des sonneries, le port du viatique, ont donné lieu à des arrêts qui, en maintenant le pouvoir de police des magistrats municipaux, leur interdisent tout acte de ridicule persécution.

La question des Congrégations soulève des problèmes très épineux, et ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans quelle mesure on pourrait remanier le titre III de la loi de 1901. Ce qui touche aux congrégations a, de tout temps, donné lieu à de vives controverses, et le moment n'est pas opportun pour engager des polémiques qui risqueraient de rallumer des passions actuellement éteintes. Mais en tablant sur le maintien des lois

en vigueur, on pourrait chercher à en rendre l'application moins rigoureuse, ne fût-ce que par égard pour l'admirable dévouement et l'ardent patriotisme dont tant de congréganistes donnent à leur pays des preuves journalières. On sait qu'après 1901, plusieurs milliers de demandes ont été faites par les congrégations reconnues pour régulariser la situation de leurs établissemens non encore autorisés. Ces demandes, ajournées en bloc pendant les années qui ont suivi la séparation, sont aujourd'hui l'objet d'un bienveillant examen, et, depuis quelque temps, le nombre des autorisations accordées s'est considérablement accru. Il paraît néanmoins difficile d'accorder la personnalité civile aux huit ou dix mille établissemens actuellement en instance. La vraie solution consisterait à distinguer entre les établissemens proprement dits, comportant un nombreux personnel, des ressources propres, une administration autonome et les petits groupemens composés souvent de deux ou trois membres, n'ayant pas de dotation et employés comme de simples auxiliaires par les établissemens publics, les communes, les particuliers. Ces petits essaims ne sont vraiment pas des établissemens dans le sens des lois de 1825 et de 1901, et l'on devrait revenir à une ancienne jurisprudence qui permettait aux congrégations régulièrement reconnues d'essaimer sans constituer des établissemens proprement dits et de prêter, en vertu de contrats temporaires, leur personnel aux œuvres, aux médecins, aux malades, sans mettre en mouvement la solennelle procédure d'un décret en Conseil d'État. C'est cette interprétation qui, depuis le commencement de la guerre, a prévalu par la force des choses et sans susciter aucune objection, pour les hôpitaux, ambulances, asiles de convalescens où les congréganistes prodiguent leurs soins à nos soldats blessés. Là encore, les nécessités de la guerre ont fait éclore une tolérance et une largeur de vues qui survivront, nous en avons le ferme espoir, au rétablissement de la paix. Ainsi toutes les données de cette étude convergent vers une conclusion commune : nous sortirons de cette épreuve plus unis et meilleurs, et les questions qui, hier encore, nous divisaient profondément, seront résolues dans un esprit d'apaisement, de sagesse et de liberté.

En terminant, et après avoir essayé de sonder l'avenir, si nous jetons un regard en arrière, une impression domine toutes les autres ; parmi les hommes qui ont fait la guerre de

1870, quelques-uns assistent actuellement à celle de 1914. Toute leur existence a oscillé entre ces deux pôles : ils ont vécu pour réparer le passé, pour préparer l'avenir. Jusqu'à présent, nous pouvions douter si nous avions bien rempli notre tâche; mais aujourd'hui la démonstration est commencée et s'achève sous nos yeux éclairés par l'aube de la victoire. La jeunesse qui est au front se montre admirable d'énergie, de bravoure, d'endurance ; elle a conservé toutes les vertus de la race et y a ajouté des qualités nouvelles ; le monde émerveillé acclame ces jeunes héros dans le cœur desquels bouillonne le meilleur du vieux sang français. Notre génération croira avoir assez fait pour le pays si elle lui a légué, en partant, une génération valant mieux qu'elle-même. Dans la chaîne impérissable que forme l'histoire de la patrie, notre propre chaînon avait été faussé et presque brisé : nous l'avons vaillamment ressoudé et nous y avons ajouté un nouvel anneau mieux trempé, plus résistant et plus fort.

HÉBRARD DE VILLENEUVE.

DIXMUDE[1]

UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS

I

I. — VERS GAND

Le 8 octobre au matin, dans l'aube grise du petit jour, deux trains régimentaires se croisaient en gare de Thourout. L'un de ces trains contenait des carabiniers belges; son vis-à-vis, des fusiliers marins. D'une rame à l'autre on s'interpellait. Les carabiniers agitaient leur petit bonnet de police à liséré jaune et criaient : « Vive la France! » Les marins ripostaient par des vivats en l'honneur de la Belgique.

— Où allez-vous? demanda un officier belge.

— A Anvers. Et vous?

— En France.

Il expliqua que les carabiniers étaient des recrues de la Campine qu'on dirigeait vers nos lignes, pour compléter leur instruction.

— Vous les formerez vite, hein? dit un marin à l'officier.

Et, montrant le poing à l'horizon :

— Et soyez tranquille, mon lieutenant. On finira bien par les avoir, ces fumiers!...

L'officier belge qui rapporte la scène, M. Édouard de Kayser,

(1) Les sources auxquelles nous avons recouru pour l'établissement de cette relation sont de diverses sortes : communiqués officiels, rapports français et étrangers, etc. Mais la majeure partie de nos renseignemens nous viennent de correspondances privées, rassemblées par M. de Thézac, le modeste et zélé fondateur des *Abris du marin*, de carnets de route obligeamment prêtés par leurs auteurs, d'enquêtes verbales près des survivans de Melle et de Dixmude. Le plus souvent que nous l'avons pu, nous avons cédé la parole à nos correspondans, avec le regret de ne pouvoir soulever l'anonymat que leur impose une consigne rigoureuse, mais, espérons-le, toute provisoire.

avait lui-même quitté Anvers dans la nuit. Il ignorait que la résistance était à bout de souffle, que l'évacuation des troupes avait commencé. Nos marins n'étaient pas mieux renseignés. Le contre-amiral Ronarc'h, qui les commandait, croyait mener sa brigade à Dunkerque : on lui avait donné huit jours pour la former et l'organiser sur le pied de deux régimens (six bataillons et une compagnie de mitrailleuses). Tout était à créer, les cadres, les hommes, les services. Tâche ardue, compliquée par le défaut de cohésion des élémens de la brigade et les changemens continuels de cantonnement (Creil, Amiens, Saint-Denis). Mais l'idée n'était venue qu'assez tard de former des bataillons de marche avec nos marins. L'article 11 de la loi du 8 août 1913 permettait bien de « verser à l'armée de terre les inscrits maritimes en excédent aux besoins de l'armée de mer, » mais les modes d'utilisation de ces contingens n'avaient pas été nettement définis : d'où une certaine prévention contre les bataillons de marche. Le ministre passa outre et fit bien. 70, les glorieuses leçons du Bourget et du Mans, lui avaient appris ce qu'on peut attendre de la coopération des marins avec l'armée de terre. Quelque préparation y était requise assurément. Par définition, une marine est faite pour naviguer, ce qui explique qu'on y néglige un peu l'école de bataillon : les hommes habillés de frais, « capelés, » comme ils disent, à la nouvelle mode, bérets sans pompon (1), vareuses remontantes et sans col, il fallait encore en faire des soldats; si débrouillards que soient les marins, une certaine roideur de mouvemens, dans les premiers jours, trahissait l'inexpérience de ces oiseaux de mer auxquels on rognait les ailes et qu'on engonçait par surcroît dans de grosses capotes d'infanterie. Presque aussitôt, d'ailleurs, la brigade ralliait le camp retranché de Paris; elle venait à peine d'y prendre ses cantonnemens que son chef recevait l'ordre de la tenir prête à partir pour Dunkerque où se formait une nouvelle armée. Dunkerque n'était pas encore menacé : la brigade y pourrait achever son organisation. L'ordre portait la date du 4 octobre. Le 7 au matin, la brigade embarquait à Saint-Denis et à Villetaneuse avec ses convois.

« Nous sommes confortablement installés dans des wagons

(1) On rétablit par la suite les pompons, jugés d'abord trop voyans : des confusions regrettables s'étaient produites et les bérets de nos hommes ressemblaient trop, à distance, aux « calots » des troupes allemandes.

à bestiaux, note sur son carnet le fusilier R... A Creil, nous voyons des maisons brûlées par les Allemands. La nuit arrive; on cherche à dormir, mais on ne peut pas. Il fait froid. Nous grelottons dans les wagons. » Mais voici un gros paquet de clarté, des feux verts et rouges et la rude haleine du large : Dunkerque. Une surprise y attendait la brigade : les ordres sont changés; on ne descend pas et les trains de transport vont continuer « vers la Belgique, vers l'ennemi, » vers Anvers pour préciser.

Les hommes trépignent de joie. A la portière des fourgons, leurs grappes se pressent, acclament la terre belge dans une envolée de bérets. L'amiral est parti dans le premier train avec son état-major. En débarquant à Gand, dans l'après-midi du 8, il apprend que la voie est coupée au-dessus de la ville et que les six divisions de l'armée belge qui défendait Anvers ont commencé leur retraite sur Bruges : deux divisions sont échelonnées à l'Ouest du canal de Terneusen, trois à l'Est. Une seule division reste encore à Anvers, avec les 10000 hommes des forces anglaises; la cavalerie belge couvre la retraite sur l'Escaut, au Sud de Lokeren. Il n'est plus question d'entrer à Anvers, mais de coopérer à la manœuvre de repli avec les renforts anglais qui sont annoncés et les troupes de la garnison de Gand : l'ennemi, de toute évidence, va essayer de gagner dans l'Ouest pour investir l'armée belge épuisée par deux mois de luttes incessantes et que talonnent le long de la frontière hollandaise d'autres forces venues d'Anvers. Mais, pour que cette manœuvre d'enveloppement réussisse, il faut d'abord qu'il prenne Gand et Bruges où il lui eût été si aisé de s'installer un mois plus tôt et qu'il a volontairement dédaignés, certain qu'il se croyait de les occuper à son heure sans brûler une amorce.

Dès la fin d'août en effet, le corps d'armée du général von Bœhm s'était avancé jusqu'à Melle, à quelques kilomètres de Gand. Bien qu'il n'y eût trouvé aucune résistance, Melle, disait-on, avait été pillée et brûlée en partie; les Allemands n'y avaient respecté que la distillerie où logaient leurs troupes et qui appartenait à un Bavarois naturalisé. Pour prévenir une occupation effective de la ville, le bourgmestre de Gand, M. Braun, avait dû s'engager près du général von Bœhm à pourvoir au ravitaillement des troupes allemandes cantonnées à Beleghem. Contribution de guerre assez douce en somme. Mais on était

de revue : à la date du 24 août, au lendemain de Charleroi, le Kaiser eût cassé aux gages, comme dûment convaincu d'imbécillité, un général qui se fût permis de penser qu'en octobre et à supposer qu'elle fût encore vivante, la France, dans les soubresauts de son agonie, aurait encore la force de distraire des unités pour les envoyer au secours de la Belgique. Il est certain, quoi qu'il en soit, que c'est à cette erreur de calcul ou à cette folle présomption que l'armée belge a dû son salut.

L'effort qu'il avait dédaigné de faire en août sur Gand et la Flandre occidentale, l'ennemi allait le tenter en octobre, après la chute d'Anvers. Les conditions ne semblaient pas avoir beaucoup changé. Gand, ville ouverte, largement étalée dans une plaine d'alluvions, au confluent de l'Escaut et de la Lys, qui s'y désarticulent en une infinité de canaux, est de tous côtés à la merci d'un coup de main. Pas de forts, pas de remparts : pour arrêter l'ennemi, nous ne devons compter que sur les défenses improvisées. Les troupes de la garnison, sous les ordres du général Clothen, se réduisent à huit escadrons de cavalerie, une brigade mixte, une brigade de volontaires et deux régimens de ligne, et leurs effectifs sont bien amaigris. C'est assez cependant, avec nos 6000 fusils, pour leur permettre de se déployer dans la boucle de l'Escaut et entre ce fleuve et la Lys, sur le front Sud de la ville, qui semble particulièrement menacé; si elle débarque à temps, demain, la division anglaise renforcera le front, qu'il est inutile d'étendre davantage pour une défense toute provisoire, puisqu'on nous demande seulement de faire gagner une journée ou deux à l'armée d'Anvers.

Le reste de la brigade a suivi de près l'amiral. Les derniers trains arrivent à Gand dans la soirée du 8. Toute la population est sur pied, acclamant les marins qui traversent la ville pour se rendre au Grand-Théâtre, converti en caserne. Le lendemain, branle-bas à quatre heures et demie. On boit le « jus, » et en route pour Melle où les Belges nous ont préparé des tranchées.

II. — LA BATAILLE DE MELLE

Elle n'a pas autant souffert que nous le craignions, la petite ville dentellière, sœur cadette de Malines et de Bruges : les seuils n'y bruissent plus du froissement des fuseaux; quelques maisons portent dans leurs orbites creuses, sur leurs façades

noircies, les stigmates d'un commencement de martyre. Mais son pouls continue de battre et, autour d'elle, dans cette grande serre à ciel ouvert qu'est la banlieue gantoise, l'automne a rassemblé toutes ses magnificences florales : « Nous traversons des champs de bégonias superbes, dans lesquels nous allons peut-être mourir, » écrit le fusilier R... Mourir dans les fleurs, comme des jeunes filles, l'étrange aventure pour des marins tels qu'on se les représente d'ordinaire, — en bourlingueurs d'océans aux faces cuites par l'embrun! Mais la plupart des recrues que voici ressemblent si peu à ce cliché! Elles ont des yeux clairs dans des visages à peine hâlés; les Marie-Louise n'étaient pas d'un âge plus tendre. Et comme, avec leur dandinement léger, ce je ne sais quoi de féminin et de coquet dans le précoce épanouissement de la vigueur musculaire, on s'explique le surnom que leur décernera la lourdeur teutonne, troublée comme à l'apparition de Walkyries adolescentes : *les demoiselles au pompon rouge* (1)!... L'amiral, qui vient d'inspecter le terrain, confère sur place avec ses lieutenans : une fraction du 2e régiment (commandant Varney) ira se poster entre Gontrode et Quadrecht et laissera un bataillon en réserve au Nord de Melle; une fraction du 1er régiment (commandant Delage) se portera entre Heusden et Goudenhaut et laissera un bataillon en réserve à Destelbergen. Lui-même garde sous la main, en réserve générale, au carrefour de Schelde, où il installe son poste de commandement, le reste de la brigade, soit deux bataillons et la compagnie de mitrailleuses. Les convois, sauf les ambulances sous la direction du médecin en chef Seguin, demeureront à l'arrière, aux portes de Gand. Précaution indispensable pour un repli rapide, mais que l'amiral entend bien n'exécuter qu'après avoir suffisamment étalé le choc de l'ennemi.

Grâce à nos renforts, les troupes belges ont pu donner toute l'extension désirable à leur front en occupant Lemberge et Schelderode. L'artillerie de la 4e brigade mixte, en batterie vers Lendenhock, tient sous son feu les débouchés de la plaine. Aucune troupe ennemie n'est en vue. Mais on sait, par les rapports des cyclistes belges, que les avant-gardes allemandes ont

(1) « Ah! les bandits! Nous leur inspirons une terreur sans pareille. Aussi nous ont-ils surnommés « les oiseaux noirs, » les « tirailleurs bleus » et puis « les demoiselles au pompon rouge. » Va pour les demoiselles au pompon rouge! En tout cas, ils ont senti nos coups de crosse. » (Lettre du fusilier A. C..., du Palais.)

dépassé la Dender. Nous n'avons que le temps d'occuper nos tranchées; en dernier ressort, s'il faut nous rabattre sur Melle, nous trouverons un épaulement tout organisé dans le talus de la voie ferrée, près du pont de la gare.

Anvers brûle et les heures qu'il lui reste à vivre sont comptées : les forces anglaises et la dernière division belge ont heureusement pu quitter la ville dans la nuit; elles ont fait sauter les ponts derrière elles et, à marche forcée, se sont portées vers Saint-Nicolas qu'elles ont atteint au petit jour. Elles espèrent gagner Eeclo à la brune. Mais déjà l'ennemi les relance : un parti de cavalerie allemande est signalé à Zele et près de Wetteren où il a traversé l'Escaut sur un pont de péniches; au hameau de Bastelœre, il s'est heurté aux avant-postes belges, dont l'artillerie l'a provisoirement arrêté; d'autres forces, plus au Nord, poussent dans le pays de Waës jusqu'à Loochristi, à 10 kilomètres de Gand. Une partie de ces forces viennent d'Alost; les autres d'Anvers même; le gros de l'armée ennemie demeure cependant à Anvers : nous ne pouvons qu'en marquer notre satisfaction.

Il est certain qu'un ennemi moins présomptueux ou moins amoureux de l'effet théâtral se fût jeté avec toutes ses disponibilités sur les derrières de la retraite : celui-ci préféra faire une entrée tapageuse dans les rues d'Anvers, à midi, fifres sonnans, enseignes déployées. A la même heure, les troupes qu'il avait détachées d'Alost prenaient leur premier contact avec le deuxième régiment de la brigade. On les attendait et quelques salves bien dirigées suffirent à briser leur élan. Suivant l'expression d'un des fusiliers, les Allemands « tombaient comme des quilles » à chaque décharge. « Ça sifflait aussi autour de nos têtes, » écrit un autre des combattans, qui exprime le regret de n'avoir pu « graisser » à ce moment sa baïonnette « dans le ventre des Boches. » Ce devait être pour plus tard. L'ennemi revenait en force et le commandant Varney crut bon d'appeler sa réserve, remplacée aussitôt à Melle par un bataillon de la réserve générale. « Il y eut là, dit le Dr Caradec, un certain canon qui fut mis en batterie par les Boches à 800 mètres des tranchées : il n'avait pas tiré son quatrième coup qu'on lui démolissait attelage et servans. La pièce ne put être enlevée qu'à la nuit. » En général, du reste, le tir ennemi, sensiblement trop long, nous fit peu de mal au cours de cette bataille :

la ville elle-même souffrit peu et trois obus seulement frappèrent l'église. Vers six heures, l'attaque s'arrêta. La nuit tombait; une brume légère traînait sur les champs et l'ennemi en profitait pour organiser la position; tout en faisant mine de se replier, il demeurait à proximité, occupant les bois, les maisons, les haies, les « paillers, » tous les obstacles du sol. Signes non équivoques d'une prochaine reprise d'offensive. Le commandant Varney, dont les contingens ont supporté le principal effort de la journée, ne s'y trompe pas et se tient sur ses gardes. Défense aux hommes de bouger : on mangera plus tard. D'ailleurs, on n'a rien à se mettre sous la dent. « Vers minuit seulement, dit le fusilier R..., je peux me procurer un peu de pain; j'en offre à mon commandant qui accepte avec plaisir. » La brume s'est dissipée, mais on n'y voit pas plus clair. Nuit noire partout, sauf sur Quadrecht, là-bas, où deux torches s'allument, des fermes qui brûlent. L'oreille tendue, on écoute. C'est un quart comme un autre qu'on fait sur terre au lieu de le faire en mer. Mais rien ne remue jusqu'à neuf heures. Brusquement, l'ombre se déchire : des obus à fusées lumineuses éclatent à quelques mètres des tranchées; l'ennemi a reçu des renforts d'artillerie; notre position va devenir promptement intenable. « Nous voyons les Boches, à la lueur des obus, qui se faufilent de tous côtés le long des haies et des maisons comme des rats. On tire dans le tas; on en abat à foison. Ils avancent toujours. Le commandant ne veut pas qu'on s'expose davantage : il donne l'ordre de lâcher Gontrode et de se replier un peu plus loin, sur Melle, derrière le talus du chemin de fer (1). » Dans le repli, nous perdons quelques hommes. Mais la position est excellente. A 60 mètres des tranchées, nos mitrailleuses ouvrent « un feu d'enfer » sur l'ennemi qu'on a laissé approcher. Une magnifique charge des fusiliers achève sa déroute. Il est quatre heures du matin. A

(1) Fusilier Y. M. J..., *Corresp.* Voir aussi la lettre du marin P. L. G..., d'Audierne : « ... Alors là, voyant qu'ils venaient sur nous en nombre (ils étaient un régiment contre nous une compagnie), nous avons été forcés de nous replier 400 mètres en arrière, car nous ne pouvions plus les tenir. J'ai vu le capitaine d'armes tomber mortellement blessé et quatre hommes blessés quand nous revenions sur la voie du chemin de fer. Là, nous sommes restés pendant le jour et la nuit leur tenir tête, faisant des coups de salve quand on les voyait s'approcher de nous, chargeant à la baïonnette. C'était beau de les voir tomber sur la plaine à chaque salve. Le feu cessa le 10, vers 4 heures du matin. »

sept heures, nos patrouilles signalent que Gontrode et Quadrecht sont évacués : les Allemands n'ont même pas pris le temps de ramasser leurs blessés.

C'est un soin dont se chargent pour eux les fusiliers, en allant réoccuper Gontrode, et non sans profiter de l'occasion pour faire une rafle de casques boches. La brigade, entre temps, est passée sous les ordres du général Cappers, commandant la division anglaise qui vient de débarquer à Gand où elle a été l'objet des mêmes ovations que nos marins. Les hommes, bien vêtus, solidement charpentés, donnant l'impression d'une race souple et forte, défilaient dans leurs uniformes couleur de terre, le fusil à la bretelle, en sifflant l'air fameux :

It's a long, long way to Tipperary,
But my heart is right there.

« Il y a loin pour aller à Tipperary, il y a loin. Mais mon cœur sait où il se trouve. » On y arrive sans doute en passant par Gand, car les *Tommies* n'avaient jamais été plus gais. Ces belles troupes, qui marchaient au feu comme elles se fussent rendues à une partie de *football* ou de *golf*, ne faisaient pas seulement l'admiration des Gantois : nos marins eux-mêmes se sentaient pour elles une tendresse inattendue ; l'ennemi héréditaire n'était-il pas devenu le plus solide de nos alliés? « Ce sont pour nous de véritables frères, » écrira le lendemain à sa famille un marin du Passage-Lanriec.

Renforcés par deux de leurs bataillons et les troupes belges du secteur, nous avions ordre de tenir sur nos positions précédentes dans la boucle de l'Escaut. Mais vers midi, après la visite d'un Taube, l'ennemi prononçait une si vive attaque sur Gontrode et Quadrecht qu'à la fin de la journée, il fallait recommencer la manœuvre de la veille et se replier derrière le talus du chemin de fer. Du moins son offensive venait-elle une fois de plus se briser sur le glacis de cette redoute naturelle, défendue avec un remarquable acharnement par les deux bataillons du commandant Varney. Le reste de la nuit ne fut pas troublé; la relève des tranchées se fit normalement au petit jour, et les hommes qui le désiraient purent assister à l'office. C'était un dimanche. « J'ai été à la messe dans une petite église très jolie, écrit le marin F..., de l'île de Sein. La journée

a passé très bien. Le soir, après souper, on se couchait. A peine dans la paille : « Debout, tout le monde! »

Nous battions en retraite, et il était temps. L'inaction apparente de l'ennemi pendant cette journée du 11 s'expliquait par son désir de tourner la position et de nous cerner avec toutes ses forces dans la boucle de l'Escaut (1). Sur les deux rives du fleuve, en aval et au Sud, serpentaient de longues files grisâtres. Devait-on s'exposer davantage? Convenait-il de fournir à l'ennemi un prétexte pour bombarder Gand, ville ouverte, qu'il n'entrait pas dans nos intentions de défendre? Et l'objectif principal n'était-il pas atteint, puisque notre résistance des jours précédens avait donné plus de quarante-huit heures d'avance à l'armée belge? Le quartier général reconnaissait que nous avions rempli « sans défaillance » le mandat qu'il nous avait confié. Dès leur premier contact avec l'ennemi, les fusiliers marins s'étaient comportés avec la solidité, l'endurance de troupes éprouvées, en « vieux grognards, » comme disait le fusilier R... A deux reprises, sous leur charge irrésistible, l'infanterie allemande avait plié. Ça promettait pour l'avenir.

Nos pertes étaient assez faibles cependant : une douzaine de tués, dont le lieutenant de vaisseau Le Douget, qui faisait le coup de feu dans la tranchée avec sa compagnie et qu'une balle avait frappé comme il se levait pour observer les positions allemandes, trente-neuf blessés et un disparu, tandis que l'ennemi n'en avait pas été quitte à moins de 7 ou 800 hommes et de 500 prisonniers (2). Melle ne fut pas une grande bataille, mais c'était une victoire, « notre première victoire, » disaient orgueilleusement les hommes, — le premier chant de leur Iliade. Et les troupes qui avaient remporté cette victoire voyaient pour la première fois le feu. Elles venaient des cinq ports, principalement de la Bretagne, qui fournit à la marine de guerre les quatre cinquièmes de ses effectifs. Et la majorité de leurs élémens, à l'exception de quelques brevetés-fusiliers, étaient

(1) « Les Allemands arrivaient à quatre régimens. Nous étions obligés de battre en retraite, car nous étions en ce moment 6 000 contre 45 000 Allemands. » (Lettre du fusilier P. L. G..., d'Audierne.)

(2) « A la bataille précédente, ils avaient 800 morts et 700 blessés ou prisonniers : c'était beau pour le premier combat des marins. » (Lettre du fusilier P. L. G..., d'Audierne.) Les évaluations officielles sont un peu différentes pour le chiffre des prisonniers, mais semblent trop faibles pour celui des morts et des blessés (200 à 300).

des jeunes hommes, des apprentis fusiliers de dix-huit à vingt ans (1), prélevés dans les dépôts avant l'achèvement de leur instruction, mais solidement encadrés par des gradés de la réserve et de l'active. Les officiers eux-mêmes, sauf les commandans des deux régimens (commandant Varney et commandant Delage), qui avaient rang de colonels, et les commandans des bataillons, appartenaient pour une bonne part à la réserve de la flotte. Singulière armée au demeurant, composée presque tout entière de recrues et de brisquards, poils follets et barbes grises. Il s'y voyait jusqu'à des novices de la Compagnie de Jésus, le P. de Blic (2) et le P. Poisson (3), qui servaient comme enseignes. Les barbes grises ne furent pas les moins éprouvées au début de la campagne. On leur en a fait un reproche. Si tant d'officiers sont tombés, ce n'est point par vaine gloriole, encore moins, comme on l'a laissé entendre, par ignorance du métier militaire (4), mais parce que les chefs doivent prêcher d'exemple et qu'il n'y a pas deux manières d'apprendre aux autres à bien mourir. N'oublions pas qu'ils commandaient à des recrues, presque à des enfans. Tels chefs, tels soldats. « Si vous allez ne parlant à personne, triste et pensif, dit Montluc, quand tous vos hommes auraient cœur de lion, vous le leur ferez venir de mouton. » C'était bien l'avis des officiers de la brigade et de celui-là même qui commandait le 2e régiment, le capitaine de vaisseau Varney, « toujours sur la brèche, au rapport d'un témoin, poussant à pied jusqu'aux premières lignes et aux postes avancés, les dépassant même, comme à Melle... Et il est vrai, ajoute ce témoin, qu'il était alors en auto-mitrailleuse, mais... sur le marchepied, complètement découvert, pour donner confiance à ses hommes (5). » Un des officiers de son régiment, le lieutenant de vaisseau Gouin (6), grièvement blessé dans la même rencontre, refusait de se rendre à l'ambulance, tant que l'ennemi n'avait pas battu

(1) Même de seize, comme ce jeune Yves Lebouc, de l'École des mousses, parti au front sur sa demande et blessé en relevant son capitaine.

(2) Tué à Dixmude. Décoré de la Légion d'honneur.

(3) Blessé à Dixmude. Décoré de la Légion d'honneur.

(4) Cf. Dr Caradec. (*La brigade des fusiliers marins de l'Yser*. — *Dépêche de Brest* du 19 janvier 1915.)

(5) L'abbé Le H..., *Corresp.* Le 2e régiment fut seul engagé pendant les journées des 9 et 10 octobre.

(6) Tué à Dixmude.

en retraite; l'enseigne de 1re classe Gauthier (1), commandant un groupe de mitrailleuses, laissait arriver à 60 mètres une attaque allemande, « pour apprendre aux servans à ne pas gaspiller leurs munitions, » et, blessé à la tête, disait : « L'essentiel, c'est que mes 502 balles aient toutes porté. »

Aussi bien le chef de ces braves, le contre-amiral Ronarc'h avait-il fait, sur d'autres champs de bataille, ses preuves de manœuvrier: le hasard ni la complaisance n'avaient dicté le choix du ministre.

L'amiral Ronarc'h est Breton : son nom guttural et puissant équivaut à un certificat d'origine. Et l'homme se révèle exactement tel qu'on l'imagine d'après son nom et ce qu'on sait de sa race : physiquement, sur un corps ramassé, trapu, large d'épaules, une tête rude, volontaire, aux plans accusés, très fine cependant, même imperceptiblement ironique, avec ces yeux des Celtes, un peu voilés, qui semblent toujours regarder très loin ou en dedans; au moral et suivant l'expression d'un de ses officiers, « un ajonc de falaise, une de ces plantes de grand vent et de terre pauvre qui s'incrustent aux fissures du granit et qu'on n'en arrache plus, l'opiniâtreté bretonne dans toute sa force, mais une opiniâtreté calme, réfléchie, extrêmement sobre de manifestations extérieures et qui concentre sur son objectif toutes les ressources d'un esprit merveilleusement apte à tirer parti des élémens les plus ingrats (2). » Il est assez remarquable que tous les grands chefs de cette guerre soient des méditatifs, des taciturnes : l'opposition ne s'est jamais tant accusée entre l'action et la parole. Par ailleurs, on a fait observer qu'il était peut-être dans la destinée de l'amiral Ronarc'h, — marin « très distingué » pourtant, puisque c'est son commandement des flottilles de la Méditerranée qui lui a valu ses étoiles, — de combattre surtout « comme un soldat de la guerre : » lieutenant de vaisseau et aide de camp de l'amiral Courrejolles, qui commandait la division de l'Extrême-Orient, il fait partie de la colonne Seymour envoyée au secours des légations européennes que les Boxers assiègent dans Pékin. La colonne, trop faible, bien que composée de marins des quatre divisions navales européennes stationnées dans les eaux chinoises, est obligée de se replier en toute hâte vers la côte. C'est

(1) Tué à Dixmude.
(2) Dr L..., *Corresp.*

presque une déroute, au cours de laquelle les détachemens des divisions alliées perdent un grand nombre d'hommes et toute leur artillerie de débarquement. Seul de la colonne, le détachement français ramena la sienne. Les galons de capitaine de frégate récompensèrent l'auteur de cette belle manœuvre stratégique : il avait trente-sept ans ; promu le 23 mars 1902, il était l'officier le plus jeune de son grade. A quarante-neuf ans, avec sa moustache grisonnante et son « bouc à l'américaine, » c'est aujourd'hui encore le cadet de nos amiraux.

III. — LA RETRAITE

Comment allait se faire le « décrochage ? »

L'opération semblait assez délicate. On se sentait épié de tous côtés par l'ennemi. L'ordre du général Cappers portait de se dégager par une marche de nuit et de gagner Aeltre, au croisement des routes de Bruges et de Thielt. Très méthodique, très précis, favorisé par les dispositions que l'amiral avait prises en vue de son exécution, le repli commença : nos convois d'abord ; puis, une demi-heure après, nos troupes, que les unités anglaises remplacèrent momentanément sur leurs positions. En traversant Gand, note le fusilier R..., « nous sommes acclamés de nouveau, d'autant que quelques-uns ont pris des casques prussiens et les montrent. L'enthousiasme est indescriptible ; les dames surtout nous font fête. » La douce Belgique nous avait gagé son cœur : elle ne nous le retire pas, même quand nous semblons l'abandonner. Couverts par la division anglaise, qui nous suit à deux heures de distance, nous franchissons Tronchiennes, Luchten, Méerande, Hansbeke, Bellem : une rude traite de 45 kilomètres, par un clair de lune glacé, avec des haltes de dix minutes à chaque étape. Les autos de la brigade roulaient à vide, tous les officiers, jusqu'aux plus vieux, s'étant imposé de marcher au pas de leurs hommes. Ce ne fut qu'au petit jour levé qu'on parvint à Aeltre. La brigade n'avait pas été inquiétée dans sa retraite : nous n'abandonnions rien, pas un traînard, par une cartouche. Et tous nos morts, pieusement ensevelis par l'aumônier du 2e régiment de la brigade, M. l'abbé Le Helloco, avec l'aide du curé et du bourgmestre, dormaient depuis la veille dans le petit cimetière de Melle.

Le temps d' « avaler un morceau » et de se déraidir les

jambes, on repartait dans la direction de Thielt qu'on touchait à quatre heures de l'après-midi ; la division anglaise y arrivait à six, et l'on prenait aussitôt ses cantonnemens d'alerte : routes barrées, grand'gardes à toutes les issues. 50 000 Allemands galopaient à nos trousses : s'ils ne nous rattrapèrent point à Thielt, on le dut peut-être au maire d'une des localités que nous avions traversées et qui les lança sur une fausse piste. Cet héroïque mensonge lui coûta la vie et valut à nos hommes une nuit franche de repos (1). Pour la première fois, depuis trois jours, sur la paille des hospitalières fermes belges, ils purent dormir tout leur saoul, « pioncer en double, » comme ils disaient, afin de réparer les fatigues des nuitées précédentes. Un Taube, au matin, troubla la fête ; mais, accueilli par une vigoureuse fusillade, le « sale oiseau » presque tout de suite « donnait de la bande » et allait s'abattre dans les lignes anglaises, à la grande joie de nos hommes. Peu après, nous levions le camp dans la direction de Thourout, que nous atteignions à trois heures de l'après-midi. La division anglaise devait nous quitter là pour marcher sur Roulers et, du même coup, la brigade passait sous les ordres du roi Albert, dont nous avions rejoint les avant-gardes.

L'armée belge, après la retraite d'Anvers, n'avait fait que toucher Bruges et, renonçant à défendre Ostende, elle se repliait à petites marches vers l'Yser. Tous ses convois n'étaient pas encore arrivés. Pour assurer leur transport, elle avait décidé de faire front, malgré son état d'épuisement, sur une ligne ondulée s'étendant de Menin aux marais de Ghistelles ; la part des fusiliers sur ce front devait aller du bois de Vijnendaule à la gare de Cortemark. Le 14, par une pluie battante, la brigade se portait à l'Ouest de Pereboom et prenait formation de rassemblement articulé, face à l'Est. C'était la meilleure position, et elle ne valait pas grand'chose, en raison de son excentricité. L'ennemi, qui avait fini par nous dépister, était signalé se dirigeant en masses profondes sur Cortemark : les 6 000 hommes de la brigade, quelque héroïsme qu'ils déployassent, ne pouvaient espérer résister longtemps à des forces si disproportionnées et sur un terrain aussi difficile à « organiser, » sans défenses naturelles, sans couverture d'aucun côté, même vers l'Ouest, où le

(1) Dr Caradec, *op. cit.*

mouvement d'extension des troupes françaises n'était pas encore terminé. Il était du devoir de l'amiral d'appeler sur ces défectuosités tactiques l'attention du quartier général belge, qui, après avoir répondu par l'ordre de tenir « coûte que coûte, » trop justifié en la circonstance, revint sur ses instructions et, à minuit, le 15 octobre, fit reprendre la retraite.

Elle ne devait plus s'arrêter qu'à l'Yser.

IV. — SUR L'YSER

Nos colonnes s'ébranlent à quatre heures, en pleine nuit, mais les chaussées sont bonnes encore, malgré la pluie qui tombe sans discontinuer depuis la veille.

L'itinéraire passe par Warken, Zarren, Eessen, avec Dixmude comme point terminus. Le 1er bataillon du 2e régiment et la petite artillerie belge du groupe Pontus ferment la marche. Le mouvement est bien un peu gêné par l'encombrement extrême des routes : c'est l'habituelle caravane des « réfugiés » qui fuient l'invasion, lestés de ballots contenant toute leur fortune. Il n'y a plus que les jambes qui fassent mécaniquement leur office chez ces malheureux. Ils se rangent pour nous laisser défiler; ils nous regardent d'un œil vide, comme si leur âme était restée là-bas, derrière eux, avec toutes les choses familières et douces qu'ils ont quittées. Nos hommes leur crient au passage : « Espère un peu : on reviendra !... »

Ils ne répondent pas. Il pleut toujours et les capotes ruissellent. Près d'Eessen, nous laissons le commandant de Kerros, avec le 2e bataillon du 1er régiment, pour tenir les routes de Vladsloo, de Clercken et de Roulers; le 3e bataillon du 2e régiment (commandant Mauros) pousse plus loin dans la direction de Woumen, barrant la route d'Ypres. Un beau front, mais d'une envergure un peu large, au gré de l'amiral, pour les forces dont nous disposons. Les quatre autres bataillons et la compagnie de mitrailleuses entrent à Dixmude vers midi et vont immédiatement se poster derrière l'Yser, après avoir détaché une grand'garde au Nord, près du village de Beerst, sur la route d'Ostende, dont l'accotement porte les rails d'un petit chemin de fer d'intérêt local. L'amiral, qui cherche, sur ce pays désespérément plat, un mouvement de terrain derrière lequel il puisse défiler son artillerie, finit par le rencontrer au

Sud de la chapelle de Notre-Dame de Bon-Secours. Il place lui-même son poste de combat à la chapelle. Toutes ces dispositions ont été prises sur l'heure, et les hommes, à peine dans leurs cantonnemens, ont été chargés de pioches et de pelles et envoyés, avec une compagnie du génie belge, mettre en état de défense les lisières extérieures de la ville. On doit se contenter de pourvoir au plus urgent : l'ennemi nous presse de partout. Il s'insinue autour de Dixmude. Quelques shrapnells tombent déjà sur la ville, dont les habitans ne vont pas tarder à déménager. Cependant, la voie ferrée est intacte et, précisément, on attend à Dixmude les derniers trains de matériel venant d'Anvers. « Coûte que coûte, » — c'est un mot qui reviendra bien souvent dans les ordres de l'état-major et auquel la brigade se pliera sans observation, — il faut protéger la ligne, tenir l'ennemi à distance. Deux, trois trains passent. Les étranges convois! Jusqu'à la nuit, ils arrivaient, tous feux couverts : les mécaniciens ne sifflaient pas au disque : on n'entendait que le halètement sourd de la machine, pareil au grand soupir de ces plaines dévastées...

Le soir même, nos grand'gardes de la route d'Eessen étaient attaquées par une auto-mitrailleuse allemande venant de Zarren : elles repoussaient l'attaque ; mais nous étions vraiment là trop à découvert, trop « en l'air. » L'amiral estimait peu prudent de garder un front aussi vaste avec des troupes numériquement aussi faibles et dont l' « écoulement » demanderait un assez long temps. A Dixmude, au contraire, où l'Yser oblique vers la côte et dessine un rentrant tourné vers l'ennemi, la position permettait à notre artillerie un tir concentrique particulièrement favorable à l'attitude défensive qui nous était commandée. Il n'y avait plus lieu d'invoquer les considérations qui nous avaient obligés à étendre notre front : tous les transports venant d'Anvers avaient pu s'opérer en temps opportun. Désormais le sort de l'armée belge était assuré ; son matériel avait rejoint, et elle-même, sauf quelques effectifs faits prisonniers à la sortie d'Anvers ou rejetés en Hollande et les divisions qui nous prolongeaient jusqu'à la mer du Nord, se trouvait à l'abri derrière l'Yser, en liaison avec le corps anglais et l'armée du général d'Urbal : la brigade pouvait donc, sans inconvénient, resserrer sa défense autour de Dixmude.

Le commandement belge, passé entre les mains du général

Michel, se rendit sans peine à ces raisons, et l'opération fut décidée pour le lendemain. « Les Boches étaient là vingt-quatre heures après nous, dit une lettre de marin. Nous les espérions à huit kilomètres de la ville. Tout le monde était éreinté, mais solide au poste. » L'évacuation de ces avancées dangereuses, sur un terrain plat, découvert, où quelques fermes, des mulons de paille et des peupliers en bordure de route ne nous offraient que des abris intermittens, s'exécuta malgré tout sans pertes sensibles et, tout de suite, la résistance s'organisa autour de Dixmude.

« L'amiral a mouillé ici, écrit le 18 octobre un marin de Servel. M'est avis que nous ne démarrerons pas de sitôt. »

Rien de plus exact. Dixmude, jusqu'à un certain point et surtout quand les eaux noieront sa banlieue orientale, est un peu comme un navire embossé à l'entrée d'une mer intérieure. Mais ce navire n'avait ni cuirasse, ni bastingages, ni sabords. Les tranchées creusées à la hâte autour de la ville n'auraient pu résister à une solide attaque d'infanterie : la première lame de fond les eût emportées. Tout était à faire pour l'organisation de la défense et tout devait être fait en quelques jours, presque en quelques heures, sous le feu même de l'ennemi. C'est l'honneur de l'amiral de l'avoir tenté et de s'être cramponné à Dixmude comme il se fût cramponné à son bord. Dès l'instant qu'il a reconnu l'importance de la position, il met tout en œuvre pour accroître sa valeur défensive : il ne se laisse pas égarer par les feintes de l'adversaire et les tentations de déploiement qu'il lui offre ; ramassé sur l'Yser, la tête vers l'ennemi, il ne sortira de ses lignes que trois fois, pour soutenir une attaque de la cavalerie française sur Thourout, pour ramener l'ennemi qui porte ailleurs son effort et qu'on inquiétera sur Woumen, et enfin pour coopérer à la reprise de Pervyse et de Ramscappelle. Mais toujours, même quand il détache ainsi des unités assez loin de sa base, il maintient tout ou partie de ses réserves à Dixmude, il s'accroche à son rentrant, il monte le quart sur l'Yser.

V. — DIXMUDE

A la date du 16 octobre 1914, Dixmude (en flamand *Diksmuiden*) comptait quelque 4 000 âmes. Les guides l'appellent une « jolie petite ville : » ce n'était qu'un gros bourg. « Ima-

gine-toi Pont-Labbé, » écrit un de nos marins, mais un Pont-Labbé flamand, tout briques et tuiles, fleuri d'estaminets et de béguinages, propre, mystique, sensuel et charmant, surtout quand la pluie faisait trêve et que, sous un ciel lavé, ses coquettes maisons roses riaient aux eaux de son canal. Des quatre aires de l'horizon, de longues files de peupliers s'acheminaient en procession vers la vieille église qui lui sonnait les heures et qui était placée sous le vocable de saint Nicolas. C'était la merveille du lieu. On louait fort son élégante abside du xve siècle; mais, après qu'on en avait fait le tour, on pouvait encore, sans déception, pénétrer à l'intérieur où se voyaient un beau Jouvenet, l'*Adoration des Mages* de Jordaens, des fonts baptismaux d'une sobre ordonnance et l'un des plus magnifiques jubés de la Flandre occidentale, contemporain et rival de ceux du Folgoët et de Saint-Étienne-du-Mont.

Cette riche église, la délicieuse grande place de l'Hôtel-de-Ville, deux ou trois « demeurances » du vieux temps, aux pignons en escalier, ne suffisaient peut-être pas à dériver vers Dixmude le courant de la badauderie cosmopolite : les touristes la négligeaient; l'histoire l'ignorait. Chef-lieu d'arrondissement d'une contrée essentiellement agricole, au confluent de deux cultures et comme à cheval sur l'infini des betteraves et l'infini des prairies, dont l'Yser forme la ligne de démarcation, Dixmude ne s'animait un peu qu'aux jours de foire : elle apparaissait bien alors comme la capitale de ce grand pays plat, zébré de canaux, plus aquatique que terrestre, où paissaient, sous la garde des bergers classiques à houppelande grise, d'innombrables troupeaux de vaches et de moutons; les prés-salés de Dixmude, presque autant que son beurre, qui s'exportait jusqu'en Angleterre, étaient célèbres. Une population pacifique, un peu lourde, de chair rose et de parler rauque, traînant, appuyé, menait dans les fermes éparses autour de la ville une existence tramée de rude labeur, de pratiques dévotieuses et d'honnêtes beuveries. Les pays de plaine ne portent pas au rêve. Quand ils sont, comme celui-ci, des pays amphibies, moitié terre, moitié eau, ils n'exaltent pas non plus la fibre guerrière : trop de soucis domestiques absorbent l'habitant, qui doit batailler à la fois, pour son gagne-pain, contre deux élémens rivaux.

Seule lutte qu'il connaisse : jamais invasion ne s'est risquée

par là. Et comment l'eût-elle fait? Tout le pays, entre les collines de Cassel, Dixmude et le bourrelet de dunes du littoral, n'est qu'un immense *schoore*, un vaste polder conquis sur la mer et presque partout en contre-bas d'elle, à cause du tassement des tangues après leur asséchement. Jusqu'au XIe siècle, c'était encore un golfe où pouvaient s'aventurer les drakkars des pirates scandinaves : si Dixmude, comme Penmarc'h et Pont-Labbé, avait conservé sa physionomie d'autrefois, on aurait retrouvé, aux murs des maisons riveraines, les organaux rouillés qui servaient à l'amarrage des barques. Pour s'assurer la possession de cette terre incertaine, lentement annexée par l'effort des générations, conquise, mais non soumise et toujours nostalgique de son premier état, il ne suffisait pas de refouler la mer, qui l'eût remplie deux fois le jour de ses remontées régulières : il fallait encore évacuer les eaux douces qui s'y déversent de l'Ouest et du Sud et principalement des collines glaiseuses du Houtland, stagnent sur un sol imperméable, noient les prairies, coupent les chemins, battent les villages. La lutte est de toutes les heures. Un tel pays, menacé sur tous ses fronts, n'est habitable que moyennant des précautions et une surveillance incessantes : contre la mer, on a Nieuport et son formidable outillage de pertuis, de jeux d'écluses, de vannes et de crics; contre l'eau douce, qui suinte de partout, dont les flaques, dès l'automne et longtemps encore après l'hiver, diamantent la robe grise de la glèbe, on n'a que le drainage méthodique, continuel, dirigé, sous le contrôle de l'État, par des associations de fermiers et de propriétaires (les *gardes wateringues)*. De là les innombrables fossés d'écoulemens *(watergands)* qui longent les haies, les milliers de canaux collecteurs qui quadrillent le sol, les digues de plusieurs mètres de haut qui surplombent les rivières, l'Yser, l'Yserlée, le Kemmel, vingt autres ruisseaux innomés et d'allure débonnaire qui, brusquement, aux guilées d'automne, s'enflent, bouillonnent et dévalent torrentiellement dans l'ancien *schoore* de Dixmude. Les routes, sur ce pays déprimé, cette palude illimitée, dont quelques bouquets d'arbres, des toits de fermes basses rompent seuls la monotonie, doivent être fortement surélevées. Elles sont peu nombreuses. Juste ce qu'il faut pour assurer les communications. Encore exigent-elles un entretien permanent; ravinées par les obus, défoncées par les « marmites » allemandes, les « gros noirs, » comme les appel-

lent les marins, nos compagnies de cantonniers françaises et belges, pendant toute la durée des opérations qui vont commencer, seront occupées nuit et jour à les remettre en état.

Des autres routes qui rampent sur la plaine, il ne faut pas parler. Ce ne sont que des pistes, dont la plupart s'effacent, l'automne venu, sous l'afflux des eaux souterraines. L'eau est ici partout : dans l'air, sur terre et sous terre, où elle apparaît à moins d'un mètre de profondeur, dès qu'on crève la croûte d'argile molle qu'elle soulève comme une ampoule. Il pleut trois jours sur quatre dans cette région. Les vents de noroît eux-mêmes, qui étêtent les maigres arbres, les couchent dans une attitude de panique, y charrient les lourds nuages de pluie froide formés au large, dans les zones hyperborées. Et, quand la pluie cesse, la brume monte du sol, une brume blanche, presque consistante, où hommes et choses prennent un aspect fantomal. Il arrive bien que le *schoore* s'éclaire entre deux ondées, comme un visage en pleurs qui s'essaie à sourire. Ces bonnes fortunes sont rares. C'est ici le pays de l'humidité, le royaume de l'eau, — l'eau douce, la bête noire de nos marins. Et c'est ici que la destinée les appelle à combattre, à fournir leur plus gigantesque effort. Pendant près de quatre semaines, du 16 octobre au 10 novembre (date de la prise de Dixmude), à l'entrée de ce delta de marécages, veillé par de vieux moulins aux ailes disloquées, un contre six, sans caleçons, sans chaussettes, sous la pluie, dans la vase plus cruelle que les obus, ils vont, avec l'amiral, s'accrocher désespérément à leur radeau de misère pour barrer la route de Dunkerque, sauver l'armée belge d'abord, puis permettre à nos armées du Nord de se masser derrière l'Yser et d'étaler le choc ennemi. « Au début d'octobre, dit le *Bulletin des armées* du 25 novembre, qui résume exactement la situation, l'armée belge sortait d'Anvers trop éprouvée pour participer à une manœuvre (1) ; les Anglais quittaient l'Aisne pour le Nord ; l'armée du général de Castelnau ne dépassait pas le Sud d'Arras ; celle du général de Maudhuy se défendait du Sud d'Arras au Sud de Lille. Plus loin, nous avions de la cavalerie, des territoriaux, des fusiliers marins. » Pour le moment, à

(1) Quatre de ses divisions allaient cependant défendre seules, jusqu'au 23 octobre, la route d'Ypres à Ostende, entre Dixmude et Stype, puis la ligne de l'Yser, de Dixmude à Nieuport. (Voyez plus loin.)

Dixmude, au point le plus exposé et sauf quelques détachemens belges, qui se raidissaient, dans un suprême effort, pour coopérer à la défense, nous n'avions que les fusiliers.

L'amiral leur avait dit : « Le rôle qu'on vous donne est dangereux et solennel : on a besoin de vos courages. Pour sauver tout à fait notre aile gauche jusqu'à l'arrivée des renforts, sacrifiez-vous. *Tâchez de tenir au moins quatre jours* (1). »

Au bout de quinze jours les renforts n'étaient pas encore arrivés et les fusiliers continuaient de « tenir (2). » Ces hommes n'avaient aucune illusion sur le sort qui les attendait. Ils se savaient perdus, mais ils embrassaient toute la grandeur de leur sacrifice. « C'est à nous, les marins, écrira de Dixmude à la date du 5 novembre le fusilier P..., d'Audierne, qu'on avait confié le poste d'honneur, c'est-à-dire que dans ce coin-là il fallait tenir coûte que coûte : plutôt mourir tous que de capituler! Et je t'assure que nous avons tenu bon, quoique nous n'étions qu'une poignée d'hommes contre une force six fois supérieure en nombre avec de l'artillerie. » Exactement 6 000 marins et 5 000 Belges, sous les ordres du général Meyser, contre trois corps d'armée allemands (3). Une artillerie insuffisante, au moins dans les débuts (4). Pas de pièces lourdes, pas d'avions non plus (5), rien pour nous éclairer que les rapports des cyclistes belges et les évaluations approximatives des vigies.

— Combien étiez-vous donc? demandera au lendemain de la prise de Dixmude un major prussien fait prisonnier. 40 000 au moins, n'est-ce pas?

Et, quand il apprendra que les marins n'étaient que 6 000, il ne pourra retenir un cri de rage :

— Ah! si nous avions su!

(1) Pierre Loti, *Illustration* du 12 décembre 1914.

(2) Jusqu'au 4 novembre exactement, où les renforts arrivèrent, mais pour nous quitter presque aussitôt.

(3) « Un autre jour, le capitaine nous lit un ordre de l'amiral : il nous dit qu'il y avait trois corps d'armée allemands contre nous et qu'il fallait les tenir à toute force en attendant les renforts. » (Lettre du fusilier M. R..., de Tudy.)

(4) « Sans doute nos braves petits canons belges donnaient de la voix. Mais que pouvaient ces roquets contre les molosses teutons? » (Cité par le Dr Caradec.)

(5) Mais ceci n'est pas imputable à un défaut d'organisation. Il faut se rappeler que la brigade était dirigée sur Anvers et que ce sont les circonstances qui en ont fait un corps détaché, opérant loin de nos bases.

VI. — LA PRISE DE BEERST

Sauf un maigre faubourg qu'elle pousse au delà de ses ponts, Dixmude est tout entière étalée sur la rive droite de l'Yser. Cependant notre front de défense générale, à la date du 16 octobre, en amont et en aval de la ville, déborde sensiblement le tracé du fleuve : de Saint-Jacques-Cappelle à la mer du Nord, par Beerst, Keyem, Leke, Saint-Pierre, etc., petites agglomérations rurales, hier inconnues, endormies dans la douce paix flamande et qui vont s'éveiller au coup de tonnerre de l'invasion, l'arc de cercle qu'il décrit suit à peu près sur tout son parcours, jusqu'à Stype, l'accotement du chemin de fer routier d'Ypres à Ostende. Les fusiliers marins flanquent ce front, de Saint-Jacques à Dixmude. Les 1re, 2e, 4e et 5e divisions belges occupent le reste du fer à cheval, mais les effectifs de ces divisions étiques n'ont pas été complétés; certains régimens sont tombés de 6 à 2000 hommes; des compagnies entières ont fondu. Ces débris continuent de faire tête avec un beau courage. Jusques à quand? Comme à nos fusiliers, on leur a demandé de tenir quatre jours, et c'est le 23 octobre seulement, au bout de neuf jours, qu'arriveront les renforts du général Grossetti (1).

L'amiral avait partagé la défense de Dixmude en deux secteurs, coupés par la route de Caeskerke : le secteur Nord, confié au 1er régiment (commandant Delage) et le secteur Sud, confié au 2e régiment (commandant Varney). Il avait placé son poste de commandement à la gare de Caeskerke, au point de jonction des lignes de Furnes et de Nieuport, ne gardant à sa disposition qu'un bataillon du 2e régiment. Des deux batteries du groupe belge, l'une s'était défilée au Sud du deuxième passage à niveau de la voie ferrée de Furnes, l'autre au Nord de Caeskerke. Une

(1) Les effectifs belges qui vont coopérer avec nous à la défense de Dixmude ne se montreront pas inférieurs à ceux du bas et moyen Yser et si, au lieu d'un historique de la brigade, nous avions fait ici un exposé général des opérations, la plus simple équité nous eût commandé de restituer à ces troupes la part qui leur revient dans la défense. Elle fut assez belle pour que le général en chef des armées chargeât le général Foch d'aller porter au général Meyser, dont la brigade s'était particulièrement distinguée à Dixmude, la cravate de commandeur de la Légion d'honneur et pour que deux des drapeaux de cette même brigade, le 11e et le 12e, fussent décorés par le Roi et autorisés à inscrire dans leurs plis le nom de la glorieuse cité. Nous n'avons pas davantage insisté, et pour les mêmes raisons, sur l'actif et brillant concours que nous prêtèrent les quelques centaines de Sénégalais qui, vers la fin, furent adjoints aux fusiliers.

ligne téléphonique les reliait à la grande minoterie de Dixmude située à l'entrée du Haut-Pont et dont la plate-forme en ciment armé nous offrait un excellent observatoire. L'épaisseur de ce massif de béton, aussi coûteux que disproportionné à l'importance de l'établissement, mais très propre à recevoir de l'artillerie lourde qui battrait de là toute la vallée de l'Yser, ne laissait pas d'inspirer certaines réflexions : c'est peut-être une des rares occasions où les préparatifs de l' « avant-guerre » auront tourné contre leurs auteurs. La compagnie des mitrailleuses se tenait à la croisée des routes de Pervyse et d'Oudecappelle ; dans les tranchées de l'Yser nous avions surtout des troupes belges ; au Sud enfin, un corps de cavalerie française (1), parti de la forêt d'Houthulst, lançait une pointe hardie sur Clercken et nous soulageait un peu de ce côté, sans parvenir à enrayer l'offensive allemande qui se déployait en force à quatre heures de l'après-midi.

Suivant son habitude, l'ennemi avait commencé par préparer le terrain à l'aide de son artillerie, qui, du plissement où elle s'était défilée, aux abords d'Eessen, à l'Est de Dixmude, nous couvrait des projectiles de ses canons de 10 et de 15 centimètres. A peine les derniers flocons des batteries allemandes s'étaient-ils dissipés que l'infanterie attaqua : l'action fut assez chaude et se prolongea pendant toute la nuit et la matinée du 17, avec des alternatives violentes d'avance et de recul. L'ennemi, désireux d'en finir d'un coup, se présentait en masses compactes dans lesquelles nos mitrailleuses et nos feux de salve ouvraient des brèches sanglantes. Ces bastions mouvans oscillaient pendant quelques secondes, rebouchaient leurs brèches et revenaient en formations aussi serrées qu'avant. Aucun réseau de fils barbelés ne protégeait les abords de nos tranchées ; la plupart n'avaient ni toit, ni créneaux. Dans ces installations de fortune, le succès de la résistance dépendait uniquement de l'intrépidité des hommes et de l'adresse du commandement. Quelques « élémens » furent perdus, repris, perdus et repris encore. Mais, dans l'ensemble, notre ligne se maintint : l'ennemi ne put pénétrer dans la défense. Au petit jour, découragé, il suspendit

(1) C'est ce corps qui gardait la route de Furnes et l'Yser entre Loo et Nieucappelle, où il fut remplacé, peu après l'affaire de Beerst, par le 87e territorial. Avec une magnifique audace, le général d'Urbal, avant même d'être en possession de toutes ses forces, le lançait dans de grands *raids* qui troublaient l'ennemi.

l'attaque; mais, comme un chien qui s'éloigne en grondant, il n'arrêta de nous canonner qu'à onze heures du matin. « Après, note le fusilier R..., tout bruit cesse. Dixmude a peu souffert; les dégâts causés par les obus sont insignifians. » Mais il est vrai que l'ennemi n'avait pas reçu encore son artillerie lourde.

On profita du répit qu'il nous accordait pour refaire les tranchées des lisières extérieures, quelque peu endommagées, et commencer l'organisation des autres; le travail, d'ailleurs, était repris à chaque accalmie, mais il s'exécutait surtout la nuit et le matin, de cinq à neuf heures, jusqu'au lever de la brume. A cette heure-là, généralement, avec la clarté, la canonnade reprenait : nos pièces étaient trop faibles et en trop petit nombre pour répliquer efficacement à l'ennemi. Aussi la brigade accueillit-elle avec un vrai soulagement le renfort qui lui arriva dans la journée du 17 : cinq batteries du 3e régiment d'artillerie belge (colonel Wleschoumes) qui, ajoutées au groupe Ponthus, allaient donner à la défense de Dixmude un total respectable de soixante-douze bouches à feu, sans grande portée malheureusement et d'un métal trop peu résistant pour nos obus de 75. Telles quelles, réparties de Caeskerke à Saint-Jacques-Cappelle, notre front s'en trouva singulièrement amélioré. L'amiral, qui voulait s'en réserver l'emploi, fit relier téléphoniquement cette artillerie à son poste de commandement : une bataille se dirige aujourd'hui du fond d'un cabinet. Néanmoins il autorisa d'une façon permanente les batteries à « ouvrir instantanément le feu de jour comme de nuit sur les abords de Dixmude, toutes les fois que la fusillade et particulièrement le bruit des mitrailleuses indiquerait qu'une attaque d'infanterie était dirigée contre nos tranchées. »

Son échec du 16 octobre avait-il induit notre adversaire à plus de circonspection? Comme il nous avait laissé respirer dans l'après-midi du 17, il nous donna campos toute la journée du dimanche 18. On ne signala que deux ou trois patrouilles de cavalerie vers Dixmude et qui furent rapidement dissipées par quelques volées d'artillerie. Ce jour-là encore, nos fusiliers eurent une heureuse surprise : un officier de haute taille, silencieux, aux yeux graves, sanglé dans son dolman noir, vint visiter avec l'amiral les tranchées de l'Yser. Son inspection

avait dû le satisfaire. Il serra la main de l'amiral : c'était le roi des Belges (1).

D'autres nouvelles arrivaient du front, qui étaient de nature à nous inspirer confiance. Malgré la chute de Lille, nos armées du Nord avaient pris l'offensive de Roye à la Lys, avec un succès marqué : du quartier général anglais ordre était donné au premier corps de se concentrer à Ypres, d'où il essaierait de se porter dans la direction de Bruges (2). Ce mouvement stratégique avait même reçu un commencement d'exécution et la cavalerie française qui venait d'enlever Clercken pouvait être considérée comme l'avant-garde du corps de sir Douglas Haig. Elle demandait à l'amiral de la faire appuyer en flanc pour continuer sur Zarren et Thourout. L'amiral détacha immédiatement vers Eessen le commandant Mauros avec un bataillon du 2e régiment et deux auto-mitrailleuses belges. La route était libre, jonchée de cadavres de chevaux, même de soldats, comme après une retraite précipitée (3). L'ennemi semblait s'être volatilisé. Mais, à Eessen, l'église, dont il avait fait son écurie, comme il fera de l'église de Vladsloo une sentine, par vieux goût huguenot du sacrilège, gardait les traces toutes fraîches de son passage (4). Ces fumées de la bête ne nous renseignaient pas sur la direction qu'elle avait prise. Plusieurs routes s'ouvraient devant elle. Le plus vraisemblable est qu'averti du mouvement de la cavalerie française l'ennemi se retirait sur Bruges par Wercken ou Vladsloo. A tout hasard, le commandant Mauros s'était installé en halte gardée à Eessen pour y attendre le jour, cependant que deux régimens de goumiers, qui avaient été mis pour la circonstance à la disposition de l'amiral et qui assuraient sa liaison avec le gros du corps opérant sur Thourout, partaient en fourrageurs vers Bovekerke et les bois de Couckelaere. On atteignit ainsi la matinée, et l'exécution du plan français semblait devoir se poursuivre normalement, quand un terrible coup de boutoir de l'ennemi, sur un point où on ne l'attendait pas, vint brusquement tout compromettre.

(1) « Celui-là est un roi modèle. Je l'ai vu parcourir les tranchées; ça, c'est un homme. » (Lettre du marin A. C..., 30 octobre.)

(2) Cf. *Rapport du maréchal French*. On sait que ce mouvement, prononcé le 21 octobre, fut arrêté sur la ligne Zonnebeke-Saint-Julien-Langermack-Bischoote.

(3) « Sur notre route plusieurs chevaux abattus et quelques morts jonchaient le sol. » (Lettre du fusilier F. L. F..., du Passage-Lanriec.)

(4) Communication de M. l'abbé Le H...

En réalité, les Allemands n'avaient pas battu en retraite. Ou plutôt ils ne s'étaient repliés que pour reprendre le contact plus loin et dans des conditions plus favorables. Renseignés sur le genre d'accueil qui les attendait à Dixmude, ils voulaient tâter un autre point du front, dans l'espoir que les « petits Belges » se montreraient de meilleure composition que les « demoiselles au pompon rouge. » Vers neuf heures, dans la matinée du 19, en trois bonds simultanés, ils se jetaient, à Leke, à Keyem et à Beerst, sur la mince ligne belge qui chancelait sous le choc. Pourrons-nous la soutenir à temps ? Qu'elle soit enfoncée, et c'est la route ouverte vers l'Yser, l'Yser emporté peut-être, Dixmude prise à revers. L'amiral n'hésite pas : toute la brigade donnera, s'il le faut. Il pousse à marche forcée deux des bataillons de sa réserve sur la route d'Ostende, un autre (commandant Mauros) en flanc sur Vladsloo et Hoograde. L'artillerie appuie le mouvement, qui commence à dix heures. Mais il est impossible de savoir si Keyem et Beerst sont aux mains des Belges ou des Allemands et, dans le doute, l'artillerie n'ose les fouiller. Les deux villages s'enveloppent d'un silence de mauvais augure. Le commandant Jeanniot, qui marche sur Beerst avec l'un des bataillons, prend ses dispositions en conséquence : aux approches du village, il est accueilli par une salve de mitraille; les Allemands sont retranchés dans les maisons et l'église, d'où ils dirigent un feu nourri sur nos troupes. L'attaque de la position est rendue singulièrement difficile par la nature du terrain, complètement plat, coupé de fossés d'irrigation d'où l'eau déborde et sans autre abri que quelques haies défeuillées; on ne peut s'en approcher qu'en rampant. Nous perdons pas mal d'hommes dans cette manœuvre de déploiement, si peu conforme à la nature impulsive des marins : toute tête qui émerge est une cible; le lieutenant de vaisseau de Maussion de Candé, qui s'est mis debout, pour inspecter la position ennemie, tombe foudroyé. A chaque instant, quelqu'un des nôtres roule dans les betteraves. La charge ne sonnera donc pas ? Elle sonnera. Mais trop tôt encore. Le lieutenant de vaisseau Pertus culbute le premier, la jambe broyée, au moment où il enlevait sa compagnie; le lieutenant de Blois est frappé à quelques secondes d'intervalle en esquissant le même geste. Nos pertes sont si fortes qu'il faut appeler le bataillon de soutien Pugliesi-Conti et

ramener en arrière le bataillon Jeanniot, qui a laissé 110 des siens sur le carreau. Ces troupes neuves, fanatisées de vengeance et par l'exemple de leurs officiers, se feront hacher plutôt que de céder le terrain. Derrière le « colonel » du 2e régiment, redevenu le commandant Varney, tout le bataillon se rue. Mais, une maison enlevée, il faut prendre d'assaut la suivante. Cependant l'attaque progresse. L'amiral, pour lui conserver son souffle, la fait soutenir par un nouveau bataillon de sa réserve (commandant de Kerros), que le bataillon Jeanniot, trop éprouvé, ira remplacer à Dixmude. Le bataillon Mauros débouche dans le même temps de Vladsloo d'où il a délogé l'ennemi avec l'aide des auto-mitrailleuses de la brigade belge (1); la 5e division alliée prolonge le front de combat à droite et en arrière. Et, tout de suite, on voit les effets de cette heureuse disposition tactique : l'ennemi, qui a mis en action son artillerie, tâtonne à la recherche de nos pièces défilées au Nord de Dixmude; à cinq heures de l'après-midi, nous sommes maîtres de Beerst. Les baïonnettes peuvent se reposer : elles ont fait du « bon travail; » dans les rues, les cours des fermes, on marche sur une litière de cadavres. Mais la nuit tombe; l'amiral, qui s'est porté sur la ligne de feu, ordonne au commandant Varney d'organiser immédiatement les abords du village en prévision d'un retour offensif de l'ennemi. Nos hommes s'y mettent allégrement; ils sont encore dans tout l'enivrement de leur coûteuse victoire. A peine la pioche en main, un contre-ordre : du quartier général belge, on nous commande de nous replier sur nos anciennes positions. La brigade rentre à onze heures du soir dans ses cantonnemens de Caeskerke et de Saint-Jacques-Cappelle. Derrière elle, l'horizon flambe : c'est Vladsloo que l'ennemi a réoccupé et qui dresse le « coq rouge » sur ses toits.

CHARLES LE GOFFIC.

(1) Cette opération, qui fut très brillante et valut au capitaine de frégate Mauros son inscription au tableau d'avancement, semble s'être faite d'assez bonne heure et peut-être dans la nuit même. « En arrivant à Eessen, à une heure du matin, note le fusilier R..., une compagnie, envoyée en reconnaissance au village de Vladsloo, est accueillie à coups de fusil : les Allemands n'ont pas encore abandonné ce village; nous les délogeons, aidés par des auto-mitrailleuses belge et par l'artillerie belge. Nous réussissons à nous emparer de Vladsloo et devons faire notre jonction avec le reste du régiment à Beerst. »

NAPOLÉON A LAFFREY

7 MARS 1815

L'été dernier, quelques jours avant la mobilisation, comme je descendais la route de La Mure à Vizille, je fis le projet de revenir sur les bords des lacs de Laffrey, en ce début de mars, exactement un siècle après Napoléon. L'étape décisive de ce voyage de l'île d'Elbe à Paris, qui m'a toujours paru merveilleux comme un conte de fées, évoque en moi l'heureux temps où j'allai passer à Grenoble mon baccalauréat. En déjeunant à l'hôtel des Trois-Dauphins, je lus, sur le mur de la salle à manger, l'inscription qui commémore le séjour de l'empereur. Pour la première fois, moi qui n'avais pas quitté ma petite ville des bords du Rhône, je me trouvais devant un souvenir historique... Certes, au lycée de Tournon, faisant sonner mon jeune pas dans les allées du parc séculaire qu'emplit aux jours d'été le cri des cigales, j'aimais à me dire que j'appartenais à l'illustre collège fondé par le cardinal de Tournon, sous François Ier. Mon imagination ne demandait qu'à s'exalter; et quand j'apercevais, de l'autre côté du fleuve, le coteau de l'Hermitage tout doré dans la lumière du soir, je songeais que le vin fameux dont parle Boileau, était déjà, d'après Hugo, celui

> ... qu'aimait le grand Pompée
> Et que Tournon récolte au flanc de son vieux mont.

Pourtant, au fond de moi, la voix de ce bon sens qui abandonne rarement les gens de la vallée du Rhône, raillait mon enthousiasme et me rappelait que le célèbre vignoble avait été planté par des moines qui se fixèrent dans le pays au milieu du

XIIIe siècle. Le grand Pompée n'aimait l'Hermitage que pour rimer avec épée... Tandis qu'à Grenoble, j'étais dans l'hôtel même où logea Napoléon, — on me montra la chambre que garnissait encore le mobilier de l'époque, — je déjeunais dans la salle où il prit ses repas, en des circonstances mémorables, il y avait quatre-vingts ans : cela, c'était de l'histoire.

Lorsque je projetais une excursion à Laffrey, aux derniers jours de cet hiver, je ne prévoyais pas les événemens qui, si vite, allaient bouleverser le monde. Par une poignante coïncidence, nous assistons, pour le centenaire de 1815, à une lutte qui rassemble, contre un ennemi commun, presque tous les peuples de l'Europe qu'unit le même besoin de secouer une insupportable hégémonie; et, par un de ces retours qu'aime l'ironique destin, une alliance franco-anglaise fête l'anniversaire de Waterloo. La guerre empêche mon pèlerinage guerrier. Comment voyager et goûter la joie des paysages changeans, alors que tant des nôtres sont immobiles dans les tranchées? Attendons, pour recommencer à vivre, qu'ils soient sortis de leurs tombeaux.

***

La route de Laffrey s'élève au-dessus de Vizille, par une pente fort raide, sur le flanc du mont Connexe, et atteint rapidement le seuil de la Matheysine. Ce plateau, situé à près de mille mètres d'altitude, fermé à l'horizon par l'énorme pyramide de l'Obiou, encaissé entre une double muraille de sommets boisés, balayé par les vents qui déferlent des couloirs de la Romanche et du Drac, est un des plus rudes du Dauphiné. Des replis du sol y forment quatre lacs, d'un beau bleu foncé, qui, sauf pendant quelques semaines d'été, sont peu accueillans. Les longues chevelures des arbres et des roseaux fouettent l'onde que plissent et soulèvent les incessantes rafales. Comme autour de l'île où se bat Roland,

Le vent trempe en sifflant les brins d'herbe dans l'eau.

Du bord septentrional du plateau, on a une vue magnifique sur les massifs de la Chartreuse et de Belledonne. Le village de Laffrey, à côté du plus grand des lacs, n'offre aucun intérêt. Modeste villégiature estivale, rendez-vous de patinage l'hiver, son nom serait presque inconnu s'il n'avait été, il y a cent ans, témoin

d'un des épisodes les plus célèbres de l'histoire de Napoléon. C'est, en effet, après les dernières maisons du hameau, dans la direction de La Mure, qu'eut lieu la rencontre des troupes royales et de l'armée de l'île d'Elbe, rencontre qui aurait pu si profondément modifier notre histoire.

Certes, il est toujours un peu enfantin de dire : « Si tel événement s'était ou ne s'était pas produit, les choses eussent tourné autrement. » On sait que, plus court, le nez de Cléopâtre changeait la face du monde. Il n'est guère de rois dont l'hypothèse de la mort anticipée ne permette d'imaginer les plus étranges conséquences. A Laffrey, cependant, une supposition logiquement s'impose. C'est là que des soldats, venus pour arrêter Napoléon, l'ont mis en joue. Le commandement de : *Feu!* leur a été fait : comment ne point penser qu'un coup aurait pu, aurait dû partir? Je ne crois pas que l'histoire compte beaucoup de minutes où le destin ait été plus tragiquement en suspens.

*
* *

On se rappelle la situation. Napoléon, ayant quitté l'île d'Elbe le soir du dimanche 26 février 1815, débarque le 1er mars au golfe Juan, avec un millier d'hommes environ. Se défiant des départemens royalistes de la Provence, il se décide à passer par les Alpes, malgré toutes les difficultés que présentait cette traversée hivernale. Les montagnards dauphinois, attachés aux principes de la Révolution qu'ils considéraient un peu comme leur œuvre, étaient hostiles au nouveau régime; Napoléon savait, d'ailleurs, qu'il comptait parmi eux quelques chauds partisans. Son chirurgien Emery, qui l'avait accompagné en exil, était de Grenoble; et l'un de ses compatriotes, le gantier Dumoulin, secrètement venu à Porto-Ferrajo, avait indiqué à l'empereur les dévouemens qui n'attendaient que son retour pour se manifester.

De Fréjus, Napoléon se dirige sur Grasse, où les habitans lui font un accueil empressé, apportant aux soldats du vin et des brassées de ces fleurs qui, au début du printemps provençal, tapissent champs et coteaux. La petite troupe s'engage ensuite dans les fort mauvais chemins qui reliaient alors le littoral aux Alpes. Jusqu'à Digne, l'étape est pénible par des sentiers couverts de neige. Napoléon passe à Sisteron le 5, et, le soir du

même jour, entre dans Gap illuminée. Le préfet a vainement tenté d'organiser une résistance et s'est retiré à Embrun. Le voyage commence à tenir du miracle. C'est le début de la marche triomphale qu'a dépeinte Chateaubriand, avec cette magnificence de langage qui semble faite pour parler de Napoléon : « Il s'avance sans obstacle parmi ces habitans qui, quelques mois auparavant, avaient voulu l'égorger. Dans le vide qui se forme autour de son ombre gigantesque, s'il entre quelques soldats, ils sont invinciblement entraînés par l'attraction de ses aigles. Ses ennemis fascinés le cherchent et ne le voient pas ; il se cache dans sa gloire, comme le lion du Sahara se cache dans les rayons du soleil pour se dérober aux regards des chasseurs éblouis. »

Le 6 mars, la colonne impériale bivouaque à Corps, et, le lendemain, Napoléon marche sur Grenoble. Mais ici, les difficultés commencent.

La nouvelle du retour de l'empereur s'est répandue dans toute la France. La Cour a été avertie par un message au ministre de la Guerre, que le maréchal Masséna a envoyé de Marseille. Porté par un courrier jusqu'à Lyon, où s'arrête alors le télégraphe aérien, il ne parvint à Paris que le 5. L'émotion ne fut d'abord pas très grande, car on comptait que les troupes royales auraient facilement raison de l'aventurier. Le 7 mars, le jour même où Napoléon arrivait à Laffrey, Louis XVIII déclarait aux ambassadeurs : « Messieurs, je vous prie de mander à vos cours que vous m'avez vu n'étant nullement inquiet. Je suis persuadé que ceci n'altérera pas plus la tranquillité de l'Europe que celle de mon âme. » Par prudence pourtant, on charge le Comte d'Artois d'organiser la résistance à Lyon ; mais on ne doute pas que les garnisons de Gap et de Grenoble, qui ont dû être également prévenues, auront déjà pris les mesures nécessaires.

Le préfet de l'Isère, — qui n'est autre que le célèbre mathématicien Fourier, — et le lieutenant général comte Marchand, qui commande la 1re subdivision de la 7e division militaire, ont appris, en effet, l'approche de Napoléon. Bien qu'un peu gênés par les bienfaits dont celui-ci les a jadis tous deux comblés, ils se décident à faire leur devoir de fonctionnaires royaux. Marchand envoie contre lui les troupes dont il se croit le plus sûr : une compagnie du 3e génie et un bataillon du

5e de ligne, sous les ordres du commandant Delessart. Elles gagnent La Mure, avec la mission de faire sauter le pont de Ponthaut, à quelques kilomètres en avant du bourg, pour barrer la route à l'armée impériale. Mais, devant les objections du maire, le manque d'enthousiasme des soldats et l'annonce que l'avant-garde ennemie occupe déjà les lieux, Delessart juge prudent de replier ses troupes jusqu'à Laffrey et de les poster à l'endroit où le défilé est le plus facile à défendre.

Cambronne était arrivé à La Mure presque en même temps que Delessart; et les gens du pays eurent, pendant un moment, le spectacle curieux des sous-officiers du roi préparant, à l'hôtel de ville, leurs billets de logement à côté des fourriers de l'empereur. Mais comme Cambronne n'avait avec lui que quelques hommes, il préféra ne pas coucher à La Mure et revenir sur ses pas jusqu'à Ponthaut, craignant que le départ du 5e de ligne ne masquât un mouvement tournant qui l'aurait coupé du gros de la colonne. Le lendemain matin, lorsqu'il apprend, au contraire, que les troupes de Grenoble se sont retirées vers Laffrey, il rentre à La Mure au milieu des acclamations. Quelques heures après, Napoléon paraît, entouré de son état-major et de grenadiers qu'escorte un peloton de chevau-légers polonais. L'enthousiasme déborde. Un piquet de soldats doit maintenir à distance les paysans. L'empereur s'entretient avec le maire et les notables qu'il n'a nulle peine à conquérir entièrement. Il s'enquiert des besoins de la commune et du canton, de leurs désirs personnels. Déjà il parle, il agit en souverain. Pourtant une inquiétude se trahit sur son visage. Le temps presse et il s'attarde. Quand il se décide à repartir, il fait mener son cheval à la main et monte en voiture. Sans doute veut-il se recueillir et se reposer : il sent qu'il va lui falloir toute son énergie. Après tant d'heures de captivité et de rage impuissante, il commence à entrevoir la délivrance. Jusqu'ici, tout a réussi, mieux que ses plus optimistes pronostics ne lui permettaient de l'espérer; mais les obstacles sérieux vont seulement se dresser. Si, ce soir, il était de nouveau prisonnier, ce serait l'écroulement final, irrémédiable, définitif... Avec quelle anxieuse avidité, il regarde le paysage sévère et triste qui l'environne! Un soleil pâle luit dans les cieux froids. Les petits lacs de Pierre-Châtel et de Pétichet ont un air hostile... Vivement, il se ressaisit. Ces montagnes, ce sont les Alpes d'où,

jeune général en chef, il vola vers la victoire comme l'aigle vers la lumière; elles ne pouvaient pas lui porter malheur aujourd'hui et ensevelir à jamais sa fortune. Les ovations des paysans, qui le suivent depuis La Mure, lui rendent confiance. Cette fois encore, il triompherait.

Sa rêverie est interrompue par le retour des lanciers polonais d'avant-garde qui viennent signaler que le bataillon de Grenoble est massé devant le village de Laffrey, appuyant sa droite à la montagne, sa gauche au ruisseau qui sort du lac : il est impossible de passer sans livrer bataille. Napoléon quitte sa voiture, monte à cheval et, suivi des grenadiers et des lanciers, se dirige vers l'ennemi. Arrivé à une portée de fusil environ, il fait entrer sa petite troupe dans la prairie et met pied à terre. Il examine à la lorgnette les soldats qui ont mission de le ramener mort ou vivant. Plusieurs témoins de la scène rapportent qu'il était très agité et fort indécis. Minutes angoissantes, s'il en fut jamais!

* * *

Après avoir dépouillé d'abondans documens et, notamment, aux archives du ministère de la Guerre, les pièces des procès intentés, sous Louis XVIII, aux officiers qui trahirent la monarchie pour Napoléon, Henry Houssaye a écrit un récit détaillé de la rencontre de Laffrey. Il a également utilisé la plupart des nombreuses brochures locales qui racontent cette journée du mardi 7 mars 1815. Je me suis amusé à en parcourir quelques-unes, entre autres celle de Berriat-Saint-Prix. L'auteur, qui fut ensuite doyen de la faculté de droit de Paris et membre de l'Institut, était alors jeune professeur à Grenoble; il eut l'honneur d'avoir, à l'hôtel des Trois-Dauphins, une audience de Napoléon qui l'éblouit, — le mot n'est pas trop fort, — par ses connaissances de la procédure civile. « L'appréciation de cette matière ingrate et obscure, dit l'éditeur de la brochure, au cours d'une entreprise si aventureuse et avec une si grande liberté d'esprit, l'avait pénétré d'admiration. Au bout de trente ans, il en parlait encore avec enthousiasme. » Berriat-Saint-Prix rédigea aussitôt une histoire du passage de Napoléon à Laffrey et à Grenoble; mais, mise de côté au moment de Waterloo, elle ne fut publiée qu'après sa mort, en 1861. L'exorde pompeux est tel qu'on l'attend d'un professeur de droit au début

du siècle dernier : « Il est des journées que les historiens se sont attachés à raconter dans leurs moindres circonstances, à cause de leur influence sur les destinées des peuples. Telles sont les journées qui firent passer l'empire romain des mains de Pompée en celles de César, des mains d'Antoine en celles d'Auguste. Cet exemple nous a paru mériter d'être suivi pour le 7 mars 1815 : si, par les événemens dont elle fut remplie, cette journée ne peut être comparée à la bataille de Pharsale ou à celle d'Actium, elle n'en eut pas moins, pendant quelque temps, le même résultat pour l'empire français. »

Je m'étais toujours étonné qu'Henry Houssaye ne mentionnât point la relation, moins solennelle mais combien vivante, que Stendhal a donnée de la rencontre de Laffrey. Je sais aujourd'hui, par un de ses confrères de l'Académie qui lui fit la même observation, qu'il ne la connaissait pas. Sans doute n'eut-il pas l'idée d'aller chercher dans les *Mémoires d'un Touriste* des pages qui, en effet, sembleraient mieux à leur place dans la *Vie de Napoléon*. C'est dommage; car elles donnent une vive impression de réalité. Stendhal, avec cette curiosité d'esprit qui le rend si moderne, agit comme un reporter d'aujourd'hui et reconstitue sur place la scène historique. Par l'intermédiaire d'un de ses amis, il convoque des gens du pays et va avec eux sur le terrain même où, vingt ans plus tôt, ils avaient été témoins de la rencontre. Il n'a rien oublié pour délier la langue des paysans et les mettre en opposition, quand il veut éclaircir ou préciser un détail. « J'avais fait apporter trois ou quatre bouteilles de vin, et nous nous sommes assis plusieurs fois; j'avais soin d'être altéré quand je voyais quelque point douteux. » Lorsqu'il arrive à l'endroit où se décida, suivant sa propre expression, le sort de l'entreprise la plus romanesque et la plus belle des temps modernes, il est vivement troublé. « J'avouerai mon enfantillage, mon cœur battait avec violence, j'étais fort ému; mais les trois paysans n'ont pu deviner mon émotion. » Ces derniers marquent, avec des rameaux de saule fichés en terre, la position des troupes de Grenoble. Et comme il indique de même la place où Napoléon se tenait dans le pré, à une portée de fusil, l'un des paysans lui reproche de représenter aussi mesquinement l'empereur. « Ses yeux brillaient; et il est allé couper sur un vieux saule une grande branche de plus de douze pieds

de hauteur qu'il a plantée au lieu précis où Napoléon s'arrêta. Un jour, il y aura dans cet endroit une statue pédestre de quinze ou vingt pieds de proportion, précisément avec l'habillement que Napoléon portait ce jour-là. »

Je ne sais si le monument prédit par Stendhal se dressera jamais dans la prairie de Laffrey; pour le moment, il n'y a qu'un petit tertre gazonné sur lequel sont entassés quelques rochers. Et, en 1843, peu de temps après que les cendres de Napoléon eurent été rapportées de Sainte-Hélène, sur une plaque de marbre noir encastrée dans le mur du cimetière, à deux cents mètres environ de la place où elles furent prononcées, on a gravé les paroles fameuses :

SOLDATS,
JE SUIS VOTRE EMPEREUR
NE ME RECONNAISSEZ-VOUS PAS?
S'IL EN EST UN PARMI VOUS
QUI VEUILLE TUER SON GÉNÉRAL
ME VOILA!
7 MARS 1815.

Avant que Napoléon lançât cet audacieux appel, il s'établit, entre ses officiers et les troupes royales, de nombreux pourparlers sur lesquels les historiens passent trop rapidement. Il y eut, de part et d'autre, de longues hésitations sur la conduite à tenir. Au dire des paysans de Stendhal, les choses restèrent en l'état pendant un temps qu'ils évaluent à trois quarts d'heure environ. Ils assistèrent à toutes les péripéties et y prirent part. Les gens de La Mure, qui avaient suivi Napoléon, et auxquels s'étaient joints ceux des hameaux traversés et de Laffrey, se répandirent entre les deux armées et essayèrent d'entraîner la défection des soldats de Grenoble. Ils leur distribuèrent la proclamation que l'empereur avait rédigée avant de quitter l'île d'Elbe et dont il avait fait imprimer des exemplaires à Digne : « Soldats, venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres... La victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. »

L'arrivée du capitaine Randon précipita les événemens. Ce jeune officier de vingt ans, neveu et aide de camp du général

Marchand, qui devait plus tard être comblé d'honneurs par Napoléon III, pressa le chef de bataillon Delessart de faire son devoir et de commander le feu; mais celui-ci, voyant l'émotion de ses hommes et, sans doute aussi, se rappelant qu'en Égypte il avait été décoré par Bonaparte, ne pouvait s'y décider. Devant ces hésitations, Napoléon pensa que le moment était venu de risquer le tout pour le tout. Il s'approcha à une portée de pistolet et, entr'ouvrant sa redingote, prononça les paroles qui sont gravées sur le mur de Laffrey.

Suivant Henry Houssaye, des cris de : Vive l'empereur! poussés aussitôt par les soldats, mirent fin au drame. Napoléon donna l'accolade à Delessart : « Soldats, dit-il, en embrassant votre chef, je vous embrasse tous. » Puis, ayant fait former le carré, il ajouta : « Je viens avec une poignée de braves, parce que je compte sur le peuple et sur vous; le trône des Bourbons est illégitime, parce qu'il n'a pas été élevé par la nation; il est contraire à la volonté nationale, parce qu'il est contraire aux intérêts de votre pays et qu'il n'existe que dans l'intérêt de quelques familles. »

Ce récit supprime l'épisode le plus pathétique rapporté par Stendhal, d'après les paysans qui en furent témoins; et la précision des détails, sur un point qui n'a pas en lui-même une importance particulière, semble en garantir l'authenticité. Quand Napoléon eut offert sa poitrine aux fusils, le jeune Randon, ne pouvant se contenir, fit les commandemens de *En joue* et de *Feu!* Un des soldats de l'avant-garde mit l'empereur en joue; mais, au second ordre, il tourna la tête et dit :

— Est-ce mon chef de bataillon qui me commande de faire feu?

— Feu! répéta l'aide de camp.

Le soldat répliqua :

— Je tirerai si mon chef de bataillon me l'ordonne.

Et comme celui-ci resta muet, le soldat releva son fusil. Le coup, qui devait sauver les Bourbons et aurait épargné Waterloo à la France, ne partit pas. Stendhal a bien raison de dire que ce fut le moment décisif. « Le chef de bataillon, ému par les paroles de l'empereur qui avait continué à parler et lui rappelait les batailles d'Égypte, ne s'opposa plus à ce qu'il s'approchât, et l'empereur, lui rappelant des circonstances personnelles à lui, chef de bataillon, l'embrassa. A ce moment, les

soldats du bataillon de Grenoble, qui suivaient d'un œil avide tous les mouvemens de l'empereur, enchantés d'être délivrés de la discipline, se mirent à crier : Vive l'empereur! Les paysans répétèrent ce cri, et tout fut fini. Les larmes étaient dans tous les yeux. En un instant, l'enthousiasme n'eut plus de bornes. Les soldats embrassaient les paysans et s'embrassaient entre eux. »

Prestige incomparable de Napoléon! Il n'avait qu'à paraître pour fasciner, qu'à parler pour ensorceler les plus hésitans. Ses rêves presque insensés se réalisaient comme par le caprice d'un magicien. Ce retour de l'île d'Elbe qui, pour tout autre, eût été la plus folle, la plus lamentable équipée, devenait un voyage triomphal. Quand il s'entendit acclamer par les soldats chargés de l'arrêter, il dut avoir la claire vision que, cette fois encore, il avait forcé le destin, et que, des hauteurs de la Matheysine, l'aigle impériale allait vraiment voler, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame.

*
* *

Les pages de Stendhal furent analysées dans le feuilleton du 7 février 1839 du journal grenoblois le *Courrier de l'Isère* et, quelques jours après, le même journal publia le récit d'un de ses abonnés qui avait été témoin de la rencontre. Houssaye l'ignora certainement aussi. Les détails donnés sur la fin de la scène historique sont cependant assez curieux et valent d'être rapportés. Le narrateur se trouva, à la sortie de Laffrey, dans le peloton même qui entourait Napoléon. Ce peloton « était composé d'officiers de tous grades et de toutes armes, tant du 5e que de sa suite. Le mélange des uniformes, des décorations, des aigles et des fleurs de lys présentait un coup d'œil singulier; si on avait cherché à reconnaître l'empereur à son costume, on aurait fort bien pu se tromper : la poussière dont il était couvert, ainsi que son cheval, ne permettait pas de distinguer la couleur verte de son uniforme de colonel de dragons; son chapeau était devenu complètement gris, et les trois couleurs de sa cocarde recoquillée avaient disparu; mais l'expression de sa figure et ses regards ne permettaient pas de se méprendre et de ne pas reconnaître au premier coup d'œil celui qui, trois ans avant, commandait à l'Europe. Il paraissait calme et tranquille; sa physionomie annonçait la satisfaction; impossible d'y aperce-

voir le moindre sentiment d'inquiétude ou d'émotion. Pendant ce temps, les soldats arrachaient et jetaient leurs cocardes blanches qui restaient dispersées et foulées aux pieds sur la route avec les décorations du lys. » Bonaparte donna l'ordre de former les pelotons et de marcher sur Grenoble. L'abonné du *Courrier de l'Isère* ne jugea pas utile d'accompagner plus loin l'empereur et préféra rentrer chez lui. « A quatre heures du soir, je pus reprendre la route de La Mure ; à peu de distance je rencontrai les équipages de Sa Majesté ; ils se composaient d'un méchant cabriolet, dans lequel Bonaparte avait constamment voyagé depuis son débarquement, et de deux charrettes attelées de deux mauvais chevaux ; la poussière dont le cabriolet était couvert tant en dedans qu'en dehors en masquait entièrement la couleur. Quant aux deux charrettes, elles étaient chargées de quelques bagages et de ballots de proclamations ; le reste de la suite de l'empereur était épars sur la route et n'acheva même de passer que le lendemain. »

*
* *

Napoléon se remit en marche, précédé par le bataillon du 5e de ligne et la compagnie du 3e génie, dont les hommes maintenant se seraient fait tuer jusqu'au dernier pour le défendre. En traversant le village de Laffrey, tandis que de chaque maison partaient des vivats, il goûta l'une des plus grandes joies de sa vie. Il sortait enfin de l'affreux cauchemar qui avait duré dix mois. Il n'était plus le souverain minuscule et ridicule dont l'Europe se riait. Comme l'écrit Chateaubriand, dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, songeant sans doute à lui-même autant qu'à Napoléon, « ce n'est pas tout de naître, pour un grand homme : il faut mourir. » L'île d'Elbe n'était pas une fin pour lui ; il ne pouvait se contenter de la souveraineté d'un carré de légumes, comme Dioclétien à Salone... Et voilà qu'il redevenait l'empereur des Français ! Il allait régner de nouveau sur cette terre de France dont il voyait à ses pieds l'une des plus nobles provinces. Comme l'air était délicieux à respirer ! Comme le paysage, les lacs, les cimes, tout à l'heure si sévères, lui paraissaient accueillans ! Le soleil déjà incliné à l'horizon semblait un astre éteint : qu'importe ! Celui d'Austerlitz n'était pas plus brillant !

Au bas de la rude descente, Vizille lui fit un accueil chaleureux ; les habitans, qui se rappelaient avec orgueil que la Révo-

lution était née chez eux, ne doutaient pas que, chez eux encore, elle renaissait. Ils se joignirent en masse à la colonne. Un peu avant Eybens, entre Brié et Tavernolle, les soldats du 7e de ligne, que commandait La Bédoyère, accourus à marches forcées de Chambéry, sur l'appel du général Marchand, acclamèrent à leur tour, du plus loin qu'ils l'aperçurent, celui qu'ils avaient mission d'arrêter. La Bédoyère présenta à l'empereur, qui la baisa, l'ancienne aigle du régiment, précieusement conservée, que les soldats venaient de fixer à la hampe du drapeau, après en avoir arraché la pique et lacéré l'étoffe fleurdelisée.

A sept heures du soir, l'armée impériale, singulièrement grossie depuis le matin, arrivait devant Grenoble. La porte de Bonne était fermée et, sur les remparts, Marchand avait fait placer des canons chargés à mitraille; mais les troupes, qui devaient défendre la porte et pointer les canons, ne songeaient qu'à voir Napoléon et à se ranger à ses côtés. Les hommes les plus agiles se laissaient glisser le long des talus et venaient embrasser ses vêtemens comme la relique d'un saint. Tous connaissaient la proclamation distribuée par le docteur Emery, qui avait devancé la colonne, muni d'un faux passeport. Vainement, Marchand essaya de trouver parmi eux un officier ou un soldat qui voulût tirer sur l'empereur; il sentit que la partie était définitivement perdue et quitta Grenoble avant qu'on eût enfoncé la porte.

Napoléon entra dans la ville, à la lueur des torches, au milieu d'un enthousiasme délirant. Il vint coucher rue Montorge, à l'hôtel des Trois-Dauphins, que tenait alors un nommé Labarre, ancien soldat de l'armée d'Égypte. Pour la première fois, depuis de longs mois, il dut s'endormir, sinon tranquille, du moins heureux. Cette journée du 7 mars 1815 était l'une des plus enivrantes qu'il eût jamais vécues. Il le déclara souvent à Sainte-Hélène : « Jusqu'à Grenoble, j'étais aventurier; à Grenoble, j'étais prince. »

GABRIEL FAURE.

LE BLOCUS DES CÔTES ANGLAISES

Je n'examinerai ici cette affaire importante qu'au point de vue militaire. La question est la suivante :

Quels sont les moyens, — d'une manière générale, — dont disposent les Allemands pour bloquer l'Angleterre, et quelle peut être, au juste, l'efficacité de ces moyens?

Les sous-marins ne sont pas les seuls engins avec lesquels nos adversaires communs pourraient entreprendre d'intercepter les arrivages en Angleterre. Les sous-marins eux-mêmes n'ont pas seulement à leur disposition la torpille automobile. Ils ont aussi le canon et surtout la mine automatique, la mine que l'on mouille sournoisement dans une passe fréquentée.

Les journaux officieux allemands, *Gazette de Cologne* en tête, n'ont pas manqué de nous rappeler cette faculté de leurs submersibles, car il s'en faut que la presse d'outre-Rhin s'abstienne de dire ce que les autorités maritimes comptent faire.

En tout cas, à côté des sous-marins, il y a les flottilles de torpilleurs, qui peuvent agir sur le littoral Ouest de l'Angleterre.

Les « Zeppelins, » eux aussi, prendront leur part de l'opération, une part accessoire, sans doute, mais point négligeable.

Enfin, il y a les croiseurs rapides. Ceci peut surprendre. Je montrerai tout à l'heure qu'il ne faut pas absolument faire fi de ce moyen d'action, même après les combats qui semblent avoir mis hors de cause les divisions légères allemandes.

C'est évidemment, tout de même, sur leurs sous-marins. avec leurs torpilles automobiles, leurs canons, leurs mines, leurs bombes à main ou pétards destinés à percer les coques des vapeurs capturés, que nos acharnés ennemis comptent le plus.

Parlons donc de ces sous-marins.

On sait que les Allemands ne se sont engagés qu'avec pru-

dence, avec timidité même, dans la voie de la construction des sous-marins. Ce n'est qu'en 1906 que, grâce à une retouche du programme initial de 1898, on voit apparaître dans le budget de l'Empire les fonds destinés à la mise sur cale de deux sous-marins, l'un au chantier de l'État de Dantzig, l'autre au chantier « Germania » (maison Krüpp), à Kiel. Ce sont de modestes unités de 180 tonneaux de déplacement en surface et de 240 tonneaux en plongée, qui chauffent au pétrole, marchent sous l'eau avec la vapeur accumulée, donnant 10 nœuds et 8 nœuds, et qui ne s'arment que de deux tubes lance-torpilles. Ces U_1 et U_2 (1) sont des engins de défense des côtes. Ils ne se risqueront certainement pas dans la mer d'Irlande, ni dans la Manche.

On peut en dire autant, très probablement, des six exemplaires du type qui succède à celui de ces deux précurseurs. Les U_3, U_4, U_5, U_6, U_7 et U_8, construits au chantier « Germania » de 1908 à 1910, ne déplacent encore que 230-300 tonnes. Ils vont jusqu'à 12 nœuds en surface et ont 4 tubes, mais leur rayon d'action est encore faible. Ils ne rôderont, ceux-là, que dans la mer du Nord. On ne songeait pas, en 1908, au blocus de l'Angleterre.

En 1911-1912, les choses changent de face tout à coup. Le programme général de construction a subi de profondes modifications. On veut avoir, en 1917, 72 sous-marins, dont 54 toujours armés et 18 en réserve. Le peuple allemand s'est aigri peu à peu contre le peuple anglais. Ses dirigeans, qui veulent servir une haine dont ils ont, au moins, encouragé le développement, commencent à regarder avec complaisance l'engin dont l'amiral anglais Percy Scott, deux ans plus tard, dira nettement que, devant lui, surtout s'il sait combiner son action avec celle des aéroplanes, les cuirassés disparaîtront, balayés ou coulés. Et alors, brusquement, on demande au Reichstag pour les deux exercices 1911-1912, de quoi construire 34 sous-marins ou plutôt 34 *submersibles*, car, entre temps, on a réussi à se procurer, grâce à un habile, mais assez louche personnage de nationalité étrangère, les plans d'un ingénieur français bien connu, M. L...

Mais 34 unités à la fois, c'est trop d'ambition. D'ailleurs, il faut tenir compte des progrès si rapides, des moteurs, des auxiliaires, de l'armement. En définitive, on n'exécute, à Dantzig, que

(1) U, initiale de *Unterseeboot*, bateau sous-marin.

8 submersibles (10, d'après certains renseignemens) du nouveau type (U_9..., U_{16}), à qui l'on donne des machines à quatre temps du constructeur Diesel (usines de Nürnberg-Augsburg), chargées de pousser à 13-9 nœuds, environ, des coques de 450-540 tonneaux. Les 26 unités restantes ne seront mises en chantiers qu'en 1912-1913 et, plus probablement, que de 1912 à 1914. Mais elles appartiendront à un type encore plus puissant (550-650 tonneaux) où, à côté des quatre tubes, on voit apparaître un ou deux canons de 50 millimètres (1).

Ce n'est cependant que 10 submersibles, de U_{17} à U_{26}, que l'on réussit à lancer en 1912-1913. On a d'ailleurs des mécomptes du côté des moteurs. Aussi, les sous-marins de 1913-1914 seront-ils pourvus, les uns de machines à combustion interne construites en Suisse, à Winterthur, près de Zurich, les autres d'appareils à vapeur, comme quelques-uns des nôtres et des plus récens. Cette fois, c'est le chantier « Germania » qui semble monopoliser la construction de ces unités, dont la taille et le déplacement se sont encore accrus, passant de 650 tonneaux, en plongée, à 900 environ. La vitesse, aussi, a augmenté. Elle atteint, en surface, 17 ou 18 nœuds et peut aller, en plongée, à 12 nœuds. Quant au rayon d'action, faculté essentielle, dès qu'il s'agit d'entreprendre des opérations offensives et surtout de tenir un blocus pendant quelques jours au moins, on estime en général que les U_9..., U_{16} peuvent faire un millier de milles marins (de 18 à 1 900 kilomètres), tandis que les U_{17}..., U_{26} doivent pousser jusqu'à 1 600 ou 1 800 milles.

Ces derniers bâtimens sont, d'ailleurs, munis de tous les perfectionnemens : périscope de nuit doublant celui de jour, appareil de T. S. F., boussole gyroscopique, large provision d'air comprimé. Il ne semble pas qu'ils aient autant de torpilles automobiles que les nôtres. Peut-être n'en ont-ils pas plus de 6. Mais ils portent un certain nombre de mines automatiques qu'ils peuvent mouiller tout en restant en plongée. Or, ce sont là, expressément, des engins de blocus.

Voilà donc où en étaient les choses au moment où la guerre

(1) Dans la nomenclature officielle de l'artillerie Krupp, le canon de 50 millimètres a une longueur de 2 mètres (40 calibres). Il est possible que le modèle affecté aux sous-marins soit moins long, s'il est vrai, comme on l'affirme, que la bouche à feu est montée sur plate-forme à éclipse. Pour le canon de 40 calibres, la vitesse initiale du projectile de 1k,750 atteint 836 mètres.

a éclaté. Où en sont-elles, maintenant? — Nul doute que, résolus, dès le début des hostilités, à faire le plus large usage de l'arme nouvelle et entrevoyant déjà ce blocus des eaux anglaises auquel ils rattachent aujourd'hui tant de vaines espérances, les Allemands ne se soient efforcés d'augmenter rapidement le nombre de leurs sous-marins.

Or, les prévisions officielles de mises en chantiers pour 1914 et 1915 étaient de 12 unités. On devait tenir d'autant mieux à la réalisation de ces prévisions que l'on avait éprouvé, nous venons de le voir, des retards sensibles les trois années précédentes. Soyons donc assurés qu'à Dantzig, comme à Kiel, et probablement aussi bien dans les chantiers privés (Schichau, Germania, Howaldt) que dans ceux de l'État, on a mis sur cale, poussé activement, jour et nuit, achevé enfin cette douzaine de grands sous-marins de rayon d'action étendu qui conviennent parfaitement à l'objectif poursuivi (1).

Mais, d'autre part, on a fait des pertes. Celles-ci ne sont pas très faciles à évaluer. Un sous-marin disparaît, s'ensevelit définitivement sous les flots sans que l'adversaire qui le voit s'enfoncer soit certain de l'avoir coulé. De quelques-uns on n'entend plus parler. Il n'y a pourtant pas eu combat ou collision : un accident de mer les a fait sombrer obscurément. Tant y a que les calculs varient de six à dix unités perdues. N'acceptons que le premier de ces chiffres et, toute balance faite, admettons que l'Allemagne va disposer, au début de cette nouvelle période du conflit, d'une vingtaine d'unités, au maximum, susceptibles d'opérer, chacune pendant quelques jours, soit dans la Manche, soit dans la mer d'Irlande et aux atterrages atlantiques des Iles Britanniques.

Occupons-nous de la mer d'Irlande. Le canal du Nord est à 800 milles, au moins, d'Helgoland. Si nous accordons aux dernières unités allemandes 1 800, peut-être 2 000 milles, de rayon d'action, on voit combien est limité le champ de leur activité sur le théâtre d'opérations qui leur est dévolu à chacune d'elles. Cette difficulté apparaît si clairement à qui réfléchît un peu, que l'on s'est demandé où et comment ces sous-marins pouvaient

(1) Le chantier « Germania » avait, en août 1914, cinq grands sous-marins en construction pour le compte de l'Autriche. L'Allemagne s'en est-elle emparée? — Il y a quelques semaines, la presse quotidienne annonçait l'envoi à Pola de ces petits bâtimens, démontés et expédiés par tranches.

bien se ravitailler en cours d'opérations. M. Lake, ingénieur naval à qui l'on doit des plans intéressans, exécutés surtout en Amérique, n'est pas éloigné de croire que, conformément à des propositions qu'il a faites, il y a quelques années déjà, les bateaux allemands sont disposés pour se ravitailler en combustible liquide, ou même en charbon, — celui-ci en sacs, le pétrole en caisses étanches, — *au fond de l'eau*, l'approvisionnement en question étant déposé à l'avance en des points déterminés en longitude et latitude, ou faciles à repérer au moyen d'amers naturels empruntés à une côte voisine.

Que l'on ne crie pas à l'invraisemblance! Après tout ce que nous avons vu déjà, l'incrédulité systématique n'est plus de mise. En somme, une seule condition est ici indispensable, c'est que le dépôt soit fait par des fonds de 20 à 25 mètres, au maximum, les sous-marins ne pouvant guère descendre à 30 mètres sans risquer des avaries de coque résultant de la pression de l'eau. Pour le reste, c'est affaire de dispositifs spéciaux, de sas étanches, qu'il est aujourd'hui aussi aisé de réaliser que de concevoir, et aussi d'une habileté de manœuvre dont les officiers allemands ne sont point du tout incapables.

Ils ont d'ailleurs à leur disposition d'autres moyens et de moins « Jules-Verne. » Le dépôt dont il s'agit peut fort bien se trouver dans une anse discrète d'un des innombrables îlots déserts de la côte de Norvège, depuis si longtemps et si attentivement pratiquée par la marine impériale. Rien ne s'oppose même à ce que nos adversaires aient trouvé des points favorables dans les Shetland ou aux Féroë. On sait assez avec quelle minutie ils ont tout préparé pour le succès de leurs opérations et qu'au demeurant ils ont su s'assurer les connivences nécessaires.

Mieux encore, ou plus simplement : les sous-marins allemands peuvent se réapprovisionner à bord de vapeurs battant pavillon neutre, affrétés, en réalité, par des agens secrets du gouvernement impérial et qui suivront à des dates connues un itinéraire déterminé. Il est aisé de donner un « rendez-vous à la mer, » en dehors de la zone de surveillance des escadres anglaises à de vulgaires cargo-boats faisant régulièrement le trajet de Glasgow à Bergen, par exemple, et *vice versa*.

En dépit de ces précautions, il reste que la période de croisière dans la mer d'Irlande, *la période « d'effet utile » de chacun des grands sous-marins allemands sera toujours fort courte.*

C'est là leur grande, leur irrémédiable faiblesse. Et comme on sent la nécessité de la *continuité* dans leur action pour obtenir l'intimidation recherchée, on se trouvera conduit à organiser de fréquentes relèves. Mais tout cela fait beaucoup d'allées et venues, de longs voyages trop souvent répétés et donc, des avaries, des réparations prolongées, bref, là encore, des causes de retard, d'amoindrissement de la période d'utilisation réelle.

C'est pour obvier à ces inconvéniens, autant que pour ménager les approvisionnemens en torpilles automobiles, engins coûteux, compliqués, d'une fabrication assez lente, d'un réglage délicat, que l'on compte faire un large usage des mines automatiques. Sans doute le résultat est, là, plus aléatoire. Quand on laisse tomber un chapelet de ces engins à l'entrée de la Mersey, on n'est point assuré que les vapeurs passeront dessus. Il y a de la place à droite et à gauche. Et puis, les Anglais, parfaitement prévenus et outillés, dragueront leurs chenaux sans relâche. Enfin, il faut compter avec les courans, avec les gros temps, qui déplacent les mines... Tout de même, grâce au nombre, les mines, pense-t-on, feront du mal. Et elles agiront toutes seules, en l'absence du sous-marin. Elles le représenteront. Ce sont décidément des armes aussi commodes qu'efficaces pour un blocus, disent les Allemands.

En ce qui touche l'attaque directe d'un paquebot par le sous-marin et puisque, pour ménager certains neutres, il faudra se résigner à ne point éventrer une fois pour toutes, avec une torpille, le malheureux bateau qui s'approche, inconscient du péril, le canon de 50 millimètres fera fort bien, point assez puissant pour ouvrir tout de suite une brèche dangereuse, mais qui lance un obus dont les effets peuvent impressionner équipages et passagers. Seulement, pour tirer, il faut émerger, se découvrir. Cela peut exposer à de fâcheuses surprises. Évidemment les paquebots vont s'armer. Qui sait? Les modestes cargos en feront peut-être autant. Tels, autrefois, les « marchands » en se risquaient dans les mers de Chine, ou seulement dans l'Archipel, qu'en se ceinturant de caronades, de pierriers, d'espingoles. Et ainsi, sur mer comme sur terre, à force de progresser, si j'ose ainsi parler, nous reculons. Nous bouclons la boucle.

Quant aux bombes à main, ou plutôt aux pétards destinés à rompre par l'intérieur la membrure et le bordé, ce sont engins courtois, humains, qu'on n'emploiera qu'à l'égard des bâtimens

privilégiés auxquels devra s'appliquer un traitement de faveur et dont l'équipage aura cinq minutes pour se sauver.

Je disais tout à l'heure que les sous-marins n'étaient pas les seuls moyens auxquels nos ennemis auraient recours pour faire le désert autour des côtes anglaises. Je citais les « Zeppelins » et les grands aéroplanes, les flottilles de bâtimens légers, les grands croiseurs même...

Quelques mots là-dessus.

Pour les appareils aériens, le doute ne me semble pas possible. On sait quelle importance le chef de l'Empire germain attache à l'action terrorisante de ses merveilleux dirigeables, — dont deux viennent de périr misérablement sur la côte occidentale du Jutland. C'est pour obtenir une certaine combinaison de leurs opérations avec celles des sous-marins qu'il est venu à Cüxhaven ces jours-ci, puis à Helgoland. Mais, dans l'état présent des choses, cette combinaison n'est pas aisée. Si, avec les grands sous-marins, on ne peut s'assurer l'essentiel bénéfice de *la continuité de l'effet destructeur*, que dire des Zeppelins, dont l'action a jusqu'ici et gardera longtemps encore un caractère si précaire! Ces engins frappent comme la foudre, soit! Mais la foudre est capricieuse et ses effets sont étroitement limités dans le temps. Tout ce que l'on pourra demander aux aéronefs, aussi bien qu'aux aéroplanes allemands, c'est une certaine simultanéité de leurs efforts avec ceux des submersibles. Encore faudra-t-il que, dans la phase qui commence, les circonstances atmosphériques se prêtent à leur mise en jeu. On vient de voir qu'il suffit d'une chute de neige inopportune pour les désemparer.

Peut-on attendre un meilleur résultat de l'emploi des flottilles de bâtimens légers, torpilleurs et petits croiseurs? Il est incontestable que si, en même temps que les U_{17}, — et les suivans, — agiraient dans la mer d'Irlande, une quarantaine de « destroyers » allemands se jetaient sur l'estuaire de la Tamise et de la Medway, l'effet moral d'une telle combinaison aurait quelque intensité. Que de bâtimens, et non des moindres, pourraient être ainsi coulés en quelques heures!

Mais, à la grande surprise de beaucoup de marins, ces grands torpilleurs allemands si bien construits, si rapides, si bien manœuvrés, — car ils étaient soumis à un remarquable entraînement, — n'ont rien fait de saillant dans cette guerre. Du moins n'ont-ils pas su, ou pas pu agir isolément (j'entends

par escadrilles isolées, car, à juste raison, les huit unités d'une escadrille agissent toujours de concert) et se sont-ils bornés à éclairer, flanquer, soutenir au combat les divisions de croiseurs, grands ou petits, auxquelles de sérieuses opérations ont été confiées. Faut-il croire que dans le concept général de la guerre navale dominant en Allemagne, c'est au rôle d'engins auxiliaires du combat d'escadre que l'on réduisait ces souples et solides flottilles? Il se peut. Je reconnais d'ailleurs que c'est au début du conflit beaucoup plus qu'aujourd'hui, après six mois écoulés, que les torpilleurs allemands, réunis en grandes masses, auraient pu frapper des coups décisifs sur un adversaire que sa supériorité numérique ne défendait peut-être pas assez, à cette époque, des surprises funestes. Un « raid » de flottilles, si bien préparé fût-il, se heurterait maintenant à des organismes de surveillance et à des forces navales parfaitement disposés pour le repousser et le punir sévèrement. Mais il y a la brume, ne l'oublions pas, la brume, les temps bouchés qui ont déjà servi les Allemands, qui les peuvent servir encore...

Et les grands croiseurs?

Les grands croiseurs ou « croiseurs de combat, » — il y en a encore cinq : *Von der Tann*, *Moltke*, *Seydlitz*, *Derflinger*, *Lützow*, six même, peut-être, si on a su pousser à fond, dans ces six derniers mois, l'achèvement de l'ersatz *Hertha*, — pourraient fort bien prendre leur part d'opérations d'ensemble ayant pour objet d'intercepter les arrivages et d'affamer l'Angleterre. Supposons-les réunis en escadre, comme ils l'étaient déjà lors du « raid » malheureux du 19 janvier (le *Blücher* remplaçant le *Lützow* indisponible) ; admettons qu'à la faveur de la brume, toujours, ils puissent franchir le grand barrage que forment là-bas, dans le haut de la mer du Nord, les trois « Homefleets, » leurs croiseurs et leurs petits éclaireurs; établissons-les à quelque 500 milles des atterrages d'Irlande, entre les deux faisceaux de routes maritimes qui viennent de l'Ouest et du Sud-Ouest. Faisons-les ravitailler en combustible, à la mer, par des « neutres » bienveillans (les Allemands excellent, on le sait, à obtenir ce genre de services), ou, tout simplement, par leur prises, qu'ils couleront après en avoir vidé les soutes. On ne voit pas, en principe, ce qui les empêcherait de faire du mal, jusqu'au moment, du moins, où les cinq cuirassés neufs du type

Queen Elizabeth (1) et les cinq croiseurs de combat qui les ont déjà battus les auraient rejoints et forcés d'accepter la bataille.

Mais là encore, ce qui paraît simple tout d'abord ne laisse pas d'être compliqué quand on en vient à l'exécution. L'adversaire est sur ses gardes. Si nombreux sont ses coureurs, si étroites sont les mailles du réseau de leur surveillance que, même en pleine brume, il ne serait pas aisé de passer inaperçu. Bien pis, l'effectif des appareils aériens anglais s'élève si rapidement, l'audace et l'esprit d'entreprise des pilotes de ces aéroplanes et hydravions, — auxquels se joignent les nôtres, ceux de Dunkerque, — en font des adversaires si gênans, des observateurs, en tout cas, si attentifs et si avisés, qu'il devient fort malaisé d'organiser sans qu'ils s'en aperçoivent une expédition de quelque portée. Là, donc, et comme pour les coups de main des flottilles, il est bien tard, trop tard, probablement...

Résumons-nous ; et pour bien fixer les traits caractéristiques du débat, représentons-nous un vapeur anglais partant de New York à destination de Londres vers cette époque-ci. Tout va bien pour lui jusqu'au large de la Grande Sole, à 500 ou 600 milles à l'Ouest-Sud-Ouest de Land's end. Là, il est chassé brusquement par un grand croiseur allemand. Il est tard, heureusement, et l'arrivée d'une nuit sombre lui permet d'échapper, par miracle, à la poursuite. Le voilà dans la Manche. Un peu au Nord des Casquets, tout d'un coup, une longue traînée blanche sur la mer grise lui révèle une torpille qui, — par miracle encore ! — est passée derrière sa poupe. Un sous-marin allemand est là !... A toute vapeur et le cap sur le périscope, que l'on entrevoit à peine, à 700 ou 800 mètres ! Plus rien. Mais à la hauteur de la Hague, voici qu'un torpilleur français s'approche : « Ne franchissez pas le détroit ! On se bat aux Dunes et à l'embouchure de la Tamise. Les flottilles allemandes y sont ! » Notre vapeur rebrousse chemin. Décidément il ira à Liverpool. Dans la mer d'Irlande, nouvelle alerte, nouveau sous-marin, auquel on se dérobe par des changemens de route précipités. On touche au port : voici le bateau-feu *North-West*. Hélas ! une explosion soudaine ébranle le bâtiment. C'est une mine automatique. Par une chance bien rare, c'est l'extrême avant seul qui a

(1) Ce sont les derniers « Dreadnoughts, » cuirassés rapides (25 nœuds), portant 4 000 tonnes de pétrole et armés de 8 canons de 381 millimètres.

été frappé et la cloison étanche du premier compartiment n'a pas cédé. On remplit les water-ballasts arrière, on se redresse, on marche tout doucement et enfin, vers le soir, on s'amarre à Birkenhead. On est sauvé!...

Pas du tout. En pleine nuit, des bombes éclatent. L'une d'elles perce la coque après avoir traversé les ponts. Le vapeur coule. C'est le dernier coup d'un Zeppelin dont on a aperçu, un moment, le projecteur et qui, maintenant, s'éloigne impuni dans le sombre...

Voilà, certes, un tableau à faire pâmer d'aise nos ennemis! Voilà ce qu'ils eussent voulu, ce qu'ils eussent dû faire, — questions d'humanité et de droit à part, bien entendu! — pour intimider réellement les marins d'Angleterre, pour affamer la Grande-Bretagne, pour intercepter les arrivages des matières premières qui lui sont indispensables. Les Allemands sont loin de compte! De cette impressionnante mise en scène il ne reste, — qu'on me passe l'expression, — qu'un *numéro*, celui des sous-marins et, comme je l'ai dit plus haut, le succès en sera forcément médiocre. Un officier général de la marine impériale vient de le reconnaître, paraît-il : « Nous n'avons pas le matériel nécessaire pour faire effectivement le blocus des eaux anglaises, » a-t-il dit avec mélancolie (1).

Il reste toutefois, je le répète, qu'il y aura des pertes, que les deux alliés supporteront avec une constance sereine. On me pardonnera de ne pas dire ici de quels moyens les états-majors des deux marines comptent user pour en réduire le plus possible la gravité et l'étendue. Soyons certains que ces moyens ont une réelle efficacité. Quant à celui, — le moyen décisif, radical, — que j'avais cru devoir préconiser ici, si j'ai pensé un instant, d'après une phrase mal traduite du discours de M. Winston Churchill, qu'on se décidait à l'employer, j'ai dû revenir de mon erreur. Il ne s'agit, toujours, que de serrer l'écrou de la vis de pression économique. Inclinons-nous, en reconnaissant que tous les chemins mènent à Rome. Ils sont seulement plus ou moins longs...

Contre-amiral DEGOUY.

(1) *Matin* du 22 février, citation du *Hamburger Fremdenblatt*.

REVUE LITTÉRAIRE

AU SERVICE DE LA NATION (1)

Pour nous plaire, il faut, à présent, que les livres aient au moins quelque rapport avec notre unique souci ; et nous leur permettons de nous divertir un instant, mais pourvu qu'ils semblent ne pas ignorer notre alarme et nos espérances. Qu'ils n'essayent pas de nous mener trop loin hors de là : nous ne les suivrions plus. Comme, à certains jours, les amis les plus chers, ils n'ont avec nous à choisir qu'entre le silence et une causerie toute pleine de précaution, toute proche de nos sentimens.

Nous pouvons lire *Au service de la Nation*. C'est un recueil de lettres écrites par des volontaires, dans les huit dernières années de l'avant-dernier siècle, et recueillies, annotées par le colonel Ernest Picard. Lettres familières, quelquefois un peu emphatiques, mais avec tant de naïveté ! lettres qui, des armées du Rhin, des armées du Nord, de l'armée des Alpes ou de l'armée d'Italie, allaient trouver, dans les villages et les petites villes de l'intérieur, des mamans, des épouses, des sœurs, des fiancées, des amis et qui les touchaient ainsi que maintenant nous émeuvent celles de nos soldats ; lettres tout exaltées de la grande ferveur patriotique, ininterrompue à travers notre histoire, mais qui a ses périodes d'élan plus vif : à la fin de l'avant-dernier siècle et aujourd'hui, la flamme est particulièrement haute et belle. Regardons-la et chauffons-y nos âmes.

Plusieurs de ces lettres, qui sont vieilles de cent vingt ans, on les dirait écrites d'hier; et elles nous font frissonner, quand elles

(1) *Au service de la Nation*, lettres de volontaires (1792-1798) recueillies et publiées par le colonel Ernest Picard (Alcan, éditeur).

relatent des souffrances dont nous savons que pâtissent nos défenseurs nouveaux. « Des volontaires ont eu les pieds gelés, vu la rigueur du temps... » C'est un lieutenant du cinquième bataillon de Maine-et-Loire qui écrit cela de Metz, le 22 nivôse an III, à la citoyenne veuve Michel, sa mère, marchande de quincaillerie à Angers. La guerre est, de tous les côtés, extrêmement pénible et, par exemple, au Nord où les Impériaux ont l'insupportable manie de se terrer comme des lapins, comme des taupes. Le volontaire Brault s'en plaint, un jour qu'avec un détachement de dragons, deux bataillons d'infanterie, quatre pièces d'artillerie et cinquante soldats de la Carmagnole, il est parti de Bergues pour assiéger Rousbrugge, à trois lieues de là. Il croyait aller vite ; mais, baste! les Impériaux avaient fait des tranchées « de vingt pas en vingt pas sur leur terrain, tout le long de la grande route... » On leur « remplit » leurs terriers et l'on passa. Puis on dut se mettre à l'eau, deux fois, pour franchir des rivières dont ils avaient abîmé les ponts. Et alors? Alors, « les Impériaux avaient encore fait de fortes tranchées, d'où ils pouvaient avec vingt hommes nous tuer sans que nous puissions seulement en voir un seul... » Ces vils procédés de combat déconcertent nos volontaires. Et, pour se faire mieux comprendre de ses parens, Brault, qui est de Mayenne, leur dit : « Imaginez-vous que le pont de Mayenne a l'arche du milieu coupée, et qu'on a fait des retranchemens à hauteur d'homme au bout du pont, du côté de la ville, et que deux mille hommes soient au Saint-Esprit pour assiéger la ville. Voyez si trente hommes, qui ne risquent pas d'être blessés, ne sont pas capables de les retenir et d'en détruire un grand nombre s'ils osent approcher : telle était cependant notre situation ! » Comment se tirer de là? Le commandant général leur exposa que, pour être vainqueurs, ils n'avaient qu'un moyen : « agir de témérité. » Si l'on s'amusait à tirailler, les volontaires ne tueraient personne et les Impériaux tueraient tout le monde. Il fallait jeter sur le pont quelques planches et, la baïonnette au canon, « entrer d'autorité. » C'est ce qu'on fit. Et l'on se dépêcha. Une planche jetée sur le pont, les soldats n'attendent pas qu'il y en ait une autre. Ils passent ; le commandant du bataillon, d'abord ; tous les soldats après lui. Une planche qui n'avait pas huit pouces de largeur : « On ne pouvait passer qu'un et un ! » Certes, il périt là toute une jeunesse ; et le commandant général eut la cuisse cassée, « dont il est mort. » C'est un malheur ; mais, si l'on avait barguigné, la ville serait encore à prendre. Ce que les volontaires de 1792 supportent mal, nos soldats aujourd'hui le supportent : la lenteur des

opérations, le piétinement. Pour contenter Deguir, volontaire de la 65e demi-brigade et qui est en avant-garde à l'armée du Bas-Rhin, qu'on lui promette une grande bataille, l'attaque générale ; les escarmouches quotidiennes l'impatientent. Et Desbruères, volontaire au 1er bataillon du Doubs, ne tient pas volontiers en place ; il réclame de bouger : « cela m'ennuie d'être toujours dans le même endroit. » C'est qu'ils ont tous la ferme assurance de valoir mieux que l'ennemi dans la mêlée, homme contre homme. Grenadier au 60e régiment d'infanterie, ex-Royal-Marine, le vaillant Tiry est à l'hôpital, blessé. Il écrit « à son épouse ; » il lui dit : « J'ai reçu au bras droit une balle, à la première sortie de Mayence, en tombant sur le corps de l'ennemi à deux heures du matin, après avoir égorgé deux sentinelles de la grand'garde. Nous nous sommes battus à l'arme blanche, tué beaucoup. Le feu a commencé à trois heures du matin jusqu'à sept heures, où nous fûmes battus à mitraille et à boulet par l'ennemi. Trop incommodés par ce feu, nous avons pris d'assaut la redoute, tué treize canonniers ; j'ai été blessé... » Il ne donne pas autrement de ses nouvelles ; mais il conclut : « Nous avons eu l'avantage ! » Puis l'ennemi reçut des renforts ; et il fallut rentrer dans Mayence. Tout de même, et quoique blessé, Tiry sortit encore, avec d'autres, pour aller quérir les blessés sur le champ de bataille, — « car les ennemis les achevaient à coups de fusil... » Maintenant, à l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély, le grenadier se rappelle tout cela, ses exploits, ceux des camarades, et la médiocrité des ennemis : « qu'ils apprennent à se battre à l'arme blanche, pour se battre avec nous ! » Le chagrin de nos hardis gaillards, c'est d'avoir à écrire : « Nous sommes toujours dans la même position. » Le temps leur dure ; et ils ne rêvent que d'aller de l'avant. Pour tromper l'ennui des semaines calmes, ils améliorent leur gîte et montrent de l'ingéniosité. Au bivouac de Kastel, en brumaire de l'an III, Brault et ses camarades se construisent une cabane, qui est la plus belle de la division : trente pieds de long sur vingt-quatre de large ; un lit de camp « où il pourrait coucher vingt personnes, » un peu serrées probablement ; une cheminée en briques « avec un escalier pour y descendre. » Il y a, dans les environs, une sapinière : c'est elle qui leur offrit les planches et les tenta de bâtir cet « édifice, » une véritable maison, dit Brault, « où je voudrais passer l'hiver ; elle nous a coûté six jours de travail, entre six que nous sommes à l'habiter. » Il assure que la cantinière leur a proposé deux cents francs de leur chef-d'œuvre, et qu'ils ont refusé de le donner. Avec la même bonne humeur, le même sourire enfantin de héros, nos soldats nous racon-

tent le luxe dont ils parent leurs tranchées. Ce sont bien les mêmes Français, jadis et de nos jours. Les mêmes Prussiens? Je crois que oui. Meusnier, Brisson junior et le sergent Achille, qui se sont mis à trois pour donner de leurs nouvelles à l'administrateur du département d'Indre-et-Loire, appellent les Prussiens une « horde de brigands. » Et Demonchy, caporal-fourrier au 44e bataillon d'infanterie légère, qui ne se gêne pas beaucoup s'il cantonne chez l'habitant, mais qui a de la bonhomie, déteste la sauvagerie des Impériaux : « Ils agissent avec cruauté, au lieu que nous autres Français, toujours avec humanité. » Fierté charmante ! Et c'est ainsi que les anciens soldats, en nous parlant d'eux, nous parlent de nos soldats d'à présent. Ils annoncent l'avenir ; et notre pensée rêve longtemps autour de cette ligne, adressée le 29 messidor an IV, à « son cher père, à sa chère mère, à ses chers frères, parens, amis, » par Gagneux, soldat, 2e bataillon, 6e compagnie, 17e demi-brigade, armée du Rhin-et-Moselle : « Je vous dirai que nous avons passé le Rhin ; ça va très bien!... »

Le colonel Ernest Picard, — mort avant la publication de son livre, et mort avant la guerre, — est un historien très attentif auquel on doit, notamment, d'excellentes études, un peu sèches, un peu ardues, mais précises et rigoureuses, riches de faits et intelligentes, sur la précédente guerre, la perte de l'Alsace, la campagne de Lorraine, Sedan, les préliminaires de la paix qui appelait une revanche. Sa compétence militaire l'autorisait à composer une histoire qui fût, en même temps qu'un récit des événemens, l'examen critique de la stratégie. Mais la stratégie n'est pas une science abstraite. Une théorie de la guerre tient compte des réalités que la guerre met en jeu : réalités parmi lesquelles il n'en est pas de plus efficace que la valeur individuelle du soldat. Il importe de connaître le combattant, ses énergies, ses faiblesses peut-être et, enfin, le total de sa vertu active. Il faut que l'histoire, peinture de la vie, soit concrète comme la vie. Ces prétendus philosophes de l'histoire, qui nous déroulent des siècles pareils à des théorèmes, ne sont que des arrangeurs de néant. Quelquefois, on nous donnerait à penser que l'immense aventure humaine, au cours des âges, n'est que la méditation des diplomates. Et, quelquefois, on dirait que tout se passe dans le cerveau des capitaines. L'histoire est plus abondante, opulente et, pour ainsi parler, plantureuse : et qu'on n'omette pas les foules, qui sont la matière et la substance de l'histoire. Le colonel Ernest Picard n'a-t-il pas senti que son histoire militaire, très savante, restait un peu maigre, en dépit du méticuleux détail, et

théorique, faute d'enfermer dans ses épisodes les foules combattantes? C'est pour cela, j'imagine, qu'il avait résolu d'examiner de plus près le soldat : ces lettres de volontaires le renseignaient bien. Il les a trouvées dans les dépôts d'archives communales et départementales, ou dans les liasses des collectionneurs : il les a tirées de leur sépulture et de leur oubli, ranimées, et il a pu constituer ce témoignage ancien de la valeur française. Nous avions déjà des amis, parmi les héros de cette époque : un Joliclerc, un sergent Fricasse et un Gabriel Noël, dans l'épopée militaire de la Révolution, nous émerveillent, nous enchantent. Mais, à cause de leur célébrité, à cause de leur individualité si originale, ils nous ont un air un peu exceptionnel. Ce sont des protagonistes. Voici, avec les moindres personnages que le colonel Ernest Picard ressuscite, la multitude des héros.

Ces gens, rudes et vulgaires, tout barbouillés d'ignorance, fiers de leur brutalité, sublimes, nous apparaissent comme des rédempteurs. Ils font une belle besogne et ils rachètent le crime de leur temps. Ils ne sont point exempts de toute analogie avec ces énergumènes, compagnons de leur enfance peut-être et leurs parens ou leurs frères, qui ont mal tourné, dans les clubs, dans la politique et dans l'anarchie. Une même frénésie a soulevé les uns et les autres, mais ceux-ci pour l'intrigue et ceux-là pour l'abnégation, ceux-ci pour le scandale et ceux-là pour le salut de la patrie. Or, c'est le hasard qui les a séparés si nettement, qui des uns a fait des politiciens et, des autres, des soldats. Les uns, nous les détestons; les autres, nous les glorifions. Pareils d'abord, ils sont allés aux deux extrémités d'une alternative et, tous, portant comme un bagage précieux une idéologie, la même, et que les uns ont avilie, et que les autres ont sanctifiée. Sans doute les idées ne valent-elles quasi rien, par elles-mêmes : des cailloux qu'on ramasse au bord des routes; mais, dans ce caillou, ciselez à votre choix une image obscène ou l'image d'un dieu. Les principes de la Révolution, que les émeutiers de Paris employaient à l'assassinat, sur nos frontières les soldats les employaient à l'héroïsme.

Ces volontaires sont de fameux républicains. Ils ne manquent pas une occasion de déclarer leurs doctrines, et d'afficher « ce saint amour de l'égalité qui caractérise les âmes libres, » et de vilipender les aristocrates, les prêtres aussi. D'ailleurs, il y a entre eux des différences, des nuances d'incrédulité. Quelques-uns traitent encore Dieu sans malveillance. Et Jean Gagneux, un Tourangeau, a beau n'aimer pas les Chouans, il n'est pas une forte tête; car il écrit à ses parens : « Je vous écris pour faire réponse à votre lettre qui m'apprend avec

plaisir que vous êtes en bonne santé; moi, je suis de même pour le présent, et je prie le Seigneur de nous la continuer à tous... » Plus généralement, s'ils parlent de Dieu, ils le républicanisent sous le nom de l'Être Suprême. Et Colin, Lepreux aîné sont hardis jusqu'à se railler de « tous les saints (ci-devans) du soi-disant Paradis. » Terribles garçons, ces Colin et Lepreux aîné ! Entre deux batailles, ils écrivent à leurs amis de la Société populaire, à Saint-Jean de Losne : « La ville de Strasbourg va divinement; la guillotine est toujours en activité... » Ils ajoutent qu'elle fait des miracles et convertit bien du monde. Mais, tout ça, c'est de la politique, qu'ils ont prise à Saint-Jean-de-Losne et qui leur traîne dans l'esprit. Des mêmes, voici beaucoup mieux : « Nous vous avions promis des nouvelles. Crions tous : *Vive la République !* Victoires sur victoires, frères et amis! les Français sont à Worms, peut-être à Mayence; le butin qu'ils ont attrapé monte à plus de deux cents millions, sans compter les canons, bagages, prisonniers, etc. Nous sommes bien fâchés de ne pouvoir vous annoncer la prise du Fort-Vauban; nous espérons vous l'apprendre bientôt, car l'on doit donner aujourd'hui une attaque générale... » Du reste, ils vont un peu vite : le 16 nivôse an II, les Français n'étaient ni à Mayence, ni à Worms. Seulement, au Geissberg et à Frœschwiller, Hoche venait de remporter ces éclatans succès qui aboutirent, quelques mois plus tard, à la reprise de l'Alsace. Colin, Lepreux aîné sont des patriotes qui n'attendent pas : et ils devancent la victoire. On leur dit bien que la garnison de Fort-Louis a juré de mourir dans la place. Ils répondent : « A quoi sert le serment des esclaves contre la valeur des républicains? » Et, en fait, les Autrichiens de Fort-Louis (ou Fort-Vauban) ne coururent pas les risques d'un siège : ils s'esquivèrent, promptement. Lepreux et Colin, voyez-les : « Quant à nous, républicains et amis, comptez sur notre zèle. S'il fallait aller aux antipodes pour le bien de la république, croyez que nous sommes prêts à partir et que rien ne peut nous écarter du chemin de vrais républicains ! » Ils confondaient la république et la patrie de telle sorte que leur république en est embellie singulièrement. Cette confusion qui, dans le langage et dans les sentimens de nos concitoyens, ne s'est pas maintenue, — il serait trop long de dire pourquoi, — donne aux lettres de ces volontaires un petit air démodé, souvent drôle. Par exemple, l'un d'eux, un artilleur, écrit que nos mortiers « travaillent en républicains; » et un autre, au bivouac en avant de Verchem, le 2 nivôse an II : « Nous couchons dehors tous les jours et la vermine nous mange, mais c'est pour la république ! »

Alors, ils sont très contens ; et ils sont magnifiques. Ils ennoblissent les pires choses : la vermine, la république de 1793, la carmagnole. Et il n'est pas jusqu'au refrain sinistre de « Ça ira, » ignoble à Paris dans la bouche des massacreurs, qui ne prenne le plus bel accent aux couplets de la lettre que voici. Châtelain, commandant la deuxième escouade des canonniers au parc de Saverne, l'an IIe de la république une et indivisible, écrit aux « citoyens magistrats » d'Avallon, son pays natal : « Le 14 de ce mois (novembre), la générale a battu, et l'on criait : *Aux armes !* de toutes parts. Le parc d'artillerie de Saverne, où nous sommes attachés, s'est mis en marche contre l'ennemi. Mais, dès l'instant que ces brigands d'Autrichiens nous ont aperçus, ils se sont sauvés comme des lâches. Nous leur avons envoyé quelques coups de canon qui ont fait mordre la poussière à plus d'une centaine des leurs, et nous, nous n'avons perdu que peu de monde, attendu que l'ennemi tire trop haut. Nous ne sommes qu'à une lieue de l'ennemi. Au moment où je vous écris, l'on vient de retirer un espion, habillé en gendarme; il a les yeux bandés et on lui fait faire le tour de la ville et, de suite, on va lui casser la tête. Encore un scélérat de moins. Ça ira, ça ira, ça ira!... J'ai entendu dire qu'il y avait de grandes mesures de prises par l'état-major de Saverne et que, sous peu de jours, nous devrions faire un mouvement général avec l'armée de la Moselle. Par là, l'ennemi se trouvera attaqué sur trois faces. Ça ira!... Comme je finis ces mots, le général vient de nous donner ordre de nous tenir prêts pour quatre heures du matin. Il nous a promis que l'affaire serait très chaude. Tant mieux ; je vous promets que cela ne m'intimide pas plus que quand j'allais chanter la messe à Saint-Lazare. Ça ira, ça ira!... » Et, là-dessus, Châtelain, songeant que les magistrats sont les « protecteurs des veuves et des orphelins, » leur recommande « sa petite femme et son fils. » Et puis, avant de signer : « Je suis, citoyens magistrats, avec le respect dû à des magistrats et votre égal en droit. La générale bat, je vole au combat. Vive la république une et indivisible ! » Et puis, après la signature, deux mots encore : « Je vous prie de donner de mes nouvelles à ma petite et de lui dire que je me porte bien. » Je ne sais pas ce qu'il est advenu de Châtelain, qui avait, dans l'esprit, des billevesées et une certitude.

Ces volontaires, si occupés qu'ils fussent à la défense du territoire, veillaient à conserver de bonnes relations avec les politiciens de chez eux, magistrats du peuple, membres des sociétés jacobines ou fonctionnaires de la révolution. Les gens du département d'Indre-

et-Loire correspondent très volontiers avec Clément de Ris, conventionnel bientôt et qui plus tard deviendra raisonnable, sénateur et pair de France. Clément de Ris est l'obligeance même. On s'adresse à lui pour donner de ses nouvelles à tous les amis ; il fait gentiment les commissions affectueuses. Louis Pillaut, qui est en Hollande à la 29e demi-brigade, a laissé à Beauvais-sur-Cher, non loin de Tours, une belle dont il se souvient et qu'il veut épouser, Fanquette. Sans doute ne doit-il pas écrire à Fanquette directement, soit que Fanquette ne sache pas lire, soit que les parens de cette jeune fille ne l'aient point encore agréé. Mais, citoyen Clément de Ris, « embrassez-la bien pour moi; dites-lui que, si j'étais hirondelle... » Ou : « Dites-lui de ma part que, de toutes les filles au monde, il n'y en a point que j'aime mieux... » Pillaut, quelques lignes après, a oublié qu'il écrivait au citoyen Clément de Ris : il ne songe plus qu'à Fanquette ; et la lettre commencée pour le citoyen s'achève pour la belle, comme ceci: « Encore, si j'avais le bonheur de vous voir et de vous posséder, aimable Fanquette, hélas! que je serais content de voir unir mon cœur et le vôtre par une amitié tendre et fidèle! Si le moment, mon aimable Fanquette, me permettait de vous en dire davantage, je vous en dirais plus, mais ce sera pour une autre occasion. Adieu, aimable Fanquette, portez-vous toujours bien et me croyez toujours pour la vie votre ami inséparable, Pillaut. » Le citoyen Clément de Ris allait évidemment lire à Fanquette ces jolis propos. Cela, maintes fois. Mais il arriva que Fanquette fut infidèle à ses doux sermens. Pillaut eut tort de n'être pas là; l'on ne savait pas quand il reviendrait, s'il reviendrait jamais. Fanquette épousa un autre jeune homme. Le citoyen Clément de Ris en informa Pillaut, qui eut tout le chagrin possible, avec beaucoup de courage. Pillaut fut magnanime et, apprenant que le mari de Fanquette n'était qu'un « pauvre sujet, » il évita de se réjouir de la vengeance que lui accordait la destinée : « Je souhaite que l'Être Suprême donne à cette ingrate la force de supporter toutes les adversités qu'il pourra lui arriver dans son alliance, et qu'elle les supporte avec patience tant terrestre que spirituelle, et qu'ils passent des jours tranquilles... » Généreux Pillaut, qui répond bonnement à la perfidie!... Au surplus, il ne doute pas qu'à la paix quand il pourra « recouvrir sa liberté, » il ne trouve un autre cœur « plus fidèle et plus digne de son estime. » Provisoirement, il retourne « à son drapeau, » la tête libre et débarrassée de Fanquette.

Jabouille aussi a des chagrins d'amour; Jabouille qui, autrement, serait heureux : car on l'a promu lieutenant, « et lieutenant de gen-

darmerie, c'est sûrement un fort joli poste. » Mais il voulait épouser une fille de quinze ans, à quoi son père s'opposa. Maintenant, cette fille est morte. Et Jabouille écrit à son père, aux fins de lui adresser un « terrible reproche. » Il affirme que, s'il avait épousé cette fille, elle ne serait pas morte; « et j'aurais rendu à la société une aimable femme et une bonne mère. » Il ajoute : « Oui, j'ai considérablement perdu. Figurez-vous une femme pleine de talens, de douceur, de beauté, parlant trois différentes langues et les écrivant de même, enfin dont l'éducation a plus coûté que n'ont vaillant toutes les filles de Pionsat... » Pionsat, près de Montaigu-en-Combrailles, c'est le village de Jabouille... « Je ne pleure pas facilement; mais, si vous l'eussiez connue, vous sentiriez ma douleur... » Jabouille pleure; il avoue qu'il est las et qu'il va se coucher. Ce qui augmente son déplaisir, c'est ce qui lui permet d'y songer : trop de loisir! Lieutenant de gendarmerie, avec les attributions de quartier-maître au service du trésor : un joli poste, oui, — « pour un capon, » — reprend Jabouille, qui est triste. Ses camarades se battent nuit et jour : ça les distrait. Mais lui, Jabouille : « Je n'ai plus l'avantage de voir l'ennemi !... » Jabouille eut bientôt l'avantage de revoir l'ennemi, de sorte qu' oublia cette fillette de quinze ans. Il se maria et il eut un fils, qui fu officier dans la Jeune Garde.

Habituellement, l'amour et ses mélancolies ne tourmentent pas nos volontaires. Ainsi, Mme Desbruères, une maman qui demeure à Indre libre, ci-devant Châteauroux, se trompe lourdement lorsque, s'étant fait tirer les cartes, elle se figure que son fils André rêve d'une jolie maîtresse. Pas du tout! « Je vous dirai avec vérité que j'ai eu beaucoup de chagrin en quittant Besançon, mais ce n'est pas pour les filles, c'est plutôt pour le vin à bon marché, tandis que maintenant nous ne buvons ni vin ni eau-de-vie, et, les trois quarts du temps, nous manquons de pain. » Une autre maman, la citoyenne Michel, a fait à son fils de sages recommandations. Sur le chapitre de l'amour, il ne répond seulement pas. Et, quant au vin, « je vous dirai qu'un militaire qui boit un petit coup et qui a la tête échauffée est heureux; il n'a aucune inquiétude et souci jusqu'au lendemain... » La citoyenne Michel s'alarme-t-elle, à craindre que son fils ne soit un ivrogne? « Non, ma chère maman, soyez persuadée que je me ressouviendrai toujours des principes que vous m'avez donnés. Quand j'aurai le plaisir de vous embrasser, je ne sentirai ni la pipe ni le vin... » Et il ajoute, corrigeant de gaieté sa tendresse : « Mais, pour la gale, il ne faut jurer de rien! » Michel est un excellent fils. Il écrit

souvent ; et, un jour, dans les premiers temps, une lettre qu'il reçoit lui fait répandre des larmes : il ne peut plus lire, car il « pleure de trop bon cœur » et « croit rêver. » Ce jour-là, s'il pouvait embrasser sa « chère maman, » serait le plus beau jour de sa vie. Mais il s'éveille bientôt de cette illusion séduisante : « Insensé que je suis, tu t'aveugles ; le bonheur est loin de toi !... » Un peu d'éloquence n'altère pas la sincérité de l'émoi ; et la simplicité, en littérature, est la suprême rouerie où réussissent les délicats.

Ces héros sont de bons enfans. Brusques, parfois. Et ainsi, le gendarme Paderno. Son frère a demandé de ses nouvelles et, pour lui écrire, son adresse : « Il se moque de moi ! Il croit que c'est comme lui qui est dans sa chambre à caresser sa femme. Triple bombe ! s'il a tant envie de m'écrire, il peut m'écrire quand il voudra au champ de bataille, au champ d'honneur, à Modane, près le Mont-Cenis : voilà mon adresse ! Et il peut prendre un fusil, et qu'il vienne, je lui donnerai du pain, et de l'ouvrage au fort de la Brunette... » Ah ! Paderno n'est pas commode. Mais, en général, ils sont la douceur même et recherchent, en écrivant, les formules de la plus gracieuse politesse : « Ma chère mère, je mets la main à la plume pour vous donner de mes nouvelles et pour en recevoir des vôtres... » Ils joignent à leurs mots d'affection mille cérémonies de déférence. Un peu pressés, ils mettent, pour finir : « Je suis, en attendant de vos nouvelles, votre fils ; » ou bien : « Je suis toujours votre fils ; » ou bien même : « Je suis pour la vie votre fils. » Ils aiment ces déclarations incontestables. Jamais ils ne cessent de penser à leur village. Ceux qui ne savent pas écrire s'adressent à l'obligeance d'un camarade plus lettré. Par exemple, au bivouac de l'avant-garde, en avant de Verchem, le 2 nivôse an II, c'est Joseph Rousseau qui tient la plume. Et il écrit à « son cher père et sa chère mère, » comme s'il ne s'agissait que de lui, raconte qu'il vient d'être nommé caporal et qu'il a juré de n'abandonner point son drapeau sans avoir chassé du sol républicain les satellites des despotes couronnés ; il raconte nos victoires. Et puis : « Je vais vous dire que nous sommes réunis en groupe pour écrire cette lettre ; tous du pays, nous assurons de notre respect nos pères et mères. Nous sommes : Chaumereau, fils du maréchal des logis de gendarmerie ; Crépin, Jousset, de Saint-Martin ; Thuilier, ci-devant de Saint-Martin. Tous vous font leurs complimens et vous prient de donner de leurs nouvelles à leurs parens en leur présentant leurs respects. Ils se portent bien. » L'une des souffrances que nos volontaires endurent le plus malaisément, c'est la lenteur avec laquelle leur parvient la ré-

ponse, quand ils se sont appliqués à écrire une belle et bonne lettre. Alors, ils se tourmentent : « Je puis vous dire avec vérité que voilà trois lettres que je vous envoie sans avoir de vos nouvelles. Je ne sais si vous les avez reçues. Je suis bien en peine de cela... » Et Gagneux : « Après les plus vives inquiétudes sur le sort de vos santés et le long silence de votre part, après vous avoir écrit différentes lettres pour en recevoir aucune réponse, et ne sachant à quoi attribuer ce retard, et me voyant privé de la plus douce satisfaction que je puisse avoir ; étant éloigné de vous, je mets la main à la plume pour m'informer de l'état de vos santés, ainsi que de celle de mes frère et sœur et de toute notre famille... » Aux frontières, les soldats de la république sont enfermés dans leur besogne et dans leur discipline comme dans un couvent, séparés du reste du monde. Ils reçoivent peu de lettres ; et leurs parens, qui ne sont pas très malins à écrire, ne les renseignent pas à merveille. Gagneux s'en plaint : « Vous me dites que ma sœur est mariée, vous ne me dites pas avec qui ! faites-le-moi savoir dans votre prochaine lettre... » Et Gagneux attend, pour complimenter sa sœur. Ils sont là-bas comme dans un couvent ; mais le souvenir du village est avec eux et ne les quitte pas... « J'ai reçu de vos nouvelles le jour de la fête de chez nous, ce qui m'a fait un sensible plaisir... » Ils n'oublient pas ces dates d'une gaieté qui n'est plus pour eux. Les contrées nouvelles que visite leur marche victorieuse les invitent comparer les sites, les récoltes, et à préférer les champs qui les ont vus naître. Gagneux, quand, avec la 17e demi-brigade, il a passé le Rhin, constate que le Wurtemberg est un pays très froid. Et les voici au mois de messidor : le seigle commence à pousser, le froment se montre à peine, — « les fruits sont comme chez nous au mois de mai ! » Et Gagneux songe à son petit village d'Azay-sur-Cher, dans la riche Touraine : « Je vous prie de me dire si les vignes sont belles si la moisson s'avance, si les fruits sont beaux... »

Voilà leur rêverie. Elle ne les amollit pas. Il n'est de rêverie qui tienne, lorsqu'on a le divertissement superbe de vaincre. Et il n'est pas de rêverie pour amollir un Julien Martin, canonnier de l'armée des Ardennes, lequel écrit à son parrain : « Voilà deux jours qu'on parle que l'armée va partir pour aller du côté de Valenciennes. Cela nous ferait un grand plaisir, car nous ne serions que contens de nous battre, car il n'y a rien de plus beau à voir que la guerre, surtout quand il y a deux cents brutals qui pètent là tous à la fois. » L'annonce des batailles les excite et les réjouit. « Il se prépare un coup de collier, dit Brault ; nous aurons le plaisir d'être de la partie ! » Et

Michel, à dix lieues de Francfort, à trente lieues de Solingen et d'Elberfeld, suivant son estimation : « Nous aurons le plaisir d'entrer dans plusieurs villes d'Allemagne ! » Et Vidal, tambour-major en chef de la 86e demi-brigade, qu'est-ce qui l'attristerait ? « Nous combattons toujours avec succès. Comme tambour-major, je fais porter la terreur chez les ennemis en levant cette canne ; ce signal leur devient funeste et fatal. On bat le pas de charge, on croise la baïonnette, on immole à la liberté mille et mille esclaves ; les autres, se voyant pressés, fuient à grands pas le champ de bataille. » Pour informer de leurs exploits les père et mère et les amis, chacun a son style. Le sergent Logé, qui se bat dans l'armée de Sambre-et-Meuse, division du général Marceau, et qui a vu les Autrichiens se sauver à toutes jambes, ne va pas par quatre chemins : « Nous les avons foutus tous en déroute ! » Joseph Rousseau a plus d'élégance : « Nous avons eu l'avantage de repousser l'ennemi ! » Defage est plus lyrique : « De tous côtés, la victoire nous tend les bras. Nous avons pris Mons, Ostende et Bruxelles. Notre armée marche sur Gand. Je vous dirai aussi que nous avons repris Condé et Valenciennes... » Après la bataille de Mons, que nous appelons victoire de Jemmapes, Huret, « républicain, Français et défenseur de la patrie, » est comme un peu intimidé de la beauté du récit qu'il va faire : « Je voudrais avoir un génie assez sublime ou un esprit assez éloquent pour tracer le courage et l'intrépidité de nos soldats... » Et, quand on croit la paix prochaine, Rouget : « C'est alors que vous verrez votre fils couvert de lauriers et qui fera part de son triomphe à toute la famille ! »

« Jugez voir à propos si nous ne nous sommes pas battus comme il faut ! » écrit Bénard, soldat au 57e régiment, ci-devant Beauvoisis. Et il ne doute pas de l'assentiment.

Soldats d'hier, dignes de leurs neveux !

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Au milieu de tant de questions qui sont en ce moment posées, l'attention continue de se porter sur la prétention de l'Allemagne de fermer une grande étendue de mers à la navigation des neutres aussi bien que des belligérans. En vertu d'un chiffon de papier, — ici l'expression est parfaitement exacte, — l'Allemagne a prononcé cette interdiction et cette clôture et elle leur a donné pour sanction la menace adressée aux navires de tous les pays indistinctement d'être coulés sans avertissement préalable. L'Allemagne a-t-elle le moyen matériel de réaliser sa menace ? Possède-t-elle pour cela un assez grand nombre de sous-marins ? Cette arme nouvelle est-elle en mesure de produire de semblables effets ? L'expérience le prouvera : en attendant, il est permis d'en douter. L'Allemagne ne vise à rien moins qu'à affamer l'Angleterre : elle n'y réussira pas, mais elle peut couler un certain nombre de navires, et c'est contre quoi les neutres protestent avec une énergie croissante et une résolution dont nous verrons sous peu les effets. L'exemple donné par l'Amérique a été bientôt suivi par toutes les Puissances européennes particulièrement intéressées, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Hollande. Toutes déclarent qu'elles rendront l'Allemagne responsable de ses méfaits. Ces protestations se ressemblent dans le fond, et c'est à peine si elles diffèrent dans la forme : nous nous attacherons surtout à celle des États-Unis, parce qu'elle est la plus importante et la plus développée. C'est l'honneur de l'Amérique de prendre aujourd'hui en main la grande cause de la liberté des mers.

Aussitôt après avoir pris connaissance du Memorandum allemand, le gouvernement américain y a répondu par une note que son ambassadeur à Berlin, M. Gérard, a été chargé de remettre à M. de Jagow. Il était de son devoir de « prier instamment le gouvernement impérial allemand de réfléchir, avant d'agir, sur la situation critique

qui pourrait résulter, pour les relations de ce pays avec l'Allemagne, de l'application des menaces de la proclamation de l'amirauté allemande, si un navire marchand des États-Unis était détruit, ou si un citoyen des États-Unis était tué. » A la menace de Berlin, Washington en oppose une autre. « Si, dit-il, une situation si déplorable se produisait, le gouvernement impérial peut facilement comprendre que le gouvernement des États-Unis serait contraint de tenir le gouvernement allemand strictement et complètement responsable des actes de ses autorités navales et de prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder l'existence et les biens des Américains et pour assurer aux citoyens américains la jouissance de leurs droits reconnus sur la haute mer. » Il est difficile de parler un langage plus clair. Quelle a été la réponse de l'Allemagne ? Elle peut se résumer en quelques mots, ceux que M. de Bethmann-Hollweg a déjà fait entendre au commencement de la guerre : nécessité n'a point de loi. Ou, en d'autres termes : il n'y a de loi que l'utilité et les convenances de l'Allemagne. Et la réponse de Berlin parle comme si ce droit nouveau était dès maintenant établi. Il semble, à la lire, que ce soit l'Angleterre qui viole constamment et impudemment tous les principes du droit des gens. L'accusation est énoncée à maintes reprises avec une rare insolence et, semble-t-il, avec une lourde intention d'ironie : « Si le gouvernement américain, y est-il dit, au dernier moment, écartait les raisons qui rendent les mesures allemandes nécessaires et surtout trouvait le moyen de faire respecter la déclaration de Londres et rendait ainsi possible pour l'Allemagne l'importation des denrées nécessaires, alors le gouvernement allemand ne saurait trop estimer un pareil service rendu dans l'intérêt des méthodes de guerre humanitaires. »

Ce mot de guerre humanitaire résonne étrangement dans une bouche allemande. Oublie-t-on par hasard à Berlin qu'au regard de l'Allemagne la guerre humanitaire est la plus féroce, la plus atroce, sous prétexte qu'elle est la plus courte? L'Angleterre pourrait répondre : *Patere legem quam ipse fecisti;* subis la loi que tu as faite toi-même. Mais ce n'est pas ainsi qu'on parle, ni surtout qu'on agit dans ce grand et noble pays. L'Angleterre a scrupuleusement respecté tous les principes du droit des gens. Il y a eu un moment où les États-Unis ont paru avoir un doute à ce sujet, et une note a été adressée de Washington à Londres pour appeler l'attention de l'Angleterre sur le nombre, jugé trop grand, de navires américains saisis en pleine mer. Dans la réponse qu'il vient de faire à cette note, le gouvernement

anglais s'adresse encore plus au gouvernement allemand qu'au gouvernement américain. L'Angleterre serait-elle donc si coupable de vouloir affamer l'Allemagne? Sir Edward Grey rappelle à ce sujet qu'aucune Puissance n'a soutenu plus énergiquement que la Grande-Bretagne le principe que les belligérans doivent s'abstenir d'arrêter les vivres destinés à la population civile; mais, en 1885, dit-il, quand les gouvernemens anglais et français ont discuté la question, Bismarck, dont l'opinion fut sollicitée par la Chambre de commerce de Kiel, répondit en ces termes: « La mesure dont il s'agit a pour but le raccourcissement de la guerre en augmentant les difficultés de l'ennemi, et c'est une mesure justifiée en temps de guerre, si elle est appliquée impartialement contre tous les vaisseaux neutres. » Nous reviendrons dans un moment sur cette question des vivres : épuisons d'abord la question maritime. A la demande américaine, l'Allemagne oppose un refus pur et simple. Elle est résolue, dit-elle, « à supprimer par tous les moyens à sa disposition l'importation du matériel de guerre en Angleterre et chez ses alliés. Elle espère que les neutres ne s'y opposeront pas. Dans ce dessein, elle a proclamé une zone de guerre qu'elle cherchera à fermer autant que possible avec des mines, et a décidé de détruire les navires marchands hostiles par tout autre moyen en son pouvoir... Les navires neutres qui se hasarderont dans la zone de guerre en porteront eux-mêmes la responsabilité. Celle-ci ne peut être acceptée par le gouvernement allemand. » Ainsi le gouvernement américain et le gouvernement allemand se renvoient mutuellement la responsabilité de ce qui peut arriver. Entre deux points de vue aussi différens, aussi opposés, il semble bien que la solution ne puisse pas intervenir seulement avec des mots : tous ceux-ci ont d'ailleurs été épuisés. Il n'y a donc plus qu'à attendre. On n'a pas attendu longtemps : le steamer américain *Evelyn*, qui transportait du coton de New-York à Brême, a heurté une mine au Nord de Borkum. Un navire norvégien, le *Belridge*, a été torpillé. Nous ne parlons pour le moment que des navires neutres : les pertes anglaises sont plus considérables, mais elles ne le sont pas assez, et il est à croire qu'elles ne le seront jamais assez pour diminuer dans une proportion très sensible la force navale du pays. « Durant ces trois derniers mois, disait M. Winston Churchill dans un discours récent, 8000 navires anglais sont restés constamment en mer : il y a eu 4465 arrivées et 3609 départs dans le Royaume-Uni : 19 vaisseaux seulement ont été coulés par les navires allemands : 44 ont coulé pour d'autres causes; or, de 1793 à 1814, nous

avons perdu 10871 vaisseaux et même après Trafalgar nous perdions encore 500 vaisseaux par an. Le nombre total des vaisseaux perdus pendant le premier semestre de la guerre actuelle a été de 36 seulement. » Il est vrai que cela se passait avant le 18 février ; mais comme sa force navale n'a pas augmenté depuis cette époque et que l'Allemagne usait déjà auparavant de tous ses moyens, si les proportions constatées par M. Churchill sont dépassées, il est à croire qu'elles ne le seront pas de beaucoup.

La question des vivres dont nous avons dit un mot est une de celles qui préoccupent le plus l'Allemagne. Est-elle déjà menacée dans sa subsistance ? Le sera-t-elle bientôt ? Les renseignemens qu'on reçoit à ce sujet ne sont pas concordans. Mais comment n'être pas frappé de l'angoisse qui perce dans les lignes suivantes de la réponse de Berlin à Washington ? « Le gouvernement allemand veut croire que le gouvernement américain saura apprécier toute le gravité de la lutte dans laquelle l'Allemagne est engagée et où il y va de son existence même, et comprendra le but des mesures qu'adopte l'Allemagne, mesures qui n'auraient pas été adoptées sans les raisons de défense nationale. » Il y va de l'existence même de l'Allemagne ; soit, cela n'excuse pas ses procédés, mais explique l'état d'esprit qui l'amène à en user. Il faut donc que les neutres sacrifient leurs intérêts et leurs droits à l'existence de l'Allemagne. Celle-ci est-elle donc en cause ? Un fait s'est produit, qui mérite une attention particulière : l'établissement du monopole des blés entre les mains du gouvernement impérial. Jusqu'ici, c'est la seule denrée qui ait été l'objet d'une mesure de ce genre : le gouvernement l'a accaparée, il se charge d'en faire la distribution. On a remarqué d'autre part la phrase de sir Ed. Grey, citée plus haut, où il est dit que l'Angleterre a toujours soutenu le principe de la libre circulation des vivres destinés à la population civile. C'est une application du principe plus général que la population civile doit être maintenue hors de la guerre et en souffrir le moins possible : on sait, soit dit en passant, quelles atteintes nombreuses, brutales, cruelles, l'Allemagne a portées à ce principe qu'elle invoque aujourd'hui dans un cas particulier et pour son utilité propre. Il n'en est pas moins respectable, et l'Angleterre l'a toujours respecté ; mais le cas change d'aspect et de caractère lorsque l'alimentation de la population civile est assurée par l'intervention gouvernementale au lieu de l'être par la liberté du commerce. C'est à ce point de vue que s'est placé le gouvernement anglais lorsqu'il a arrêté le paquebot américain *Wilhelmina*, qui transportait des céréales en

Allemagne. Ces céréales, devant devenir la propriété du gouvernement, devenaient par ce fait même de la contrebande de guerre et devaient être traitées comme telles. L'Allemagne n'a pas manqué de protester. « Les Anglais, dit-elle dans sa réponse aux États-Unis, ont arrêté le *Wilhelmina*, bien que sa cargaison ne fût destinée qu'à la population civile allemande et malgré la déclaration du gouvernement allemand qu'on ne l'emploierait qu'à cela. » Mais que vaut la déclaration, même expresse, du gouvernement allemand ? En temps de paix, la courtoisie obligerait à lui accorder quelque valeur, mais en temps de guerre et après tout ce que nous avons vu, il serait trop naïf de le faire. Le gouvernement anglais a donc eu raison d'arrêter le navire, et le gouvernement allemand n'a pas le droit d'appeler cela un empiétement. Il le fait néanmoins et il part de là pour s'excuser lui-même des innovations qu'il introduit dans le droit maritime. L'Angleterre arrêtant les denrées destinées à l'Allemagne, celle-ci se venge en coulant les navires neutres qui passent à sa portée dans une grande étendue de mers. Singulier effet d'une telle cause ! On conçoit que les neutres se révoltent et commencent sérieusement à s'agiter. La force de leur résistance s'accroîtra, s'ils s'entendent pour parler et pour agir en commun. Les belligérans aussi doivent le faire. Un échange de vues vient d'avoir lieu sur ce sujet, à la Chambre des Communes, entre lord Charles Beresford et M. Asquith. Lord Charles Beresford ayant demandé si les procédés allemands seraient l'objet d'une note commune, M. Asquith a répondu : « Je ne peux encore le dire ; mais il y aura certainement une note de la Grande-Bretagne, et j'ai l'espérance que cette note sera commune. » Déclaration qui a été couverte d'applaudissemens.

Chaque jour, on le voit, de nouvelles questions surgissent dans cette guerre qui ressemble si peu aux précédentes. Des engins nouveaux en sont en partie la cause. Les dirigeables, les avions se sont montrés extrêmement utiles comme éclaireurs des armées : comme armes de guerre, ils n'ont pas encore tenu tout ce qu'on en attendait. Cela est vrai surtout des dirigeables dont les exploits ont été relativement médiocres. Un zeppelin vient de lancer des bombes sur Calais où il a tué cinq personnes et démoli deux maisons. Des avions anglais ont été mieux inspirés en volant sur Ostende et sur Zeebrugge où leur tir a fait des ravages d'un autre ordre : en tout cas, ils n'ont tiré que sur des établissemens militaires ou affectés à la guerre, tandis que les avions ou les dirigeables allemands ont vraiment l'air de s'en prendre de préférence aux maisons privées et aux civils. La

distinction des militaires et des civils, dont ils parlent si souvent pour l'imposer aux autres, n'existe pas pour eux. Quoi qu'il en soit, les effets produits par leurs zeppelins sont jusqu'ici d'un intérêt secondaire.

La guerre sur terre et sur mer en a eu un plus grand, qui malheureusement n'a pas toujours été ce que nous aurions désiré. Il n'y a pas lieu de dissimuler que les Russes ont éprouvé dans la Prusse orientale un échec que les Allemands exagèrent, comme ils le font toujours, dans des proportions à la mesure de leur orgueil. Les Russes, plus véridiques, ont l'habitude de reconnaître leurs mécomptes et de les réparer. Cette fois, leur échec a surtout un caractère moral: ils occupaient un territoire allemand, ils l'ont évacué. C'est un désagrément sans doute, mais nullement un désastre, et l'armée russe continue de maintenir devant elle une immense armée allemande, commandée par le meilleur général allemand. La conséquence la plus regrettable de l'échec russe est le trouble et l'hésitation que certaines puissances balkaniques en ont éprouvés. La Roumanie, par exemple, semblait sur le point de sortir de la neutralité, et assurément elle n'a pas renoncé à le faire, mais le moment opportun, qui lui semblait prochain, lui apparaît maintenant plus éloigné. Les mouvemens de l'armée russe, qui a évacué la Bukovine après l'avoir partiellement occupée, sont certainement pour beaucoup dans cet ajournement. L'attitude équivoque de la Bulgarie y a aussi contribué. Nous avons parlé de l'inquiétude qu'a fait naître dans les esprits le fait que la Bulgarie a touché de l'argent à Berlin: les derniers renseignemens sur cette affaire donnent à croire qu'elle n'a pas eu le caractère politique qu'on lui a attribué, et que la Bulgarie n'a pas contracté d'engagemens nouveaux. Soit: elle reste neutre, libre, perplexe, regardant de tous les côtés sans se prononcer définitivement pour aucun. Elle vient de faire un arrangement avec la Roumanie en vertu duquel les deux pays ouvrent réciproquement leur territoire au passage des marchandises qui leur sont destinées. On affirme que le matériel de guerre est exclu de la convention: nous ne saurions dire ce qu'il en est. Quoi qu'il en soit, cette convention a été une surprise. En somme, tout reste en suspens dans les Balkans. Mais le canon de la flotte anglo-française vient de tonner à l'entrée des Dardanelles. C'est un acte nouveau et grave. Il était attendu depuis longtemps; il s'exécute enfin et ses conséquences, s'il réussit comme nous l'espérons bien, feront sortir les pays balkaniques de leurs longues incertitudes.

L'attitude de la Porte ottomane ne pouvait plus être tolérée.

Comme tous les gouvernemens faibles et désunis, la Porte est devenue un gouvernement perfide. Les promesses qu'elle nous a faites à Constantinople au moment de l'emprunt, pour avoir notre argent, ont été cyniquement violées. La conduite qui a été tenue au sujet du *Gœben* et du *Breslau* a été une véritable trahison. Enfin la guerre a été déclarée et alors est apparue à tous les yeux une vérité qu'on soupçonnait déjà, à savoir que la Porte n'était pas seulement l'alliée mais la vassale de l'Allemagne, qu'elle lui avait vendu son âme, comme le docteur Faust, pour obtenir d'elle un rajeunissement miraculeux. Dès lors, chacun a dû prendre ses mesures en conséquence. Les Puissances occidentales, la France et l'Angleterre en particulier, n'ont à coup sûr aucun reproche à se faire au sujet de l'Empire ottoman ; elles ont multiplié les efforts pour le faire vivre et, s'il vit encore, il le leur doit. Elles l'ont soutenu politiquement, financièrement, militairement. On voit comment elles en ont été récompensées. La Porte a cédé au mirage de la force, qu'elle a cru être dans l'Empire allemand ; elle a oublié ses amis d'hier ; elle a méconnu ses vrais intérêts. En suivant cette politique, elle a sonné elle-même son glas funèbre Il y a des momens dans l'histoire où l'*alea jacta est* qui annonce les catastrophes vient à tous les esprits : nous sommes à un de ces momens. Ce n'est pas une petite affaire de forcer les Dardanelles, de rompre successivement toutes les lignes de défense qui les protègent à droite et à gauche, de draguer les mines flottantes, de réduire les forteresses, d'autant plus que, derrière la Turquie, il y a l'Allemagne, c'est-à-dire des officiers qui savent leur métier et sont des adversaires sérieux. La tâche n'est pourtant pas au-dessus de l'Angleterre et de la France, qui en ont mesuré toutes les difficultés et ont dû s'assurer les moyens de les vaincre. Le *Times*, qui qualifie l'opération de formidable, exprime la même confiance que nous dans son résultat. Il faut s'attendre à ce que plusieurs semaines s'écoulent avant qu'elle soit terminée et que les flottes alliées, après être entrées dans la mer de Marmara, apparaissent devant Constantinople ; mais ce jour-là sera un jour important dans l'histoire. Des questions nombreuses se poseront le lendemain, et il faut s'y préparer ; mais aussi beaucoup de vieilles questions seront closes, et il faut s'en féliciter. Longtemps la diplomatie européenne s'est arrêtée avec une sorte de respect superstitieux devant la Sublime-Porte, jadis si forte, aujourd'hui si faible, mais que tant de convoitises, qui se tenaient mutuellement en équilibre, sauvaient de la chute définitive. Un ébranlement général peut seul la précipiter et, même après cet ébranlement, la Porte

aurait pu survivre, si elle n'avait pas eu la folie d'y exposer ses destinées. Que celles-ci s'accomplissent ! Parmi tous les griefs actuels de l'Europe contre la Porte, il en est un qu'il est impossible d'oublier. L'intérêt principal que l'Europe attachait au maintien de l'Empire ottoman est qu'elle voyait en lui le gardien des Détroits, le garant de leur liberté. Cette liberté n'existe plus : cela juge la Porte et la condamne.

Les suites de l'événement s'étendront très loin, et aucun des pays dont la Méditerranée baigne les rivages ne saurait y rester indifférent. L'Italie en particulier, que l'ardente méditation d'un grand passé prédispose à de grandes vues d'avenir, en éprouvera une impression très vive : elle entendra les appels qui lui viendront du fond de son histoire. Elle en a entendu de plus récens, qui, bien que d'un caractère moins solennel, n'en sont pas moins suggestifs. M. Sazonow, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Douma et où il a passé en revue toutes les questions européennes et asiatiques, a dit un mot des nations neutres qui n'avaient pas encore pris de résolution définitive. « Cette résolution, a-t-il ajouté, leur appartient, elle est à eux, car ils seront seuls responsables devant leurs nations respectives, s'ils laissent échapper l'occasion favorable de réaliser l'aspiration nationale. » Nous qui connaissons surtout l'Italie de la seconde moitié du dernier siècle, nous ne l'avons jamais vue laisser échapper cette occasion. L'observation de M. Sazonow l'a-t-elle frappée ? Peu de jours après le discours du ministre russe, un article de journal produisait dans toute la péninsule une émotion contagieuse et générale que les articles de journaux provoquent rarement avec une telle intensité. Le *Giornale d'Italia* énonçait, proclamait « le devoir italien, » et il le faisait en termes véhémens. — Le moment le plus critique de la conflagration européenne approche, disait-il ; l'avenir de l'Europe sera décidé dans une prochaine recrudescence du conflit ; ensuite viendra la phase des arrangemens. Mais le destin sera désormais fixé, et tous devront le subir, les vaincus comme les neutres. Nous ne croyons pas que le peuple italien sente suffisamment l'approche de ce moment où va se décider l'avenir de la patrie. Les Italiens, cependant, savent depuis de longs mois que la neutralité actuelle ne peut pas être une fin, qu'elle représente une période de recueillement, de préparation et d'attente. Il est donc temps de dire au peuple italien de ne pas se faire d'illusion sur la prolongation indéfinie de l'état de choses actuel. Nous croyons pouvoir proclamer que l'Italie ne peut pas sortir de cette terrible

crise telle qu'elle est aujourd'hui. Laisser passer cette crise sans que l'Italie améliore ses frontières, réalise ses aspirations, élève son prestige et assure son avenir, serait un suicide. Attendre passivement l'accomplissement du destin serait espérer une aumône des autres nations dans un moment où les plus cruels égoïsmes triomphent. — Tel est le ton de cet article qui se terminait par un pressant appel à l'union de tous les Italiens.

L'appel n'a pas été entendu par tous, ou du moins ne l'a pas été tout de suite. Le *Giornale d'Italia* est le journal de M. Sonnino; la *Stampa*, qui a des attaches étroites avec M. Giolitti, lui a répondu en paraphrasant la lettre de celui-ci à M. Peano, lettre dont nous avons parlé il y a quinze jours et qui, sans désavouer, s'il le faut absolument, le recours à la guerre, exprime l'espoir que la diplomatie obtiendra assez de choses pour qu'on puisse s'en passer. D'où vient à M. Giolitti et à la *Stampa* cette espérance, le *Giornale d'Italia* l'a demandé avec insistance sans recevoir de réponse. Le *Giornale d'Italia* ne veut pas d'une « aumône ; » la *Stampa* s'en contenterait-elle ? Tous les journaux italiens ont pris parti, ceux-ci dans un sens, ceux-là dans l'autre. Sur ces entrefaites, le Parlement s'est réuni. On s'attendait à une discussion immédiate du sujet qui occupait tous les esprits. La discussion n'a pas encore eu lieu et personne ne semble mettre hâte à l'ouvrir. C'est à peine si, dans un discours prononcé à propos du tremblement de terre qui a désolé l'Italie et dont l'humanité tout entière a gémi, M. Salandra a dit quelques paroles patriotiques et vagues, propres à élever les cœurs, sans que les esprits précis puissent y trouver une indication qui les satisfasse. Il y a en Italie un mouvement d'opinion incontestable, mais le gouvernement se réserve. A une question qu'on a voulu lui poser il a refusé de répondre et s'en est référé aux paroles qu'il a prononcées il y a quelques mois, paroles qui avaient à la vérité résonné comme un coup de clairon, mais qui, suivies d'un grand silence, n'ont produit qu'une impression d'un jour.

Il est possible, on l'a dit beaucoup, que dans les divergences d'idées que les journaux ont reflétées, il faille voir, avec toutes les atténuations qu'on voudra d'ailleurs y mettre, le signe d'un désaccord entre M. Giolitti et M. Salandra. M. Giolitti a fait les élections dernières, il était le lendemain maître de la majorité : alors, fatigué peut-être par un long ministère, il a cédé provisoirement sa place à M. Salandra, qui appartient à un autre parti que lui, et lui a promis de l'appuyer, ce qu'il a fait jusqu'ici loyalement. Mais M. Salandra a réussi mieux qu'on ne s'y attendait ; les circonstances étant devenues graves,

il n'y a pas paru inférieur et s'est trouvé amené à jouer un rôle qui l'a entouré d'un prestige imprévu. Rien ne permet de croire, ou du moins rien n'autorise à dire que M. Giolitti en ait pris ombrage : en est-il de même de ses amis? Si les choses tournent bien et s'il reste au pouvoir, M. Salandra en aura l'honneur, il en sera le bénéficiaire et c'est une perspective qui ne plaît pas à tout le monde, bien que tous les partis soient prêts à se réjouir d'un succès national. Pour le moment, les socialistes sont divisés. Le plus grand nombre est favorable à la neutralité, les autres le sont à l'intervention. Les catholiques, généralement peu sympathiques à notre cause et pleins d'attendrissement pour l'Autriche, sont aussi en majorité pour l'abstention. La logique des choses n'en travaille pas moins en sens contraire. L'Italie ne pardonnerait pas à son gouvernement, — qui le sent bien, — si, après la crise actuelle, elle se retrouvait les mains vides. Comment un homme aussi fin que M. Giolitti peut-il croire que la diplomatie suffira à les remplir ? On avait conclu à Rome de la lecture de quelques journaux allemands que l'Autriche serait assez raisonnable pour faire, au bon moment, les concessions nécessaires et le prince de Bülow y entretenait de son mieux ces espérances. Gagner du temps est beaucoup pour l'Allemagne, mais il n'est pas sûr que, lorsque l'Allemagne en gagne, ce ne soit pas l'Italie qui le perde. Que l'Allemagne, par l'entremise irresponsable de ses journaux, promette généreusement à l'Italie ce qui ne lui appartient pas, nul ne s'en étonnera, car rien n'est plus conforme à sa manière ; mais il est plus intéressant de savoir ce qu'en pense l'Autriche-Hongrie, et c'est ce que la *Nouvelle Presse libre* de Vienne a dit dans un article de ton cassant et péremptoire. « Aucun homme politique sensé, y lisons-nous, ne peut considérer comme possible qu'un grand empire se laisse fermer brutalement l'accès de la mer pour faire plaisir à une poignée de nationalistes exaltés qui vivent sur son territoire. Si nous devions perdre la côte de l'Adriatique, nous chercherions sans cesse à la reconquérir et la loi naturelle reprendrait bientôt toute sa force et toute sa valeur. Comment surtout penser que notre monarchie, après une guerre sans précédent comme la guerre actuelle, consente à une réduction de notre territoire tant qu'elle sera en état de respirer? »

L'Italie peut se tenir pour éclairée. Il y a des questions qui ne se résolvent que par la force. Pendant quarante-quatre ans, nous avons eu l'impression que celle de l'Alsace-Lorraine était du nombre ; celle de Trieste et de l'Adriatique en est aussi. Mais, comme l'a dit M. Sazonow, l'Italie aussi bien que la Roumanie sont seules maîtresses

de leurs résolutions : à elles de les prendre. Rappelons seulement que c'est parce qu'il avait été à la peine que l'étendard de Jeanne d'Arc a été à l'honneur.

Nous ne dirons que peu de chose du Congrès socialiste de Londres : on y aurait, en somme, prêté peu d'attention s'il n'avait pas été malencontreusement illustré par la présence de deux ministres français, M. Sembat qui y était réellement, et M. Jules Guesde qui s'était excusé pour cause de maladie, mais qui avait aveuglément donné son adhésion à tout ce qu'on y déciderait, et en effet il le savait d'avance, il n'avait qu'à se souvenir. L'ordre du jour voté à Londres a ressemblé à ceux qui l'avaient précédé dans d'autres Congrès.

On y a retrouvé la guerre de classes, le pacifisme avec toutes ses chimères dont la niaiserie apparaît en ce moment si manifeste, la distinction entre les peuples qui sont pour nous des frères et leurs gouvernemens qui sont seuls des ennemis, l'espérance qu'après la guerre les nations libérées, dont on n'excepte pas l'Alsace-Lorraine, seront admises à disposer de leurs destinées, c'est-à-dire à énoncer leur volonté par plébiscite, etc., etc. Le morceau se termine par une attaque contre le gouvernement russe pour ses méfaits habituels. M. Sembat était-il là à sa place? Nous voudrions lui trouver une excuse : peut-être a-t-il cru qu'en y allant il exercerait une heureuse influence sur le Congrès et l'empêcherait de voter ces inepties dangereuses ; mais, dans ce cas, il a trop présumé de son influence : il a dû se soumettre à Londres et peut-être aurait-il dû ensuite se démettre à Paris. Il est vrai que le Congrès a décidé que la guerre actuelle devrait être poursuivie jusqu'au bout pour produire ces beaux résultats, ce qui nous donne une satisfaction immédiate, sauf à subir mille maux par la suite. Contentons-nous de la satisfaction immédiate : c'est le plus important aujourd'hui, et à chaque jour suffit sa peine. Quoi qu'il en soit, si M. le président du Conseil a autorisé M. Sembat à aller à Londres, il en a été puni par l'embarras qui en est bientôt résulté pour lui. Comment ne l'avait-il pas prévu? La désapprobation a été générale. M. Viviani s'en est tiré, nous le reconnaissons, par un discours éloquent et où il n'y a rien à reprendre. Après avoir repêché de son mieux M. Sembat et M. Guesde et assuré qu'il ne saurait trop se louer de la collaboration de tous ses collègues sans exception, il a paru oublier le Congrès de Londres ; mais, en affirmant de nouveau la politique du gouvernement, il en a pris le contre-pied sur tous les points. Les journaux racontent qu'à

chacune de ses phrases les plus expressives, personne n'applaudissait avec plus de transport que MM. Guesde et Sembat. Je suis oiseau, voyez mes ailes, etc.! N'insistons pas plus que ne l'a fait la Chambre, qui y a mis quelque complaisance, et qui, étant donné les circonstances, a eu raison. Tout est bien qui finit bien. « Et si, comme il peut arriver, a dit M. Viviani, dans une nation de 40 millions d'hommes, qui est la fille de la Révolution bouillonnante, — où nous sommes tous habitués aux manifestations quelquefois excessives de la liberté, — des chocs, des heurts, des polémiques, des malentendus se produisent, eh bien! promettons-nous, au lieu de les envenimer, de les aggraver, promettons-nous de tout faire, comme aujourd'hui, pour les réduire. »

Soit, puisque l'union est à ce prix. Au surplus, MM. Sembat et Guesde sont peu de chose sur 40 millions d'hommes et si ces fils de la Révolution bouillonnante se sont livrés à une manifestation excessive, réduisons l'importance du fait, comme M. Viviani le conseille. « Ce sacrifice, a-t-il dit, vous ne le devez pas aux membres du gouvernement, nous le devons tous à la patrie qui est en droit de l'exiger. Il est d'ailleurs autrement léger que le sacrifice que, chaque jour, à toute heure, accomplissent, confondus dans la boue des tranchées, tous les fils de la France. » Ce sacrifice d'un sentiment personnel est en effet facile à faire, quand on le compare à celui que font nos soldats. Nous demandons seulement que les membres du gouvernement en donnent eux aussi l'exemple.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.